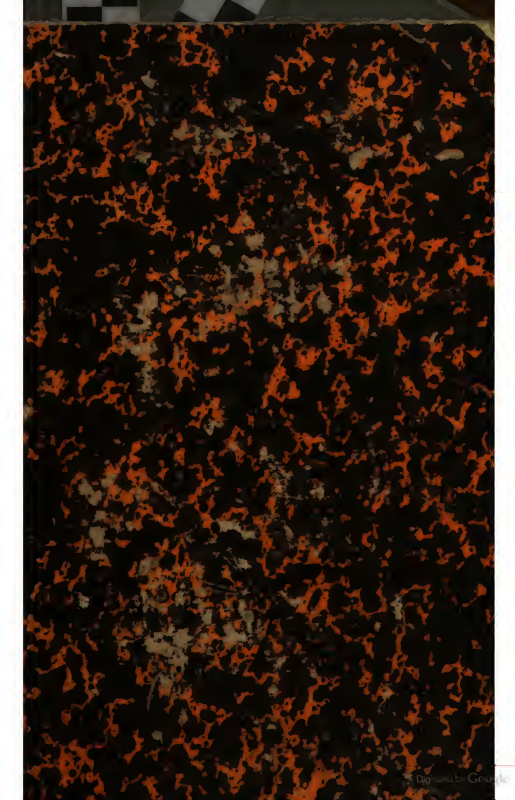




4.2.252

4. K. 2. 252.



ŒUVRES

DE M. A. DE

LAMARTINE

TRIBUNE DE M. DE LAMARTINE

OU

ÉTUDES ORATOIRES OU POLITIQUES

TOME SECOND

PARIS

TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT DE FRANCE
RUE JACOB, 56

M DCCC XLIX



ŒUVRES

DE M. A. DE

LAMARTINE

TRIBUNE DE M. DE LAMARTINE

ou

ÉTUDES ORATOIRES OU POLITIQUES

TOME SECOND

PARIS

TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT DE FRANCE
RUE JACOB, 56

M DCCC XLIX



ŒUVRES

DE M. A. DE

LAMARTINE

TOME XIV

Edition des Souscripteurs



TRIBUNE POLITIQUE.

DISCOURS ET POLÉMIQUE.

TOME II.

DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

RAPPORT

FAIT A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

MARS 1841.

MESSIEURS ,

La société, en constituant toute propriété, a trois objets en vue : rémunérer le travail , perpétuer la famille , accroître la richesse publique. La justice, la prévoyance et l'intérêt sont trois pensées qui se retrouvent au fond de toute chose possédée. La justice, la prévoyance et l'intérêt se retrouveraient-ils aussi dans la constitution de la propriété littéraire et artistique? Telle est la première et grave question que votre commission avait à approfondir. Ici, comme dans tout le cours du travail auquel elle s'est livrée, elle n'était point éclairée par des législations préexis-

tantes ; tout était à découvrir et à créer : l'antiquité n'avait pas parlé ; les législations modernes ne s'expliquaient que dans un langage confus, arbitraire, souvent contradictoire : une ébauche de loi du 19 janvier 1791, un décret de la convention du 19 juillet 1793, un décret sur la librairie du 5 février 1810, un beau projet de M. de Salvandy, et une discussion de la Chambre des pairs, étaient les seuls jalons qui nous traçaient la route.

Le seul code que votre commission eût à inter-
roger, c'était l'équité naturelle : il lui a fallu, comme dans toute question constituante, remonter jusqu'aux vérités élémentaires pour en faire découler d'autres vérités pratiques, et arracher pour ainsi dire une à une, à l'ordre métaphysique et idéal, tous les principes et toutes les applications du code de la pensée, qu'elle était chargée de vous apporter. Non contente de ces lumières qui jaillissent d'une discussion théorique, elle s'est investie de tous les documents existants, elle a fait l'enquête volontaire et officieuse de la littérature, de l'imprimerie, de la librairie et de l'art. Des hommes de lettres isolés ou associés par des liens d'assistance mutuelle, des membres de nos corps savants, des peintres, des statuaires, des musiciens, les premiers de leur art, des délégués de cette grande industrie de la librairie française, qui a mis en quelque sorte sa gloire dans la gloire des grands écrivains qu'elle a répandue ; enfin, dans un

intérêt plus élevé et plus saint, le vénérable chef du clergé de Paris lui-même, ont bien voulu se faire entendre de votre commission, et vous apporter, chacun dans l'ordre de son expérience, de ses besoins ou de ses études, les notions qui pouvaient éclairer ou compléter la loi. Voici en peu de mots par quelle série de raisonnements, d'inductions et de faits, nous sommes arrivés aux solutions que nous avons l'honneur de présenter à votre délibération.

Il y a des hommes qui travaillent de la main ; il y a des hommes qui travaillent de l'esprit. Les résultats de ce travail sont différents, le titre du travailleur est le même. Les uns luttent avec la terre et les saisons ; ils récoltent les fruits visibles et échangeables de leurs sueurs. Les autres luttent avec les idées, les préjugés, l'ignorance ; ils arrosent aussi leurs pages des sueurs de l'intelligence, souvent de leurs larmes, quelquefois de leur sang, et recueillent, au gré du temps, la misère ou la faveur publique, le martyre ou la gloire. Les résultats du travail matériel, plus incontestables et plus palpables, ont frappé les premiers la pensée du législateur. Il a dit au laboureur qui avait défriché le champ : « Ce champ sera à toi, et, après toi, à tes enfants. La récompense de ton labeur te suivra dans toutes les générations qui te continuent. » Ainsi a été instituée la propriété territoriale, base de la famille, et par la famille, fondement de toute société permanente. A

mesure que l'état social s'est perfectionné, il a reconnu d'autres natures de propriété ; et la propriété et la société se sont tellement identifiées l'une dans l'autre, qu'en parcourant le globe, le philosophe reconnaît à des signes certains que l'absence, l'imperfection ou la décadence de la propriété chez un peuple, sont partout la mesure exacte de l'absence, de l'imperfection ou de la décadence de la société.

Mais les pensées du législateur moderne se sont élargies. Il n'a pas vu seulement le travail dans les fruits matériels de la terre ; il les a reconnus dans tout ce qui prouvait un travail, et constituait un objet d'échange ou d'influence pour l'État. La propriété mobilière s'est ainsi graduellement développée.

En vertu d'une induction naturelle et juste, le jour devait arriver où l'œuvre de l'intelligence serait reconnue un travail utile, et les fruits de ce travail une propriété. Mais, par une générosité digne de sa nature, la pensée qui avait tout créé s'oubliait elle-même ; elle ne demandait aux hommes que le droit de les enchanter ou de les servir ; elle ne demandait qu'à la gloire la fortune d'un nom dans l'avenir, laissant dans le dénûment et dans l'obscurité la famille du philosophe ou du poète dont les œuvres formaient la richesse intellectuelle d'une nation. Il est vrai qu'alors l'imprimerie n'était pas inventée, et que cette richesse intellectuelle, livrée aux dilapidations de quelques rares copistes, n'avait pas

constitué encore , comme elle l'a fait depuis , une industrie immense , un capital visible , une richesse matérielle propre à être saisie , consacrée et réglementée par la loi. Ce phénomène de l'imprimerie , qui rend la pensée palpable comme le caractère qui la grave , et commerciale comme l'exemplaire où on la vend , devait appeler tôt ou tard une législation pour en constater et pour en distribuer moralement et équitablement les produits. Cette pensée du législateur n'enlève rien à l'intellectualité et à la dignité de l'œuvre de l'écrivain ; elle n'avilit pas le livre dans la qualité immunérable de service libre et spontané rendu au genre humain , sans aucune vue de récompense vénale : elle laisse cette rémunération au temps et à la mémoire des hommes. Elle ne touche pas à l'idée , qui ne tombe jamais dans le domaine inférieur d'une loi pécuniaire. Elle ne touche qu'au livre , devenu par l'impression objet commercial. L'idée vient de Dieu , sert les hommes et retourne à Dieu , en laissant un sillon lumineux sur le front de celui où le génie est descendu , et sur le nom de ses fils ; le livre tombe dans la circulation commerciale , et devient une valeur productive de capitaux et de revenus comme toute autre valeur , et susceptible , à ce titre seul , d'être constitué en propriété.

Est-il juste , est-il utile , est-il possible de consacrer entre les mains des écrivains et de leur famille

la propriété de leurs œuvres? Voilà les trois questions que nous avons à nous poser sur le principe même de la loi, formulé dans ses premiers articles. Ces questions n'étaient-elles pas répondues d'avance? Qu'est-ce que la justice, si ce n'est la proportion entre la cause et l'effet, entre le travail et la rétribution? Un homme dépense quelques portions de ses forces, quelques heures faciles de sa vie, à l'aide d'un capital transmis par ses pères, à féconder un champ ou à exercer une industrie lucrative; il entasse produits sur produits, richesses sur richesses; il en jouit lui-même dans l'aisance ou dans les délices de sa vie; vous lui en assurez la possession à tout jamais, et après lui à ceux que le sang désigne ou que le testament écrit. Un autre homme dépense sa vie entière, consume ses forces morales, énerve ses forces physiques, dans l'oubli de soi-même et de sa famille, pour enrichir après lui l'humanité ou d'un chef-d'œuvre de l'esprit humain, ou d'une de ces idées qui transforment le monde: il meurt à la peine, mais il réussit. Son chef-d'œuvre est né, son idée est éclosée. Le monde intellectuel s'en empare; l'industrie, le commerce, les exploitent. Cela devient une richesse tardive, posthume souvent; cela jette des millions dans le travail et dans la circulation; cela s'exporte comme un produit naturel du sol. Tout le monde y aurait droit, excepté celui qui l'a créé, et la veuve et les enfants de cet homme, qui

mendieraient dans l'indigence à côté de la richesse publique et des fortunes privées enfantées par le travail ingrat de leur père ! Cela ne peut pas se soutenir devant la conscience, où Dieu a écrit lui-même le code ineffaçable de l'équité.

Cela est-il utile ? Il suffirait de répondre que cela est juste ; car la première utilité pour une société, c'est la justice. Mais ceux qui demandent s'il est utile de rémunérer dans l'avenir le travail de l'intelligence ne sont donc jamais remontés par la pensée jusqu'à la nature et jusqu'aux résultats de ce travail ? Jusqu'à sa nature ? ils auraient vu que c'est le travail qui agit sans capitaux, qui en crée sans en dépenser, qui produit sans autre assistance que celle du génie et de la volonté. Jusqu'à ses résultats ? ils auraient vu que c'est l'espèce de travail qui influe le plus sur les destinées du genre humain, car c'est celui qui agit sur la pensée même de l'humanité, et qui la gouverne. Que l'on parcoure en idée le monde et les temps, Bible, Védas, Confucée, Évangile ; on retrouve partout un livre saint dans la main du législateur, à la naissance d'un peuple. Toute civilisation est fille d'un livre. L'œuvre qui crée, qui détruit, qui transforme le monde, serait-elle une œuvre indifférente au monde ?

Enfin, cela est-il possible ? Cette richesse éventuelle et fugitive qui résulte de la propagation matérialisée de l'idée par l'impression et par le livre,

est-elle de nature à être saisie, fixée et réglementée sous forme de propriété? A cette question, le fait avait répondu pour nous. Cette propriété existe, se vend, s'achète, se défend comme toutes les autres. Nous n'avions qu'à étudier ses procédés et à régulariser ses conditions, pour la faire entrer complètement dans le domaine des choses possédées et garanties à leurs possesseurs. C'est ce que nous avons fait.

Mais une question préjudicielle devançait et dominait ces dispositions à prendre. Constituerons-nous la propriété des œuvres de l'intelligence à perpétuité, ou pour un temps seulement? Nous ne nous la sommes pas posée, et nous dirons pourquoi : nous étions une commission de législateurs, et non une académie de philosophes. Comme philosophes, remontant à la métaphysique de cette question, et retrouvant sans doute, dans la nature et dans les droits naturels du travail intellectuel, des titres aussi évidents, aussi saints et aussi imprescriptibles que ceux du travail des mains, nous aurions été amenés peut-être à proclamer théoriquement la perpétuité de possession des fruits de ce travail ; comme législateurs, notre mission était autre : nous n'avons pas voulu la dépasser. Le législateur proclame rarement des principes absolus, surtout quand ce sont des vérités nouvelles. Il proclame des applications relatives pratiques, et proportionnées aux idées reçues, aux

mœurs et aux habitudes du temps et de la chose dont il écrit le code. Nous avons considéré que les idées sur la propriété littéraire n'étaient pas encore assez rationalisées, que ses mœurs n'étaient pas assez faites, que sa constitution n'était pas assez universellement européenne et internationale; qu'enfin ses habitudes n'étaient pas assez prises dans le droit commun des autres ordres de choses possédées, pour qu'en constituant les droits garantis nous pussions du même coup constituer dès aujourd'hui la transmissibilité sans limites à travers le temps. En l'investissant dans cette loi des conditions d'une possession complète, nous avons donc cru devoir la limiter dans sa durée. Nous n'avons mis aucune limite à ses droits; nous lui avons mis une borne dans le temps. Le jour où le législateur, éclairé par l'épreuve qu'elle va faire d'elle-même, jugera qu'elle peut entrer dans un exercice plus étendu de ses droits naturels, il n'aura qu'à ôter cette borne; il n'aura qu'à dire *toujours* où notre loi a dit *cinquante ans*, et l'intelligence sera émancipée.

Pourquoi avons-nous dit *cinquante ans* et non pas *toujours*? C'est un des points qui a été le plus sérieusement débattu par votre commission. Le projet du gouvernement ne disait que *trente ans*, mais il le disait à regret.

Si nous eussions pris le terme de la vie de l'auteur, la propriété, même viagère, eût été anéantie entre

ses mains ; car la vie de l'homme étant incertaine, quel éditeur eût voulu acheter un droit dont la jouissance ne lui eût pas été assurée un jour, et que la nature pouvait lui donner pour rien à tous les moments ? La première garantie de la possession utile de l'écrivain sur ses œuvres, c'était donc un certain intervalle de temps maintenu à cette possession après sa mort. Les arrêts de l'ancien régime, confus et arbitraires, accordaient aux familles des auteurs ce droit d'exploitation de leurs ouvrages tant qu'ils en reconnaissaient des héritiers, mais sous forme de privilèges. La loi de 1791 donnait cinq ans, celle de 1793 donna dix ans, le décret de 1810 accorda vingt ans ; le projet de loi actuel nous proposait trente ans.

Votre commission s'est divisée ici en deux avis presque arbitraires, mais qui ont cherché cependant dans le raisonnement les motifs pour ainsi dire instinctifs de leur préférence pour la concession de trente ans ou pour la concession de cinquante ans. Les uns disaient : « La propriété des grandes œuvres de l'esprit est le patrimoine de la société avant d'être le domaine privé et utile d'une famille quelconque. Une possession plus longue accordée à la famille enchérira le livre et gênera la production. Que veut la société ? Ne pas dépouiller, mais jouir. En laissant trente ans à la famille de l'auteur, elle ne dépouille pas sa veuve, dont la vie dépasse rarement

ce terme, et elle entre plus tôt en jouissance complète de la richesse intellectuelle qui lui reste acquise. » Les autres répondaient : « La possession matérielle du livre d'un auteur par sa famille ne soustrait rien de la propriété intellectuelle du livre, acquise à la société le jour même de sa publication. »

Si le livre est bon et utile, il a un très-grand nombre d'acheteurs ; on le publie sous tous les formats, à un chiffre toujours croissant d'exemplaires ; la faible rétribution du droit d'auteur payée une fois pour toutes à l'écrivain lui-même, ou payée successivement à la famille pour le droit d'édition, est noyée ou devient imperceptible dans le prix vénal du livre, et ne saurait en rien en affecter la circulation. Souvent, au contraire, l'intérêt de gloire ou d'argent de la famille provoque des entreprises ou des éditions nouvelles qui ne seraient jamais faites sans ce concours. D'ailleurs, si ce n'est pas la famille qui bénéficie sur le livre de l'écrivain dont elle hérite, ce sera toujours quelqu'un : ce sera l'éditeur. L'éditeur vendra le livre le plus cher possible. Quel intérêt a la société à ce que le bénéfice fait sur le livre appartienne tout entier aux éditeurs, au lieu de se partager entre les éditeurs et les héritiers de l'écrivain ?

Elle n'en a aucun, ou plutôt elle en a un très-réel à ce que la richesse produite par le débit d'un livre utile remonte et adhère le plus longtemps possible

à ceux qui l'ont créée; elle en a un autre encore : c'est que, la propriété privée du livre existant plus longtemps entre les mains de possesseurs intéressés et vigilants, les contrefaçons de ce livre à l'étranger soient plus longtemps défendues et prévenues, afin que la richesse industrielle de l'exploitation du livre reste plus longtemps aussi à la nation. Mais une autre raison a dominé toutes les autres : « De quoi se compose, a-t-on dit, l'unité morale, l'être abstrait de l'écrivain ? De trois êtres : l'auteur lui-même, sa femme et ses enfants. Le père, la femme, le fils, c'est un seul être; cet être qu'on appelle la famille à son premier degré. Puisque vous voulez constituer la propriété littéraire pour un certain nombre d'années, prenez, non pas ce terme de trente ans après le décès de l'auteur, terme passé lequel sa femme vit encore et ses enfants entrent à peine dans le milieu de la vie; mais prenez le demi-siècle, ce terme de cinquante ans qui embrasse, dans la moyenne probable des éventualités de la vie et de la mort, le cercle entier des trois existences parcourues par les trois êtres qui représentent ou qui continuent immédiatement l'auteur lui-même; ne brisez pas ce seul être moral en deux ou trois parts, dont l'une aura joui de toute l'aisance de la propriété sous les auspices du père, et dont les autres languiront dans une indigence d'autant plus cruelle qu'elles auront connu des jours meilleurs.

« Le terme de trente ans ferait éclater à chaque instant ces scandales d'un domaine public s'enrichissant des travaux spoliés du génie en face de la veuve et du fils de l'homme de génie vivant dans la misère et dans le dépouillement. Enfin n'oubliez pas, ajoutait-on, que ce que vous écrivez dans la loi ne se réalisera pas dans le fait. Si vous écrivez *trente ans*, la famille ne jouira réellement que vingt ans; si vous écrivez *cinquante*, la famille n'en aura que quarante. Ainsi le veut l'industrie. Quand elle est avertie par la loi du terme fatal où la propriété d'un ouvrage va tomber dans le domaine public, elle s'arrête et elle attend. Huit ou dix ans avant l'expiration de la propriété des familles, il n'y a plus de propriété. L'éditeur ne se présente plus; il ajourne à l'exploitation libre : le domaine intellectuel est frappé de stérilité. »

Ces motifs ont prévalu, et votre commission a amendé le projet du gouvernement dans le sens de cet arbitraire plus libéral, plus généreux, plus équitable, et plus conforme aux véritables procédés de la spéculation.

Le principe et les limites de la propriété littéraire étant fixés, restait à déterminer son mode de transmissibilité temporaire.

Le projet de loi, la commission ont été d'accord dans cette pensée, que la propriété de l'écrivain sur son œuvre pendant sa vie était quelque chose d'im-

matériel, d'indivisible, de continu et d'insaisissable sur la personne qui se refusait à toute altération de son libre et plein exercice sur cette œuvre. Mais en cas de mort d'un des conjoints autres que l'auteur, une question se présentait : Quel serait le sort de la propriété littéraire, si la loi en faisait un bien de communauté soumis aux règles que le Code civil impose à cette nature de biens communs entre les époux ? Les héritiers de la femme se présentaient, saisissaient à l'instant leur part, et dépouillaient ainsi l'auteur avant sa mort de sa plénitude d'exercice, de sa domination intellectuelle sur son œuvre ? La nature même de cette propriété, toute personnelle, toute morale, tout indivisible dans la pensée, était violée. Si, au contraire, la loi déclarait que la propriété littéraire n'était pas bien de communauté, qu'arriverait-il ? Que la femme, dont l'assistance morale, et souvent l'assistance pécuniaire, avait puissamment contribué à la création de l'œuvre littéraire ou artistique par son dévouement ou par ses capitaux, se trouverait, dans sa personne et celle de ses héritiers, dépouillée de sa part de bénéfices ou de droits qu'elle avait, pendant une longue et intime collaboration, noyés dans la fortune de l'auteur. D'un côté, iniquité ; de l'autre, spoliation criante. Il fallait choisir. La commission ne l'a pas voulu : elle a, comme le gouvernement, au moyen d'une seule dérogation aux formes de la communauté dans le Code

civil, disposé que la propriété littéraire serait considérée comme bien de communauté à l'égard du conjoint survivant de l'auteur, c'est-à-dire seulement après le décès de l'auteur ; laissant ainsi toute son immunité à la pensée, et tout son effet à la justice. Plutôt que de mutiler un droit ou une faculté pour la faire entrer dans le cadre qui ne leur était pas préparé, elle a préféré créer un cadre nouveau, où la faculté fût intacte et où le droit fût respecté.

Les articles 4, 5, 6, 7, ont pour objet de régler le mode de jouissance et de fixer la date de propriété des ouvrages anonymes ou pseudonymes, de faire entrer dans les garanties de la loi les discours, sermons, cours publics, ainsi que les notes, commentaires, articles de journaux, et tous ces laborieux exercices de la science, de la critique ou du goût, sur les ouvrages tombés dans le domaine public, qui, en donnant un caractère et un prix spécial aux éditions, en font une propriété aussi inviolable que toute autre. Quant aux discours politiques, la publicité étant leur nature, la loi les livre à la propagation sans limites, sauf le cas où, après avoir accompli cette fin politique, ils changeraient de nature par leur collection en recueils.

Quelques personnes étaient d'avis d'y ajouter les lettres et correspondances : nous ne l'avons pas voulu. Nous avons considéré qu'en déterminant ainsi d'avance la propriété des correspondances des au-

teurs morts ou vivants, nous courrions le risque d'autoriser un droit de publication que la morale publique réproouve, ou de défendre un usage légitime que les convenances ou la nécessité commandent quelquefois. Nous n'avons voulu ni le défendre ni le permettre. Nous avons mis les lettres dans une catégorie à part; ce sont des manifestations confidentielles dans lesquelles l'homme, et non plus l'écrivain, se livre lui-même à la confidence et non à la publicité, sans aucune vue de lucre. Cela ne constitue pas, à nos yeux, une propriété dont la condition puisse être réglée par une loi fiscale; mais une personnalité gouvernée et défendue par les lois écrites sur la diffamation, sur l'abus de confiance, et par les lois non écrites de la morale, de la délicatesse et de l'honneur. On n'écrit pas la législation de la conscience publique; on la lit dans l'opinion et dans les mœurs: le déshonneur en est la pénalité.

L'art. 6 restreint à dix ans la durée de la propriété de l'État sur les ouvrages publiés par son ordre et à ses frais. Si nous n'avons pas donné, à l'instant de leur publication, ces œuvres de munificence et d'utilité au domaine public, pour qui seul elles sont entreprises, c'est uniquement pour respecter et pour préserver un certain temps les droits des imprimeurs-éditeurs dont l'État emprunte la collaboration.

Nous avons conservé trente ans de propriété ex-

clusive aux académies et aux corps savants, bien que leurs collections soient imprimées aux frais de l'État, par cette considération : que les membres de ces académies donnent sans rétribution leurs écrits ou manuscrits à ces collections, tout en s'en réservant néanmoins la propriété pour leurs propres œuvres, et que si ces collections tombaient de droit dans le domaine public avant l'époque de cinquante ans assignée aux propriétés privées, ces auteurs se trouveraient dépouillés par le fait même de leur généreux concours à l'œuvre de leur corps ou de leur académie.

Nous avons fixé le même terme à la propriété des académies sur leurs dictionnaires, à cause des conditions exceptionnelles et très-onéreuses que l'impression incessante de cette nature d'ouvrages impose aux imprimeurs avec lesquels ont traité les corps savants.

Le projet du gouvernement était muet en ce qui touche au droit de propriété ou de surveillance des évêques diocésains sur les livres d'Église, heures et prières à l'usage de leurs diocèses. L'ancien régime conférait aux chefs spirituels une sorte de propriété perpétuelle sur les ouvrages liturgiques, en vertu de laquelle ils administraient seuls et arbitrairement cette partie de la publicité religieuse. La loi du 19 juillet 1793, sur la propriété littéraire, se taisait. A la restauration du culte catholique en l'an X, la

spéculation s'empara seule et sans garantie de cette branche de l'industrie littéraire. Des abus graves furent signalés; le décret du 7 germinal an XIII y pourvut en ces termes : « Art 1^{er}. Les livres d'Église, heures et prières, ne pourront être imprimés et réimprimés que d'après la permission donnée par les évêques diocésains, laquelle permission sera textuellement rapportée et imprimée en tête de chaque exemplaire. — Art. 2. Les imprimeurs, libraires, qui feraient imprimer, réimprimer les livres d'Église, heures et prières, sans avoir obtenu cette permission, seront poursuivis conformément à la loi du 19 juillet 1793. » Cette législation, diversement interprétée, soit dans le sens d'une propriété continue affectée aux évêques, soit dans l'acception d'un droit de surveillance et d'approbation, et rejetée dans l'incertitude et dans le doute par des arrêts contradictoires de 1825, de 1830, de 1833, et par un arrêt de la cour de cassation du 20 mai 1836, avait, nous disait-on, besoin d'être éclaircie et fixée dans la loi nouvelle. Des intérêts plus hauts et plus saints que ceux d'une propriété ordinaire, la liberté religieuse, la responsabilité des chefs d'un grand culte, la sécurité des consciences d'un nombre immense de catholiques, enfin les droits et la concurrence d'une industrie considérable, nous commandaient d'examiner.

Restituer aux évêques diocésains l'exercice pri-

vilégié et exclusif d'une sorte de propriété sur les livres liturgiques, c'était rétrograder vers un ordre de choses que la liberté des consciences avait aboli; c'était spolier le domaine public religieux; c'était constituer des propriétés littéraires par substitution incessante à des corps diocésains; c'était privilégier des industries en en dépouillant d'autres; c'était même exposer les évêques à ravalier leur dignité et leur inviolabilité morale dans les revendications juridiques, et dans les poursuites toujours odieuses qu'aurait nécessitées pour eux l'exercice d'un droit religieux dont on aurait fait une propriété industrielle.

Dépouiller les évêques de leur droit de surveillance sur des termes sacramentels et sur des textes dont ils répondent, c'était leur commander la responsabilité en leur refusant les moyens de l'exercer, c'était froisser la liberté et la sécurité d'une grande Église dans l'État; car une religion n'est pas libre quand elle n'est pas conforme à elle-même. Le principe du catholicisme étant l'autorité, si cette autorité n'est pas garantie sincère et authentique dans les dogmes, dans les pratiques, dans les rapports du chef spirituel avec le fidèle, l'Église catholique ne jouit pas de toute sa liberté, car elle ne jouit pas de la plénitude et de la garantie d'autorité qui est sa nature, sa foi, sa règle. Nous avons pensé que toucher à la législation, toujours en vigueur, de l'an XIII, ce serait tomber dans l'un ou dans l'autre de ces

dangers ; que, par cette législation, l'autorité épiscopale était investie d'un droit convenable, non de propriété ni de privilège, mais d'approbation spéciale et préalable dans le diocèse pour l'impression et les réimpressions successives des livres liturgiques à l'usage de ce diocèse ; que l'énonciation de ce droit de haute police religieuse et politique n'appartenait pas à une loi de propriété et de contrefaçon littéraires ; que le légitime exercice de ce droit, garanti par la loi de l'État, interprété par la jurisprudence, modéré par les appels comme d'abus, nécessaire à la religion, sans dommage réel pour la concurrence, restait plein et entier entre les mains des évêques, qui n'avaient de compte à rendre de son usage qu'à leur conscience, à la sainteté de leur caractère et à la loyauté de leurs transactions.

Restait une disposition dominante à écrire dans l'acte même qui instituait la propriété des auteurs au nom de l'État. C'était les réserves de l'État lui-même ; elles ont été proposées. Après un examen approfondi de cette proposition, qui paraissait au premier abord si plausible, la commission s'est refusée à les écrire dans la loi. « La loi, disait l'auteur de la proposition, a réservé en toute chose à la société le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique : pourquoi ne proclamerait-elle pas ici le droit d'expropriation pour cause d'utilité de la pensée ? Ne pourrait-il pas arriver que des héritiers négligents

ou prévenus retirassent de la circulation un ouvrage nécessaire au genre humain, et ne créassent ainsi une pénurie de lumières et d'idées qui laisserait, pendant quelques années, la nation ou le monde en souffrance? Quoi de plus aisé que d'y pourvoir? Dites que l'État aura le droit de contraindre les héritiers, après un certain délai, à laisser imprimer l'œuvre dont le besoin se fera sentir, moyennant une indemnité appréciée par arbitres et remise par l'éditeur à la famille. » On a répondu par des considérations morales d'une haute gravité : on a fait ressortir ce scandale violent des mœurs, des convictions, de l'honneur des familles, qu'offrirait une disposition forçant un fils à publier, pour une indemnité d'argent, les révélations qui déshonoreraient le nom de son père, ou des écrits qui contristeraient ses propres croyances religieuses, on enfin quelques-unes de ces débanches de l'esprit humain où le génie du style est tellement mêlé aux souillures de la pensée, que la curiosité littéraire les conserve, bien que la pudeur publique voulût les anéantir. Ces considérations ont été réfutées; mais une considération dominante a prévalu dans la presque unanimité de la commission. C'est qu'au fond on discutait sur rien; c'est que ce cas si improbable dans l'avenir ne s'était pas présenté une seule fois dans le passé. Les lois ne se font que pour des faits réels, et non pour des improbabilités presque ridicules.

On ne fait pas la législation d'une hypothèse. L'hypothèse d'un ouvrage nécessaire au monde, utile, moral, publié pendant des années et artificiellement éteint pour le monde, a paru à votre commission si chimérique, qu'elle n'a pas cru devoir la mentionner dans sa loi. Vous examinerez.

La propriété des pièces de théâtre forme le titre II de la loi. Le décret du 5 février 1810 était jusqu'ici toute la législation des compositions dramatiques. Le législateur ne pouvait oublier dans ses garanties les fruits de ce grand art qui fut élevé par l'antiquité jusqu'à la dignité d'une institution, que la police des États modernes tient, à cause de sa puissance même, sous une vigilance exceptionnelle, et qui a servi plus qu'aucun autre peut-être, à propager la langue, la civilisation et l'influence françaises, par les nobles créations que le génie français a fait partager à l'Europe. Notre théâtre est une partie de notre patriotisme : nous ne pouvions le déshériter.

Une composition dramatique comprend deux choses distinctes : la composition et la représentation. C'est un écrit tant qu'elle reste dans la main de l'auteur ; c'est une action du moment qu'elle passe dans le rôle de l'acteur. Aussi cette qualité double et complexe des pièces de théâtre constitue-t-elle une double propriété ; sans l'auteur, le théâtre n'a point de drame. Sans l'acteur le drame n'a point

de représentation. Le théâtre et l'auteur, propriétaires tous deux à un titre différent, et n'existant pas ou existant incomplets l'un sans l'autre, devaient donc faire entre eux une sorte de partage équitable de la propriété commune, pour que les droits de l'un ne fussent pas absorbés par l'autre, mais pour que chacun eût sa part légitime dans le prix volontaire que le public apporte chaque jour à ces nobles jeux de l'intelligence, où le génie de l'acteur complète le génie de l'écrivain : toute la loi était là, et l'usage avait devancé la loi. Aucun théâtre ne pouvait représenter une pièce sans la permission de l'auteur. Une rétribution appelée part d'auteur, appréciée, débattue, fixée par la concurrence, les usages, les règlements spéciaux à chaque scène, lui était affectée. Nous n'avons eu qu'à écrire que le droit à cette rétribution durerait cinquante ans après la mort de l'auteur. Quant à la qualité d'écrit et non de récitation de leur œuvre, les poètes seront régis, dans la propriété de leurs compositions théâtrales, par la législation du titre I^{er} sur les œuvres de l'écrivain.

Les mêmes articles protégeront les auteurs d'œuvres de musique, quel que soit le mode de reproduction de leur pensée musicale. En commandant le dépôt des exemplaires de l'œuvre musicale au ministère de l'intérieur, et en s'en rapportant aux règlements pour la distribution de ces exemplaires la commission a sous-entendu que le Conservatoire de

musique s'enrichirait régulièrement d'un de ces exemplaires, à ce double titre d'élément de l'art et de constatation de la propriété.

Le titre IV nous appelait à ébaucher la législation des arts du dessin, du pinceau, du ciseau. Nous avions à traiter, avec le respect qu'ils méritent, ces arts, moitié intellectuels, moitié mécaniques, où la pensée se personnifie sur la toile et dans le marbre, et où le génie se matérialise dans la main de l'homme; nous avions à nous préserver d'une recherche trop minutieuse des conditions de la propriété dans toutes ces sortes d'ouvrages, et à ne pas dépasser la limite presque indécise où l'art se confond avec le métier. La rémunération du métier, c'est le salaire et le brevet d'invention; la rémunération de l'art, c'est la gloire et la propriété.

Les conditions de la propriété artistique ne sont pas identiquement les mêmes que les conditions de la propriété littéraire. On va le comprendre : le manuscrit d'un auteur n'est rien par soi-même comme valeur commerciale; il ne devient quelque chose que par la faculté d'être multiplié; et du moment où il est multiplié par l'impression et où il devient livre, celui qui possède le livre possède autant que celui qui possède le manuscrit. La pensée de l'auteur est transmise tout entière au lecteur. Le tableau d'un peintre, la statue d'un sculpteur, sont au contraire un fait palpable, matériel et unique de propriété,

qui se transmet du vendeur à l'acquéreur avec l'évidence et la simplicité d'une transaction ordinaire. La livraison de l'objet prouve la vente, et ce premier et souvent unique exemplaire de l'œuvre artistique se vend, par cette raison, autant que la pensée et le travail entiers du statuaire et du peintre. L'auteur donc vend à son éditeur une faculté; l'artiste vend une chose : de là, différence nécessaire dans la législation de ces deux propriétés.

Ici cependant la question se complique. L'artiste, tout en vendant et en livrant un objet matériel *un*, et où se résume toute la valeur de sa pensée, peut vendre cependant aussi quelque chose qui ressemble, jusqu'à un certain point, à la faculté de faire des éditions de cette pensée; avec cette différence que ces éditions n'ont jamais ni le mérite, ni l'identité, ni la valeur du chef-d'œuvre lui-même, et que l'artiste n'en a pas la responsabilité. C'est le droit et la faculté d'en faire ou d'en laisser faire des imitations par la gravure, la lithographie, le moulage : ces imitations ont cette différence encore avec les éditions de la pensée écrite, que ces copies n'enlèvent rien à la valeur de l'original, tandis que la publication du livre enlève toute sa valeur au manuscrit.

Le projet du gouvernement distingue sagement ces deux qualités de l'œuvre d'art : l'œuvre elle-même, dont la propriété ne fait pas un doute, et la

faculté de reproduction de cette œuvre par les différents procédés qu'elle comporte. L'article 13 garantit aux artistes auteurs de dessins, tableaux, cartes, etc., le droit exclusif de les reproduire, ou d'en autoriser la reproduction pendant la durée de leur vie et cinquante ans après leur mort.

Mais ici se présentait une des controverses les plus sérieuses dont la loi ait été l'objet : à qui, de l'auteur ou de l'acquéreur d'un tableau ou d'une statue, appartiendra le droit exclusif de les reproduire par la gravure ou par le moulage ? Le projet du gouvernement l'attribuait à l'acquéreur. De nombreuses réclamations, appuyées par des protestations éloquentes, et revêtues même de l'autorité d'une des classes de cet Institut dont le nom seul commande l'examen et impose le respect, se sont élevées de la part des peintres et des statuaires : ces doléances du génie ont trouvé dans la commission de sympathiques interprètes ; deux opinions également bienveillantes à l'art, mais divisées sur les vrais intérêts de l'artiste, ont été longtemps en présence.

L'une disait avec les artistes : « Quand nous vendons un tableau ou une statue, nous ne vendons qu'un objet matériel, mais nous ne vendons pas la pensée personnifiée dans la toile ou dans le marbre ; nous ne vendons pas surtout le droit de la dénaturer, de la dégrader, de l'avilir par des imitations imparfaites ou par d'ignobles reproductions : ce se-

rait vendre le droit de profaner ou de calomnier notre talent. On ne peut pas, on ne doit pas nous enlever le droit de présider nous-mêmes et nous seuls aux imitations de notre œuvre ; on ne le peut pas par respect pour l'art, on ne le doit pas par respect pour la morale publique. L'art veut une surveillance habile et intéressée ; la morale publique ne veut pas que la pensée quelquefois jeune, téméraire, égarée, de l'artiste aux premiers jours de sa vie, vienne, par une reproduction intempestive et contraire à sa volonté, compromettre son nom, accuser sa jeunesse, contrister et peut-être déshonorer sa famille. La loi qui conférerait le droit de gravure à l'acquéreur serait pleine de périls pour l'artiste, pour les graveurs, pour l'acquéreur lui-même : les tableaux changeant de mains, il leur faudrait donc emporter avec eux, d'aliénation en aliénation, un certificat d'origine constatant, de propriétaire en propriétaire, que le droit de reproduction a été vendu par leur auteur, et que ce droit n'a pas été épuisé par un des premiers acquéreurs ? Cela serait-il possible ? et la vente et la gravure de chaque objet d'art ne deviendraient-elles pas ainsi un piège où acquéreurs et graveurs craindraient à chaque instant d'être surpris ? »

L'autre opinion répondait : « Nous voulons créer une propriété sérieuse, digne de l'art et digne de la loi qui consent à l'inscrire dans ses codes. Serait-ce

une propriété sérieuse, entière et digne de la loi, que la propriété d'une chose dont la possession serait d'un côté, et dont l'usage serait d'un autre? Une pareille servitude attachée à un objet d'art, et qui restreindrait sa jouissance à une sorte de contemplation locale, uniforme et platonique de l'objet, ne diminuerait-elle pas immensément la valeur de cette nature de propriété pour les artistes eux-mêmes, et n'intimiderait-elle pas, en les décourageant, les consommateurs de luxe qui acquerront ces sortes d'objets par délices, par munificence, par un généreux orgueil de patronage, et pour en perpétuer le souvenir et la gloire dans leur maison? Évidemment oui. Rien ne les force à acquérir; tentez-les par des conditions acceptables; ne leur vendez pas un problème, un assujettissement, une restriction, mais une propriété pleine de sécurité et de liberté. Quel amateur, riche, étranger souvent, consentirait à acquérir un objet d'art, à la charge de le consigner dans sa galerie, à l'abri du burin du graveur ou du ciseau du copiste, responsable en son absence des copies furtives qui pourraient en être faites? Cela ne peut pas s'admettre; et à supposer que vous astreigniez l'artiste à obtenir pour cela le consentement libre de l'acquéreur, que devient la reproduction? Comment deux familles d'héritiers, de l'artiste d'une part et de l'acquéreur de l'autre, s'entendront-elles à cinq cents lieues de distance quelquefois sur le choix

d'un graveur, et sur les conditions d'une reproduction qui sera pour chacun d'eux l'objet de goûts ou d'intérêts contraires? C'est condamner l'œuvre à la stérilité, c'est condamner l'art à la pénurie; c'est condamner la société à se priver, pendant quatre-vingts ou quatre-vingt-dix ans, des types, des modèles, des chefs-d'œuvre qui élèvent son sentiment moral en multipliant pour elle les images du beau; car il n'y a pas moins de moralité pour la société dans un tableau de Raphaël ou dans une statue de Phidias, que dans un poème d'Homère ou dans une sentence de Platon. C'est une loi de marchands, ce n'est plus une loi de législateurs.

« Et quant aux préteudus inconvénients pratiques de la disposition qui ferait suivre l'objet par le droit de gravure, s'ils existent, ne sont-ils pas les mêmes dans la disposition qui les réserverait aux héritiers de l'artiste? Le tableau ne changerait-il pas de mains aussi? Quels moyens auront les acquéreurs successifs de savoir si le droit de reproduction a été épuisé? si le tableau a reçu son temps légal? si la statue a subi cette quarantaine de publicité que vous voulez lui imposer? Les héritiers de l'artiste seront-ils des hommes de génie et de goût aussi? La reproduction du tableau sera-t-elle plus garantie entre leurs mains, quelquefois ignorantes, indigentes souvent, qu'entre les mains des acquéreurs, spéculateurs ou riches? Cent fois moins. Renoncez donc pour les artistes à

une prétention qui satisfait pour quelques jours un amour-propre légitime et un intérêt apparent, mais qui, en réalité, intimide l'acquéreur, diminue la valeur de leurs productions, paralyse l'art, dépouille la société, et déconsidère la loi. »

Dans cette hésitation produite par des apparences si contraires, on a recherché s'il n'y aurait pas moyen d'éluder la question. On a dit : « Donnons le droit à l'acquéreur et à l'auteur tout à la fois. » On s'est aperçu que c'était anéantir la gravure ; car le graveur, dont le travail veut des années, a besoin de sécurité et de garantie aussi. Où sera la garantie, si, pendant qu'il emploie une partie de sa vie à la reproduction d'un chef-d'œuvre dont le débit doit l'indemniser, ce même chef-d'œuvre est, à son insu, gravé par un autre graveur ? On a dit : « Effaçons le mot *exclusif*, et déclarons qu'il n'y a pas de droit, et que le tableau emporte avec lui la reproduction, comme l'objet emporte avec lui son ombre ou son image. » On a reconnu que c'était enlever une immense et légitime rémunération à l'auteur de l'œuvre, et tuer la reproduction par une concurrence sans condition. On a maintenu l'article présenté par le gouvernement, voté par la Chambre des pairs, admis par la commission de 1826. Le droit des artistes, pour être exercé, aura besoin d'être écrit. On n'a pas consenti à leur donner un privilège qui, en frappant l'objet vendu d'une servitude onéreuse,

se refuserait même à le déclarer dans le contrat.

En cas de déshérence, nous avons attribué à l'État le droit de faire abandon de ses droits aux conjoints de l'auteur. Cela était conforme à ce qui se pratique dans tous les cas de mort civile.

Nous avons disposé aussi que le bénéfice inattendu des années ajoutées à la propriété par la loi nouvelle profiterait aux héritiers ou ayants cause de l'auteur. Ce bénéfice de la loi, pour qu'il n'eût aucun effet rétroactif, ne pouvait pas s'attribuer également aux auteurs encore vivants qui auraient aliéné leur propriété avant la promulgation de la loi ; dans ce cas, il y aurait un changement de condition et d'hommage pour des éditeurs. Au lieu de se trouver, à l'expiration de leur propriété privilégiée, en face de la concurrence, et concurrents eux-mêmes, ils se seraient trouvés en face d'un autre droit privilégié qui aurait muré leur industrie. Cela demandait une exception, nous l'avons faite. La libéralité du législateur peut concéder des faveurs, mais à condition qu'elles soient encore de la justice.

Le titre VI n'est que la sanction pénale des dispositions des titres précédents. Tout droit sans garantie est un droit fictif ; il faut une force à la loi. Cette force, c'est la peine. La commission a été unanime dans la pensée d'armer la propriété littéraire de la force morale et de la force pénale suffisante pour qu'elle fût efficacement défendue contre

la contrefaçon à l'intérieur. Les articles 19, 20, 21, 22, et le troisième paragraphe de l'article 23 du projet de loi, ont pour objet de déterminer cette pénalité. L'amende de 300 à 2,000 fr. encourue par tout contrefacteur; des dommages et intérêts égaux au moins à la valeur de l'édition originale sur laquelle la contrefaçon a été commise; l'amende accrue et l'emprisonnement en cas de récidive, ont été conservés ou insérés au projet. Si des peines trop fortes découragent la justice du juge, des peines trop faibles découragent l'industrie et décréditent la propriété. Placés entre ces deux écueils, nous avons voulu qu'un délit, d'autant plus coupable qu'il est toujours prémédité, d'autant plus nécessaire à frapper quand il se montre qu'il est toujours commis dans l'ombre, fût atteint, non-seulement par le déshonneur qu'il brave, mais aussi par la réparation à laquelle il a trop longtemps échappé. La loi s'est faite d'avance l'arbitre des dommages et intérêts. Elle les fixe à la valeur de l'édition qu'on a voulu contrefaire et qu'on a contrefaite. C'est la loi du talion la mieux justifiée par l'intention du contrefacteur et par le dommage à l'éditeur; c'est le poids exact de la réparation mis dans la balance du juge contre le poids exact du délit. La Chambre décidera si une disposition si juste ne doit pas être une disposition légale. S'il y a danger à écrire dans la loi ce qui est arbitraire, il n'y a jamais danger à écrire

ce qui est juste. La loi de 1793 arbitrait d'avance à la valeur de 3,000 exemplaires le dommage présumé d'une contrefaçon : c'était moins juste et plus sévère.

Contrefaçon étrangère.

Mais tandis que nous faisons le code de la propriété littéraire pour la France, l'urgence d'un code international de cette nature de propriété se révélait de toutes parts, et par les plaintes de notre industrie lettrée, et par les catastrophes de notre librairie, et par le cri unanime de réprobation qui s'élève dans toute l'Europe contre ces dilapidations des propriétés nationales, des propriétés industrielles et des propriétés privées, que le silence du droit public autorisait sans doute, mais qui, pour être un droit de tous contre tous, n'en sont pas moins un scandale de la civilisation. A peine un livre est-il imprimé à Londres, à Vienne, à Paris, que des contrefacteurs étrangers s'en emparent, et que, sans avoir à subir ni les conditions du fisc ou du travail national, ni les avances des éditeurs originaux, ni le droit d'auteur, ils les réimpriment sous tous les formats, se substituent aux droits onéreusement acquis par les éditeurs, et inondent l'Europe et l'Amérique de cette contrebande de la pensée, d'autant plus avantageuse pour eux que ce commerce équivoque n'a rien d'aléa-

toire, et qu'il n'agit que sur des livres dont le succès est déjà fait et le débit par conséquent assuré. C'est par là que l'industrie littéraire des grandes nations fuit de toutes parts, et que leur librairie, spoliée dans ses foyers naturels, devient le privilège et le monopole d'une industrie cosmopolite qui exploite à son profit une propriété banale, que l'incurie et l'injustice des grands États leur a trop longtemps livrée.

La spoliation de cette industrie, quant à la France, ne s'élève pas à moins de 8 à 10 millions par an. Cet abus, non moins nuisible aux lettres que mortel au commerce, a frappé à la fois tous les gouvernements. Les plus petits ont senti les premiers le mal. Ils ont compris qu'une propriété qui cessait à la frontière, quand cette frontière était rapprochée, n'existait que de nom. Quelle pouvait être la rémunération d'un auteur ou d'un libraire à Rome, à Florence, à Parme, quand on pouvait le réimprimer sans fraude à Naples, à Turin, à Modène, à Milan? Il en était de même en Allemagne. Les petits États ne pouvaient plus écrire, les grands États le pouvaient encore; leur industrie, protégée d'abord par une plus grande masse de consommateurs nationaux, n'a pas tardé à leur être dérobée. Les choses en sont là. Tout le monde se plaint; tout le monde réclame un droit international, nécessaire à instituer pour tous; on a commencé de voisin à voisin.

Les États d'Italie, à l'exception de Naples, ont fondé d'abord la perpétuité de la propriété littéraire en faveur des auteurs et de leurs héritiers; ils ont proclamé de plus l'internationalité de la propriété des livres. Le contrefacteur de l'ouvrage publié chez l'un de ces peuples sera poursuivi et puni chez tous. L'Allemagne est entrée dans la même voie : la contrefaçon intergermanique y est prohibée.

L'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la France, émues par des idées d'équité générale plus que par des intérêts à peu près égaux, se montrent disposées à écrire partout ce droit public d'une propriété de plus. Le bill anglais du 31 juillet 1838 l'a déjà formellement écrit. Nous avons, nous, nation éminemment littéraire, deux moyens de hâter ce concert des gouvernements, qui, pour être efficace, doit être ou devenir unanime : la rivalité ou l'initiative; la contrefaçon autorisée chez nous des nations qui nous contrefont, ou la proclamation morale et généreuse du respect de la propriété des autres chez nous, avant même que ce principe fût proclamé à notre bénéfice chez toutes les nations.

L'équité naturelle, dont il est toujours glorieux d'être les précurseurs, et les intérêts les mieux éclairés sur ce qui les concerne, les écrivains, les imprimeurs, les libraires¹, étaient ici d'accord, et

¹ Une pétition, signée des principaux éditeurs de Paris, a été

nous demandaient, avec instance et avec unanimité, la proclamation même téméraire et gratuite d'un grand principe de moralité, et plus élevé au-dessus des rivalités nationales.

Votre commission rendait hommage à ce sentiment et le partageait. Toutefois, elle n'a pas cru devoir désarmer le gouvernement de cette valeur de la réciprocité à faire peser dans des négociations prochaines. La proclamation gratuite d'un grand principe de propriété internationale lui a paru d'autant plus assurée, que la France, en la demandant à toute l'Europe, aurait des avantages à offrir aux gouvernements qui voudraient y accéder.

C'est par ce petit nombre de dispositions prévoyantes, améliorées encore par la discussion de la Chambre, que vous manifesterez votre sollicitude pour ces divers domaines de la pensée. Ces nobles ouvriers de l'esprit, qui se sont toujours plaints de l'ingratitude de la loi, n'auront plus désormais à se plaindre que d'eux-mêmes. Vous leur aurez donné tout ce qu'une même législation peut donner, la justice, la rémunération par les œuvres, la sécurité, un modeste et trop court avenir. La loi ne peut que cela : Dieu seul donne le génie, le génie ne donne que la gloire, le travail seul donne la fortune.

adressée aux deux Chambres : elle demande que la France prenne l'initiative de ce grand et noble principe de la reconnaissance de la propriété littéraire internationale.

L'Europe entière, en ce moment, est inspirée de la même pensée : il appartient à la France de devancer l'Europe. Sa grande place dans le monde lui a été dessinée par la main de ses artistes, par la plume de ses écrivains, plus large et plus incontestée que par l'épée même de ses soldats. Pouvait-elle laisser dans la négligence et dans la spoliation ces puissances de la pensée qui lui ont conquis tant d'empires sur l'esprit humain ? L'ingratitude peut profiter à la gloire, car elle la rend plus touchante ; mais elle n'enrichit jamais les nations. Que ne devons-nous pas à ces hommes dont nous avons laissé si longtemps dilapider l'héritage ? Cinq ou six noms immortels sont toute une nationalité dans le passé. Poètes, philosophes, orateurs, historiens, artistes, restent dans la mémoire l'éclatant abrégé de plusieurs siècles et de tout un peuple.

Montaigne joue en sceptique avec les idées, et les remet en circulation en les frappant du style moderne. Pascal creuse la pensée, non plus seulement jusqu'au doute, mais jusqu'à Dieu. Bossuet épanche la parole humaine d'une hauteur d'où elle n'était pas encore descendue depuis le Sinaï. Racine, Molière, Corneille, Voltaire, trouvent et notent tous les cris du cœur de l'homme. Montesquieu scrute les institutions des empires, invente la critique des sociétés. et formule la politique. Rousseau la passionne, Fénelon la sanctifie, Mirabeau l'incarne et la pose sur la

tribune. De ce jour, les gouvernements rationnels sont découverts, la raison publique a son organe légal, et la liberté marche au pas des idées, à la lumière de la discussion. Mœurs, civilisation, richesse, influence, gouvernement, la France doit tout à ces hommes : nos enfants devront tout peut-être à ceux qui viendront après eux. Le patrimoine éternel et inépuisable de la France, c'est son intelligence. Et en livrant la généreuse part à l'humanité, en s'en réservant à elle-même cette part glorieuse qui fait son caractère entre tous les peuples, le moment n'était-il pas venu d'en constituer en propriété personnelle cette part utile qui fait de la dignité des lettres l'indépendance de l'écrivain, le patrimoine de la famille et la rétribution de l'État?

Permettez-moi d'ajouter que la constitution sérieuse et légale de la propriété littéraire, artistique, industrielle, est un fait éminemment conforme à ces principes démocratiques qui sont la nécessité et le labeur de notre temps. Cette nature de propriété porte avec soi tout ce qui manque aux démocraties. C'est de l'éclat sans privilège; c'est du respect sans contrainte; c'est de la grandeur pour quelques-uns, sans abaissement pour les autres. On a supprimé la noblesse, mais on n'a pas supprimé la gloire. Ce don éclatant de la nature est, comme les autres dons de Dieu, accessible à toutes les classes. Le génie, qui naît partout, est le grand niveleur du monde; mais

c'est un niveleur qui élève le niveau général des peuples. La propriété littéraire est surtout la fortune de la démocratie ; la gloire est la noblesse de l'égalité.

PROJET DE LOI AMENDÉ PAR LA COMMISSION.

TITRE 1^{er}.

Des droits des auteurs sur leurs écrits.

Art. 1^{er}. Le droit exclusif de publier un ouvrage, ou d'en autoriser la publication par la typographie, la gravure, la lithographie ou tout autre mode, est garanti à l'auteur pendant toute sa vie, et à ses représentants ou ayants cause pendant cinquante ans, à partir du jour du décès.

Art. 2. L'auteur pourra céder tout ou partie de son droit exclusif, non-seulement pour tout ou partie de la période de sa vie, mais encore pour tout ou partie de la période de cinquante ans qui s'écoulera après sa mort.

Si la cession n'est pas expressément faite, soit pour la totalité, soit pour une partie des droits garantis à l'auteur, elle est présumée faite pour une édition seulement.

Le nombre des exemplaires de cette édition sera

fixé, en cas de contestation, conformément aux usages adoptés pour les ouvrages de même nature.

Art. 3. Après le décès de l'auteur, le droit exclusif pour le temps dont il n'aura pas disposé sera transmis, suivant les règles du droit civil, aux héritiers qu'il laissera au moment de l'ouverture de sa succession.

Le droit exclusif sera considéré, à l'égard du conjoint survivant l'auteur, comme un bien de communauté, à moins de conventions matrimoniales contraires.

Art. 4. Le propriétaire, par succession ou à tout autre titre, d'un ouvrage posthume, jouira du droit exclusif de le publier ou d'en autoriser la publication pendant cinquante ans, à compter de la première édition.

Ce droit sera transmissible aux héritiers ou ayants cause dudit propriétaire, dans les limites de la période de trente ans ci-dessus déterminée.

Art. 5. L'éditeur d'un ouvrage anonyme ou pseudonyme jouira du droit exclusif pendant cinquante ans, à compter du jour de la première publication.

Si, avant l'expiration de ce terme, l'auteur prouve sa qualité, il rentrera dans les droits qui lui sont garantis par les art. 1 et 2.

Si cette qualité est prouvée après la mort de l'auteur, et avant cinquante ans révolus à partir de la première publication, les héritiers ou ayants cause

de l'auteur jouiront du droit exclusif jusqu'à l'accomplissement de ladite période de cinquante ans.

Art. 6. Le droit exclusif de l'État sur les ouvrages publiés par son ordre et à ses frais durera dix ans, à compter du jour où la dernière partie de l'ouvrage aura été publiée.

Le droit des académies et autres corps savants sur les écrits publiés en leur nom et par leurs soins durera trente ans, à compter de la publication du dernier volume de l'ouvrage, et à compter de chaque volume pour les recueils de mémoires sur divers sujets, ou d'écrits devant former collections.

Le droit exclusif des académies sur les dictionnaires composés par elles durera trente ans, à compter de la dernière rédaction qu'elles en auront publiée.

Art. 7. Les droits spécifiés dans les art. 1, 2, 3 et 4 sont garantis pour la publication des cours publics, sermons, et autres discours prononcés publiquement, lesquels ne pourront être publiés isolément, ni en corps d'ouvrage, sans le consentement des auteurs ou de leurs ayants cause.

A l'égard des plaidoyers et des discours prononcés dans les deux Chambres, ce consentement ne sera nécessaire que pour leur publication en recueil d'auteur.

TITRE II.

Des ouvrages dramatiques.

Art. 8. Les ouvrages dramatiques des auteurs vivants ne pourront être représentés sur aucun théâtre sans le consentement de ces auteurs.

Art. 9. Après le décès de l'auteur, et à défaut de conventions faites, soit avec lui, soit avec ses héritiers ou ayants cause, le droit de représenter son ouvrage appartiendra à toute entreprise théâtrale dûment autorisée, à la charge par elle de payer aux héritiers ou ayants cause de l'auteur une rétribution égale à celle que percevait l'auteur au moment de son décès. Le droit à cette rétribution durera *cinquante* ans, à compter de la mort de l'auteur.

Art. 10. Les ouvrages dramatiques posthumes, ou sans nom d'auteur, ne pourront être représentés qu'avec l'autorisation des personnes qui en seraient propriétaires par succession ou à tout autre titre.

Leur droit durera *cinquante* ans, à partir de la première représentation.

Art. 11. En ce qui concerne l'impression des ouvrages dramatiques, les droits de l'auteur ou ceux de ses héritiers ou ayants cause seront réglés conformément au titre I^{er} de la présente loi.

TITRE III.

Des œuvres de musique.

Art. 12. Les auteurs d'œuvres de musique, leurs héritiers, ayants cause ou conjoint survivant, jouiront, pour la publication de leurs œuvres par un mode quelconque de reproduction, du droit exclusif établi par le titre I^{er} de la présente loi.

Ils jouiront, pour celles de leurs œuvres qui seraient exécutées sur les théâtres ou dans les concerts publics, des droits établis par le titre II.

TITRE IV.

Des produits des arts du dessin.

Art. 13. Les auteurs de dessins, tableaux, *sculptures*, *médallions*, cartes géographiques, topographiques et hydrographiques, plans et autres dessins d'architecture, auront seuls le droit de les reproduire ou d'en autoriser la reproduction au moyen de la gravure, de la lithographie, de l'impression, du *moulage*, ou de toute autre manière.

Ce droit est garanti tant auxdits auteurs qu'à leurs ayants cause, conformément aux règles établies dans le titre I^{er} de la présente loi.

Art. 14. Les auteurs des ouvrages d'art, mentionnés dans l'article précédent, pourront céder le droit exclusif de les reproduire ou d'en autoriser la reproduction, en conservant néanmoins eux-mêmes la propriété de l'ouvrage original. Mais en cas de vente dudit ouvrage, le droit exclusif de le reproduire, ou d'en autoriser la reproduction par l'impression, la gravure, le moulage, ou de toute autre manière, est transmis à l'acquéreur, à moins d'une stipulation contraire.

TITRE V.

Dispositions générales.

Art. 15. Tous les droits que la présente loi accorde aux régnicoles seront garantis aux auteurs d'ouvrages de littérature, de science et d'art, publiés pour la première fois à l'étranger, lorsque, en vertu de traités, la nation à laquelle ils appartiennent aura garanti la réciprocité aux auteurs des ouvrages publiés pour la première fois en France.

Art. 16. Dans le cas où les droits qui forment l'objet de la présente loi feraient partie d'une succession en déshérence, une ordonnance royale pourra, s'ils ne sont pas dûment réclamés par des créanciers, les attribuer aux conjoints ou aux parents de l'auteur, pour une durée qui n'excédera pas

cinquante ans, ou faire l'abandon desdits droits au domaine public.

Art. 17. Les auteurs, leurs héritiers ou donataires, dont le droit exclusif résultant des lois antérieures ne sera pas épuisé au moment de la promulgation de la présente loi, jouiront des avantages qu'elle assure en ce qui concerne la publication, la reproduction et la représentation des ouvrages, pourvu qu'ils n'aient point aliéné en totalité le droit exclusif qui leur était garanti.

En cas d'aliénation totale dudit droit, la durée en sera prolongée au profit de leurs ayants cause.

Art. 18. Le dépôt prescrit par l'art. 14 de la loi du 21 octobre 1814 est fixé à cinq exemplaires, tant pour les écrits imprimés que pour les gravures, lithographies, cartes, œuvres de musique avec ou sans paroles, et autres ouvrages dont la reproduction a lieu par les procédés de la typographie, de la lithographie, de la gravure ou de toute autre manière.

Un de ces exemplaires restera au ministère de l'intérieur.

Deux exemplaires seront remis à la Bibliothèque royale, et il sera disposé des deux autres en faveur d'établissements publics, conformément à ce qui sera prescrit par un règlement d'administration publique, qui déterminera en outre les conditions du dépôt quant à l'état des exemplaires, et fixera le cas où il pourrait être nécessaire, dans l'intérêt du com-

merce, de réduire à trois le nombre des exemplaires déposés.

Le récépissé du dépôt, qui sera délivré conformément aux règlements, ou une copie certifiée de ce récépissé, formera titre à l'auteur ou à l'éditeur pour être admis en justice à poursuivre les contrefacteurs.

TITRE VI.

Dispositions pénales.

Art. 19. Quiconque, au préjudice des droits garantis par la présente loi aux auteurs et à leurs représentants, aura publié, imprimé, gravé ou reproduit, en tout ou en partie, des ouvrages et écrits de tout genre, dessins, peintures, sculptures, œuvres musicales et autres productions de l'esprit ou des arts, déjà publiés ou encore inédits, sera passible des peines appliquées au délit de contrefaçon.

Art. 20. Tout contrefacteur sera puni d'une amende de 300 à 2,000 fr., et condamné en outre à payer au propriétaire des dommages-intérêts égaux au moins à la valeur de l'édition originale sur laquelle la contrefaçon a été faite.

S'il s'agit d'un ouvrage encore inédit, les dommages et intérêts seront arbitrés d'après le prix de vente des ouvrages de même nature.

En cas de récidive, l'amende sera de 600 à 4.000 fr.; le contrefacteur sera en outre puni d'un emprisonnement qui n'excédera pas une année, et son brevet pourra lui être retiré.

Art. 21. Quiconque aura introduit sciemment sur le territoire français ou vendu des exemplaires d'éditions contrefaites à l'étranger d'ouvrages publiés pour la première fois en France, sera puni des peines portées en l'article précédent.

Quiconque aura débité sciemment un ouvrage contrefait sera puni d'une amende de 50 fr. à 1,000 fr., et condamné envers la partie civile à des dommages et intérêts qui seront arbitrés par les tribunaux, ainsi qu'il est porté à l'art. 18.

En cas de récidive, l'amende sera de 100 fr. à 2,000 fr.; et le délinquant sera en outre puni d'un emprisonnement qui n'excédera pas trois mois.

Art. 22. Dans les cas prévus par les articles précédents, les exemplaires contrefaits, et les planches, moules et matrices, seront confisqués.

La partie civile pourra demander que ces objets soient détruits en sa présence ou en celle de son fondé de pouvoir, ou qu'ils lui soient attribués en déduction de son indemnité.

Art. 23. Les infractions aux dispositions des art. 8, 9 et 10 de la présente loi, seront punies des peines portées en l'art. 428 du Code pénal.

Les art. 425, 426, 427 et 429 du même code

sont abrogés; ils y seront remplacés par les art. 19, 20, 21 et 22 de la présente loi.

Art. 24. Les infractions à la présente loi seront constatées d'office par le ministère public, par les officiers auxiliaires du procureur du roi, et, en outre, par les préposés aux douanes pour les objets venant de l'étranger; le tout sans préjudice des poursuites exercées sur la demande de la partie civile

Art. 25. Tous procès-verbaux de perquisition ou de saisie, faits d'office ou sur la plainte de la partie se prétendant lésée, devront, dans les vingt-quatre heures, être transmis au procureur du roi.

DISCOURS

PRONONCÉ,

LE 10 MARS 1842,

AU BANQUET DONNÉ A PARIS

POUR L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE.

MESSIEURS,

En écoutant les pieuses et ardentes paroles de M. Scroble, ces paroles pénétrées de la chaleur d'un zèle tellement divin, qu'elles se faisaient jour jusqu'à vos cœurs à travers la diversité des langues; en applaudissant comme vous à ces appels au sentiment de la liberté pour tous, caractère national de la France depuis qu'elle a conquis, il y a un demi-siècle, la liberté pour elle-même; et ces invocations à l'extension de l'influence française par tout l'univers, pour que cette influence se sanctifiât par l'abolition universelle du honteux commerce des esclaves; j'éprouvais à la fois un double sentiment, un sentiment de joie, un sentiment de tristesse : oui, je

me réjouissais en moi-même de voir ici réunis et fraternisant des hommes de langues, de patries, d'origines, d'opinions diverses, qui, poussés par le seul désir du bien, ont quitté leur maison et leur pays, ont traversé la mer, pour venir combiner leurs efforts en faveur d'une cause qui ne touche ni eux, ni leur famille, ni leurs enfants, ni même leurs concitoyens; et se consacrer à la régénération d'une race d'hommes qu'ils ne connaissent pas, qu'ils n'ont jamais vus, qu'ils ne verront jamais, dont les bénédictions les suivront sans doute un jour dans le ciel, mais dont la reconnaissance ne les atteindra jamais ici-bas! C'est là du désintéressement dans ce siècle qu'on accuse d'égoïsme, mais c'est un désintéressement commandé par l'amour des hommes et payé par Dieu.

Et en même temps, Messieurs, je ne pouvais que m'attrister en pensant que ces sublimes manifestations de la charité pour le genre humain qui nous réchauffaient ici de toute leur foi, et d'une foi si vraie, si éloquente dans la bouche de M. Scroble et de ses associés, ne retentissaient pas hors de cette enceinte; mais qu'au contraire vous ne seriez pas encore sortis de cette réunion, ces paroles que vous entendez ne seraient pas encore refroidies dans vos cœurs, que déjà les interpellations malveillantes, les insinuations odienses, les clameurs intéressées s'empareraient de l'acte, des hommes, des discours, et

jetteraient sur tout cela les fausses couleurs, les travestissements et le ridicule, ce premier supplice de toute vérité : il faut s'y attendre et il faut les braver. La vérité sociale, religieuse, politique, serait trop facile à suivre et trop belle à embrasser, s'il n'y avait pas entre elle et nous la main intéressée de la routine et les pointes acérées de la calomnie.

Que dira-t-on de nous, Messieurs? deux choses : Qu'en poussant les esprits à la solution de la question de l'esclavage dans nos colonies, nous sommes des révolutionnaires; et qu'en voulant les efforts combinés de tous les peuples civilisés pour l'abolition de la traite, nous ne sommes plus assez patriotes. Répondons.

Nous sommes des révolutionnaires; vous voyez comment! Vous venez d'entendre ces paroles prudentes, mesurées, irréprochables, de l'orateur auquel je réponds; vous avez entendu ce matin celles de M. le duc de Broglie, de M. Passy, de M. Barrot, ces paroles qui tomberaient d'ici entre le maître et l'esclave sans faire rejaillir de leur cœur autre chose que la justice, la miséricorde et la résignation : nos réunions n'en ont jamais eu d'autres. Moi-même je l'ai dit : Nous ne sommes pas, nous ne voulons pas être des tribuns d'humanité, des agitateurs de philanthropie, et lancer d'ici, où nous sommes en sûreté, où nous vivons à l'abri des lois et de la force publique, lancer dans nos colonies je ne sais

quels principes absolus chargés de désordres, de ruines et de catastrophes, pour y faire explosion à tout risque, et emporter à la fois les colons, les maîtres et les esclaves. Non; ce serait là un crime et une lâcheté; car, pendant que nous recueillerions des applaudissements sans péril dans des banquets comme celui-ci, ou sur le marbre retentissant de quelques tribunes, nous exposerions nos frères, nos concitoyens des colonies, premier objet de nos devoirs et de notre affection. (Applaudissements unanimes.)

Que voulons-nous donc? Ce qu'on vient de vous dire, et par des bouches qui ajoutent autorité aux paroles : non pas faire, mais prévenir une révolution; restaurer un principe, et conserver notre société coloniale. Nous voulons introduire graduellement, lentement, prudemment, le noir dans la jouissance des bienfaits de l'humanité, auxquels nous le convions, sous la tutelle de la mère patrie, comme un enfant pour la compléter, et non pas comme un sauvage pour la ravager! Nous le voulons aux conditions indispensables d'indemnité aux colons, d'initiation graduée pour les esclaves; nous voulons que l'avènement des noirs à la liberté soit un passage progressif et sûr d'un ordre à un autre ordre, et non pas un abîme où tout s'engloutisse, colons et noirs, propriétés, travail et colonies! Voilà, Messieurs, quels révolutionnaires nous sommes. Nous disons aux colons : « Ne craignez rien; notre justice et notre

force sont là pour vous garantir vos biens et votre sécurité. » Nous disons aux esclaves : « N'essayez pas de rien conquérir par d'autres voies que par le sentiment public ; vous n'aurez de liberté que celle que nous vous aurons préparée, que celle qui s'associera avec le bon ordre et avec le travail. » Si vous appelez cela révolution, oui nous sommes révolutionnaires ; révolutionnaires comme l'ordre, révolutionnaires comme la loi, révolutionnaires comme la religion, révolutionnaires comme Fénelon, comme Franklin, comme Fox, comme Canning, comme O'Connell, comme les ministres les plus conservateurs de la Grande-Bretagne, comme tous ces grands hommes de tribune et tous ces grands hommes d'État qui, trouvant une vérité sociale arrivée à l'état d'évidence et de sentiment dans un peuple, la prennent hardiment dans la main des philosophes pour la mettre sans péril dans la main du législateur, dans le domaine des faits ! Que Dieu nous donne beaucoup de révolutionnaires de cette espèce, les révolutions subversives attendront longtemps ! (Nouveaux applaudissements.)

Nous suscitons, nous fomentons, dites-vous, des espérances parmi les noirs ? Voyez quel crime ! Vous ne savez donc pas que le seul supplice que Dieu n'ait pas permis à l'homme d'imposer pour toujours à son semblable, c'est le désespoir ? Vous ne savez donc pas que rien ne rend patient comme une espérance,

et qu'il n'y a pas de baïonnettes, pas d'escadres, pas de prisons, pas de menottes qui puissent valoir, pour maintenir les noirs dans le devoir et dans le calme, la certitude que la mère patrie, que le gouvernement s'occupe sérieusement de leur sort, et le rayon d'espérance qui va d'ici même briller sur leurs dernières heures de servitude, et leur montrer de loin la famille et la liberté? (On applaudit.)

Voilà quant au premier reproche.

Et maintenant est-il vrai que nous soyons moins patriotes, parce que nous voulons donner une patrie à toute une race d'hommes proscrits, et sans place au soleil? est-il vrai que nous soyons moins patriotes que ceux qui, en se félicitant d'avoir tous les biens de la vie civile, ne veulent pas que d'autres les possèdent? Est-ce que l'héritage des enfants de Dieu sur la terre ressemble à cet héritage borné du père de famille, où les fils ont une part d'autant moins large qu'ils en donnent une part plus grande à leurs frères? Non, vous le savez bien; le domaine du Père commun des hommes est sans bornes; il s'étend avec la civilisation et avec le travail, à mesure que des races nouvelles se présentent pour le cultiver; c'est l'infini en espace, en droits, en facultés, en développements; c'est le champ de Dieu. Celui qui le borne, et qui dit aux autres, « Vous n'y entrerez pas, » celui-là n'empiète pas seulement sur l'homme, il empiète sur Dieu lui-même; il n'est

pas seulement dur et cruel, il est blasphémateur et insensé. (Vive adhésion.)

Ne serait-il pas temps de s'entendre enfin sur ce qu'on appelle patriotisme, afin de ne pas nous renvoyer éternellement comme des injures des termes mal définis qui dénaturent nos pensées aux uns et aux autres, et qui sement l'erreur et l'irritation entre les hommes et entre les peuples?

Le patriotisme est le premier sentiment, le premier devoir de l'homme que la nature attache à son pays avant tout, par-dessus tout, par tous les liens de la famille et de la nationalité, qui n'est que la famille élargie. Celui qui ne serait pas patriote ne serait pas un homme complet, ce serait un nomade. Pourquoi est-il si beau de mourir pour son pays? C'est que c'est mourir pour quelque chose de plus que soi-même, pour quelque chose de divin pour la durée et la perpétuité de cette famille immortelle qui nous a engendrés, et de qui nous avons tout reçu! (Bravos.)

Mais il y a deux patriotismes : il y en a un qui se compose de toutes les haines, de tous les préjugés, de toutes les grossières antipathies que les peuples, abrutis par des gouvernements intéressés à les désunir, nourrissent les uns contre les autres. Je déteste bien, je méprise bien, je hais bien les nations voisines et rivales de la mienne; donc je suis bien patriote! Voilà l'axiome brutal de certains hommes

d'aujourd'hui. Vous voyez que ce patriotisme coûte peu : il suffit d'ignorer, d'injurier, et de haïr ! (Longs applaudissements.)

Il en est un autre qui se compose, au contraire, de toutes les vérités, de toutes les facultés, de tous les droits que les peuples ont en commun, et qui, en chérissant avant tout sa propre patrie, laisse déborder ses sympathies au delà des races, des langues, des frontières, et qui considère les nationalités diverses comme les unités partielles de cette grande unité générale dont les peuples divers ne sont que les rayons, mais dont la civilisation est le centre. C'est le patriotisme des religions, c'est celui des philosophes, c'est celui des plus grands hommes d'État ; ce fut celui des hommes de 89, celui de vos pères, celui qui, par la contagion des idées, a conquis plus d'influence à notre pays que les armées mêmes de votre époque impériale, et qui les a mieux conservés. Oui, nos pères de 89 nous montrèrent, en 92, comment ceux qui osaient aimer les hommes savaient mourir pour leur patrie !

Eux aussi on les calomnia, on les injuria, on chercha à les livrer à la risée et à la colère du peuple ; eux aussi on les accusa d'être les dupes ou les complices des desseins machiavéliques de l'Angleterre, pour perdre nos colonies en les régénérant : ils répondirent en montrant, en nommant leurs prétendus complices dans le parlement et dans les

associations britanniques. Et qui étaient donc et qui sont donc ces prétendus conspirateurs contre la liberté, les droits, la sûreté de nos colonies? ces prétendus ennemis de la France, qui étaient-ils, Messieurs? Précisément ceux qui, représentants de l'opposition en Angleterre, combattaient avec le plus de persévérance les pensées égoïstes, les pensées jalouses du gouvernement anglais contre nos alliés, contre l'Amérique, contre notre révolution, contre nous! C'était Wilberforce, c'était Sheridan, c'était lord Holland, c'était Fox; c'était le parti français, c'étaient les apôtres les plus passionnés de l'influence de votre liberté par tout l'univers, ces hommes qui s'écriaient en plein parlement que séparer la France de l'Angleterre, ce serait mutiler la civilisation européenne; ou qui disaient, comme Fox, comme O'Connell, que la France et l'Angleterre étaient à elles deux le piédestal de la liberté moderne, le piédestal dont la statue de l'humanité s'élèverait le plus haut dans l'histoire.

Voilà ces conspirateurs; les nommer, c'est les absoudre!

On excite les susceptibilités justement irritables des deux pays, après les froissements pénibles qui ont eu lieu récemment entre les deux politiques. M. Scroble vient de toucher ce point avec autant de loyauté que de délicatesse; je l'en remercie. Je l'aurais évité; mais il vaut autant s'expliquer tout

haut et sans réticence. Oui, on alarme à tort le sentiment public à propos d'un traité dont l'heure était mal choisie, dont l'extension et les formes étaient mal calculées, mais dont la pensée, qui est la nôtre, ne peut pas être désertée par nous, et doit être honorée, selon moi, dans les intentions de ceux qui la poursuivent. (Légers murmures.)

Quoi! Messieurs, parce que sur des plages limitées, sur des points déterminés avec prudence, et sur des espaces de l'Océan que nous voulons définir et préciser avec toutes les garanties pour notre commerce, tous les respects pour notre honneur, ce drapeau s'unirait à celui de l'Europe civilisée tout entière pour réprimer un infâme commerce d'hommes, il y aurait dégradation pour notre pavillon? Est-ce que la dignité du drapeau français consisterait à couvrir de l'inviolabilité du crime ces navires étrangers, ces entre-ponts, ces tombeaux flottants remplis de cargaisons humaines, au lieu de couvrir un grand et saint principe d'humanité et de liberté conquis au profit des hommes et au nom de Dieu? Ah! ce n'était pas ainsi qu'il comprenait l'honneur du pavillon naval de la France, l'orateur homme d'État qui, présidant ce jour-là l'assemblée nationale, le salua pour la première fois du haut de la tribune : « Elles vogueront sur les mers, s'écria Mirabeau, les couleurs nationales de la France, et elles seront le signe de la sainte confraternité des

amis de la liberté sur toute la terre! » Qu'aurait dit le grand prophète des destinées de la révolution, si on lui eût annoncé qu'à cinquante ans du jour où il proférait ces belles paroles, on oserait revendiquer pour des corsaires américains, portugais ou dénationalisés, le droit de couvrir leurs crimes de l'inviolabilité du drapeau tricolore? Il ne l'aurait pas cru, et il aurait eu raison; la France ne le voudra pas!

Messieurs, encore une fois, bravons ces misérables glapissements d'un odieux intérêt qui se cache sous les honorables susceptibilités d'un sentiment national : ce sentiment s'apercevra bientôt à quelles honteuses combinaisons il sert de voile; le patriotisme secouera son manteau, et l'égoïsme intéressé rougira d'être reconnu dans toute sa nudité, dans toute sa faiblesse! On vous a prononcé tout à l'heure un nom, le nom vénéré d'un homme qui passa par les mêmes épreuves que nous, et qui en triompha; car toute vérité a son calvaire, où il lui faut souffrir avant de triompher. Cet homme, c'est l'apôtre de l'abolition du commerce des noirs, c'est Wilberforce!

Lui aussi, lui surtout, il lutta pendant quarante ans pour la réhabilitation de toute une race proscrite; et il lutta avec cette fixité de but, cette sérénité de volonté qui n'appartiennent qu'aux hommes qui se dévouent à une idée, parce qu'une idée étant

une chose qui ne meurt pas, une chose éternelle, participe, pour ainsi dire, de la patience de celui qui vit et qui dure éternellement : de Dieu ! Lui aussi, les hommes qui s'appelaient de son temps les hommes pratiques livrèrent souvent ses intentions, sa conscience, à la dérision des politiques de la Grande-Bretagne.

Eh bien ! il ne désespéra pas, et il y eut un jour, un grand jour dans sa vie, un jour pour lequel il sembla avoir vécu tout le nombre de ses longues années ; ce fut le jour où le parlement de son pays vota l'acte d'émancipation ! Le 28 juillet 1828, Wilberforce vivait encore ; mais, comme s'il eût attendu le salaire de sa vie avant de la quitter, il touchait à sa dernière heure quand ses amis vinrent lui annoncer que l'acte libérateur était voté, et que son idée à lui, son idée bafouée, calomniée, injuriée, déchirée comme le vêtement du martyr pendant un demi-siècle, était devenue une loi de son pays, et bientôt serait infailliblement une loi de l'humanité ! Le saint vieillard, absorbé déjà dans les pensées éternelles, et qui depuis longtemps n'avait pas proféré une parole, parut se ranimer comme une flamme remuée sous la cendre ; il joignit ses mains amaigries par la vieillesse et consumées par le zèle, il les éleva vers le ciel, d'où lui était venu le courage et d'où lui venait enfin la victoire ; il bénit Dieu ; il s'écria, comme l'Auteur des choses : « Ce que j'ai fait est

bien ! Je meurs content. » Et son esprit monta peu d'instants après dans l'éternité, emportant avec lui, devant Dieu, les chaînes brisées d'un million d'hommes ! (Bravos.)

Messieurs, ayons toujours devant les yeux cet exemple de la patience triomphant des injustices et des préjugés du temps, et demandons à Dieu qu'un demi-siècle de travaux et de calomnies nous méritent un pareil jour. (On applaudit.)

Je demande à porter à mon tour un toast analogue aux sentiments qui nous unissent tous. « Messieurs, à l'unité des peuples ! à l'unité par les idées, par les religions, par les moyens de communication intellectuelle, les langues ; par les moyens de communication matérielle, les chemins de fer ! à l'unité qui centuple les forces du genre humain par la puissance de l'association, et qui prépare l'unité divine, c'est-à-dire la confraternité de toutes les races et de tous les hommes ! » (Vive et universelle adhésion.)

SUR LA RÉGENCE.

DISCOURS

PRONONCÉ

DANS LA SÉANCE DU 18 AOUT 1842.

MESSIEURS,

Je vais restreindre la question, qui s'était étendue, égarée dans la sphère du pouvoir constituant; je vais la restreindre, dis-je, et la rabaisser dans la sphère du fait, et du fait éminemment actuel, éminemment politique. J'avais résolu d'abord d'apporter d'urgence et de sentiment une voix de plus pour accroître cette puissance d'unanimité que nous devons tous désirer dans une loi fondamentale; mais, après avoir scruté profondément la loi et ses vices, j'ai compris que le raisonnement ne peut jamais affaiblir la raison. J'ai compris qu'une unanimité de circonstance, et peut-être d'erreurs, ne fait jamais

une vérité : en conséquence, je me suis décidé à mes risques et périls, et avec tout le respect que je dois à l'esprit qui a inspiré la loi, à venir la combattre dans plusieurs de ses articles, et présenter à la Chambre quelques-uns des aspects sous lesquels elle n'a pas encore été considérée.

Cependant je ne dissimulerai pas à la Chambre qu'en venant discuter, après une mûre réflexion, une question si grave, je n'apporte pas à cette tribune cette fermeté, cette plénitude de conviction qui m'y pousse quelquefois dans de hautes questions.

Je reconnais, avec l'unanimité des esprits, que la question est prodigieusement difficile, prodigieusement diverse, et que peut-être, dans les circonstances fatales où l'événement que nous déplorons tous a jeté le pouvoir législatif, nous n'avons que le choix des difficultés, je dirai presque le choix des fautes, pour l'avenir. (Mouvement en sens divers.) Ne vous trompez pas dans mon intention, quand je dis *le choix des fautes*. (Réclamations.)

Je vois avec peine la Chambre se tromper sur l'intention qui m'animait, quand j'ai dit *le choix des difficultés ou des fautes*; rien n'était plus loyal, permettez-moi de le dire, que cette intention. (Certainement ! certainement !).

M. ARAGO. C'est qu'on n'avait pas entendu.

M. DE LAMARTINE. Rien n'est plus loyal, je le répète, que l'intention qui m'a fait proférer cette parole ;

et si quelque chose, selon moi, pouvait ajouter encore au deuil de cœur, au deuil sincère, universel, que nous portons tous avec cette famille royale frappée dans sa principale tige, je dirai que c'est précisément ce doute, cette indécision, cette incertitude de notre intelligence, ce deuil de nos esprits, qui, tout en en cherchant le remède, sont forcés de dire : De remède, il n'y en a pas !

Il y a deux choses dans la loi sur lesquelles reposeront les principales critiques que je vais en faire; il y a l'acte immédiat, la désignation actuelle, pour ainsi dire nominale, bien que la loi ne porte aucun nom, que nous sommes chargés de faire, pour subvenir aux nécessités qui surgiraient si la Providence, que nous implorons tous, ne conservait pas la vie du roi aussi longtemps qu'il sera nécessaire au pays, qu'il a tiré de si grands périls et d'une si menaçante anarchie (Très-bien!), et que sa sagesse régira longtemps, je l'espère. Je dis, Messieurs, qu'il y a deux choses distinctes dans cette question : la désignation actuelle, puis l'hérédité; la question d'investiture permanente à l'aîné des princes rapprochés de la couronne. Enfin, une autre question, c'est l'exclusion des femmes, non-seulement pour aujourd'hui, mais l'exclusion future et à jamais de la régence, prononcée contre la mère du roi mineur. (*Plusieurs voix.* C'est cela!)

Quant à la question actuelle, j'avoue, je com-

prends tout ce qu'il y a à dire en faveur d'un régent homme, dans le moment, dans les circonstances où, à vos yeux, la France est placée. Les révolutions sont de tous les jours, le gouvernement est d'hier; les partis ont fait trêve devant la volonté énergique du pays, ou se sont momentanément ajournés devant la sagesse et la longanimité politique du roi, qui, le premier, a su gouverner une révolution autrement qu'en la jetant dans la guerre; mais ils vivent, mais ils attendent, mais ils épient de tous côtés l'heure des difficultés, pour s'en emparer et les accroître. La paix avec l'Europe existe; mais elle n'est pas une paix de principe, elle est une paix de nécessité. Les deux principes se regardent encore, armés, inquiets, ombrageux, des bords de la Seine aux bords du Volga. La dynastie si récente que vous avez assise sur le cratère fermé de tant de révolutions doit être, passez-moi le mot, une dynastie à cheval: il faut que le successeur immédiat du fondateur de l'ordre présent soit encore, en réalité, le fondateur continué de cette œuvre qui vaut bien deux hommes! Il faut qu'il ait en main, non pas cette prérogative abstraite et molle qu'on déposerait avec un feint respect entre des mains de femme, mais qu'il ait, en réalité, la prérogative armée, le commandement des troupes, et que le passage d'un règne à l'autre se fasse sous une voûte de baïonnettes! (Mouvement.)

Oui, ce sont là des considérations qui me forcent à respecter la résolution des ministres, la conviction de la majorité, et à honorer l'esprit qui les a inspirés. (*Au centre. Très-bien!*)

Mais il y a autre chose qu'une désignation actuelle et nominale dans la loi dont il est question; il y a deux autres choses : le principe de l'hérédité collatérale, suivant l'heureuse expression qu'employait tout à l'heure l'honorable M. Ledru-Rollin, éternellement écrite, non pas sur le trône, mais sur les marches du trône que vous avez fondé; il y a, de plus, l'exclusion à tout jamais des droits de la maternité, qu'aucune autorité, qu'aucune législation, dans aucun pays du monde, n'a dédaignée au point où vous l'avez fait.

M. HIPPOLYTE PASSY. Je demande la parole.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Je la demande aussi.

M. DE LAMARTINE. Quant au premier point de la difficulté, quant à ce principe d'investiture héréditaire attribué par votre loi au prince le plus rapproché de la couronne à tout jamais, je sais très-bien ce que vous me répondrez; vous me direz : « Nous l'avons écrit au second degré, parce que notre charte monarchique l'avait écrit au premier. »

Mais je dirai aux auteurs de la loi : Si nous prenions cette logique, où nous mènerait-elle ? S'il est bon d'écrire au second degré ce qu'on a jugé indis-

pensable d'écrire au premier dans la famille héréditaire unique, pourquoi ne pas aller plus loin? pourquoi ne pas décider tout de suite que l'élection est une occasion de trouble, un élément d'agitation³ dans un grand pays, et que par conséquent, pour détruire cet élément d'agitation, il faut supprimer l'élection pour toutes les hautes dignités politiques? Ainsi périrait toute agitation, et avec elle toute liberté; ainsi vous auriez de fait la révolution tout entière, car la révolution n'est que le principe de la capacité écrit dans vos lois, appliqué dans vos élections à tous les degrés. (Vive adhésion à gauche.)

« Mais, direz-vous, c'est par analogie avec le principe d'hérédité sur le trône, c'est pour éviter les commotions dans l'avenir, que nous l'écrirons encore au second degré. » Eh bien, je répondrai aux auteurs de la loi : Oui; mais si la loi de la nécessité et les périls évidents de la royauté élective vous ont forcés à l'écrire une seule fois au sommet de vos institutions, pourquoi deux fois? C'est une raison pour ne pas l'écrire deux, au contraire; car les peuples n'acceptent pas deux fois le mystère de la capacité du hasard! et c'est un défi que vous jetez de plus à la nature. Elle vous répondra trois fois sur quatre par des imbéciles, des ambitieux ou des indignes; elle vous répondra par les déchirements et les usurpations. (*A gauche.* Très-bien!)

Aussi j'ai voulu éclairer mon intelligence sur les

motifs qui les avaient engagés à écrire cette disposition : moi aussi j'ai scruté l'histoire. Eh bien ! je leur dis que, dans aucun monument historique, je n'ai trouvé trace de cette analogie entre le pouvoir royal et cette dictature temporaire, car c'est là le mot employé par les anciennes chartes ; cette dictature de la prérogative royale qu'on appelle régence. (Réclamations au centre.)

Si les honorables membres qui m'interrompent s'étaient donné la peine de faire les recherches que j'ai faites assidûment moi-même pour éclairer cette question, ils auraient vu qu'il n'y a jamais eu, non pas seulement dans l'esprit des monarchies constitutionnelles modernes, mais dans l'esprit des monarchies les plus arriérées du régime absolu, entre le principe d'hérédité affecté à la famille exclusivement héréditaire, et le principe d'hérédité que vous voudriez affecter à la régence exclusivement occasionnelle, circonstancielle et temporaire, une corrélation. Et pourquoi ? Vous allez le comprendre tout de suite ; cela est écrit textuellement dans les publicistes de l'ancienne monarchie, et dans ceux dont le nom nous étonnerait le plus à cette tribune, dans Rossuet lui-même.

Non, la doctrine de ce temps n'a jamais été que la régence appartient par hérédité légale, constitutionnelle, forcée, de droit divin, au régent. Elle a été, au contraire, que le roi était roi par droit divin,

par droit légitime et indiscutable ; mais que le régent, dans toutes les constitutions et dans tous les pays, était régent par le choix et le droit de la nation.

Voilà, Messieurs, la véritable doctrine. (*A gauche. Très-bien ! très-bien !*)

La doctrine antique et rationnelle, c'est que le roi tenait la place de Dieu et toute autorité de sa naissance. On a toujours professé, reconnu, pratiqué que les régences, que les régents tenaient leurs pouvoirs de la nation. Et pourquoi ? Parce que là le mystère était impossible, parce que l'élection du régent était là présente, visible, sous les yeux du peuple, et que le régent ne pouvait pas dire, « Mon pouvoir me vient de Dieu, » quand les corps de l'État étaient là pour lui répondre : « Mais c'est nous qui vous l'avons donné hier ! » Pourquoi encore ? Parce que le pouvoir royal est permanent et sans interruption de droit, même par la mort, et que le pouvoir du régent commence et finit devant tout le monde en un petit nombre d'années. Pourquoi enfin ? Écoutez bien cette dernière raison : parce que, disent les publicistes de la monarchie pure, on ne demande au roi que le *droit* : on demande au régent la *capacité*. (*A gauche et à droite. Très-bien ! très-bien !*)

Aptitude et capacité, voilà toute la question de régence pour la doctrine de la monarchie absolue : que sera-ce donc sous la monarchie de raison, sous la monarchie constitutionnelle, sous la monarchie

qui n'a qu'un sacre, qu'un titre, qu'un saint chrême : la nécessité nationale? (Très-bien!) Si vous répudiez sous la monarchie libre ces principes de la monarchie absolue, avançons-nous ou reculons-nous? Mais je quitte cette région abstraite, et j'entre dans la question plus vive du moment présent.

Il y a une autre disposition qui n'a pas moins blessé mon intelligence, au premier aspect, qu'elle a froissé mes sentiments naturels : c'est cette disposition (passez-moi le mot), c'est cette disposition contre nature qui exclut, je ne dirai pas pour la circonstance présente (effaçons les noms encore une fois), mais qui exclut, pour un avenir indéfini et à tout jamais, les reines mères, les tutrices naturelles de l'héritage et de la garde de la prérogative de leurs fils, du poste que la nature, que la Providence, que le sang leur avaient assigné.

On fait, ainsi quo M. le rapporteur, on fait un admirable éloge des qualités de ces femmes, de ces hautes vertus qui, si elles descendaient dans la sphère de la tutelle des princes, trouveraient une si heureuse application dans la tutelle de la prérogative constitutionnelle de l'enfant-roi. On n'ose pas chercher près du trône un prétexte même contre les mères.

Mais, dit-on, les régences sont des époques orageuses; il faut un pouvoir fort : la main d'une femme ne pourrait pas tenir le sceptre; il faut que celui qui tient le sceptre ait la puissance de tonir même l'épée.

Une femme, c'est une minorité pour couvrir une autre minorité. Une femme serait en butte, ne l'oubliez pas, dans les circonstances nouvelles où la liberté elle-même nous a placés, serait en butte à cet excès de la presse licencieuse qui ne respecte rien, qui dégrade tout, et qui mettrait toujours en question devant les populations l'autorité et le respect de cette puissance maternelle que vous auriez voulu mettre à la hauteur d'une prérogative couronnée. Une femme au gouvernement? la loi salique l'interdit; cette femme serait étrangère. Elle ne pourrait commander les troupes; elle sèmerait les rivalités, les jalousies, les mécontentements dans le palais, parmi ces princes justement irrités de voir une femme étrangère usurper leur attribution de frères ou d'oncles du roi; elle serait d'une religion différente de celle de la majorité. J'admets ces objections. Je n'essaye pas de les réfuter; mais je les reprends une à une, pour voir si rien ne les atténue.

Et d'abord la loi salique actuelle, c'est le bon sens de la nation. Elle a si peu régi la France, cette loi brutale, que vous avez vingt-six régences de femmes dans votre histoire, sur trente-deux régences en tout. Elle n'a jamais prévalu contre la loi de Dieu et de la nature, qui dit qu'il n'y a que la mère qui ne puisse pas avoir un autre intérêt que celui de son fils. Il faut remonter à la barbarie pour trouver une date et une autorité à l'exclusion de la mère

de la régence de son fils : cela seul juge votre loi ! En la rétablissant aujourd'hui, vous feriez plus que les siècles de ténèbres qu'elle a traversés, car vous feriez cela de sang-froid et en pleine civilisation. (Très-bien ! très-bien ! à gauche.)

La régente ne commande pas l'armée, et il faut que l'armée ait un prince à sa tête. Oui, il n'y a pas de prestige, il n'y a pas de fiction aux yeux de 500,000 hommes; il faut que l'armée voie son chef, qu'elle le connaisse, qu'elle ait confiance en lui, et que, par un contact quotidien, la réciprocité des sentiments inspire cette confiance qui fait la moitié de la victoire.

Je reconnais tout cela. Mais, Messieurs, en cas de péril de la monarchie, n'avez-vous pas vu toujours qu'une femme et un enfant étaient des drapeaux qui passionnaient les troupes et leur commandaient des prodiges ? Faut-il vous rappeler Élisabeth de Russie couvrant de son corps son fils contre un poignard invisible devant ses strélitz, et le leur faisant couronner ? Avez-vous oublié le cri des Hongrois devant Marie-Thérèse élevant son fils dans ses bras à leurs yeux, pour les entraîner au salut de l'empire, et ce cri fameux des braves Hongrois : *Mourons pour notre roi Marie-Thérèse* ? (Mouvement.)

Mais, dit-on, s'il y a des dissentiments dans le palais, des rivalités, des jalousies intestines, elles

sortiront du palais, elles se répandront, sous le gouvernement constitutionnel surtout, par la presse dans le parlement, dans les factions mêmes du pays, et elles pourront ainsi jeter un nouveau ferment de trouble et de nouveaux éléments de discorde dans un pays où il y en a malheureusement tant.

Je reconnais ces inconvénients, je ne nie aucune de ces graves difficultés; mais permettez-moi de dire à ceux qui s'armeraient de celles-ci : Que faites-vous, dirai-je au ministère, dans la loi de régence que vous apportez à la ratification de la Chambre? Vous donnez le pouvoir politique, l'exercice de la prérogative royale au régent, au prince de la famille dynastique; vous réservez, vous donnez à la mère, car vous ne pourriez les lui enlever, la garde, la tutelle, l'éducation de l'enfant, le contact domestique quotidien avec l'enfant.

Or, ne se passera-t-il pas ce qui s'est passé tous les jours en pareil cas, c'est-à-dire que la garde, l'éducation dans les mains de la mère, donnera lieu à des froissements intérieurs perpétuels? Ne sera-ce pas la guerre incessante entre les deux influences qui se disputeront l'esprit et le cœur de l'enfant? N'en résultera-t-il pas des tiraillements dans les principes, dans les idées, dans le cœur même de l'enfant royal? Si le régent l'emporte, il devient un fils dénaturé; si c'est la mère, les actes du régent sont discrédités d'avance, et le règne futur n'est qu'une

vengeance de l'interrègne. Qui de vous n'a lu dans Saint-Simon, ce Tacite des cours, le drame touchant de Louis XV enfant, dans l'esprit duquel son éducation avait jeté les plus sinistres ombrages contre le régent, ce prince capable de beaucoup de vices, mais incapable de grands crimes? Le duc d'Orléans lui enlève son précepteur : l'enfant veut se laisser mourir de faim, et refuse en effet toute nourriture jusqu'à ce qu'on le lui ait rendu ; il se réfugie dans ses bras, il l'inonde de ses larmes. Le régent est vaincu, la régence est sans force. Que serait-ce si ce vieux précepteur eût été une jeune mère? Il se fût échappé avec elle, et eût été demander asile à ses gardes ; le royaume pouvait être bouleversé, le palais ensanglanté. (Violents murmures et interruption au centre.)

Oui, de deux influences rivales égales se disputant le cœur d'un enfant couronné, il ne peut sortir qu'un prince ombrageux ou asservi, un idiot ou un tyran, un Philippe II ou un Louis XV ! Vous condamnez la France à des rois que vous ne voudriez pas avoir pour fils ! (Vive sensation.)

On dit : « Ce sera une étrangère. » Et quelle sera la mère de vos rois ou la femme de vos régents qui ne sera une étrangère? Mais est-ce qu'il s'est vu jamais dans l'histoire une femme couronnée qui ne fût étrangère au royaume? Regardez en Europe, dans les pays constitutionnels qui donnent la régence

aux femmes, comme en Angleterre : est-ce que ces princesses sont du pays où elles règnent ? Et d'ailleurs on a vu des femmes trahir leur mari et vendre l'empire, des filles trahir leur père et vendre leur trône ; on n'a vu qu'une seule mère trahir un fils et la patrie de ce fils. (Sensation.)

La différence de religion ? (Sensation.) C'est un reproche plus grave, je le reconnais. Il pourrait se faire que, dans l'avenir, la régence échût à une femme d'une religion différente de celle des Français.

Messieurs, il y aurait là une sérieuse compromission d'une des grandes influences de l'autorité suprême ; il y aurait là, peut-être, prétexte, occasion à ces ombrages qui sapent les monarchies les mieux fondées.

M. DE GASPARIN. Je demande la parole.

M. DE LAMARTINE. Je vais aller au-devant de la pensée de M. de Gasparin, et rendre justice au noble sentiment qui le préoccupe pour la religion qu'il professe.

Qu'entendez-vous par l'influence religieuse dans un État ? Entendez-vous une influence politique ? entendez-vous que le gouvernement fasse de ce premier, de ce plus sacré, de ce plus divin des intérêts de l'humanité, entendez-vous qu'il en fasse un instrument de règne, un outil administratif, et qu'il le profane et l'avilisse ainsi à la proportion d'un moyen de gouvernement ? Si vous l'entendez ainsi,

je le déclare, rien de commun entre vous et moi; nous ne parlons pas la même langue. (*A gauche.* Très-bien! très-bien!)

M. DE VATRY. C'est très-juste, c'est très-juste. Voilà la dignité de la conscience!

M. DE LAMARTINE. Mais si vous considérez la liberté pratique, sérieuse des consciences comme la première et la plus belle conquête de l'esprit humain et de la révolution, comme nous; une femme d'une religion différente sur les premiers degrés du trône sera le plus rassurant symbole de la liberté des esprits, de l'inviolabilité des âmes. Voyez la Belgique si chrétienne, si passionnément catholique, se plaint-elle de son roi protestant? Et d'ailleurs allons au fond de l'objection. Qu'affectez-vous de craindre? non pas des violences, sans doute, contre la religion de la majorité, mais des infiltrations, des insinuations dans l'oreille de son fils? Eh bien! vous lui livrez l'éducation et la garde; qui peut l'empêcher de lui inculquer sa foi, et de prédisposer son intelligence à un autre culte? Rien au monde, à moins d'établir un conseil de conscience, une barrière, une inquisition politique entre la bouche de la mère et l'oreille de son enfant? c'est la conséquence de votre objection. Avouez donc qu'elle n'est qu'un prétexte. (Très-bien!)

Oui, la liberté religieuse symbolisée dans la personne même chargée de représenter la tolérance dans

un grand empire, c'est une des conditions les plus heureuses qui puissent arriver pour la dignité, pour la puissance même de la religion. (*A gauche.* Très-bien! très-bien!)

Je comprends vos applaudissements. L'approbation que la Chambre vient de donner à mes dernières paroles me prouve que j'ai frappé juste dans le sentiment public, et que, à nos yeux, la seule influence de la religion, sa seule puissance sur l'État et sur les mœurs, est dans son indépendance, dans sa sécurité complète; et que personnifier cette puissance, la placer au sommet de l'État, c'est la rendre plus évidente, plus protectrice pour tous les cultes, que, comme vous, nous voulons grandir par la liberté, épurer par l'indépendance, et rendre efficaces, puissants, triomphants dans leurs sphères morales par cette liberté même, qui fait toute leur force et toute leur dignité. (Très-bien! au centre.)

Mais on a signalé la licence de notre presse? Et je n'entends pas ici la presse politique, mais la presse anecdotique et licencieuse.

Ah! je reconnais avec la Chambre, je reconnais avec l'esprit public, qu'il y a dans les scandales de cette presse, dans la situation de notre publicité, quelque chose de contradictoire avec la présence d'une femme au pouvoir. Je le reconnais. Et pourquoi? C'est qu'en réfléchissant on trouve que l'instinct public a réfléchi et a jugé avant vous. C'est

qu'en effet, dans la position d'une femme vis-à-vis de la liberté de la presse, il y a un danger de plus, parce qu'il y a une vertu de plus dans la femme; il y a cette pudeur qui serait souvent violée par la publicité. Je reconnais la gravité de cette difficulté, et je ne cherche pas à l'é luder; mais permettez-moi de vous dire qu'il y a dans la conscience publique, dans l'esprit d'un pays libre, quelque chose qui domine, qui résiste à cette pernicieuse malignité de la presse. Il s'établit bientôt (et vous en êtes déjà témoins quant à ce qui concerne les hommes, et les hommes placés le plus haut, et par conséquent le plus en butte à la pernicieuse action de la publicité) une conscience publique, il s'établit une opinion qui neutralise ses effets. Oui, les peuples apprennent bientôt qu'il y a dans les pays libres un métier infâme de plus, ce métier dont le privilège, le salaire, sont de ternir toute gloire, de salir toute pureté, de dégrader toute majesté, toute probité! Mais l'insulte aux femmes a cela de bon qu'elle montre ces hommes plus insolents, plus odieux et plus lâches, et qu'elle les fait plus mépriser du bon sens des masses. (Mouvements divers et longue interruption.)

Mais je répète que je ne cherche pas à rien atténuer dans les grandes difficultés qui se présentent; je ne cherche pas à réfuter ce qui est irréfutable: je présente seulement, d'un côté, les avantages, de

l'autre, les inconvénients, et je vous dis : Jugez avec moi. La régence des mères a cela d'excellent surtout que le règne du fils, quand l'interrègne cesse, continue encore quelque temps le règne de la mère, et évite ainsi ces saccades de gouvernement qui brisent les États et suscitent les factions. L'influence de la reine régente ne cesse pas le jour où cesse la minorité; les ministres, l'esprit du gouvernement ne font pas tout à coup place à des ministres et à un esprit opposés. Il y a transition, et pas révolution; la régence des femmes est plus conservatrice.

Mais, à supposer qu'aucun des inconvénients que je vous ai présentés dans l'exclusion des femmes n'ait fait impression sur vos esprits, il y a deux raisons dominantes qui, à elles seules, me détermineraient à ne pas exclure de la régence des mères de nos rois. La première, je l'ai dit, c'est la nature, la loi de Dieu, la loi du sang. Les mères sont meilleures gardiennes que les compétiteurs ambitieux, de la vie, de l'héritage, de l'État même où régnera leur fils. Elles n'ont d'autre avenir que le sien, d'autre ambition que la sienne : et y a-t-il une loi qui garantisse plus la vie et l'héritage du pupille royal, et la paix de l'État, que le cœur de la mère? Pourquoi faire des lois, quand vous avez celle-là toute faite?

Je sais bien que l'esprit du temps, l'adoucissement des mœurs, les surveillances constitutionnelles, écartent ces probabilités des attentats directs sur la vie

des princes enfants remis à la garde de leurs plus proches compétiteurs. Mais est-ce une loi prudente que celle qui, en éloignant toujours et à jamais la mère, place toujours et à jamais le régent entre la pensée d'un crime et la plus grande des tentations que l'ambition puisse offrir à l'homme : un trône ? Le régent, sans doute, éloignera à jamais de son âme toute criminelle prévision ; le crime est heureusement descendu de ces familles élevées au-dessus des nations, et il n'en souille plus que les profondeurs les plus abjectes. Mais ceux à qui de tels crimes profitent en sont-ils toujours les auteurs ? les consulte-t-on ? Non ; il y a souvent derrière le prince le plus pur et le plus vertueux une ambition domestique, une cupidité de troisième ordre qui rêve le crime à son profit, et vous apporte le crime tout fait.

N'avez-vous pas d'exemples rapprochés de princes bien innocents, bien vertueux, forcés de monter malgré eux au trône d'un père ? Songez à la nuit de Pétersbourg !

Vous me dites : « Sous le régime constitutionnel où le pays ne sanctionnerait pas ces crimes, ils sont impossibles. » Oui ; mais n'y a-t-il plus d'ambitions et des moyens autres de les satisfaire ? Les crimes ne sont pas les mêmes, mais l'effet est le même par d'autres moyens. On n'empoisonne plus la coupe, on n'affile plus le poignard, mais on corrompt la presse, le peuple, l'armée, les parlements. (Réclamations.) La po-

pularité est le crime des ambitieux constitutionnels.
(Sensation.)

La presse seule n'est-elle pas une arme terrible entre les mains d'un régent populaire? Je suppose un jeune régent doué même de toutes les vertus qu'heureusement nous trouvons aujourd'hui sur les marches du trône; je suppose un régent de vingt-cinq ans, un pupille de cinq ans, c'est-à-dire quatorze ou quinze ans de régence; je suppose que ce jeune régent soit doué, je le répète, de toutes les facultés, de toutes les vertus, de tous les loyaux et grands sentiments qui peuvent vivre dans le cœur d'un prince élevé à une si haute école. Représentez-vous par la pensée ce que serait cette régence après les douze ou quinze ans qu'elle aurait à durer. Quelle serait la première pensée du régent? Évidemment, plus il a l'âme élevée, plus il se sent des facultés puissantes, plus il voudrait les exercer. Sa première pensée, ce sera d'illustrer ce règne temporaire dans lequel votre loi l'aura placé; ce sera de couvrir son nom de gloire; ce sera d'étendre peut-être les frontières de l'empire, les attributions politiques du pouvoir qui lui aura été confié. (Interruption.)

Eh bien! je vais plus loin, et je suppose que pendant la durée de cette longue régence et de cette dangereuse minorité, il y ait eu des occasions de guerre, des crises terribles pour la nation, que

le régent les ait heureusement surmontées, que la cour soit devenue dévouée, que l'armée tout entière lui soit liée par une solidarité de gloire; je le demande à votre réflexion, et non pas à votre détermination du moment; comment! voilà un prince qui aura entre ses mains, pendant quinze ans, le pouvoir politique, qui aura séduit l'armée par la gloire, qui pourra dissoudre les Chambres, qui pourra remanier la loi électorale... (Interruption.)

M. DE MORNAY. Et les Chambres, et les ministres, ne sont donc rien?

M. DE LAMARTINE. On me dit : « Mais les ministres, mais les Chambres! » Je réponds que plus les ministres seront des hommes éminents dans le pays, plus ils y jouiront du crédit et de l'autorité que leur mérite personnel leur aura acquis, plus le régent devra avoir de déférence pour ces ministres, pour ces conseillers de sa puissance, et par conséquent plus il y aura de solidarité entre ses intérêts et les siens. Ils seront ses ministres, et jamais les ministres de son successeur.

Quant aux Chambres, j'ai répondu d'avance à l'objection de l'honorable M. de Mornay. Je dis que le pouvoir constitutionnel met dans les mains du régent la prérogative royale tout entière; je dis qu'une partie essentielle de cette prérogative, c'est l'initiative des lois et des mesures; que la plus consti-

tutionnelle de ces prérogatives, c'est la dissolution des corps politiques, et que vous laisseriez à votre régent de choisir l'heure, le moment de dissoudre un corps politique. (Interruption au centre.)

Je suis étonné d'entendre les murmures de ce côté de la Chambre. C'est une vérité écrite dans la charte.

Je dis, Messieurs, qu'à la suite d'une pareille régence, qui, plus elle serait heureuse et glorieuse, plus elle présenterait de périls, plus elle jetterait d'ombrage sur la minorité qu'elle aurait pour mission de protéger; je dis qu'après une pareille régence, voyant venir le jour où il faut quitter le pouvoir, non pas comme un roi, en emportant sa responsabilité dans la tombe, mais rester là vivant, présent, portant sa responsabilité tout entière pendant le reste d'une vie, un régent héritier du trône aura mille moyens de le convoiter et de l'effacer.

Je dis, Messieurs, que l'on ne peut se flatter de voir se déchirer tout à coup ce réseau d'influence, de popularité dans l'armée, de crédit dans le parlement, dont il se serait emparé pendant ce long règne temporaire, et qu'il y a là danger grand, danger sérieux. (Mouvements divers.) Croyez-moi, le seul remède à cela, ce serait l'ostracisme du régent. Il n'y a que l'ingratitude et l'iniquité qui puissent contrebalancer votre imprudence.

Je m'étonne de ces dénégations qui, d'ici, ré-

pondent à mes paroles, et je les défie; car j'ai apporté là sur mon banc, à la Chambre, le catalogue historique que j'ai fait dresser, ce matin même, de toutes les régences connues en Europe, depuis l'origine de l'histoire européenne. Il en résulte cette effrayante vérité, à laquelle je ne sais pas comment votre incrédulité répondra; il en résulte cette vérité, que sur *vingt-huit* régences d'hommes, de compétiteurs, de proches parents de pupilles couronnés, *vingt-trois* ont usurpé le trône qu'ils avaient pour charge de conserver à leurs pupilles! (Sensations diverses.) Ce n'est pas moi qui le dis, c'est l'histoire!

Et comment l'ont-ils usurpé? Par des assassinats, par des crimes, par des exils, par des ostracismes dont vous frémiriez si je vous en apportais le tableau ici. (Nouveau mouvement.) Voilà, Messieurs, ce que l'histoire vous répond par ma bouche.

M. VATOUT. Ce n'est pas l'histoire de France.

M. DE LAMARTINE. C'est l'histoire de l'Europe. C'est plus large et par conséquent plus vrai que l'histoire de France.

M. VATOUT. C'est plus large, mais non plus vrai.

M. DE LAMARTINE. Je réponds à M. Vatout, qui me dit que ce n'est pas l'histoire de France; je lui réponds que c'est l'histoire du monde.

Je le répète, et M. Vatout devrait le savoir mieux que moi, ce n'est pas l'histoire de France, mais c'est l'histoire du monde, c'est l'histoire du cœur humain.

Il ne faut jamais placer un crime entre un homme et l'objet de son ambition.

A gauche. Très-bien !

M. DE LAMARTINE. Oui, c'est l'histoire du cœur humain, qui a été tellement connue, tellement présentée par vos législateurs civils, que ces législateurs civils, plus sages, plus prudents que vous, prétendus législateurs politiques (Violents murmures), ont reconnu qu'il y avait des situations criminelles par elles-mêmes.

Je vous demande pardon, Messieurs : il n'entre pas dans mon esprit d'attacher à ce mot *prétendus* législateurs, le sens qu'y attachait tout à l'heure un honorable préopinant, M. de la Rochejaquelein. Je crois à la constitution, et je m'honore d'être ici parmi ses organes. (Très-bien ! très-bien !)

Je dis que, pour un législateur prudent, il y a un péril qu'il ne peut pas toujours éviter, qu'il ne doit braver que lorsque des circonstances exceptionnelles le lui commandent ; mais que, dans l'ordre général de la prévoyance, de la sagesse humaine, il ne doit pas condamner à ce péril, comme vous le faites dans votre loi, le pays, le mineur, la reine, et le trône. Je me hâte de sortir de ces considérations purement historiques et par conséquent secondaires, pour dire en un seul mot la raison dominante qui, dès le premier abord, a décidé mon penchant vers la régence des femmes. Non, la loi que vous faites n'est ni con-

servatrice ni dynastique, quoi qu'en dise l'honorable rapporteur : on l'appelle conservatrice, et elle est grosse de révolutions; on l'appelle dynastique, et elle est grosse d'usurpations. Elle chasse la mère du berceau, et y place le compétiteur et le rival. (Sensation.)

Non, elle n'est pas seulement une loi imprudente et odieuse, une loi contre nature : elle est plus; elle est une loi de timidité politique. (Mouvements divers.) Oui, de timidité politique et de défiance en nos propres forces ! (Très-bien ! à gauche.)

Je m'explique. Dans les grandes et neuves situations où le pays se trouve placé depuis cinquante ans, à l'origine, à la fondation même du gouvernement représentatif qui doit concilier, dans une proportion égale, les influences de la prérogative de la royauté et le libre et plein exercice de la liberté nationale; quand il se présente une occasion, une occasion fatale, que nous aurions repoussée de toute la force de nos sentiments, mais enfin une occasion plus forte que nous, donnée par une destinée cruelle, de saisir momentanément l'exercice régulier, normal, pacifique, parlementaire de ce grand pouvoir national, je dis qu'il y a honte pour nous à ne pas le saisir. (Très-bien ! très-bien !) Je dis qu'il y a désertion de la mission grave, de la mission audacieuse quelquefois que nous avons reçue de notre époque, de notre temps, et de toutes les révolutions dont nous

représentons l'esprit, l'esprit sage, modéré, mais progressif, dans cette enceinte. (Très-bien!) Devons-nous nous arrêter dans la route? Non. (Très-bien!)

Je ne suis pas, vous le savez, le partisan des révolutions; je les déteste, et je les combattrai avec vous de toute l'énergie de mes sentiments de réprobation contre ceux qui les fomentent. Oui, les révolutions violentes, les révolutions de vive force! Mais quand des révolutions régulières, c'est-à-dire de transformation naturelle, graduée, d'avènement du pays au pouvoir, se présentent à une nation; quand il ne s'agit que d'ouvrir les mains pour les recevoir, que d'accepter l'exercice, l'apprentissage, c'est le mot, l'apprentissage du gouvernement que la destinée vous donne dans ce moment, je dis, pour moi, que c'est une loi timide, une loi lâche que celle qui n'accepte pas courageusement cette mission et qui n'en saisit pas temporairement son pays, ne fût-ce que pour voir s'il en est digne! (Très-bien!)

J'ai combattu avec vous, avec les honorables membres du milieu de cette Chambre, les empiétements parlementaires; et je remercie mes honorables amis du milieu de cette Chambre d'avoir bien voulu m'ouvrir leurs rangs alors, pour les combattre avec eux; et si les mêmes empiétements se présentaient, je leur demanderais de m'y recevoir encore. Mais quand par un événement fatal, au-dessus

de nous, le pouvoir parlementaire est appelé à l'héritage, à l'exercice, à la possession d'un de ces droits que la nation ne peut remettre à personne sans se déposséder; quand l'avènement d'une succession fatale mais impérieuse nous surprend, je répète qu'il y a honte et faiblesse à abdiquer la nouvelle et souveraine attribution qu'elle nous impose. Je dis que se réfugier en reculant et à la hâte, en pareil cas, dans le seul pouvoir dynastique, c'est déclarer, à la face de la France et du monde, qu'on ne croit pas le pays capable et digne de se gouverner lui-même; et comment alors le deviendra-t-il jamais? (Bravos à gauche.)

Or, une régence de femme c'est le pouvoir au pays, c'est le gouvernement dans le parlement, c'est la dictature de la nation à la place d'une dictature royale. (Approbation aux extrémités. — Arrêtez-vous! reposez-vous!)

M. DE LAMARTINE. Non, j'ai hâte de terminer, pour vous et pour moi.

Je me suis étonné dès le premier jour où cette question a été débattue dans les organes de l'opinion publique, au dehors de cette Chambre, et je m'étonnerais vivement, je m'affligerais profondément ici, si une partie des hommes éminents et dynastiques (car je n'admets pas qu'étant dans la charte nous ne soyons pas dans la dynastie); je serais étonné, affligé, humilié de voir ces hommes,

dans une crise ausssi décisive, dans une crise, ne nous le dissimulons pas, qui, précisément parce qu'elle est plus imprévue, ne se représentera pas dans des siècles, désertre, abandonner les rangs de cette opposition, non pas plus libérale, nous sommes tous défenseurs de la liberté, mais de ces hommes qui s'intitulent eux-mêmes les soutiens des idées plus progressives, plus parlementaires, et qu'ils ont la prétention de défendre spécialement dans ce pays; abandonner, dis-je, leurs rangs pour se dévouer exclusivement à l'intérêt dynastique.

Je sais (et l'honorable M. Ledru-Rollin me l'a rappelé tout à l'heure en citant la discussion de 1788 en Angleterre) que ce même phénomène s'est présenté cependant une autre fois dans un pays constitutionnel. (Sensation.)

Oui, en Angleterre, Messieurs; et remarquez-le bien, c'est une coïncidence qui doit avoir son enseignement pour nous.

En 1788, lors de la première démission du roi d'Angleterre, le même renoncement au rôle naturel de l'opposition se manifesta dans le parlement. On vit M. Fox, le chef de l'opposition libérale des whigs, à la tête de laquelle se dessinaient avec lui Sheridan, Burke; on vit, dis-je, les représentants des principes de la jeune liberté anglaise, de 1640 et de 1688, combattre pour la régence dévolue de droit à l'aîné des fils du roi en démission, invoquer

les mystères du droit divin pour y cacher la source du pouvoir, eux qui, dans toutes les autres circonstances, n'avaient pas eu assez de foudres dans leurs paroles, assez de puissance dans leur logique rationnelle, assez d'invectives et d'ironie dans leur éloquence, pour fulminer contre ces dogmes surannés, et établir les dogmes du pouvoir populaire au-dessus des prétentions de la naissance et de l'hérédité. Et que vit-on d'aussi surprenant, d'aussi étrange, à côté de ces hommes illustres? On vit les défenseurs naturels, habituels, officiels, de la prérogative de la couronne, de l'hérédité absolue dans la famille dynastique, prendre le rôle de leurs adversaires ordinaires, répudier le droit de la régence héréditaire, en attribuer la dévolution absolue au pouvoir parlementaire, et soutenir, par la voix du plus monarchique, du plus absolu de tous les ministres et du moins révolutionnaire de tous les hommes d'État, M. Pitt, ce dogme audacieux qui ferait écrouler cette voûte sous vos murmures, si l'on osait l'énoncer devant vous au lendemain du jour où tant de révolutions ont élu tant de fois la souveraineté, où vous avez chassé des rois pour leur nom, et appelé des rois pour leur nom au trône. On le vit, dis-je, déclarer que le parlement anglais, en cas d'absence, de démence, de défaillance de la prérogative entre les mains de la couronne, avait, en vertu de la constitution, le droit d'élire pour régent de l'Angle-

terre, non pas seulement un des princes de la maison royale, mais tout citoyen du royaume. (Sensation.)

Ce changement de rôle entre les hommes du roi et les hommes de l'opposition ne vous semble-t-il pas, au premier abord, inexplicable? Eh bien! il s'explique cependant; et, comme toutes les versatilités des hommes d'État, il s'explique par l'histoire des passions personnelles et des ambitions intéressées. Je demande ici un moment d'attention pour vous expliquer l'énigme historique. Voici ce qui s'est passé. Cette énigme s'explique, comme toutes choses, par l'intérêt personnel de ces grands hommes d'État.

Le prince de Galles, appelé par son rang, par ce droit héréditaire que vous voulez créer; le prince de Galles, appelé à la régence, était un prince dans l'opposition, entouré d'une cour, en expectative, pour ainsi dire, de grands orateurs de l'opposition, du parti whig, ennemi des ministres, du gouvernement de son père, ennemi avoué, ne voyant plus même le roi son père.

M. Pitt savait d'avance le sentiment que lui portait le prince de Galles; et, voulant se prémunir contre le règne du prince, il voulut le dominer par le parlement, ou bien l'exclure; il voulut qu'on dît, dans son titre, qu'il le tenait entièrement de sa main. M. Fox, au contraire, avait pour intermédiaires,

entre le prince de Galles et lui, M. Sheridan et M. Burke. Il y avait une négociation occulte entre l'illustre chef de l'opposition et le prince de Galles, et le ministère était le gage de sa réconciliation et de son influence. Voilà comment s'explique cette défection de la tête de l'opposition anglaise : l'histoire l'a relevée et accusée ; mais l'opposition, austère et sévère, ne suivit pas M. Fox et ses amis dans cette renonciation à leurs doctrines : elle resta pure, ferme, et la constitution fut sauvée.

Messieurs, voilà le mot de cette énigme. Il ne se passe rien de semblable dans la situation où nous nous trouvons. (On rit.)

Non, ce sont d'autres sentiments, plus nobles, plus patriotiques, qui entraîneraient aujourd'hui hors de leur opinion naturelle les principaux fondateurs de la dynastie. C'est le seul intérêt de cette dynastie qui les domine, je le sais. J'honore en eux ce sentiment naturel à ceux qui veulent affermir, enraciner à tout prix l'œuvre qu'ils ont créée. Je ne le condamne pas, je l'explique. (Sensation.)

Leur mot d'ordre, dans les journaux et ici, c'est : *Force à la dynastie !* Eh bien ! et moi aussi je veux force à la dynastie pour donner force à mon pays. (Mouvements divers.)

Seulement, nous croyons que la force n'est pas là où vous la cherchez toujours, dans la sphère du passé, dans la sphère du prestige, dans la sphère

des fictions : cherchez-la, avec nous, dans la sphère des réalités nationales. Elle n'est que là !

Non, la force n'est plus désormais dans le prestige ; elle est dans la raison, dans l'utilité rationnelle des pouvoirs. (Très-bien ! aux extrémités.)

Mon Dieu ! Messieurs, je ne conteste pas la nécessité de cette force à donner à la dynastie ; mais j'affirme qu'à mes yeux il y a plus de force dans une régence de femme avec un enfant, se livrant aux pouvoirs nationaux parlementaires avec confiance, et n'excitant ni jalousie ni ombrage, que dans la régence d'un prince jeune, actif et militaire ; car je sais combien les pouvoirs populaires sont jaloux, et combien les conflits sont funestes aux dynasties.

Oui, la force n'est pas dans le régent, dans son épée, dans son cheval, dans son sang, dans son rang ; elle est en vous, elle n'est qu'où la nation la porte. (*A gauche.* Très-bien ! très-bien !)

Non, laissez-moi vous le dire aussi, la vraie force d'un gouvernement, elle n'est pas dans toutes ces lois excessives dont vous dotez la prérogative dynastique comme pour l'accabler sous le poids des attributions, des sacrifices que vous lui faites (Murmures au centre) ; elle est ailleurs. Je sais, je le répète, que c'est une condition heureuse, une condition de durée pour un pays, d'avoir une dynastie contemporaine de sa révolution, sa révolution et sa dynastie de la même date, nées ensemble, destinées à

vivre ou à périr ensemble (Sensation); et c'est pour cela, c'est par cette raison toute civique que j'y ai adhéré, que j'y adhère : mais si je veux associer la nation et la dynastie comme vous, je ne veux pas subordonner l'une à l'autre. Non, nous ne voulons pas glisser du gouvernement national au gouvernement dynastique, exclusivement dynastique. La dynastie doit être nationale, et non la nation dynastique. Voilà nos principes à tous.

Eh bien ! il y a ici des hommes éminents, patriotes, dévoués, qui l'oublient quelquefois par l'entraînement de leur patriotisme même, et qui nous jettent trop loin dans le régime de force dynastique. Il y a dix ans que vous voyez surgir ce système ; vous l'avez vu se reproduire à toutes les crises. Oui, c'est toujours le même système : et que ces hommes d'État de la pensée dynastique, que ces fondateurs de la révolution de Juillet changent de place, le pays n'y gagne rien. Quand ils sont ensemble au pouvoir, vous avez les lois de septembre ; quand ils sont séparés, vous avez les fortifications de Paris ; lorsque enfin, dans un nouvel et grand intérêt, ils se réunissent encore une fois, vous avez l'abandon, l'abdication à tout jamais de l'autorité nationale, des lois les plus éminemment constitutives qui furent jamais, dans la création de cette dictature présente, directe, que vous voulez déterminer d'avance pour des cas inconnus, et placer sur des têtes qui seront

peut-être les plus indignes du royaume! C'est assez, c'est trop!! (Très-bien!)

Eh bien! c'est nous qu'on accuse quelquefois de ces tendances; nous qui, dans toutes les occasions, hérédité de la Chambre des pairs, lois de septembre, fortifications, régence, avons combattu pour les principes populaires, libéraux. Ah! le temps est lent, mais il nous justifiera; il nous rendra nos noms!

Oui, voilà ce qui se renouvelle depuis sept ans. Et que faites-vous en exagérant ainsi les concessions à ce principe dynastique, qui ne peut être fort que de notre force? Vous faites dire, aux ennemis du pouvoir que vous compromettez, que le gouvernement, que les amis de la dynastie lui sacrifient tout, qu'ils profitent de l'émotion, des crises, de la douleur même de ce généreux pays, pour enlever, pour surprendre un peuple. (Vives réclamations au centre. — *A gauche*. Oui, c'est vrai! c'est vrai!)

Je dis que vous donnez ainsi prétexte aux malveillances; que vous faites dire que le pouvoir est insatiable de dons pour la dynastie que vous voulez fortifier; que vous faites dire que l'on saisit les émotions, les peurs, les afflictions même du pays, pour le dépouiller, pièce à pièce, des droits, des facultés, des attributions que lui ont conquis et légués cinquante années de révolutions, de marche, de progrès vers la liberté!... (Très-bien! très-bien!)

Oni, qu'il y a une fatale, une aveugle tendance à empiéter, à prendre toujours plus de force, jusqu'à ce que la nation se demande : « Mais y a-t-il eu des révolutions ? » (Violents murmures. — Interruption au centre.)

A gauche. Très-bien !

M. DE LAMARTINE. Je vous signale ces plaintes, ces accusations ; je crains que vous ne forciez ainsi le pays, si sensible, si impressionnable, à devenir ombrageux, et à se défier même de ses plus nobles entraînements. Oni, je le crains pour la dynastie même, que vous affaiblirez en désaffectionnant d'elle les amis sérieux de la liberté constitutionnelle. (Murmures au centre.) C'est un système impolitique qui amuse et ne consolide pas ; c'est un système qui contriste ceux même qui sont disposés à donner de la force au pouvoir : ils veulent la donner librement, ils se défient d'un système qui l'empiète à l'ombre de tous les événements funestes au pays. (Violents murmures.)

Loin de moi la pensée d'accuser de cette intention les ministres, la majorité ! mais soyons sur nos gardes, et n'exagérons pas ces forces qui énervent le pouvoir à qui on les prodigue au delà du juste. A ce prix, vous nous trouverez prêts à accorder tout le concours nécessaire.

Non, quant à nous, nous ne laisserons pas altérer ces sentiments loyaux, ce dévouement tout national

que nous portons au pouvoir monarchique et à la royauté, que nous voulons assurer comme vous sur la base large et solide des libertés publiques, que nous ne voulons fonder que sur la conviction de son utilité!

Donnons, dirai-je à la Chambre et à mon pays, donnons à la dynastie notre respectueuse sympathie; donnons-lui notre douleur, nos larmes, celles de ce peuple entier, qui regarde comme une perte publique chaque perte qu'une royale famille fait dans son sein! Mais nous ne lui donnerons pas, ou plutôt nous ne donnerons pas à ses conseillers, tout dévoués qu'ils sont, et quelque pures que soient leurs intentions; non, nous ne donnerons ni les garanties, ni les droits, ni les libertés de notre temps et de nos enfants! (*A gauche. Très-bien!*)

Nous ne leur donnerons pas une seconde hérédité, une seconde dynastie de régences à côté de la seule hérédité, de la seule dynastie commandée par la raison : la dynastie du trône! Nous ferions là un présent funeste, qui serait un attentat contre les droits de la nation future, et un affront même de la dynastie actuelle.

Oui, Messieurs, songez-y : ne faisons pas dire à la France, à l'Europe, à l'histoire, qui nous regardent dans ce grand acte constitutif de notre monarchie nouvelle; ne leur faisons pas dire que la dynastie libérale, que la monarchie constitutionnelle, que

la liberté, en France, n'ont pu vivre, s'établir, se maintenir aux conditions de régence des monarchies absolues des temps les plus barbares...

A gauche. Très-bien ! très-bien !

M. DE LAMARTINE. Et que, pour l'affermir, pour la perpétuer, pour l'enraciner dans le sol, il a fallu la loi qu'on vous propose, c'est-à-dire l'abdication du pouvoir national sur nous-mêmes et dans les siècles qui nous suivront, l'exclusion odieuse du droit de la maternité; en un mot, qu'il a fallu chasser la mère et toutes les mères, sinon du berceau, au moins des marches du trône de leur fils, et chasser les derniers vestiges du droit électif de nos institutions! (Nouvelle et vive approbation.)

Je vote contre la loi qui me demande de pareils sacrifices.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Je demande la parole.

(L'orateur descend de la tribune. Une longue agitation succède à ce discours. M. de Lamartine est entouré d'un grand nombre de ses collègues. La séance reste interrompue une demi-heure.)

SÉANCE DU 19 AOÛT.

M. DE LAMARTINE. Messieurs, la Chambre voudra bien comprendre le sentiment qui me pousse à répondre un seul mot à l'interpellation de l'honorable M. Barrot. Non, il n'y avait rien, dans l'allusion qu'il a attribuée à ma pensée d'hier, rien qui pût l'atteindre; et je dirai plus, rien qui pût atteindre aucun parti, aucun homme principal dans cette assemblée. J'ai dit que, dans une occasion mémorable et parfaitement analogue à celle qui nous agite en ce moment, un phénomène bizarre, étrange, historique, s'était manifesté dans le parlement anglais; qu'on avait vu l'illustre chef de l'opposition, M. Fox, abdiquer les grands principes de droit populaire dont il avait été longtemps l'interprète et la personnification vivante, et cela, dans un intérêt avouable, dans un intérêt de pouvoir pour le parti qu'il représentait: mais j'ai dit aussi que cet illustre chef de l'opposition n'avait pas été suivi par l'opposition tout entière; que l'opposition proprement dite, l'opposition ancienne, celle de 1640, celle de 1688, celle qui représentait en elle spécialement, constamment, les grandes et vieilles traditions de la constitution anglaise, n'avait pas suivi le chef de l'opposition dans cet oubli momentané de ses principes; qu'elle était restée fidèle à ses doctrines, et que, par cette fidélité, elle avait sauvé la

constitution. (*A gauche.* Très-bien ! très-bien ! L'orateur est interrompu par les acclamations de la gauche et de la droite.)

Voilà ce que je suis heureux de répondre à l'honorable M. Odilon Barrot ; voilà ce que j'aime à dire à l'homme constant à lui-même, qui vient de m'interpeller, non pas seulement, je le pense, au nom de la bienveillance cordiale de ses sentiments, mais aussi au nom de nos principes de liberté constitutionnelle, qui souvent se sont rencontrés à cette tribune dans des questions de cette hauteur (*A gauche.* Très-bien ! très-bien !), et qui, je l'espère, s'y rencontreront plus souvent encore, s'il s'établit comme aujourd'hui de ces luttes sérieuses qui font faire alliance aux idées semblables. (Vif mouvement d'approbation aux extrémités.)

Je n'ajoute qu'un seul mot : c'est que, dans cette allusion que l'honorable M. Odilon Barrot semblait vouloir me reprocher tout à l'heure, il n'y aurait rien eu que de juste et de glorieux pour lui ; car il vient de s'en faire à lui-même la plus légitime et la plus honorable application à cette tribune à l'instant même, en défendant avec tant d'éclat, de conviction et d'éloquence, les institutions fondamentales de son pays. (Bravos prolongés aux extrémités.)

BANQUET OFFERT A M. DE LAMARTINE

PAR LA VILLE DE MACON.

DISCOURS

PRONONCE

LE 4 JUIN 1843.

MESSIEURS,

Si j'éprouve une inexprimable jouissance en contemplant l'imposante réunion de tant de citoyens, et en répondant aux paroles que votre digne et bienveillant président vient de m'adresser en votre nom ; cette jouissance, soyez-en sûrs, touche moins en moi l'homme que le citoyen. Il serait bien petit, laissez-moi vous le dire, l'homme public qui, accueilli ainsi par le pays qui l'a vu naître, ne verrait dans tout cela que soi-même, et n'emporterait de ce jour, de cette foule, de ces acclamations bien-

veillantes, qu'une misérable satisfaction d'amour-propre, au lieu d'y voir une grande et sérieuse manifestation d'esprit public !

Et cette manière de considérer cette fête, Messieurs, en même temps qu'elle est la plus vraie, la plus digne de vous, est, en même temps, la plus propre à honorer celui que vous voulez récompenser et raffermir. Car si ces démonstrations n'avaient que moi pour objet, l'impression en serait aussi bornée et aussi fugitive que moi-même ; et ces tentes ne seraient pas enlevées, ces guirlandes de feuillage ne seraient pas séchées, que le souvenir de cette heure brillante de ma vie serait évanoui comme ces décorations qu'on écarte ; au lieu qu'en disparaissant moi-même comme je le dois, en ne voyant là qu'un acte politique, vous élevez, pour ainsi dire, le nom d'un simple citoyen à la hauteur d'un principe... (*De toutes parts. Oui ! oui ! oui ! c'est cela !*)

Et vous le rendez ainsi, ce nom, aussi imposant que cette foule et que cet acte politique auquel vous daignez l'associer !

Sortons donc tout de suite des banalités de sensibilité et de reconnaissance, et parlons un instant de choses sérieuses, même au milieu de ces appareils de fête. Tout est sérieux de ce qui touche au peuple. Et qu'importent la tribune et la place ? N'est-ce pas dans des banquets aussi que les anciens traitaient des plus graves sujets de la philosophie et

des plus grands intérêts de la république? (Très-bien! très-bien!)

Et, d'abord, ne dois-je pas me demander à moi-même pourquoi cette foule, pourquoi cette innombrable réunion de citoyens de tous les états, de toutes les professions, de tous les habits, parmi lesquels je ne vois manquer que quelques anciens et honorables amis attachés au gouvernement par leurs fonctions, et dont je respecte l'absence tout en m'en affligeant, mais qui, certes, n'auraient rien entendu ici d'indigne d'eux et de vous? Oui, je me demande pourquoi tous ces hommes ici rassemblés, depuis le propriétaire jusqu'à l'ouvrier, depuis l'homme qui vit du travail des mains jusqu'à celui qui vit du travail de l'intelligence, mettent-ils leurs intérêts avec confiance, sans ombrage, sans haine, sans envie les uns des autres, entre mes mains? Ah! osons l'avouer, Messieurs, c'est que rien, heureusement, ne s'interpose plus entre nous; c'est que rien ne nous empêche plus de composer une seule et même famille nationale! c'est que la révolution de 89 a enlevé toutes les barrières qui nous séparaient en trois ou quatre peuples dans une même patrie, et que, aujourd'hui, l'égalité des droits entre tous a produit enfin ce qu'elle devait produire : l'uniformité de patriotisme, et la fusion de tous les intérêts en un intérêt commun. (Assentiment.)

Mais elle a produit plus, Messieurs! elle a pro-

duit déjà aussi entre nous la communauté de croyances et d'idées politiques. Oui, il est évident, pour qui réfléchit, qu'au milieu de ces diversités apparentes, de ces nuances plus ou moins colorées d'opinions contraires à la surface, il y a déjà au fond une même pensée, une foi politique commune entre nous; et que cette foi politique, il ne s'agit plus que de la dégager de quelques préjugés qui l'obscurcissent encore, pour la faire briller d'un irrésistible éclat au-dessus de toutes les intelligences, et rallier tous les esprits à un dogme unanime et tout-puissant.

Que nous pensions de même au fond sur la plupart des grandes questions qui ont agité le siècle et qui l'agitent encore, je n'en voudrais d'autres preuves que la réponse que chacun de nous se fait à lui-même, quand il s'interroge sans esprit de parti sur les matières de gouvernement. En voulez-vous la preuve? je vais la tenter sur vous-mêmes. A qui que ce soit que je m'adresse ici, riche ou pauvre, à droite, à gauche, au milieu, je suis persuadé que j'obtiendrai les mêmes réponses, si j'interroge au hasard ceux qui ont le moins du monde réfléchi sur l'esprit des institutions et sur les règles d'un bon gouvernement pour leur pays.

Êtes-vous convaincus, par exemple, que l'égalité de droits entre les classes sociales vaut mieux que l'inégalité et les privilèges de castes, pour la dignité morale des individus, comme pour la force de la

nation? Tous, sans exception, vous me répondrez : Oui. (Oui! oui! oui!)

Êtes-vous convaincus que la liberté bien réglée par les lois librement consenties, qui obligent tout le monde sans humilier personne, vait mieux pour la moralité du peuple que la subordination passive aux ordres d'un despotisme quelconque? Tous encore vous me répondrez : Oui. (Oui! oui!)

Je vais plus loin. Êtes-vous convaincus déjà, et il y a peu d'années vous ne l'étiez pas encore, êtes-vous convaincus que le principe chrétien de la fraternité entre les hommes doit devenir tôt ou tard le principe de la fraternité entre les peuples? que le règne de la force brutale, de la conquête est passé; qu'il faut reléguer la gloire elle-même, quand elle n'est pas fondée sur la défense des intérêts nationaux, au rang des préjugés sublimes qui ont plus ébloui le monde qu'ils ne l'ont servi; et que par conséquent la paix, l'harmonie entre les nations, la paix, qui est à la fois le travail, la liberté, le bonheur du peuple, doit être le premier but de tout bon gouvernement? Vous dites, Oui, du fond de l'âme, et vous n'y mettez d'autre réserve que cette dignité du pays, plus chère à la France que les dernières gouttes de son sang. (Oui! oui!)

Allons plus loin encore. Êtes-vous convaincus que les gouvernements ne tombent pas du ciel tout faits? qu'on ne les reçoit pas de tous les hasards et sans

titres? Êtes-vous convaincus que les gouvernements ne sont en réalité que des instruments, dans les mains de la nation, au service des idées ou des intérêts que chaque nation et chaque époque a pour mission de faire triompher dans le monde? que si cet instrument fonctionne bien, il faut le conserver; que s'il fonctionne mal, il faut le redresser; et qu'enfin, s'il se tourne contre les idées et contre le peuple, il faut...? Mais ne prononçons pas le mot terrible de révolutions! Rien ne les justifie, que d'inevitables nécessités! Éloignons-les même de notre pensée... Dieu et notre sagesse les écarteront à jamais de nous! (Bravos et assentiment prolongés.)

Vous dites mille fois, Oui, à toutes ces doctrines. Je vous interrogerais sur mille autres points de ces idées communes à tout ce qui pense ici, que nous trouverions le même assentiment sur une foule de vérités sociales ou politiques sur lesquelles nous serions d'accord. Il y a donc une croyance commune, une foi nationale; et ceux qui parlent tant de notre prétendu scepticisme ne révèlent, au fond, que leur propre indifférence et leur incrédulité intéressée.

Eh bien! quand un peuple en est là, il est mûr pour la liberté; il est sauvé!... Il n'a plus besoin de tuteurs ni de maîtres; il n'a plus besoin que de guides honnêtes et intelligents; il n'a plus besoin que de raison et d'institutions.

Et quand un peuple en est là aussi, il n'y a pour

l'ordre et pour la paix aucun danger à le réunir, à l'interroger, à l'entretenir de ses affaires, de son gouvernement même : et ceci répond d'avance aux appréhensions, aux insinuations de ceux qui redoutent des réunions comme celle-ci ; qui craignent qu'elles ne se changent en rénnions séditeuses ; qui disent qu'on ne peut rassembler autour d'une table paisible un certain nombre de citoyens choisis dans toutes les classes honorables de la population, que pour flatter de mauvaises passions, que pour les enflammer contre leur administration, que pour les enivrer de basses flatteries, et pour leur mendier une popularité aussi honteuse que les moyens à l'aide desquels on l'anrait captée. (Bravos.)

Eh bien ! ici on ne vous calomnie pas moins que moi-même. J'en appelle à vous contre ceux qui nous calomnient : vous ai-je jamais flattés ? (Non ! non ! — Bravos) vous ai-je jamais excités à la haine du gouvernement, au mépris, à l'injustice envers votre administration, dans laquelle je compte ici tant d'honorables amis ? Quand le désordre menaçait, qui vous a recommandé l'ordre ? Quand vous vouliez une guerre insensée et dangereuse, qui s'est hardiment prononcé pour la paix, au risque de sa popularité perdue ? Oui, j'ai osé vous contredire ; et c'est pourquoi je puis, aujourd'hui, être de votre avis sans que personne ait le droit de voir en moi un flatteur du peuple et un quêteur de popularité.

(Acclamations unanimes. — Oui! oui! c'est vrai!)

Je sais bien qu'on dit : « L'opposition n'honore aujourd'hui M. de Lamartine que parce qu'il a fait à l'opposition la concession de son caractère et de ses principes : c'est un nouveau converti à la liberté, on veut l'engager, l'encourager! » Mon Dieu, je lis, j'entends cela tous les jours; cela ne m'effleure pas seulement. Les pamphlets ne sont pas de l'histoire.

J'ai passé à l'opposition, dit-on? — Messieurs, je n'accepte ni l'éloge ni le blâme ainsi formulés. Ce n'est pas moi qui ai passé à l'opposition, c'est le gouvernement qui s'est écarté graduellement de la ligne où j'aurais été heureux de le suivre et de le soutenir en votre nom! Je n'ai pas changé de place, ce sont les choses qui en ont changé. Vous avez sous les yeux toutes les paroles que j'ai prononcées depuis huit ans que j'ai l'honneur de représenter mon pays. Confrontez-les avec ce que je dis aujourd'hui, avec ce que je dirai plus tard; et si quelqu'un, ici ou ailleurs, y trouve une seule contradiction, qu'il se lève, et qu'il me méprise tout haut! Mais vous n'en trouverez pas. Je n'ai pas changé d'âme : comment aurais-je changé de paroles? (*Une voix.* On le sait bien; on vous calomnie!)

On dit aussi : « Il veut s'imposer à l'opposition. » Imputation absurde! Qui? moi? j'aurais la ridicule prétention de porter de l'intelligence au parti de Mirabeau? du libéralisme au parti de la Fayette et de

Foy? de la probité, de la constance, du talent, au parti de Dupont (de l'Eure), d'Arago, d'Odilon Barrot? Non, jamais une telle pensée ne m'a traversé seulement; je n'ai jamais eu d'autre prétention que de faire mon devoir avec l'opposition ou contre l'opposition. Que lui ai-je dit quand l'identité des principes entre elle et moi nous a ralliés sur le terrain commun des grandes vérités sociales? Je lui ai dit : Ayez des idées et une volonté; ne composez pas avec les idées contraires : la force d'un parti est dans ses idées. Il les faut entières : on ne gagne rien à les monnayer. La moitié d'une vérité, ce n'est pas seulement une faiblesse; la moitié d'une vérité, c'est un mensonge ! Une idée est l'âme d'un grand parti. Quand il l'abdique, il s'abdique lui-même. Combattez système contre système, et montrez au pays que vous n'êtes pas opposition seulement, mais que vous voulez être gouvernement. (Acclamations prolongées.)

Quant à mes idées à moi, les voici : J'ai prêté force dans les difficultés, comme vous, aux premiers grands actes de la monarchie de 1830. Le rétablissement de l'ordre et le maintien de la paix de l'Europe seront deux pages qu'aucun esprit de parti ne pourra déchirer de son histoire. Quant à moi, je rougirais de ne pas m'en souvenir. Quand on ne sait pas être juste, on n'a pas le droit d'être sévère ! (Très-bien ! très-bien !)

Mais tout n'était pas là, Messieurs. Un gouvernement qui veut vivre, qui veut fonder quelque chose de durable et de grand, doit le faire à l'image de la nation qu'il organise, et des idées qui animent cette nation. Eh bien ! c'est là, selon moi, le tort unique du gouvernement de Juillet. Il ne veut pas comprendre son œuvre. Ses institutions sont petites, ses institutions sont trop étroites pour que le peuple tout entier y entre. Les institutions sont sur le modèle du passé, et non du présent. Eh bien ! quelle est la pensée fondamentale de ce temps-ci et de l'avenir des peuples ? Elle est d'un seul mot : Démocratie. Organiser la démocratie en gouvernement, voilà l'œuvre d'un pouvoir constituant qui aurait compris son époque. Organiser la nation en démocratie, voilà le problème qui poursuit tous les gouvernements, et qui renversera tous ceux qui se refuseront à le résoudre. (Bravos unanimes.)

Vous pensez de même ? Eh bien ! puisque ce mot de démocratie revient si souvent dans notre langue politique, définissons-le bien une fois pour toutes, afin qu'il n'y ait pas plus tard de confusion et de malentendu entre nous. Entendons-nous par démocratie ce gouvernement tombé de haut en bas, arraché aux classes qui, par leur loisir, leur élévation, leur fortune, ont le plus d'aptitude à se dévouer à la chose publique, pour le donner exclusivement, et par un privilège renversé, aux classes les plus

rapprochées du sol, et les moins exercées aux pensées générales? Eh! non, sans doute! On nous calomnie en nous attribuant cette chimère; vous n'en voudriez pas vous-mêmes : ce serait de la démagogie; ce serait donner la puissance à ceux qui ne sauraient avoir ni les lumières pour la comprendre, ni le temps pour l'exercer. La société politique est ce qu'elle doit être : une. La tête sera toujours la tête : malheur à une nation qui se décapiterait! Ce que nous voulons, ce que nous entendons, c'est que la démocratie se compose de la tête, du corps et des membres, c'est-à-dire de toutes les forces de l'État : et de cette aristocratie des souvenirs, des noms, des illustrations, qui décore le sommet de la population sans peser sur elle, qui a ses noms dans l'histoire, son sang dans nos batailles et dans ce qu'on appelle la noblesse, et n'est que l'éclat très-légitime des grands services rendus au pays (*De toutes parts*. Très-bien! très-bien!); et de cette classe moyenne, active, intelligente, propriétaire, qui, par les industries, le commerce, l'agriculture, les travaux intellectuels, a tant conquis depuis cinquante ans, mais à qui pourtant nous ne laisserons pas tout usurper. (Non! non!) Et enfin de cette classe innombrable de la population laborieuse, qu'on appelle les masses, d'où sortent vos soldats, vos ouvriers, vos travailleurs, et où vont se rajeunir et se retremper tour à tour, comme dans leur élément primitif,

toutes les autres classes de la société, pour en ressortir de nouveau par une rotation éternelle, sans autre privilège que le travail, la probité, le talent.

En un mot, par démocratie nous entendons nation, nation une, indivisible, complète! Le reste ne serait qu'une réaction momentanée et funeste, comme celle des premières années après 89; un déplacement du despotisme, et non pas la liberté; le despotisme en bas, au lieu d'être en haut. Nous n'en voulons ni en haut, ni en bas, ni au milieu. Le droit partout, la liberté pour tous, voilà pour nous la démocratie! voilà le peuple! (Nombreuses acclamations.)

Eh bien! savez-vous, selon moi, le tort des hommes qui dirigent, qui inspirent le gouvernement depuis sept à huit ans? C'est de ne pas croire à la possibilité de cette démocratie organisée. Ils disent : « C'est incompatible avec la monarchie; ce serait fonder sur les vagues de la mer. La démocratie est un élément trop mobile; il faut le solidifier en le rétrécissant. Ce qu'il faut avant tout, c'est de la force à la monarchie. »

Eh! mon Dieu, Messieurs, et nous aussi nous voulons bien prêter force à la monarchie, à cette concentration de la force nationale dans une institution permanente et respectée, au sommet des institutions. Mais entendons-nous : de quelle monarchie voulez-vous parler? Est-ce d'une monarchie née d'un

mouvement libéral et national un jour de victoire de la liberté dans Paris? d'une monarchie balancée un moment contre la république dans un hôtel de ville, face à face avec M. de la Fayette, l'homme de 91, et sortie enfin comme une transaction heureuse, que nous avons tous acceptée, entre des partis prêts à se déchirer, et peut-être à déchirer la France? (Sensation prolongée.)

Ou bien est-ce d'une monarchie oubliant trop vite sa naissance et ses conditions toutes nationales, retirant peu à peu toutes ses promesses, se déplaçant par degrés de son principe pour passer sur un autre, absorbant tôt ou tard le droit national dans le droit dynastique, et se glissant, pour ainsi dire, de déviation en déviation, jusqu'à un trône absolu, à l'ombre duquel on laisserait encore jouer au pays une comédie de liberté représentative? (Bravos.)

Si c'est d'une pareille monarchie que vous entendez parler, elle ne reviendra jamais.

Une voix. Nous ne la souffrirons pas!

M. DE LAMARTINE *se tournant vers l'interrompateur.* Vous ne la souffrirez pas? Ce mot prouve autant pour le libéralisme que pour l'intelligence de celui qui l'a prononcé. Non, ce genre de monarchie ne pourra jamais s'enraciner de nouveau parmi nous. Vous le comprenez, vous! Mais quels sont donc les théoriciens assez insensés pour rêver encore, en France, la résurrection de monarchies de cette na-

ture? Mais ils ont donc les yeux fermés à l'histoire!... Quoi! ils ne voient pas que la monarchie a subi dans le monde d'aussi profondes modifications que toutes les autres institutions? que toutes les bases sur lesquelles on peut fonder des monarchies ont été sondées, et qu'aucune n'a pu porter quinze ans un gouvernement? N'avez-vous pas vu la monarchie de droit divin s'engloutir en 89 dans un abîme qui a failli engloutir la France elle-même? N'avez-vous pas essayé de la monarchie militaire? Où est-elle? au tombeau des Invalides, ensevelie dans sa gloire : des millions de baïonnettes n'ont pu la porter. N'avez-vous pas essayé de la monarchie de transaction entre les deux principes, sous la Restauration? Elle a péri! je l'ai déploré moi-même! Je ne m'en cache pas, sa chute m'a ému. L'ébranlement de cette chute n'a certes pas raffermi le sol monarchique. Que vous reste-t-il donc? Une seule monarchie possible : la monarchie de *raison* et de *nécessité*, telle que vous avez voulu la fonder en 1830; la monarchie, non pas enveloppée des mystères d'une métaphysique anglaise, cachant son origine dans le ciel, mais la monarchie en plein jour, examinée par tout le monde, consentie par tout le monde, appartenant à tout le monde, et ne représentant plus que deux choses utiles aux nations : l'unité d'action dans le gouvernement, et la perpétuité du signe du pouvoir dans la royauté. Voilà tout, et c'est assez. Et ce rôle est en-

core assez immense ! Moins, c'est l'ancien régime ; plus, c'est la république ! (Très-bien ! très-bien ! — *Une voix.* C'est là la monarchie que nous voulons !)

M. DE LAMARTINE. C'est cela que vous voulez ! mais est-ce bien cela que veulent ou semblent vouloir, depuis sept à huit ans, les conseillers du pouvoir ? Ils vous font peur de leur propre ouvrage ; ils vous font peur de vous-mêmes ; ils vous font peur de l'instabilité, des excès, des crimes même d'une démocratie organisée. Mais ont-ils réfléchi à l'anachronisme de ces terreurs ? On se trompe sur les choses en se trompant sur les temps. Messieurs, la démocratie a été terrible, débordée, anarchique, coupable après 89 ! Mais ce n'était pas son règne alors ; c'était son laborieux enfantement ; c'étaient les convulsions de sa naissance et de sa lutte avec l'agonie d'un ordre social qui luttait contre elle en s'écroulant. Quoi de semblable aujourd'hui ? Sans doute, si les mêmes circonstances se représentaient jamais, les passions de la démocratie seraient dangereuses ; bien loin de la soutenir et de l'encourager comme j'ose le faire, il y aurait à combattre et à mourir, peut-être, pour la contenir et la modérer. Ce sont là de ces temps redoutables, où les hommes assez énergiques pour s'approcher de la passion populaire en sont consumés les premiers, et ne sauvent les sociétés qu'en se dévouant pour elles. Mais, encore une fois, en est

on là? La démocratie a-t-elle quelque chose à conquérir en dehors de ce qui peut être conquis en ordre et par la voie des gouvernements réguliers? Non! elle n'a qu'à se régler : elle n'est plus, en France, à l'état d'ignorance, d'anarchie, de passion, encore moins de fureur; elle est à l'état de théorie et d'institution. Ce temps-ci n'est plus le temps des tribuns ni des démagogues, c'est le temps des hommes d'État! (Bravos unanimes et prolongés. — M. de Lamartine se repose un instant.)

Mais, Messieurs, allons au fond des choses, puisque vous voulez bien m'accorder une si longue et si obligeante attention. Levons tous les voiles qui nous cachent le sens intime des choses. Quelle est donc la pensée vraie, profonde, persévérante, j'oserai dire la pensée sainte et divine de la démocratie et de la révolution française, puisque cette pensée, au fond, n'est qu'une émanation de l'idée chrétienne appliquée à la politique? Est-elle donc si coupable, cette pensée? — Si coupable? Eh! c'est la pensée du christianisme! Ce n'est pas autre chose que la tendance, que l'aspiration à l'unité! la passion de l'unité, l'unité du peuple avec lui-même, par la suppression des privilèges, des castes, des préjugés même, qui nous divisaient (Bravos); l'unité du peuple avec son gouvernement! La démocratie? c'est l'unité; la révolution? c'est l'unité; le vrai libéralisme? c'est l'unité, la fusion des conditions, des castes, des pro-

fessions, en une seule et compacte individualité nationale !

Voilà ce que veut la France, même à son insu ; voilà ce que ses divers gouvernements s'obstinent, si malheureusement, à ne pas vouloir ! La démocratie veut unir, et le pouvoir veut diviser ! Il le veut par des *pairies* héréditaires, qui ne seraient, au fond, que des gouvernements par droit de naissance. (Très-bien !) Il le veut par une élection restreinte à une véritable oligarchie électorale. Il le veut, parce qu'il appelle un pays légal en opposition avec un pays de trente millions de citoyens hors la loi élective. (Très-bien !) Il le veut jusque dans une institution de conseillers privés qui s'interposeraient entre les corps élus et la couronne. (Très-bien ! très-bien !) Il le veut par les fortifications de Paris. (Très-bien !) Il le veut par une loi de régence qui dépossède la nation du droit inaliénable de pourvoir à son salut dans les interrègnes. (Très-bien ! très-bien !) Il le veut, enfin, par l'isolement d'un trône qu'il veut faire porter sur la base étroite d'une aristocratie de gouvernement, au lieu de le poser, inébranlable, sur la base large d'un peuple organisé tout entier. (Vives acclamations.)

Oui, voilà partout les deux tendances contraires du peuple et du pouvoir. Et l'on s'étonne que l'opposition grossisse ! Ah ! ce qui m'étonne, moi, c'est

que la nation tout entière ne soit pas déjà avec nous dans l'opposition!..... (Nombreuses et vives adhésions. — L'orateur prend un moment de repos, descend dans la salle, et cause quelques minutes avec ceux qui l'entourent.)

Pourtant, Messieurs, n'était-ce pas une assez belle mission réservée par la Providence à la monarchie de 1830, que cette mission de fonder enfin l'unité de la nation et de son gouvernement? N'était-ce pas là ce qui aurait imprimé un cachet, un caractère propre et grandiose à son établissement dynastique? Oui, cela aurait donné à cet établissement un caractère qui ne l'aurait laissé confondre avec aucun autre; et j'ose dire que le sol était bien préparé pour cela. La féodalité a eu pour caractère et pour mérite la défense armée du territoire national; ces châteaux, dont vous voyez les ruines sur vos montagnes, n'étaient pas des nids de brigands ni des repaires de tyrannie, comme on vous l'a dit; c'étaient aussi les forteresses des provinces qui, plus tard, ont formé la France en s'unissant. (Très-bien!)

Louis le Gros nous prépara à la liberté nationale et politique par la liberté octroyée aux communes. Louis XIV et Colbert nous donnèrent l'administration, cette action centralisée et uniforme de l'État, inconnue jusque-là. La révolution de 89 nous donna l'égalité, l'égalité raisonnable, l'éga-

lité que nous voulons tous, l'égalité de noblesse et non de bassesse, l'égalité qui ennoblit tout le monde : car la noblesse de tous, la noblesse du peuple, c'est la liberté! (Bravos.) Au gouvernement de 1830 était réservé d'accomplir et d'organiser l'unité de la nation par la distribution large, équitable, des droits politiques, dans des proportions réglées avec toutes les garanties de solidarité et de moralité, à toutes les classes de citoyens qui forment le peuple en s'organisant.

Voilà, quant à moi, la pensée qui m'a animé depuis le premier jour où j'ai touché à la politique, et que je ne cesserai de poursuivre tant que vous me continuerez ce concours dont je suis si fier, et dont je me sens fortifié dans ma faiblesse et dans mon isolement : accomplir, achever, cimenter l'unité de cette grande nation, et tendre ainsi à la grande unité des nations entre elles!

Mais, me dit-on, vous pensez peut-être juste ; mais vous êtes seul, seul au milieu de passions et d'intérêts plus forts que vous ! — Je suis seul, Messieurs ? Et qui donc êtes-vous ? (Longue sensation.) Et pourquoi donc ces nombreux citoyens, de toutes les classes de la population, qui remplissent ces tentes, à qui je suis personnellement ou indifférent ou inconnu, et qui ont bravé les intempéries de la journée pour venir sympathiser dans ces sentiments ? Seul, Messieurs ? Ah ! oui, on est seul

quelques années souvent, quand on est avec la vérité. Mais une force supérieure, le temps, travaille à votre insu pour vous; et il vient un jour où, au lieu d'être multiplié par quelques groupes dans un parlement, vous êtes multiplié par tout un peuple! (Très-bien! très-bien! — L'orateur est obligé de s'interrompre.)

Eh bien! puisque vous écoutez avec tant d'attention mes faibles paroles, j'irai plus loin, et je vais vous dire une chose que je n'avais pas le projet, en montant ici, de dire en public. (L'attention redouble.)

Nous sommes des hommes sérieux, Messieurs, profondément attachés, tous ici, à notre patrie et à la conservation de son gouvernement; nous craignons les révolutions : nous avons raison, car toutes les révolutions ne sont pas des progrès. (Très-bien! très-bien!) Il y en a qui avancent, il y en a qui font reculer un peuple, et qui retardent l'esprit humain. Pensons donc un moment tout haut!

Eh bien! ce que je ne me proposais pas de vous dire, le voici : c'est que la pensée démocratique, la pensée de l'unité des citoyens n'est pas seulement une pensée populaire, mais qu'elle est peut-être la seule pensée de salut pour le gouvernement.

Nous sommes au lendemain, Messieurs, et, qui sait? nous sommes peut-être à la veille de ces jours critiques où les nations ont besoin de toute leur

énergie et de toute leur unanimité pour se préserver des révolutions. Dieu seul connaît le jour des crises, mais ce temps est plus gros que tout autre d'inévitables événements. Supposez, ce qui est certain, qu'à un moment (que Dieu veuille écarter le plus possible de nous!) le pouvoir, qui ne pousse pas de racines parce qu'il n'a pas su choisir son sol, soit tirailé, ébranlé, menacé, déchiré par les crises d'une minorité oragense que toutes les ambitions se disputeront, par une *Froude* nouvelle, avec l'élément populaire de plus; supposez que les puissances étrangères, avec lesquelles on n'a pas su nous constituer une seule alliance, avec lesquelles nous ne sommes véritablement qu'en trêve, bien que dans ces derniers temps nos hommes d'État, je rougis de le dire, n'aient pas craint, eux, de faire faire deux fois le mort à ce grand peuple (Sensation universelle); supposez, dis-je, que l'Europe veuille profiter de ces déchirements intérieurs pour regagner le terrain perdu par la monarchie en 1830, et que le choc du continent armé coïncide avec le choc des partis en France!... Vous réfléchissez? eh bien! je vous le demande, ne serait-il pas trop heureux que l'union entre nous tous fût cimentée alors, et que le même esprit public, vivifié, retrem pé dans des intérêts, dans des droits communs, ralliât tous les citoyens contre les factions dedans, contre les ennemis dehors; et que le peuple, appelé aussi à exercer son

intelligence et ses droits, connaît d'avance à qui il peut se fier; quels sont ses défenseurs, ses guides, ses conseillers, ses chefs; quels sont ceux d'entre les citoyens qui nourrissent dans leur cœur le plus de ce feu sacré qui allume le grand patriotisme, et qui dévore les misérables coteries et les petites factions?

Oui, le salut n'est que là : il n'y a que les masses d'assez fortes pour écraser les partis! (Bravos.) Le temps des masses approche, et je m'en réjouis; mais il faut que leur avènement soit régulier pour être durable.

Eh bien! c'est ce qui me fait attacher tant de prix à ces réunions, à ces grandes revues de l'esprit public, passez-moi le mot; oui, à ces grandes revues de l'opinion, à ces communications publiques, où des hommes qui ont rarement l'occasion de se rencontrer dans la vie se parlent, s'entendent, apprennent à s'estimer; où la main qui tient l'épée ou la plume serre la main qui tient l'outil ou la charrue; où les distances s'effacent, où les idées se rapprochent et se pénètrent comme les cœurs.

Ah! il est beau, il est nouveau de rassembler ainsi le peuple par si grande masse, non pas pour l'exciter contre ses pouvoirs, non pas pour caresser ses envies, ses passions, mais, au contraire, pour faire tomber entre nous les préjugés qui nous affaiblissent en nous divisant; pour... (*Une voix.* Oui, comme O'Connell en Irlande.)

M. DE LAMARTINE. J'entends prononcer le nom d'O'Connell. Eh bien ! non , Messieurs , rien de commun heureusement entre O'Connell et nous , entre l'Irlande et la France.

Que voyons-nous , en effet , en ce moment , ce matin même ? Les journaux retentissent de ses éloquentes invocations à l'indépendance ; nous voyons O'Connell , un orateur passionné , populaire , national , religieux , un tribun catholique du moyen âge , prendre le titre d'Agitateur de sa nation ; remuer , avec tous les souffles de la parole humaine , les passions bonnes ou mauvaises de la population , et soulever ces tempêtes d'où sort quelquefois la liberté , plus souvent la ruine et la servitude aggravée d'un peuple. (Sensation.)

Grâce à Dieu et à vous , nous n'avons rien de semblable à faire en France ! Il n'y a jamais besoin d'agiter un pays libre , et qui est sûr de garder sa liberté. (Très-bien !) Au contraire , Messieurs , il n'y a qu'à raffermir , qu'à apaiser , qu'à rallier l'esprit public , et à lui rendre par son calme même le sentiment de sa force et de son autorité. L'esprit public , Messieurs , c'est l'arme toute-puissante de l'opposition. Elle lui suffira ; mais il ne faut pas la laisser s'user dans l'indifférence.

Je lis dans vos yeux , je pénètre dans les pensées qui vous traversent. Vous dites : « Cela est vrai. Mais dans cette lutte constante et à toutes armes que

se livrent les ministres et le pays, et où l'on se dispute les combattants, le pouvoir a de grands avantages sur les citoyens. N'a-t-il pas les places, les faveurs, les honneurs, les situations, tout cet arsenal d'influences du gouvernement, quelquefois licite, quelquefois coupable quand il y puise des armes pour atteindre la conscience publique, et lorsqu'il se dégrade jusqu'à la corruption? »

Oui, cela est vrai, Messieurs! Mais si le pouvoir a la corruption, le peuple n'a-t-il pas, de son côté, une force qui suffit à elle seule, quand il sait la distribuer avec justice, pour contre-balancer tout le poids de ces influences illicites des gouvernants? — Oui, si le pouvoir a la corruption, le peuple a son estime! L'estime du peuple, c'est la seule corruption des hommes désintéressés! c'est la seule qui soit digne à la fois de vous et de moi; c'est la seule pour laquelle j'espère avoir toujours le courage de vous servir, et même de vous résister. (Bravos.)

Armée d'une pareille force d'esprit public, une nation peut toujours ce qu'elle veut. Nous ramènerons par les voies de la persuasion pacifique le gouvernement de 1830 à la ligne dans laquelle j'aurais désiré le voir marcher; et s'il persistait à s'égarer, à faire divorce avec les tendances légitimes de la nation; s'il s'obstinait à compromettre sous les fautes accumulées le vaisseau de l'État, la France ne s'obs-

tinerait pas avec lui. — Napoléon est mort, Messieurs! — De grandes dynasties ont passé... Il n'a été donné à aucun homme, à aucun pouvoir d'emporter avec lui la fortune de la France. (Acclamations unanimes.)

Mais rassurons-nous encore une fois; ne précipitons rien, ne désespérons de rien dans nos pensées: l'esprit public suffira à sauver à la fois le pays et son gouvernement; il n'a besoin, pour cela, ni de séditions, ni d'agitations, ni de menaces. La seule sédition d'un peuple libre, quand son gouvernement s'égare, c'est de ne pas le suivre; la seule menace, c'est de ne rien craindre! (Applaudissements prolongés.)

Messieurs, pour répondre au toast, à la fois si bienveillant et si politique, qui vient de m'être porté par votre digne organe M. Bouchard, permettez-moi de vous proposer, à mon tour, un toast qui résume à la fois toutes mes pensées, toutes les vôtres, toutes celles du pays; j'oserai dire, la pensée même de la Providence, qui, après avoir gouverné si longtemps les peuples par les hommes, semble vouloir, désormais, les gouverner par les idées. (Très-bien! très-bien!)

A L'ACCOMPLISSEMENT RÉGULIER ET PACIFIQUE DES DESTINÉES DE LA DÉMOCRATIE! (Applaudissements unanimes et prolongés.)

L'ÉTAT, L'ÉGLISE

ET

L'ENSEIGNEMENT.

1
DECEMBRE 1843.

Nous avons toujours pensé qu'il n'y avait point de solution à la question d'enseignement, tant que la question religieuse ne serait pas résolue. L'une est tout entière dans l'autre, comme l'âme est dans le corps. Ce qui se passe depuis quelque temps ne peut que nous en convaincre davantage. Nous voulons en dire un mot; mais la plume tremble dans la main quand on va toucher à un sujet si grave et si saint : on craint de blesser même ce qu'on veut guérir. D'un côté la religion, ce premier mystère du cœur de l'homme, dont il ne faut pas même soulever le voile, de peur de la violer en la regardant : de l'autre la raison, cette révélation permanente de Dieu, dont il ne faut sacrifier les droits à aucun

respect. D'un côté l'Église, cette patrie des âmes, cette société des fidèles, à qui il faut laisser la libre administration de ses dogmes et de ses pratiques; d'un autre côté l'État, cette société suprême, cette Église du temps, cette communion de tous les citoyens, qui doit tout subordonner à sa foi sociale, excepté Dieu lui-même. On n'ose marcher à travers tant de périls, et si l'on n'était poussé par la conscience, on s'arrêterait au premier pas, et on dirait à Dieu et au temps : « Faites votre œuvre vous-mêmes, « nous n'y pouvons rien. Que cet abus subsiste des « siècles encore! Le monde a bien vécu ainsi jusqu'à « ce jour, il vivra bien encore après. » Mais quand on réfléchit que cet abus est à la fois l'oppression de la conscience, le mensonge de l'enseignement, l'aviilissement de l'État, l'abdication de la raison, la cause du scepticisme qui saisit l'homme au passage de l'enfance à la jeunesse, la confusion de la foi, la perte des âmes et l'extinction de la morale parmi de nombreuses générations; et quand on est convaincu en même temps que le sentiment religieux est tout l'homme, que Dieu est le fond de toute chose, et que les sociétés humaines n'ont d'autre but sérieux que d'arriver à Dieu par la lumière et par la vertu, de le manifester et de le servir; alors on n'hésite plus, et, au risque de froisser quelques préjugés et de susciter quelques préventions, on dit avec prudence ce qu'on croit la vérité à son pays : « En ma-

« tière d'enseignement et de religion, nous sommes
« dans le faux. Et pourquoi sommes-nous dans le
« faux? C'est que nous ne sommes pas dans la
« liberté! » Non, croyants ou sceptiques, catholi-
ques ou dissidents, chrétiens ou rationalistes, État
ou Église, ni les uns ni les autres nous ne sommes
dans la liberté. Nous nous gênons, nous nous con-
traignons, nous nous opprimons réciproquement,
et, en nous opprimant, nous opprimons quelque
chose de plus saint que nous-mêmes : la vérité! Oui,
la vérité divine que nous étouffons dans notre faux
embrassement, et dont nous sacrifions chacun une
partie à notre apparente concorde, il faut ou la
sacrifier tout à fait, ou nous séparer. Il n'y a plus
de milieu : Dieu souffre en nous.

Ce sont les religions qui, au commencement, ont
fait les sociétés. Les lois étaient des dogmes. L'État
était le serviteur de l'Église ou du sacerdoce : l'un
ordonnait ce que l'autre enseignait. Une croyance
unanime, ou réputée telle, était l'âme de l'État. Son
droit et son devoir étaient alors de transmettre cette
croyance à tous les enfants de la nation : rien de
plus simple. Cette magnifique logique de l'État en-
seignant tout, et enseignant seul, réapparaîtra un jour
dans le monde, quand une foi presque unanime
aura rallié l'esprit humain. Que Dieu fasse avancer
ce jour! La société aura sa vraie forme alors : la
société sera religion.

Le raisonnement philosophique d'abord, les schismes et la réforme ensuite, la révolution française enfin, et la dégénération et l'individualité des croyances, ont changé cela. On a passé à un système mixte qu'on a appelé tolérance. L'État avait encore son culte et son enseignement comme État; seulement il ne forçait plus les citoyens, sous peine de mort ou d'exil, de croire et de dire comme lui. L'assemblée constituante a émancipé plus complètement les croyances et l'enseignement; puis la convention a dit : *Le culte aux citoyens, l'enseignement à la famille! mais l'examen de la capacité aux fonctions civiles, à l'État!* Si elle n'eût pas poussé la fureur de la liberté jusqu'à la persécution et jusqu'à la mort, la liberté de croyances et la vérité d'enseignement étaient fondées ce jour-là. Napoléon, ce grand destructeur de toutes les œuvres de la philosophie, s'est hâté de renverser cette liberté, fondement et âme de toutes les autres. Il a fondu de nouveau l'Église dans l'État, l'État dans l'Église; il a fait subir un sacre au pouvoir civil; il a fait un concordat; il a déclaré une religion nationale, et par là même un enseignement aussi : *instrumentum regni!* Il a vendu à faux poids son peuple à l'Église, et l'Église ensuite à son peuple. Cette grande simonie a édifié les simples et scandalisé les vrais fidèles. Toute la contre-révolution de l'esprit humain était dans cet acte. La vraie philosophie et la

vraie religion ne doivent jamais le lui pardonner. Cet acte a reculé d'un siècle, peut-être, le règne de la liberté des âmes qui s'approchait. — La Restauration se coalisa fortement avec une religion de l'État. L'Église et le trône, vivant du même principe, entrelacèrent sous terre leurs racines. Elles se sentaient vivre et mourir ensemble. La révolution de Juillet, après avoir montré brutalement une haine violente contre l'Église, finit par proclamer un grand *non-sens* : une religion de la majorité dans un état des cultes soi-disant libre. La religion trembla, gémit, se voila quelques jours comme une persécutée; bientôt elle se rassura, éleva la voix, remplit ses temples, compta ses forces, triompha d'une réaction heureuse du sentiment religieux dans les âmes, qui précipitait la foule au pied des autels; puis elle recommença à se plaindre avec amertume, et menace enfin, aujourd'hui, de fulminer.

De quoi se plaint-elle? Le voici. Elle dit qu'elle n'est pas libre d'enseigner, qu'on lui dérobe sa jeunesse, et qu'un corps rival, espèce d'Église laïque de l'enseignement, l'Université, qui représente l'État, empiète sur ses droits, corrompt ses doctrines, et lui impose des conditions de surveillance et d'examen qui ne la laissent pas tout dominer sans contrôle et tout enseigner sans partage. Ces plaintes sont-elles fondées? Oui, il est certain que l'Université gêne l'Église : premièrement, en existant; secondement,

en exerçant sur les élèves de l'Église un droit d'examen avant de les admettre aux fonctions civiles, pour lesquelles l'État l'a chargée de constater l'aptitude des citoyens.

De son côté, l'Université dit, avec raison, à l'Église : « Je ne me mêle pas de vos dogmes, laissez-moi mes principes. Par la double puissance « de la religion et des budgets ecclésiastiques, vous « entraînez tout à vous. Prenez le ciel et laissez-moi « le siècle, il m'appartient. »

En attendant, l'État souffre et s'humilie; et la jeunesse, recevant un double enseignement contradictoire, et tirillée en sens contraire par la philosophie et par la foi, finit par tomber entre deux dans le scepticisme, la mort de l'âme. Cela fait frémir sur le sort de l'esprit humain. A quoi cela tient-il cependant? et y a-t-il un remède dans l'état de choses actuel? Non. Et pourquoi? Parce que l'état actuel n'est vrai ni pour l'État ni pour l'Église; que tous les deux ont tour à tour tort et droit de se haïr et de se plaindre, et que dans un état faux on a beau dire, Paix! il n'y a pas de paix. Cet état est une sorte de transaction impossible entre l'Église et l'enseignement laïque, transaction dont le gouvernement est l'arbitre. Cette transaction en elle-même est loin d'être inique et oppressive contre l'Église; mais l'Église est un corps qui, par sa nature, ne peut pas transiger. Sa souveraineté est dans sa conscience.

Elle ne peut ni ne doit rien concéder. Sa foi n'est pas à elle, mais à Dieu. Elle croit, elle ne discute pas. Dans le système actuel de la transaction, voyons sa situation à elle, qui demande la liberté.

Sa situation, la voici : Elle est la seule grande association autorisée, protégée et salariée dans le pays; une nation dans une nation, un État dans l'État; une société à part de la société civile, et presque aussi nombreuse que le peuple tout entier. Elle a une administration avouée et mixte, moitié ecclésiastique, moitié civile, avec ses démarcations provinciales qui sont les évêchés, ses subdivisions territoriales qui sont les paroisses. Elle a six grands dignitaires, les cardinaux payés et accrédités par l'État aux conclaves. Elle a deux souverains : un temporel, le roi; un spirituel, le pape; et en s'appuyant tour à tour contre le pape sur le souverain, comme Bossuet sur Louis XIV, ou contre le roi sur le souverain spirituel, comme l'archevêque de Cologne, elle peut intimider l'un par l'autre, et prendre de grandes libertés entre les deux, comme les libertés de l'Église gallicane. Elle a un personnel de quatre-vingt mille ministres des cultes, depuis ces curés, providences pieuses allant résider sur tous les points habités du sol, pour être les pères de tous ceux qui naissent, les frères de tous ceux qui vivent, les anges de tous ceux qui meurent, jusqu'à ces envoyés de la Foi qui vont la semer par

la parole partout où elle languit, et jusqu'à ces ordres religieux qui forment une chaîne non interrompue d'influences et d'enseignements, depuis l'oreille des rois jusqu'au grabat des indigents, comme les jésuites et les frères ignorantins. Ils ont tous les temples, toutes les cathédrales, tous les chapitres, tous les édifices, tous les évêchés, tous les séminaires, donnés, dotés, réparés, entretenus aux frais de l'État. Ils ont l'autorisation de rassembler et d'instruire tous les jeunes gens qu'ils peuvent contenir dans leurs grands séminaires. Ils ont des petits séminaires, où ils prédisposent les enfants pauvres avant l'âge même des vocations raisonnées. Ils ont l'exemption de la conscription, et cet impôt de la vie, pour tous ceux qui déclarent leur appartenir. Ils ont les succursales, les prêtres auxiliaires pour les établissements pieux et pour les paroisses. Ils ont les corporations innombrables d'hommes et de femmes, qui vivent de leur esprit et reçoivent leurs inspirations comme une seule âme. Ils ont les fabriques, leurs revenus et leur libre administration. Ils ont le salaire de *trente millions*, pris sur l'impôt et payé par l'État au culte catholique. Ils ont le casuel et les messes, qui, pour l'universalité de l'empire, ne peut pas s'évaluer moins de dix millions. Ils ont vingt mille bourses de séminaristes, payées par l'État pour le recrutement du clergé. Ils ont l'exemption de l'impôt universitaire aux petits et grands séminaires. Ils

ont plus de cent millions de biens de mainmorte, appartenant moralement à l'Église par les corporations qui les possèdent. Ils ont, de plus, l'inépuisable et volontaire impôt des aumônes, qui ne reste pas dans leurs mains, mais qui y passe, et qui leur achète les pauvres avec le denier caché de Dieu. Ils ont tout ce que nous ne savons pas, et cet empire mystérieux des consciences que la loi leur laisse avec respect. Ils ont le droit d'assembler les hommes par masse à toutes les heures, et de leur parler sans contrôle. Ils ont la domination morale de la famille par les femmes et par les mères. Voilà la situation vraie du clergé catholique en France aujourd'hui. Elle est telle, que si l'on nous disait de choisir entre ces deux conditions, ces deux organisations et ces deux puissances, la puissance de l'État en France ou celle du clergé, nous n'hésiterions pas, nous prendrions celle du clergé. Il est plus puissant que l'État lui-même; et, de plus, il est éternel et il est sacré!

Pour contre-balancer cette omnipotence de propagation et d'influences légales, cette possession presque exclusive du pays moral concédé à l'Église, qu'est-ce qu'a l'État? Il a un ministère de l'enseignement public, dirigeant un corps enseignant laïque appelé l'Université, et doté seulement d'environ onze millions, quarante-six collèges royaux, deux mille deux cent cinquante bourses, trois cent douze

collèges communaux avec quatre cent quatre-vingt-une bourses. Il a, de plus, le droit d'inspecter les maisons d'enseignement, et la charge d'examiner, avant de les déclarer aptes à certaines fonctions publiques, tous les élèves qui sortent de l'enseignement libre, excepté ceux qui déclarent se destiner à l'état ecclésiastique, et dont on respecte à ce titre l'inviolabilité.

Voilà la situation réciproque de l'Église et de l'État, en matière d'enseignement et d'influences, constituée. Voilà la prétendue liberté, voilà la prétendue égalité! Quel est l'esprit impartial qui ne reconnaisse que, si la transaction était possible, toutes les conditions de prédominance ne soient en faveur de l'Église, et que, bien loin d'avoir droit de se plaindre, elle ne dût renfermer sa joie dans son âme, et jouir en silence d'un empire que la foi lui doit dans les consciences, que la loi lui donne dans les temples, que les mœurs lui donnent dans le foyer domestique, que le privilège lui donne dans les séminaires, dans l'enseignement, dans les corporations, et enfin que le budget lui donne dans la richesse relative? Mais elle ne s'en contente pas, et elle a raison; car la transaction est impossible entre celui qui doit tout prétendre et celui qui ne peut pas tout concéder.

Or, pourquoi avait-on tenté cette transaction et ce partage impraticable de l'empire entre l'Église et l'État? Le voici. C'est que l'amour de la vérité avait

cédé, dans l'Église et dans l'État, à l'amour de la paix; c'est que ni l'un ni l'autre n'ont eu assez de foi pour se résoudre à vivre dans leur indépendance, l'Église de sa foi religieuse, l'État de sa foi civile, et qu'ils se sont dit tacitement : « Allions-nous pour subsister ensemble. Vous, Église, prêtez-moi votre ascendant religieux pour moraliser et discipliner les peuples. Vous, État, prêtez-moi votre autorité morale, votre administration, votre légalité et vos subventions pécuniaires, pour maintenir ma domination sur les âmes et pour perpétuer mon établissement temporel. » C'était une faiblesse de la part de l'Église, une faiblesse aussi de la part de l'État.

Simonie des deux parts!

Ces deux faiblesses se comprennent. L'Église sortait d'une persécution, et se trouvait heureuse de s'abriter, modeste et docile, sous le pouvoir civil, qui lui offrait protection. L'État sortait de l'anarchie, et devait remonter avec ardeur vers la source de tout ordre et de toute morale, la religion. L'union était profane de la part de l'Église, hypocrite de la part de l'État; elle manquait à la foi et à la raison tout ensemble, mais elle était politique. Elle se fit. Pouvait-elle durer sans que la raison fût sacrifiée à l'Église, ou l'Église contrainte par le pouvoir civil? Pouvait-elle durer sans que l'État ou l'Église fussent absorbés l'un par l'autre, ou sans que la guerre intestine et sourde se déclarât entre les deux puissances?

ces? Évidemment, non; et c'est ce que nous commençons à voir aujourd'hui. L'Église dit : « Le culte, c'est la foi; la foi, c'est l'enseignement. Vous m'avez donné le culte, vous me devez l'enseignement : rien de plus rigoureusement logique. » L'État dit : « L'enseignement, c'est l'homme; l'enseignement, c'est l'esprit humain. Si je vous livre l'enseignement, je vous livre l'homme, je vous livre l'esprit humain, je vous livre la civilisation tout entière; en un mot, j'abdique. Un certain scrupule me retient encore. Je veux bien vous en livrer les neuf dixièmes : je veux bien vous livrer, par exemple, tout l'enseignement religieux, tout l'enseignement domestique, tout l'enseignement populaire, tout l'enseignement des premières années de l'homme jusqu'à seize ans; mais laissez-moi l'enseignement transcendant, l'enseignement public, l'enseignement pour ainsi dire civil. Cela m'appartient du moins. » L'Église réplique : « Non! L'esprit est à vous; mais je réponds des âmes. Si vous ne me laissez pas examiner vos doctrines et contrôler la foi de vos professeurs, je refuse le concours, je me sépare de vous, je ne vous prête plus mon ministère dans vos collèges. » Et encore ici l'Église, consciencieuse et convaincue, a raison. Car si elle croit, elle ne peut pas jouer une comédie sacrée en assistant de sa présence l'État dans une œuvre qu'elle dit être la perversion de sa foi, ni couvrir complaisamment de

son manteau les fraudes de l'enseignement philosophique, qui lui dérobe ses âmes entre le pupitre et l'autel. C'est indigne d'elle ! c'est se jouer des hommes, c'est trafiquer des enfants, c'est vendre Dieu ! Ses ministres le sentent, et ils protestent en attendant qu'ils frappent. La politique peut s'en affliger, la foi ne peut que s'en applaudir, et la raison ne peut que s'en féliciter. Ces ministres sont respectables dans leur vigilance, ils sont dans leur droit devant Dieu. Seulement ils oublient une chose : c'est que, dans la fausse situation qu'ils ont acceptée, ils ne sont pas dans leur droit devant l'État. Ils veulent faire usage de leur liberté, et ils ne sont plus libres. Ils ont fait un pacte avec l'État, et ils reçoivent une *sanction* et des *trésors* du pouvoir civil. Les contrats sont réciproques. Quand on consent à recevoir, on consent à donner. Quand on a aliéné une part de sa liberté pour un salaire, on ne l'a plus tout entière. Si l'État est enchaîné, vous l'êtes aussi : s'il vous doit les cathédrales, les évêchés, les trente millions de traitements religieux, les vingt mille séminaristes, les cent millions de propriétés de main-morte, la nomination aux diocèses, l'exécution du concordat, la protection de vos cérémonies publiques, l'empire incontesté de la famille et le règne par la foi, vous lui devez le culte. Voilà le contrat ! De deux choses l'une : ou il faut le déchirer, ou il faut le tenir. Si vous le tenez, vous abdiquez une

partie de la force et de la dignité de votre foi, vous avez un autre maître que Dieu, vous comptez avec le roi. Si vous le déchirez, vous renoncez à la force des hommes pour vous réfugier dans la force de Dieu. Voyons ce qui vaut mieux pour vous, pour l'État, pour la foi, pour la raison, pour la conscience, pour l'enseignement, pour la morale humaine, ou de cette union politique qui enchaîne l'État à l'Église, la foi à la raison, la tradition à l'examen, le mouvement à l'immobilité, ou de l'émancipation franche et complète des deux pouvoirs.

Chose étrange, que depuis cinquante ans nous ayons donné la liberté à tout le monde, excepté à Dieu!

Quel remède? se demande-t-on; car il en faut un. Les ajournements ne sont pas des remèdes: ils cachent le mal et ils l'empirent. Comment rentrerons-nous peu à peu dans la triple vérité de la religion libre, de l'État souverain, et de l'enseignement sincère?

Deux forces opposées régissent le monde moral: la tradition et l'innovation, autrement dites l'autorité et la liberté. Elles sont au monde intellectuel ce que l'attraction et la projection sont au monde physique; elles les maintiennent à la fois en équilibre et en mouvement. La religion établie est la plus imposante des traditions, et son caractère divin lui fait même contracter l'immuabilité, qui n'appartient à aucune chose humaine. La raison, l'examen, la

discussion, la liberté, sont les forces d'innovation ; leur puissance, au lieu d'être dans l'immuabilité, est, au contraire, dans leur perpétuelle recherche et dans leur transformation continue. Elles sont les ailes du monde moral, dont la tradition est la règle et le poids. Ces deux forces, aux yeux de l'homme d'État religieux, méritent un égal respect ; car l'une et l'autre sont de Dieu. Et si, dans ses législations imprudentes, l'homme d'État fait perdre l'équilibre à l'une ou à l'autre de ces forces, il dérange le monde intellectuel et il viole une des lois de la Providence. Avec la religion se rencontrent, le plus ordinairement, l'esprit de discipline, d'obéissance, de conservation, la règle des esprits, le frein des âmes, les bonnes mœurs, les œuvres de charité, la vertu désintéressée, le dévouement aux hommes jusqu'au sacrifice, le dévouement à Dieu jusqu'au martyre ! mais aussi les ignorances, les superstitions, les faiblesses d'esprit, les routines de la pensée, les crédulités pieuses, les nuages, les ténèbres, les fantômes de l'enfance, du temps, vieux vêtements du passé, dont les cultes n'aiment pas à se dépouiller, parce qu'ils font partie, comme dit Bossuet, de leur *antiquité*, et, par conséquent, de leur respect et de leur crédit sur l'imagination des peuples. Avec l'innovation se trouve en général le plus de science, d'intelligence, de raison, de lumière, de perfectibilité des facultés de l'homme ; mais aussi le plus d'incertitude, d'esprit

de système, de témérités hasardeuses, de hardiesses passionnées et d'ambitions fiévreuses, prêtes à tout renverser pour faire place aux idées neuves et aux hommes nouveaux, même sur des ruines. Et ces deux forces sont cependant nécessaires de la même nécessité. Avec l'idée immobilisée dans une institution immuable, la pensée humaine tarit faute de renouvellement, l'humanité s'engourdit, la société ou la nation tombe en assoupissement ou en servitude. Avec l'innovation seule, la société se précipite et tombe en poussière, par l'accélération désordonnée et sans contre-poids de la pensée. Voilà la tradition et l'innovation, l'autorité et la liberté, la religion et la raison. Il faut que ces deux forces soient représentées et servies dans leur juste mesure. Mais qui est-ce qui se chargera de les représenter et de les servir à la fois dans la proportion réelle de leur droit et de leur force? Ces deux puissances sont antipathiques entre elles, et inconciliables par nature. Comment pourraient-elles avoir le même représentant? L'État, ou le gouvernement, prétend pouvoir les représenter, lui. Il le prétend; mais il ne le peut pas, ou il ne le pourrait qu'en les trahissant l'une et l'autre, en sacrifiant tour à tour la raison à la religion, ou la religion à la raison, suivant ses tendances momentanées et arbitraires, faisant la loi du sacrilège, par exemple, en 1822, et brisant la croix en 1830! C'est là, cependant, notre situation actuelle quant à

la religion et quant à l'enseignement. Cela peut-il durer longtemps sans compromettre l'une et l'autre, et sans avilir l'État? Et, d'abord, comment l'État en est-il venu à ce point d'audace et de déraison, d'oser dire à la fois, au nom de quelques citoyens sans titre divin, rassemblés dans une Chambre : « Je vais « faire leur part juste à la religion et à la raison humaine, à Dieu, à la conscience, à l'esprit humain, « en sorte que personne n'ait à se plaindre. A celle- « ci tant d'enseignement catholique; à celle-là tant « d'enseignement philosophique; à Dieu tant de culte, « au siècle tant d'impiété. Cela s'écrira en chiffres « ronds dans mon budget, cela se divisera en francs « et en centimes, et tout le monde sera content! » Dérision des choses trois fois saintes de la religion et de la raison!... La part de Dieu? ô hommes risibles! mais c'est lui qui se la fait dans nos âmes! Toute la place que vous y prenez au nom de l'État, c'est sur lui que vous l'usurpez! Retirez-vous de nos pensées; elles n'appartiennent pas à la loi! Otez-vous du soleil de nos âmes, vous nous le salissez avec votre or, vous nous l'obscurcissez avec vos mains!

Voilà cependant le raisonnement bien simple et bien excusable de l'État. Il a mis la main sur sa conscience, et il s'est dit : « Je n'ai pas de foi; ce- « pendant il me faut une foi à tout prix, du moins « une foi politique, car j'ai lu dans l'histoire que « tous les gouvernements anciens avaient une foi

« nationale ; j'ai lu dans les publicistes qu'il fallait
« absolument une religion sensible au peuple, et,
« de plus, j'ai lu dans les sophistes qu'il n'y avait
« point de religion sans cérémonies et sans culte
« officiel. » Comme si l'âme n'était pas un sanctuaire
où pût s'accomplir, entre l'homme et Dieu, entre le
prêtre et le fidèle, le saint mystère de la foi, de l'a-
doration et de la communication avec Dieu ! « Enfin,
« bien ou mal, j'ai lu tout cela, et je veux une foi
« légale et un ministère des cultes, comme j'ai un
« ministère de l'agriculture et des travaux publics.
« Le peuple que je gouverne n'a pas non plus de foi
« unanime : les uns croient à ceci, les autres à cela ;
« ceux-ci à quelque chose, ceux-là à rien du tout.
« Je ne puis pas avoir autant de religions que ce
« peuple, cela serait malséant : l'uniformité adminis-
« trative de mon ministère des cultes en serait trop
« bigarrée. Je vais d'abord en choisir deux ou trois
« des plus anciens, des plus visibles. Ceux-là, je les
« reconnaitrai, je les salarierai même, je les règle-
« menterai. Les autres, je dirai qu'ils n'existent
« pas. Religions nouvelles ? portes fermées ! — ce
« sera, comme en botanique, *genre inconnu* ! »

En partant de ces trois beaux principes, dont cha-
cun est un mensonge, l'État a cru devoir et pouvoir,
en bonne conscience politique, dire aux catholiques :
« Je vais faire du catholicisme pour vous ! » aux
dissidents : « Je vais faire du protestantisme pour

« vous ! » au siècle rationaliste : « Je vais faire de l'en-
« seignement philosophique pour vous ! » et à toutes
les autres pensées religieuses nées ou à naître : « Je
« vais faire de l'oppression contre vous ! » Il aurait
dû se borner à dire : « Je vais faire de la liberté pour
« tout le monde. Je ne suis pas Dieu, je suis l'État ;
« je ne suis pas du ciel, je suis de la terre ; je ne
« suis pas de l'éternité, je suis du siècle. Mon de-
« voir n'est pas de faire des cultes, mais de protéger
« l'inviolabilité et l'indépendance de tous ceux qui
« croient honorer Dieu, votre juge et le mien ! »

Et c'est en partant de ce principe aussi que l'État
a créé le conflit inextricable entre l'Université et
l'Église, entre l'enseignement traditionnel et l'ensei-
gnement rationnel. Faire la part exacte d'enseigne-
ment légal entre la tradition et la philosophie, qui
se contredisent en apparence souvent, c'est aussi
impossible que de faire la part exacte entre la foi
et l'incrédulité ! C'est le sacrilège de l'administration
contre la religion, contre la raison, contre le père
de famille et contre l'enfant à la fois. Étonnez-vous
donc de l'agitation qui s'élève, des justes réclama-
tions des évêques, des justes indignations de la
philosophie, des justes appréhensions des pères !...
L'enseignement, c'est la foi du chrétien ! l'enseigne-
ment, c'est la foi du protestant ! l'enseignement,
c'est la foi de la philosophie ! l'enseignement, c'est
la foi de la famille ! Avez-vous mesuré chacune de

ces fois, pour ne rien donner à l'une aux dépens de l'autre? Non, vous n'en savez rien; vous servez dans les ténèbres, vous agissez au hasard, et vous blessez tout ce que vous touchez. De la suprématie de l'Église avant la révolution, il est sorti un siècle impie; de la suprématie de l'État, il sortirait un siècle sceptique.

Qu'en résulte-t-il en matière d'enseignement?

Qu'en résulte-t-il en matière de religion?

Qu'en résulte-t-il, enfin, pour l'État?

Voyons d'abord pour l'enseignement :

Si l'État avait une foi réelle, sincère, et presque unanime, il n'y aurait aucun inconvénient et il y aurait un immense avantage à ce que tout l'enseignement fût dans ses mains. Ses mains étant religieuses, et ses maîtres étant avoués par la religion, il y aurait accord, ensemble, unité de doctrines. Le corps enseignant laïque ne serait que l'auxiliaire du corps enseignant ecclésiastique; la chaire des professeurs ne serait que l'écho de la chaire de la cathédrale. Tout le monde comprend l'éducation d'une jeunesse ainsi élevée. Elle sort de la maison paternelle, où elle a sucé la foi avec le lait. Elle passe dans des collèges de l'État, où elle apprend la foi avec la science. Enfin, elle entre dans une société où elle retrouve la foi dans un culte obligatoire et national. A un pareil régime, l'enfant, l'adolescent et l'homme, c'est un seul être. La famille, l'homme et la société

sont un avec la religion. C'est l'ordre idéal de ceux qui rêvent la sublime théocratie, ou le gouvernement de Dieu. Mais dans un ordre de choses comme notre ordre imparfait et misérable, où l'État n'a pas de foi, où l'État ne se subordonne pas à l'Église, et où cependant il veut administrer l'enseignement tantôt d'accord, tantôt concurremment avec l'Église, où les deux enseignements s'enchevêtrent, se froissent, se succèdent et se détruisent, que se passe-t-il? D'abord, de deux choses l'une : ou l'État asservit son enseignement à l'Église, ou bien il lui résiste. S'il asservit son enseignement à l'Église, il disparaît, il s'anéantit; il lui livre entièrement le siècle et les générations, il trahit à la fois sa dignité et sa mission, qui est de servir, de défendre et de propager non pas seulement les traditions immuables, mais le mouvement novateur et ascendant de l'esprit humain. S'il lui résiste, au contraire, il opprime, il restreint, il contredit, il viole l'enseignement religieux de l'Église, il altère sa foi, et par là même il nuit à sa puissance sur les consciences et à son efficacité sur les mœurs. Dans l'une ou dans l'autre hypothèse, mal pour l'État ou mal pour l'Église! mais surtout mal pour l'enfant, et mal pire encore pour la société! Que voulez-vous, en effet, que devienne l'homme moral et intellectuel dans un état d'enseignement et de société où l'enfant, comme ces fils de barbares qu'on trempait tour à

tour, en naissant, dans l'eau bouillante et dans l'eau glacée, pour rendre leur peau insensible aux impressions des climats, est jeté tour à tour, ou tout à la fois, dans l'esprit du siècle et dans l'esprit du sanctuaire, dans l'incrédulité et dans la foi? Il sort de la maison d'un père peut-être croyant, peut-être sceptique; il a vu sa mère affirmer et son père nier; il entre dans un collège divisé d'esprit et de tendances. L'enseignement du professeur n'y concorde en rien avec l'enseignement du sacerdoce. En supposant même que ces deux enseignements se tolèrent et ne se heurtent pas dans le collège, ils se séparent entièrement à la fin de l'enseignement élémentaire; et au sortir du collège, dont les murs garantissent sa foi de l'air du siècle, il trouve à la porte et dans les cours transcendants la philosophie, l'histoire, la science, la liberté, le scepticisme, qui le saisissent pour lui enseigner une autre foi. Il lui faudrait deux âmes, et il n'en a qu'une! On la tiraille et on la déchire en sens contraire. Les deux enseignements se la disputent; le trouble et le désordre se mettent dans ses idées. Il en reste quelques lambeaux à la foi, quelques lambeaux à la raison. Il s'étonne de cette contradiction entre ce qu'on lui disait dans sa famille, ce qu'on lui enseignait dans son collège, ce qu'on lui démontre dans ses cours. Il commence à se douter qu'on lui joue une grande comédie, que la société ne croit pas un mot de ce

qu'elle enseigne, qu'elle a deux fois et deux morales, deux Dieux dans le ciel, une foi et un Dieu pour les enfants, une foi et un Dieu pour les adolescents, peut-être une autre foi et un autre Dieu pour les hommes faits. Il pense en secret qu'il faut que tout cela ne soit pas bien important, pour que la société et l'État s'en jouent avec cette légèreté et avec ce mépris. Sa foi s'éteint; sa raison, sans ardeur, se refroidit; son âme se sèche, son enthousiasme se change en indifférence et en découragement. Il ne lui reste d'une pareille éducation que juste assez des deux principes opposés dans l'âme, pour que cette âme soit une guerre intestine de pensées contraires, et pour qu'il ne puisse pas même vivre en paix avec lui-même dans une vie qui a commencé par l'inconséquence et qui se prolonge dans la contradiction. Voilà une partie des mauvais effets de l'enseignement complexe où l'Église et l'État veulent pactiser sans sincérité, et s'associer en se haïssant. Ils démembrent l'enfant, ils énervent l'homme : car l'homme est foi. Le dernier mot de cet enseignement mixte, c'est perdition des âmes!... perdition à la fois pour la religion et pour la raison, pour la religion et pour la civilisation, pour Dieu et pour le siècle!

Mais, en matière de foi et de mœurs, quel est pour l'Église elle-même, et pour le sentiment religieux en général, l'effet de cette union légale de

l'Église et de l'État, de ce qui est de la conscience et de ce qui est de la loi, de ce qui passe et de ce qui demeure, de ce qui est de l'éternité et de ce qui est du temps? Nous l'avons dit, l'équilibre ne peut exister; et s'il existait, il ne serait encore que la cession à parts égales des devoirs de l'État et des droits de la conscience. Il ne serait que la main des hommes dans les choses de Dieu : profanation! ou la main du prêtre, au nom de Dieu, dans les choses du siècle : asservissement! Mais cela même ne peut exister. Dans le contrat il y a toujours l'un des deux qui l'emporte. Si c'est l'État, il subordonne et contraint l'Église. Si c'est l'Église, elle possède l'État, et par l'État la société. La civilisation, qui s'est confiée, pour se développer et marcher, à un pouvoir tout humain et mobile comme elle, se réveille enchaînée à l'autel immobile du prêtre. Ou elle cesse de marcher, ou elle marche en arrière. La religion, justement jalouse et tyrannique, car sa foi lui ordonne la conquête et la garde des âmes, emploie la main du pouvoir politique à extirper ou à étouffer tous les germes de *nouveautés* qui peuvent éclore dans l'esprit humain. Toute philosophie est une menace pour elle, tout examen est un danger, tout symbole est un attentat, toute tentative de culte libre est une sédition de la pensée. Livres, temples, enseignement, chaires, tribunes, association, tout se ferme par la loi, ou par l'interprétation de la loi

de l'État, à l'innovation religieuse. Il faut croire ce que croit l'Église nationale, ou ne rien croire. De la foi légale à l'absence totale de foi et de culte il n'y a pas d'intermédiaire. Dieu ferait éclater sur la terre et dans le ciel une nouvelle révélation, que cette révélation trouverait la puissance de l'État entre l'homme et Dieu ; et si la révélation nouvelle ne commençait pas sur une croix comme celle du Golgotha, elle commencerait au moins dans une prison de police correctionnelle ! Ceux-là donc qui, à tort ou à raison, se sentent inspirés d'une autre pensée religieuse que la pensée religieuse légale, sont forcés de la nourrir en silence et dans l'isolement de la foi, sans propagation, sans association, sans parole et sans acte, et par conséquent sans efficacité sur la vie morale ; car toute étincelle qui ne se réunit pas à d'autres, et qui ne forme pas un foyer, ne peut communiquer ni vie, ni lumière, ni chaleur, et finit par s'éteindre avec le cœur où elle est tombée. De là la stérilisation complète du champ de Dieu, qui est la pensée humaine. L'État s'en est emparé, et dit à l'homme qui voudrait le faire fructifier à son tour :
« Tu n'y sèmeras rien. Je l'ai vendu et je l'ai garanti
« à deux ou trois cultes qui sont venus avant toi. Il
« n'y a plus de place pour l'avenir dans le temps :
« ce grand champ de Dieu, je l'ai borné par la loi.
« Va prier ailleurs, ou ne prie pas du tout ; cela
« m'est égal. Tant pis pour la vérité si je la froisse,

« tant pis pour ton Dieu si je le gêne. Je n'ai point
« de concordat avec ta vérité, je n'ai point de con-
« cordat avec ton Dieu. J'en ai un avec l'Église, et
« je l'exécute. » Quel meurtre d'idées ! quel interdit
de conscience ! quel blasphème contre Dieu ! Voilà
pour les églises qui voudraient se former et faire
fructifier leur foi sur la terre.

Mais l'Église antique et légale elle-même, que
devient-elle sous la main de l'État qui la contraint
en l'honorant ?

Il n'y a que deux situations acceptables pour un
pouvoir divin et absolu comme l'Église : la domina-
tion souveraine, ou la simple liberté. Elle n'est à
sa vraie place que là où elle règne ; et quand elle ne
règne plus par la souveraineté temporelle, là où
elle est libre elle règne encore par la conscience.
Mais le jour où elle fait descendre la foi jusqu'à la
loi, au lieu de faire monter la loi jusqu'à la foi ; le
jour où elle met Dieu sous la protection des hommes ;
le jour où, du régime absolu, qui est le sien, elle
passe au régime mixte des transactions et où elle
fait sa charte avec le pouvoir civil, ce jour-là elle
accepte le joug du temps en échange de la liberté
des enfants de Dieu, elle accepte la dépendance en
acceptant la force légale, elle accepte les conditions
en acceptant le salaire. En un mot, elle abdique une
partie de sa puissance, de sa dignité, de son invio-
labilité. Je sais bien qu'elle prétend réserver entière

la souveraineté du dogme, et ne transiger que sur la discipline. Mais qui marquera le point précis où la discipline ne tient plus au dogme, et les conséquences au principe? Que de concessions forcées ne lui faut-il pas consentir dans le fait, qu'elle ne consent pas dans l'esprit! Voyez Bossuet, Louis XIV, Napoléon, le concordat de 1815, celui de 1817 : que sont les libertés gallicanes, si ce n'est une véritable Église nationale et un schisme non déclaré? Que sont des usages revendiqués comme des droits, et défendus par la force, contre un centre d'autorité qui les nie en les subissant? Qu'est-ce que cette unité qui se divise, ce respect qui proteste et qui brave, cette obéissance qui désobéit? Qu'est-ce que ces arrêts du parlement en matière spirituelle, et ces appels comme d'abus au conseil d'État, et ces menaces de privation du temporel, si ce ne sont des violences morales faites par le pouvoir civil à l'autorité souveraine de l'Église? Elle baisse la tête, mais elle souffre dans son autorité religieuse. Et si elle souffre dans son autorité, souffre-t-elle moins dans sa dignité et dans son crédit sur les peuples? Gagne-t-elle à parler aux hommes au nom de l'État, au lieu de leur parler au nom de Dieu seul? Gagne-t-elle à s'associer, pour vivre et souvent pour périr avec eux, à tous ces pouvoirs qui passent? Gagne-t-elle à se placer, pour être honorée, avec les rois sur les marches de trônes qui s'écroulent, en adoptant telle ou telle race de

princes, telle ou telle forme de gouvernement, aujourd'hui royaliste, demain républicaine, impériale après, pour redevenir bourbonnienne, et puis autre chose, à la suite de toutes les fortunes, de toutes les instabilités du pouvoir humain auquel elle s'attache, et qui l'entraîne successivement dans toutes ses chutes, dans toutes ses impopularités, dans tout l'odieux des pouvoirs politiques? Elle s'en relève sans doute; mais s'en relève-t-elle aussi majestueuse et aussi pure aux yeux des hommes que si elle n'eût attaché sa fortune qu'à celui qui ne passe pas et qu'on ne maudit jamais? Non; elle y laisse toujours quelque chose de sa dignité et de son empire; elle y laisse même de sa foi! Soutenue par les uns, elle est livrée par les autres. Croit-on que si l'Église n'eût pas été nationale à l'époque des schismes, de la réforme et de la révolution française, des empires entiers eussent été détachés de son centre, et précipités dans la division? Qu'est-ce qui a jeté la moitié de l'empire d'Allemagne hors de son sein, détaché la Hollande et la Suisse, séparé l'Église grecque et la Russie, sécularisé l'Angleterre et l'Écosse, répudié enfin, persécuté, proscrit et martyrisé le catholicisme en France, de 1789 à 1794, si ce n'est cette déplorable solidarité du pouvoir civil et de l'Église, qui a fait participer l'une à toutes les révolutions de l'autre?... Sans doute, à ce pacte, l'Église a gagné quelques pompes de culte, quelques établissements tempo-

rels ; mais elle y a perdu ses âmes par millions ! Or, l'empire de la foi ne se compose pas, à ses yeux, d'établissements temporels, de cérémonies publiques, de cathédrales, de traitements et de pompes officielles ; il se compose d'âmes ! Y en a-t-il plus pour elle, et sont-elles plus à elle, dans la liberté que dans la dépendance du pouvoir civil ? Ou, en d'autres termes, Dieu seul est-il plus fort sur la conscience libre que les pouvoirs civils ne sont forts sur la conscience asservie ? Voilà toute la question pour l'Église. Elle trouvera sa réponse dans sa foi même. Si elle croit à l'intervention divine dans l'œuvre du catholicisme, elle doit croire que sa foi sera d'autant plus forte et d'autant plus active, qu'elle empruntera moins l'intervention des dominations civiles. Son Dieu s'est appelé *Verbe*, et jamais *loi*, *trône* ou *épée*. Qu'elle n'enchaîne donc pas son *Verbe libre*, car c'est son Dieu lui-même qu'elle enchaînerait ! Plus il sera libre, plus il sera Dieu !

Écoutez ce que disaient hier les évêques d'Irlande, à qui l'on parlait d'union avec l'État et de salaire pour leur Église : « Reprenez vos offres ; nous les re-
« garderions comme des chaînes pour nos âmes, et
« comme la pire des calamités pour notre foi et pour
« l'Église ! »

Passons à l'État. Il n'y a pas moins de compromission et de tiraillement pour lui à se lier indissolublement à une Église, et à se charger du service

et de l'administration d'une foi libre dans l'empire. Que fait-il en effet, et comment raisonne-t-il, en se chargeant de servir et de salarier directement la foi et les consciences ? Il se fait à lui-même une statistique idéale, arbitraire du nombre des catholiques réels et des besoins du personnel de l'enseignement et du culte ; il compte ensuite combien cela fait en chiffres, en bourses gratuites ; il porte ce chiffre sur son budget, à la charge de tous les contribuables, catholiques ou non, et il dit : « Tout est bien ! mon chiffre représente exactement, à une âme près, les besoins réels de la conscience, de la foi, de la religion dans mon empire. Dieu est servi selon sa mesure, et les hommes n'ont rien à dire. » Dieu est servi ? Les besoins vrais de la conscience, de la foi, de la religion, sont satisfaits?... Mais qu'en savez-vous ? Qui vous a donné le droit et l'infailibilité d'arbitrer ainsi le grand inconnu ? Et sans parler de cette absurde et révoltante iniquité de faire payer, au non-croyant et au non-pratiquant, le salaire et le service d'une religion qu'il répudie, qu'il blasphème peut-être, iniquité que vous reprochez à l'Angleterre en Irlande, sans voir que vous la commettez chez vous ; comment connaissez-vous les besoins réels du service religieux de telle ou telle foi ? Avez-vous été frapper sur chaque conscience, une à une, et lui demander individuellement et confidentiellement : « Que crois-tu ? et dans quelle mesure crois-tu ? » Avez-

vous fait voter la France, *au scrutin secret*, sur le mystère de ses croyances intimes? Avez-vous compté et pesé les voix? Osez-vous dire que vous savez ce qu'il y a de foi, ce qu'il y a de doute, ce qu'il y a de philosophie, ce qu'il y a de religion, ce qu'il y a de besoin de catholicisme, ce qu'il y a de soif d'innovation dans cette grande âme de trente-quatre millions d'hommes ballottés, depuis un siècle, par les vents les plus contraires de doctrines? Oseriez-vous affirmer devant Dieu que vous ne vous trompez pas, et que votre chiffre marque juste la statistique des consciences? Non, vous ne l'oseriez pas, ou vous mentiriez; vous vous trompez nécessairement, et vous vous trompez peut-être de dix ou douze millions de consciences, plus ou moins, Dieu seul le sait! Peut-être donnez-vous trop, peut-être donnez-vous trop peu! Peut-être ces vingt-cinq ou trente mille enfants des séminaires et petits séminaires, nécessaires selon vous au recrutement annuel des ministres de la foi catholique, sont-ils en quantité trois fois supérieure aux vocations réelles et aux besoins sérieux des fidèles! Peut-être ce nombre est-il insuffisant! Peut-être l'enseignement catholique dépasse-t-il immensément la mesure des croyances dans les familles; peut-être ne les satisfait-il pas du tout! Peut-être avez-vous trop d'autels, peut-être pas assez; et le fidèle, dans vos campagnes, est-il trop éloigné des sources de sa foi et des conseils de

ses guides religieux ! Tout est problème pour vous en pareille matière ; vous n'en connaissez pas les termes , et vous le résolvez ! Et quelle est la conséquence de l'erreur en pareille matière ? C'est que si vous vous trompez en moins , vous faites souffrir et dépérir une foi religieuse qui vivrait et multiplierait sans vous ; et que si vous vous trompez en plus , vous faites vivre d'une vie fausse , artificielle , et toute politique , une foi qui , sans vous , ne porterait plus de fruits réels pour l'esprit humain , et qui laisserait germer et fructifier à sa place les croyances nouvelles que Dieu est libre de destiner à tous les temps ! Meurtre de la religion ou meurtre de la raison. Des deux côtés vous tuez quelque chose ; vous tuez dans les ténèbres , et sans savoir quoi. Cet état n'est pas tolérable pour une société qui croit en Dieu ; et toute conscience murmure en secret et se révolte , soit que sa religion s'appelle *Christ* , soit que sa religion s'appelle *Philosophie*. Une telle société est coupable , et ne peut répondre avec innocence devant le ciel de la première de ses charges , les âmes de son peuple.

Quand l'État n'a plus de foi unanime , comme dans les siècles où nous sommes entrés il y a cinquante ans , que peut-il donc faire ? nous dira-t-on. Un pareil arbitrage appelé religion de la majorité ? Vous voyez ce que c'est : un mensonge convenu , qui réglemeute et qui paye sans savoir dans quelle mesure il

y a à payer. Une constitution civile du clergé, comme l'assemblée constituante? Mais la constitution du clergé est divine; toute autre constitution crée un schisme national, une guerre civile ou une persécution. Un concordat perpétuel, où le souverain pontife vous dicte à jamais les conditions immuables et la quotité fixe de l'établissement religieux dans l'empire? Mais les conditions de cet établissement, le chiffre de ce personnel, la quotité de ce subside, doivent être en rapport avec le chiffre et la quotité de la foi, et la foi est mobile comme la pensée humaine. Elle est aujourd'hui, demain elle n'est pas. Vous la servirez donc trop ou trop peu; vous priveriez des millions d'âmes de leur aliment divin, ou vous soutiendrez des milliers d'autels qui n'auront plus d'adorateurs. Disette des âmes, ou surabondance d'un culte à l'entreprise! voilà le dilemme d'où vous ne sortirez pas, dans le système d'une religion fondée et maintenue sur un pied fixe en vertu d'un concordat politique. Partagerez-vous entre le catholicisme et l'État? Mais la foi ne reconnaît pas et ne peut pas reconnaître de limites : conquérante par nature et par devoir, elle ne peut s'arrêter que là où Dieu l'arrête; tout ce que les hommes lui disputent, elle doit l'arracher; tout ce qu'ils lui refusent, elle doit le conquérir : elle est par essence la monarchie universelle, puisqu'elle doit se croire la monarchie divine. Vous aurez beau lui faire une

part immense ; elle trouvera toujours que c'est peu, car il lui faut tout. Vous verrez éternellement renaitre, sous forme de séduction pieuse ou de violence morale, selon le temps, les prétentions, les envahissements, les dominations, les usurpations d'enseignement, de consciences, de corporations, de propriétés sacrées. Vous lui auriez donné toute la place, qu'elle vous refuserait l'air ; et il ne faut pas l'en accuser, c'est son droit. La foi est la foi, c'est du feu ! il faut qu'elle brûle. Ne lui disputez pas ses aliments, si vous voulez la paix. La paix n'est que dans la liberté. La dignité et l'indépendance de l'État ne sont que dans la liberté ; l'enseignement vrai n'est que dans la liberté ; la foi efficace n'est que dans la liberté ; la civilisation agissante n'est que dans la liberté ; Dieu enfin, pour les peuples, n'est que dans la liberté. Les consciences sincères commencent à vous le crier des deux côtés du monde moral. Encore quelques conflits de cette nature, encore quelques guerres civiles d'enseignement, encore quelques froissements de la foi, encore quelques asservissements de la pensée, et tout le monde vous le criera enfin : « La situation présente ne peut pas durer un demi-siècle impunément. »

Il faut que les hommes d'État commencent à en prévoir et à en préparer une autre. Il faut que l'opinion commence à demander la vérité dans la charte

des consciences et dans les rapports de l'humanité avec Dieu.

« Mais cette liberté, dit-on encore, comment la réglerez-vous ? » Nous pourrions répondre : Regardez tous les pays où les cultes sont libres ! on ne règle pas la liberté, on la proclame. On pose quelques limites de pure police civile, pour empêcher que la liberté des uns ne froisse ou ne scandalise la liberté des autres, et tout est dit. Mais nous n'irons pas même si loin du premier pas. Nous savons que tout changement est trouble, et que le devoir des hommes d'État est de graduer ces changements de telle sorte que tout grand changement soit une transformation pacifique et préservatrice, au lieu d'être une soudaine et tumultueuse révolution. Les gouvernements ne sont placés que pour cela à la tête des peuples. ils sont comptables non-seulement de ce qu'ils font, mais de la manière dont ils le font. Voici comment un gouvernement à la fois résolu et prudent, ferme et juste, secondé par une législature éclairée, et soutenu par une opinion nationale irrésistible, peut et doit opérer enfin ce que l'assemblée constituante a tenté sans audace, ce que la convention a exécuté sans justice, ce que la foi et la civilisation, l'esprit de Dieu et l'esprit humain veulent sagement accomplir dans ce siècle. Ce sera son œuvre à lui, et ce sera assez pour lui s'il emporte cette gloire devant les hommes et ce mérite devant l'avenir. Le com-

mencement du dix-huitième siècle aura donné la liberté aux citoyens ; le dix-neuvième aura donné la liberté aux âmes.

Or, quel est le système qui peut et qui doit un jour rectifier une situation si fausse ? Le voici :

(Ici l'auteur de l'article énumère les dispositions législatives très-simples, nécessaires pour passer à l'indépendance réelle des cultes, et par là à la liberté de l'enseignement sans commotion pour l'État, sans trouble pour les consciences, sans dépossession des ministres actuels du culte, et sans dommage pour l'établissement temporel et pour le régime financier de l'Église. Nous donnerons textuellement ces dispositions à leur heure et à leur place. Elles se résument toutes dans l'*association religieuse* légalisée et dans l'indépendance de l'établissement de l'Église, et en maintenant toutefois le *statu quo* du personnel et des traitements des ministres actuels des cultes jusqu'à l'extinction par décès des titulaires actuels. Quand l'État accomplit un changement notable dans son organisation administrative, le poids de ce changement ne doit jamais porter sur des individus, ni sur une seule classe de citoyens immolée à un principe, mais sur la nation tout entière.)

Cela fait, et l'État ayant rendu l'indépendance à l'Église, la liberté de cultes à tous les citoyens, la liberté d'enseignement aux familles, il revendiquera énergiquement à son tour son droit et sa liberté à

lui. Il se souviendra que si l'Église est l'arbitre de la foi, que si le père de famille est l'arbitre de l'éducation de son enfant, il est, lui, l'État, l'arbitre et le tuteur de la civilisation. En laissant respectueusement la liberté légale à tout le monde, à tous les établissements religieux ou privés, la liberté d'enseignement à toutes les nuances de la foi et de la volonté des familles, il se reconnaîtra le droit et le devoir de leur faire concurrence par un vaste et puissant système d'enseignement civil. Il créera, il accroîtra avec les éléments qui lui appartiennent, avec le ministère de l'instruction publique, l'Université, les écoles primaires, normales, professionnelles, les écoles spéciales et polytechnique, les cours transcendants et gratuits multipliés dans tous les centres de population, son établissement d'instruction nationale. Cet enseignement national, sous la responsabilité de l'État, sera respectueux et tutélaire pour la conscience et pour la foi des familles, mais indépendant de l'Église; il n'aura avec elle que les rapports de culte librement et individuellement pratiqué. Ainsi se trouvera satisfait, par la triple concurrence de l'Église, des établissements privés et de la puissante centralisation enseignante de l'État, ce que veut la religion, ce que demande la famille et ce que commande l'État, cette famille souveraine qui a aussi charge d'âmes, quoi qu'on en dise, et qui répond à la postérité de la perpétuité et de l'accroissement de

l'esprit humain ! L'Église enseignera ce qu'elle croit, l'État enseignera ce qu'il pense ; l'Église sera émancipée du gouvernement, le gouvernement émancipé de l'Église, la philosophie émancipée des deux. Les âmes seront enlevées au budget, et remises à leur foi et à Dieu. C'est l'état de l'Amérique, de la Belgique ; et le monde voit si le sentiment religieux s'y éteint dans l'air de la liberté ! C'est aussi la tendance du reste de l'Europe.

Il n'y a que deux classes d'hommes qui se récrieront contre les prétendues impossibilités de cette transformation : ceux qui veulent abaisser la religion au rôle d'instrument politique ; ceux qui veulent abaisser l'État au rôle d'instrument d'orthodoxie. En un mot, les incrédules à la foi, et les incrédules à la liberté.

Ah ! nous savons comme ceux-là tout ce qu'il y a à dire ; nous savons toutes les objections politiques sans réponse, au point de vue humain, qu'il y a à faire contre un système qui arrache les consciences à l'État, et la force de l'État à la domination morale des cultes nationaux : les traditions de cette vieille alliance si solide encore, quoiqu'elle craque toujours ; cette main de la Religion dans laquelle on glisse le salaire des condescendances politiques qu'on voudrait obtenir d'elle, et qu'elle ne peut accorder ; ce gage de bonne harmonie et de dépendance mutuelle que se donnent le pouvoir spi-

rituel et le pouvoir civil; ces longues habitudes de l'esprit et des yeux dans la nation; cet éclat officiel que se renvoient le trône et l'autel, et qui double leur splendeur aux regards de la multitude; ces plaintes, ces accusations : cette religion qui se dirait pauvre parce que son salaire n'aurait plus passé par le trésor public, qui se dirait avilie parce qu'au lieu de le recevoir par la main d'un percepteur porteur de contraintes, elle ne le recevrait plus que par la main d'un syndic de l'association établie; ce pouvoir qui se sentirait désarmé parce qu'il n'aurait plus à sa dévotion l'immense personnel d'un clergé qu'il voudrait faire dépendant comme ses fonctionnaires; ce peuple qui se croirait un moment sans Dieu parce que son Dieu ne serait plus que dans le ciel, dans sa conscience et dans ses temples libres!... Nous savons tout cela, et bien d'autres choses encore... Autant de raisons d'ajournement pour les hommes politiques. Oui, vous tâcherez d'ajourner les difficultés divines pour simplifier les difficultés humaines. Vous direz à Dieu d'attendre, à la foi de patienter, à l'État de feindre, à l'enseignement de mentir, à la pensée humaine de se faire hypocrite, de s'asservir tout haut en se révoltant tout bas. Vous jouerez cette comédie sacrée, qui voudrait se servir de Dieu comme d'un instrument de police sociale. Vains efforts! vous ne gagnerez que peu d'années, et ces

misérables années que vous croirez avoir gagnées pour la paix seront perdues pour la vérité, pour la religion, pour l'enseignement, pour la piété sincère des populations, et pour le mouvement libre et créateur de la raison humaine. Non ! l'esprit humain ne vous donnera plus de temps, la foi ne vous donnera plus de complaisance ; le temps veut une solution, et il l'aura malgré vous. Ah ! qu'il serait plus beau de la lui donner ! de rendre à Dieu ce qui est à Dieu, et aux hommes ce qui est aux hommes !

« Ajournons encore, dites-vous ; Dieu se tait, et les embarras politiques nous pressent. »

Non, vous n'ajournerez pas impunément la conséquence de la liberté de penser. La liberté de penser, c'est la liberté de croire ; et la liberté de croire, c'est la liberté d'enseigner. Ces deux libertés vous feront violence à la fois au nom de la religion et au nom de l'innovation ! L'une est comprimée et l'autre souffre. Votre religion politique serait le sépulcre d'un autre *Gethsémani* : on l'ouvrirait un jour, et on n'y trouverait rien. Il se remue dans les esprits et dans les consciences quelque chose qui demande l'air, la liberté, l'espace, la lumière, et qui fera violence à tous les gouvernements qui lui refuseront passage. Ne le sentez-vous pas à ces aspirations sourdes, à ces mouvements désordonnés et convulsifs du monde de la pensée et du monde politique, depuis près d'un siècle ? Croyez-vous que tout cela

s'agite, s'ébranle, se dissout, se pulvérise et se recompose seulement pour modifier quelques formes presque indifférentes de gouvernement? Non! ce mouvement part de plus loin et va plus haut. C'est l'âme humaine qui s'agite, qui se tourmente, qui cherche, et qui s'agitiera jusqu'à ce qu'elle ait trouvé. La question religieuse est au fond de toutes ces questions. Vous ne le voyez pas, mais Dieu est là. Toutes ses pensées marchent devant lui pour faire place à quelque chose. Et qu'est-ce que cela peut être, si ce n'est l'émancipation du principe religieux et son rajeunissement dans la liberté, sous la forme traditionnelle ou sous toutes les formes libres, dans la nation et dans l'humanité? Ne vous imaginez pas lui faire obstacle bien longtemps encore avec ces vains semblants d'orthodoxie politique, qui ne servent qu'à masquer l'indifférence ou l'incrédulité de vos législations. Le sentiment religieux, un moment distrait par les luttes de la liberté et par la guerre, se réveille avec énergie dans le repos dont jouit le monde. Et comment cela ne serait-il pas? Est-ce que le cœur humain a été pétri d'autre chose que de choses divines par la main de son Auteur? Cette divinité du principe de l'âme humaine se révolte contre la sécheresse et contre le matérialisme des intérêts purement terrestres qu'agite la politique, ce culte du temps. La société n'a pas seulement une tête pour penser, elle a un cœur aussi pour aspirer

et pour palpiter sous la main de la religion ; elle ne vit pas seulement d'idées, elle vit de sentiment avant tout. Elle a beaucoup pensé, elle a remué des millions d'idées depuis cent ans ; mais le sentiment lui manque : elle a besoin de le retrouver à sa source, qui est une foi. Elle a besoin de croire, d'adorer, d'aimer, d'agir, de se dévouer, de remplir et de répandre son cœur, de confesser son Dieu par la foi, de le chercher par la philosophie, de le manifester par la parole, de le servir par le culte, de l'embrasser par l'amour, et d'épancher cet amour en actes d'adoration devant le ciel, et de fraternité devant les hommes. Si la loi l'oublie, la nature le sait, elle ; et vous voyez qu'en dépit de vos lois l'humanité se précipite à tous les autels. C'est que c'est là, au fond, le seul but de toute civilisation véritable. Ne soyez pas si fiers de quelques conquêtes de la liberté sur le despotisme, ou de quelques conquêtes de la science sur la matière. Ces conquêtes n'ont de prix qu'autant qu'elles rapprochent l'homme social de Dieu. Toute civilisation qui n'aboutit pas à un acte d'adoration et à une morale est un avortement. Mais le temps n'avorte pas, car ce qu'il conçoit, il le conçoit de Dieu, et il l'enfante pour l'éternité !

Laissez donc au sentiment religieux sa place et sa liberté, et ne craignez pas que la religion tombe parce qu'elle ne sera plus soutenue par la main fra-

gile et souvent odieuse du pouvoir humain ; ne craignez pas que le feu de l'autel s'éteigne parce que vous ne le ranimerez plus avec le souffle profane et souvent mortel du pouvoir ; laissez-y souffler librement tous les vents de croyances et de doctrines : au lieu d'un tiède et unique foyer que vous couvez sous votre main, vous aurez un foyer ardent et immense, dont les étincelles partout semées iront rallumer la lumière et répandre la chaleur sur votre société qui se refroidit.

Nous le répétons : le sentiment religieux est tout l'homme. Mais, pour être puissant, il faut qu'il soit vrai, et pour être vrai il faut qu'il soit indépendant. S'il n'y a rien de plus beau aux regards des hommes et des anges qu'une grande famille humaine qui s'agenouille devant l'éternel idéal de ses pensées, qui lui rend le culte de la foi, de la prière et de la vertu, qui se presse dans ses temples en présence de l'Invisible, qui s'efforce, en élevant les mains de toute une nation vers le ciel, de nouer cette chaîne qui unit cette âme de peuple et ce monde infime et passer à la grandeur, à la sainteté et à l'éternité de son Auteur ; il n'y a rien de plus hideux et de plus impie sous le soleil qu'un pouvoir politique qui se place entre Dieu et l'âme de ce peuple, qui veut administrer à sa convenance, à sa mesure et à son profit la pensée, la foi, la vérité, la conscience d'une nation, et qui affecte avec l'hypocrisie de la politique

une foi qui ment dans sa bouche aux hommes, et un culte qui grimace à Dieu!

Restituons-nous donc les uns aux autres la place, la liberté, le respect qui nous appartiennent. La terre est assez vaste pour que tous ceux qui veulent adorer Dieu, dans tous les rites, puissent s'agenouiller devant lui sans se couder et sans se haïr.

DU DROIT AU TRAVAIL

ET DE

L'ORGANISATION DU TRAVAIL.

ARTICLE INSÉRÉ AU *BIEN PUBLIC*.

DÉCEMBRE 1844.

On nous somme tous les jours de nous expliquer dans ce journal sur la question des ouvriers, une des plus vastes et des plus vives de ce temps-ci. On nous promet, à ce prix, une certaine popularité et un notable ascendant sur les affaires de notre pays. Si nous savions le dernier mot de la société et de Dieu, si nous savions le secret d'établir l'équilibre parfait des droits et des bénéfices entre les possesseurs de capitaux et les bras qui les fécondent; de régler les salaires de telle sorte que le maître et le

serviteur, que l'ouvrier et le manufacturier eussent, chacun dans une proportion toujours équitable, ce qui doit revenir à l'un pour le loyer de ses capitaux, à l'autre pour le loyer de ses bras ; si nous connaissions enfin un procédé par lequel une société féodale et agricole peut se transformer comme la nôtre en société démocratique et industrielle, et jeter ses masses dans les ateliers au lieu de les jeter sur le champ de bataille, sans qu'il y eût, dans cette grande métamorphose, une injustice, un tâtonnement, un désordre, nous n'aurions pas besoin qu'on nous offrît un prix de popularité pour le dire : nous le dirions pour l'amour de Dieu et du peuple, et nous ne demanderions notre récompense qu'au bien même que nous aurions fait. Mais nous allons avouer franchement pourquoi nous ne le disons pas : nous ne le disons pas, parce que nous ne le savons pas. Cependant, disons en même temps ce que nous croyons savoir :

Il y a deux mots qui, dans ce moment-ci, font trembler les fondements de la société, la famille et la propriété ; deux mots qui font frémir de crainte ou d'espérance les propriétaires et les prolétaires, ceux qui possèdent et ceux qui travaillent, ceux qui payent et ceux qui sont payés. Ces deux mots sont : *le droit au travail* et *l'organisation du travail*. On écrit des volumes, on rédige des journaux, on forme des associations on crée jusqu'à des religions sur

ces deux textes; les philosophes recherchent, les économistes groupent des chiffres, les prophètes même s'en mêlent, et les systèmes industriels ont leur fanatisme avant d'avoir leur foi. Rien n'est plus beau que le fanatisme : c'est l'inflammation de l'enthousiasme, la plus grande des forces motrices de l'humanité; mais il faut qu'il s'allume pour quelque chose que le bon sens puisse avouer et que la pratique puisse atteindre; en un mot, il ne faut pas que l'enthousiasme brûle à vide. Examinons ce qu'il y a de raisonnable et ce qu'il y a de chimérique dans les perspectives où l'on égare l'imagination des ouvriers. Sondons ces deux mots : *le droit au travail* et *l'organisation du travail*. Il y faudrait des volumes, et nous n'avons que des pages. Nous prescrons les mots pour leur faire tenir le moins de place et le plus de sens possible.

Mirabeau disait au clergé, qui s'offensait de son salaire : « Je ne connais que trois manières de vivre : être *mendiant*, *voleur* ou *salaire*. » Toute la société industrielle est dans ces trois mots. La société se compose de deux classes, quelquefois distinctes, souvent confondues : ceux qui possèdent les capitaux et ceux qui les fécondent; les propriétaires et les ouvriers. Ces deux classes sont tellement indispensables l'une à l'autre, qu'elles ne peuvent exister qu'en se réunissant, et qu'aussitôt qu'elles se séparent, le travail cesse, le capital tarit ou se déprécie,

la société industrielle s'évanouit. En effet, pourquoi le capital, terre ou argent, a-t-il sa valeur? Parce qu'il produit revenu. Qu'est-ce qui lui fait produire revenu? C'est le travail. Qu'il cesse un jour de se dépenser en travail pour se récolter en revenu, il baisse; qu'il cesse longtemps, il meurt. Et pourquoi, d'un autre côté, le travail a-t-il sa valeur au-si? C'est qu'il est productif de salaire prélevé sur le revenu. Qu'il cesse un jour de produire le revenu ou l'intérêt du capital, le salaire cesse, le travail languit, le travailleur meurt. Le capitaliste, propriétaire d'argent ou de terre, ne vit donc que par le prolétaire, comme le prolétaire ne vit que du capitaliste. Ils se salarient l'un l'autre. En faire deux classes opposées d'intérêt l'une à l'autre, hostiles l'une à l'autre, incompatibles l'une à l'autre, c'est donc blasphémer à la fois contre le sens commun, contre le travail, contre le revenu, contre le capital, contre la société industrielle tout entière. Nous dirons tout à l'heure pourquoi nous employons encore ce nom de *prolétaire*, mot immonde, injurieux, païen, qui doit disparaître de la langue, comme le prolétaire lui-même doit peu à peu disparaître de la société. Mais poursuivons. Entre le capital et le travail, c'est-à-dire entre le propriétaire de terre ou d'argent, s'interpose une classe qu'on appelle les manufacturiers ou les commerçants; ils sont au travail industriel ce que les fermiers sont à la terre. Ils fournissent les instru-

ments, les outils du travail, les ateliers, le salaire quotidien aux ouvriers; ils fournissent l'intérêt au capital. Sans cette classe intermédiaire, le capital, paresseux de sa nature, et le prolétaire mourant de faim, ne se rencontrant pas, dépériraient chacun de leur côté; l'acheteur et le vendeur, le consommateur et le producteur resteraient inconnus l'un à l'autre, ou produiraient et consommeraient un million de fois moins. Ils sont les agents du travail; ils sont aux capitaux et aux travailleurs ce que les *maines* sont aux *corps*. Elles les servent, et en s'étendant elles les rapprochent. Donc, le propriétaire du capital (terre ou argent), le manufacturier et l'ouvrier : voilà toute la société industrielle.

Maintenant quelle est la législation qui règle et qui doit régler les rapports de ces trois classes entre elles, dans une société démocratique et libre comme la nôtre? Il y en a deux. Une législation morale, l'*équité*; une législation matérielle, l'*intérêt de l'argent*. Quelle est leur garantie, leur sanction, leur pénalité? Une seule, la *concurrence*. L'État ou le gouvernement peut-il intervenir dans les rapports libres de ces trois classes entre elles, autrement que par son droit de police et de protection des intérêts légitimes de tous? Non. L'État doit-il reconnaître le droit au travail et organiser le travail? Examinons et distinguons.

Il y a, en économie politique, deux écoles : une

école anglaise et matérialiste, qui traite des hommes comme des *quantités inertes*; qui parle en chiffres, de peur qu'il ne se glisse un *sentiment* ou une idée morale dans ses systèmes; qui fait de la société purement industrielle une espèce d'arithmétique impassible et de mécanisme sans cœur, où l'humanité n'est qu'une société en commandite, où les travailleurs ne sont que des rouages à user et à dépenser au plus bas prix possible, où tout se résout par perte ou gain au bas d'une colonne de chiffres, sans considérer que ces quantités sont des hommes, que ces rouages sont des intelligences, que ces chiffres sont la vie, la moralité, la sueur, le corps, l'âme de millions d'êtres semblables à nous, et créés par Dieu pour les mêmes destinées. C'est cette école qui règne en France depuis l'importation de la science économique née en Angleterre. C'est celle qui a écrit, professé et gouverné chez nous jusqu'ici, sauf quelques grandes exceptions; c'est celle qui a proscrit l'aumône, incriminé la mendicité sans pourvoir aux mendiants; blâmé les hôpitaux, condamné les hospices, raillé l'aumône, mis la misère hors la loi, maudit l'excès de population, interdit les mariages, conseillé la stérilité, fermé les tours des enfants trouvés, et qui, livrant tout sans miséricorde et sans entrailles à la *concurrence*, cette providence de l'égoïsme, a dit aux prolétaires : « Travaillez ! — Mais nous ne trouvons point de travail. — Eh bien !

mourez ! Si vous ne rapportez rien, vous n'avez pas le droit de vivre. La société est un compte bien fait. »

Il y a une autre école qui est née en France, dans ces dernières années, des souffrances du prolétaire, des égoïsmes du manufacturier, de la dureté du capitaliste, de l'agitation des temps, des souvenirs de la convention, des entrailles de la philanthropie et des rêves anticipés d'une époque entièrement idéale : c'est celle qui, prophétisant aux masses l'avènement du Christ industriel (Fourier), les appelle à la religion de l'association, substitue ce principe de l'association pour le travail à tous les autres principes, à tous les autres instincts, à tous les autres sentiments dont Dieu a pétri la nature humaine; croit avoir trouvé le moyen d'*organiser le travail* sans intervertir les rapports libres du producteur et du consommateur, de violenter le capital sans l'anéantir, de régler les salaires et de les distribuer arbitrairement, avec l'infailibilité et la toute-justice de Dieu. Cette école, qui compte parmi ses maîtres et ses adeptes tant d'hommes de lumière et de foi, porte en soi deux grands trésors : un principe, l'association; une vertu, la charité des masses. Mais elle nous semble pousser son principe jusqu'à l'excès et sa vertu jusqu'à la chimère : le fouriérisme est jusqu'ici une sublime exagération de l'espérance. — Nous n'appartenons ni à l'une ni à l'autre de ces écoles; nous les croyons toutes les deux dans le

faux. Mais la première manque d'âme, et l'autre manque seulement de mesure dans sa passion du bien. Nous faisons entre elles la différence qu'il y a entre une cruauté et une illusion, et nous empruntons, pour la solution de la question des salaires, à l'une la lumière des calculs, à l'autre la chaleur de sa charité.

Ainsi, nous pensons qu'en ce qui concerne le *droit au travail*, la société doit le reconnaître, le proclamer, et l'instituer avec des réserves et dans des proportions de salaire telles que ce droit, dernière ressource, *summum jus* du prolétaire, ne puisse jamais attenter à la liberté du capital, à l'indépendance du fabricant, et à la vérité de la concurrence de chaque manufacturier avec ses rivaux; réserve et proportions qui nous semblent, dans la pratique, très-faciles à instituer.

La société, au point de perfection morale et de perfection matérielle, de spiritualisme et d'administration où elle tend, ne peut pas se borner, sans déshonneur et sans crime, au rôle passif du *laissez faire* et *laissez passer*, axiome brutal du système anglais, toutes les fois du moins que le *laissez faire* et *laissez passer* veut dire *laissez souffrir* et *laissez mourir*. Cet axiome est vrai en tant qu'il se borne à conseiller à l'État de respecter la liberté des transactions entre le capital et le salaire, à ne jamais mettre sa main arbitraire entre le maître et l'ou-

vrier, entre le consommateur et le fondateur. Il est faux en tant qu'il prétendrait empêcher l'État de surveiller de l'œil la situation des travailleurs, et de leur tendre une main secourable avec un salaire et du pain quand ils manquent, par une calamité de leur condition, de pain et de salaire. Cet axiome, entendu dans ce sens, enlèverait à l'État le plus essentiel et le plus beau de ses titres, le titre de Providence du peuple, que toutes les civilisations, antiques ou modernes, lui ont affecté. Or, la Providence ne se contente pas de voir, elle pourvoit; de laisser faire, elle agit. L'État, dans certains cas, doit donc agir avec sa tutelle active et bienfaisante en ce qui touche le travail et le salaire des masses. Ces cas sont rares, nous l'avons dit, mais peuvent çà et là se produire, et quelquefois même, quoique momentanément, se produire sur une large échelle. Laissons de côté le travail agricole, qui n'est point sujet par sa nature aux instabilités du travail manufacturier; qui donne, avec un salaire modéré mais égal, un travail constant, qui nourrit l'homme avec le produit direct du travail, et qui emploierait plus de bras qu'il ne peut s'en procurer.

Laissons de côté encore le travail purement local et élémentaire, qui ne produit jamais plus qu'on ne lui commande, qui vit sur place, qui vit sous son toit, qui vit de peu, qui associe souvent une petite propriété à une petite industrie, tels que

le cordonnier, le tailleur, le maréchal, le charron, le tonnelier, le serrurier, le maçon, le charpentier, le menuisier, et tous ces ouvriers isolés qui exercent ce qu'on peut appeler les *industries domestiques* de la société. Le sort de tous ceux-là est hors de cause. Leur travail est aussi régulier et leur salaire aussi fixe que les demandes de la petite consommation qu'ils desservent; leur nombre se mesure sur le nombre de la population. Mais les besoins de la production à grandes forces, de la spéculation à grandes chances, de la rivalité à grandes masses et à bas prix sur les marchés du monde, ont recruté et recrutent tous les jours dans les villes de fabriques, dans les grandes usines, dans les provinces, des armées d'ouvriers, dont le travail, immense comme les capitaux qui l'emploient, chanceux comme la spéculation qui le commande, mobile comme la mode qui le consomme, n'a pas ces conditions de régularité et de fixité des industries domestiques. Paris, Lyon, Lille, Rouen, Saint-Étienne, Roubaix, Mulhouse, Sedan, les grandes usines de la Loire, du Rhône, de l'Alsace, des Vosges, du Nord, appellent et enrégimentent au nombre de six ou sept cent mille ces familles d'ouvriers, instruments des grandes industries de la soie, des cotons, des draps, des fers; peuple sorti du peuple, nation dans la nation, race dépaycée qui a pour unique capital ses bras, pour terre un métier, pour foyer un toit en-

prunté, pour patrie un atelier, pour vie un salaire. Ces masses toujours croissantes, et destinées à s'accroître bien davantage par l'accélération du mouvement industriel, résultat des chemins de fer, de la durée de la paix, du développement des marines marchandes, et enfin du contact nouveau de l'Europe avec *cinq cent millions* de consommateurs de plus aux *Indes* et en *Chine*, sont hors de la loi commune du peuple, et ne peuvent y rentrer soudainement et y retrouver leur place, une fois qu'elles en sont sorties. C'est une caste flottante dont les cadres sont brisés, qui ne sait faire qu'une seule chose, et qui, lorsque son métier tout spécial et son salaire viennent à manquer, se répand, s'extravase sur la nation, sous la forme de coalitions, d'émeutes, de vagabondage, de vices, de lèpre, de misère. C'est là ce qu'on appelle proprement les prolétaires, race destinée à peupler le sol, espèce d'esclaves de l'industrie qui ne servent pas sous un maître, mais qui servent sous le plus rude des maîtres, la faim ! Ces hommes se marient, ont des femmes et des enfants que l'industrie saisit au berceau et emploie selon leur force ; tout ce peuple vit, multiplie, consomme, prospère, pendant que le salaire les rétribue. Que le salaire s'arrête ou décroisse, tout ce peuple chôme, souffre, maigrit, mendie, s'exténue, et tombe en haillons et en pourriture humaine. Peuple du salaire, né du salaire, ne vivant que par le salaire, il périt

avec le salaire, et s'insurge dans son cœur contre une société qui le condamne par sa condition au travail et qui lui refuse le travail. Or, le travail pour lui, c'est la vie. La société, impassible et égoïste, peut-elle voir tout cela et détourner les yeux, en renvoyant ce peuple à la *concurrence* pour toute réponse et pour tout secours? Nous disons : Non! Le dernier mot d'une société bien faite à un peuple qui périt, ne peut pas être *la mort*! Le dernier mot d'une société bien faite doit être *du travail et du pain*. Le droit au travail n'est pas, dans ce cas, autre chose que le droit de vivre. Si vous reconnaissez le droit de vivre, vous devez reconnaître à ce peuple le droit au travail. L'assemblée constituante, dans tous les droits à l'homme qu'elle a proclamés, n'en a oublié qu'un seul : *le droit de vivre*. Mais c'est sans doute parce qu'il était d'une telle évidence, qu'il n'avait pas besoin d'être écrit. Les phénomènes, les vicissitudes, les catastrophes, les ruines soudaines, les interruptions de salaire dans une société devenue industrielle, nous imposent la nécessité d'écrire ce droit de plus.

Les anciennes sociétés n'avaient pas ce problème à examiner. Nul ne pouvait y mourir de faim légalement. Le maître y nourrissait l'esclave, le seigneur y nourrissait le serf, le gouvernement y nourrissait le peuple, l'Église y nourrissait le mendiant. Mais l'industriel qui liquide sa fortune et qui

ferme ses ateliers ne nourrit personne. La vie du peuple des ouvriers est remise au hasard. L'ouvrier renvoyé de son usine fermée, ne trouvant pas de place dans une autre, sans toit, sans pain pour loger et nourrir lui, sa femme et ses enfants, n'a pas le droit d'aller à un magistrat de la Providence publique, et de lui dire : « Voilà mes bras, occupez-les ; occupez-les à un salaire aussi minime que vous voudrez, mais occupez-les pour que je vive de mon travail, en attendant que l'industrie privée me rouvre ses ateliers et me rende mon salaire. » Voilà le droit que nous voulons que la société reconnaisse à tout individu qui la compose. La société, qui s'est moralisée, perfectionnée et enrichie à mesure qu'elle a reconnu et garanti un plus grand nombre de propriétés à ceux qui vivent sous ses lois, doit reconnaître une propriété de plus au travailleur, et la plus naturelle et la plus sainte de toutes les propriétés : la propriété de ses bras. Or, que ferait la propriété de ses bras reconnue à l'ouvrier, s'il n'avait pas, dans certains cas d'urgence, le droit de demander à la société d'occuper ses bras et de lui en payer un salaire de nécessité ? C'est ce que nous voulons, c'est ce que veulent la justice, la religion, l'humanité, la prudence. Une société qui se mure dans son égoïsme, qui s'en rapporte de tout à l'égoïsme, qui se désintéresse de la vie des derniers de ses citoyens, qui glorifie l'axiome du *Chacun chez soi, chacun*

pour soi ; qui dit, Mourez là ! où la nature dit, Je dois vivre ! une société sans entrailles, sans âme et sans vertu, qui appelle ainsi sur ses gouvernements, sur ses chefs, sur ses législateurs, sur ses riches, le ressentiment, le blasphème et le désordre, cette vengeance des masses ; une société à qui on tend des bras sans travail et qui se refuse à s'en occuper, à qui on demande du pain et qui laisse affamer ses enfants ; une telle société n'est ni de la religion, ni de l'esprit, ni de la date de ce siècle. Ce n'est ni une société de chrétiens, ni une société de philosophes, ni une société de frères ; ou plutôt ce n'est pas une société, c'est une avarice civilisée !

Nous dirons, dans les développements, sous quelles formes ce droit au travail pour cause de vie seulement, *propter vitam*, peut être proclamé et pratiqué, sans qu'il doive jamais créer contre le travail des industries libres, et contre le tarif des salaires volontaires, la concurrence meurtrière de l'État.

Quant à l'organisation du travail, c'est-à-dire à une intervention souveraine de l'État dans les rapports de l'ouvrier avec le maître, du capital avec le salaire, intervention par laquelle l'État réglerait la production, la consommation, et gouvernerait le capital et le salaire, nous confessons que notre intelligence ne s'est jamais élevée jusqu'à la compréhension de ce gouvernement de la liberté par l'arbitraire, et de la concurrence par le monopole.

Nous allons en demander l'explication à ceux qui prétendent le comprendre.

Qu'entendez-vous, leur dirons-nous, par *l'organisation du travail*? Est-ce le rétablissement des corporations exclusives d'ouvriers, des *jurandes* et des *maîtrises*, sortes de cadres légaux où on ne laissait entrer qu'un certain nombre d'ouvriers, de peur qu'un plus grand nombre ne dépassât les besoins de la profession et ne se fît à soi-même concurrence? Mais qui ne voit qu'en garantissant ainsi le travail pour ceux qui sont dans les cadres, vous l'interdisez à ceux qui sont dehors, et que vous ruinez ainsi d'une main le travail que vous garantissez de l'autre? La révolution tout entière a été faite pour que tous les emplois fussent librement accessibles à tous les citoyens; et vous commenceriez par déclarer le travail, le salaire et le pain accessibles seulement à ceux-ci, inaccessibles à ceux-là? Vous avez renversé l'aristocratie et la féodalité au sommet de votre société, et vous rétabliriez l'aristocratie du travail et la féodalité du salaire aux plus bas étages de votre ordre social? Vous avez détruit la noblesse des rangs, et vous recréeriez la noblesse des outils? Vous avez conquis la liberté civile et politique, et vous déclareriez l'arbitraire et l'esclavage des professions? Mais ce serait la contre-révolution la plus stupide! ce serait avoir deux principes de gouvernement contradictoires dans le même État; ce serait couper

la nation en deux ; ce serait déclarer que ce qui est vrai en haut est mensonge en bas, et que pendant que la partie politique et propriétaire du pays sera gouvernée par la liberté, la partie ouvrière et prolétaire sera gouvernée par l'arbitraire ; c'est-à-dire, ce serait déclarer une nation de citoyens et une nation d'esclaves. Mais à quoi bon le disputer ? Il suffit de défier qui que ce soit d'accomplir ce suicide de la liberté. S'il y avait des hommes assez insensés pour le tenter, où serait le peuple pour le souffrir ?

Entendez-vous par *organisation du travail* ce système dont le saint-simonisme a tenté naguère de faire une religion, parce qu'il ne fallait rien moins que l'autorité divine pour faire accepter aux hommes des lois qu'on ne ferait jamais accepter au nom de la raison ? système qui consiste à reconnaître un chef de toute hiérarchie, un despote de toute liberté, un roi de toutes professions, un arbitre de toutes capacités, distribuant infailliblement les fonctions et les salaires, et gouvernant toutes les concurrences au nom de l'intérêt général et de l'intérêt individuel, surnaturellement illuminés et spontanément obéis dans sa volonté ? Ce système ne serait autre chose que l'incarnation du *dieu industriel* sur la terre, tranchant toutes les difficultés par sa parole. Nous le voulons bien ; mais en attendant le dieu, ce serait un homme, un homme despote, un homme infaillible, ne donnant d'autre raison de sa

volonté que sa volonté même, ne présentant d'autre titre de sa souveraineté que sa foi en lui. Qu'un tel homme se rencontre, c'est possible ; mais qu'il trouve un genre humain pour le croire, nous en doutons. Ce serait le désespoir de la raison humaine, rejetant à Dieu son libre arbitre, et se précipitant dans l'absurde pour implorer le gouvernement du hasard.

Entendez-vous par *organisation du travail* cet autre système qui consiste à faire de la société tout entière un vaste monastère industriel, où tous mettraient en commun, avec tous, intelligence, âme, bras, individus, propriété, famille, et où l'homme, cessant d'être homme, ne serait plus qu'une *action numérotée* d'une association anonyme, dont les *dividendes*, répartis par le consentement commun, seraient la fortune, le bonheur, la famille, la vie de chacun ? Mais qui ne voit que si le saint-simonisme est obligé de présupposer un dieu sur la terre pour pouvoir se réaliser, le fouriérisme est obligé de présupposer un mystère au sommet de son organisation, pour pouvoir seulement se faire discuter ? Ce mystère qu'il faut préalablement admettre, c'est cette merveilleuse harmonisation des instincts de l'homme qui, trouvant tous leur pleine satisfaction dans la société travaillante, se porteront tous avec l'infailibilité de la nature à l'œuvre spéciale pour laquelle ils sont prédestinés, s'y classeront d'eux-mêmes,

s'y maintiendront par l'unique force d'une espèce de gravitation intellectuelle, et, prêtant tous leur travail volontaire à l'œuvre collective, se déclareront tous également satisfaits du rang et de la part du dividende social qui leur sera assigné. Nous convenons que c'est là une sublime utopie qu'il est beau du moins de rêver, et qui, en supprimant du monde moral la révolte, l'égoïsme, l'antagonisme des passions, en ferait une harmonie tellement complète que le mouvement même pourrait bien s'y arrêter, tant l'équilibre y serait parfait. Mais si un homme se présentait pour résoudre ce problème, qui est peut-être le problème de l'éternité progressive, il ne faudrait pas lui donner un phalanstère à gouverner, il faudrait le nommer dieu, et lui décerner la couronne des mondes ! Celui-là seul, en effet, qui a créé les instincts divers de l'homme, et leurs luttes, et leurs oppositions, et leurs tendances contraires, et leurs combinaisons infinies, pourrait trouver un ordre social assez parfait pour contenir, harmoniser et faire concorder tous ces instincts et toutes ces passions en une seule et volontaire unité.

Le tort du fouriérisme n'est pas de vouloir perfectionner l'homme, mais de le diviniser. Tant que l'homme sera l'homme, il sera composé de deux forces qui luttent providentiellement en lui, et dont la lutte produit cet équilibre souvent rompu, toujours rétabli, qu'on appelle l'ordre social. L'une de

ces forces c'est la tendance à l'isolement, qui donne à l'homme le sentiment de son individualité, et qui le porte à tout rapporter à soi. L'autre de ces forces c'est la tendance à l'unité, qui porte l'homme à tout rapporter à la société, et à se confondre, en se sacrifiant, dans la grande unité humaine. De ces deux forces contraires se compose l'homme social. Nier une de ces forces, c'est nier l'homme. S'il perd le sentiment de son égoïsme, il n'est plus un individu; s'il perd le sentiment de sa collectivité, il n'est plus un être social. L'un est le délire du dévouement, l'autre est le délire de l'égoïsme. La nature est là qui le retient entre ces deux folies, et c'est à cette place que le législateur doit prendre, constater et gouverner ses instincts. Le fouriérisme en méconnaît deux, qui sont, selon nous, les deux bases primordiales, et pour ainsi dire données par Dieu lui-même, de toute combinaison sociale, industrielle ou politique. Ces deux bases sont l'instinct de la famille et l'instinct de la propriété. Absorber la famille personnelle dans la grande famille générale, absorber la propriété personnelle dans la communauté de la propriété collective, ce n'est ni perfectionner la famille ni perfectionner la propriété; c'est les anéantir. Or, la nature proteste, depuis qu'elle existe, contre cet anéantissement de deux instincts qui perpétuent et qui sanctifient l'humanité. Le père, la mère, l'enfant, voilà les trois termes de la trinité humaine. Il n'est donné à aucun

système d'en effacer un. Si Dieu avait voulu que l'homme, une fois né, s'absorbât dans l'association générale sans transition par la famille, comme la goutte d'eau dans l'Océan ou comme l'animal dans le troupeau, il n'aurait donné, ni à la mère, ni au père, ni à l'enfant, ces admirables attachements personnels exclusifs, d'autant plus forts qu'ils sont plus étroits, qu'on appelle l'amour maternel, paternel, filial; cette attraction passionnée d'un petit groupe d'êtres, nés les uns de l'amour des autres, les autres rendant aux premiers les rejaillissements délicieux de l'amour dont ils sont sortis, tous se recueillant pour ainsi dire dans un monde à part du monde universel, monde plus intime, plus personnel, plus imprégné de leur individualité, et qui semble élargir et sanctifier leur égoïsme en le multipliant et en le répandant sur ce qui est encore eux. Cet esprit de famille n'est pas l'opposé de l'esprit social, il en est la racine. C'est de ces groupes de famille que se forme le groupe social. La société n'est qu'une famille élargie; mais pour élargir cette famille, il ne faut pas la détruire à son germe. Vous avez besoin d'amour pour former le ciment de votre société. Où retrouverez-vous l'amour, si vous l'étouffez dans son premier et dans son plus saint foyer, la famille? Or, la famille, groupe isolé par la nature, a besoin d'isolement pour se sentir et pour se conserver. Que devient-elle dans votre association universelle? que

devient-elle dans vos monastères industriels? Elle s'absorbe, s'oublie, se dénature, et se perd inévitablement dans la masse, où la mère n'est qu'une femme enceinte, où le père n'est qu'un homme qui engendre, où l'enfant n'est qu'un produit des deux sexes, et ne connaît ses parents que quand on les lui nomme. La promiscuité n'est pas plus la fraternité que l'instinct de la génération n'est l'amour. Une telle association enlève tous ses sentiments à la famille. Même en conservant les noms et les formes du mariage, elle matérialiserait ce qu'une société bien faite a dû le plus spiritualiser dans l'humanité: la génération de l'homme. Que deviendrait le fleuve de l'humanité, quand la source en aurait été ainsi ou corrompue ou glacée?

Mais le système sociétaire ne méconnaît pas moins le caractère de l'instinct de la propriété chez les hommes, en faisant de cette propriété une simple action en commandite dans une association générale de travailleurs. L'amour de la propriété, ce stimulant que Dieu a donné à l'homme paresseux pour le passionner au travail, est-il donc simplement le sentiment de la possession d'une part abstraite d'un dividende idéal dans la richesse générale de la société? Évidemment non : ceux qui raisonnent ainsi n'ont jamais possédé un pouce de terre, cultivé un pot de fleur sur leur fenêtre, arrosé une herbe, planté ni aimé un arbre; il y a tout autre chose qu'un *avoir*

dans l'appropriation à l'homme et à sa famille d'une part de la terre, d'une maison ou d'un champ : il y a un sentiment ! L'homme n'est pas composé seulement d'intelligence, il a de plus un cœur, des sens, une âme, par lesquels il s'attache à ce qui lui appartient, et il attache ce qui lui appartient à lui et aux siens. C'est la meilleure part de sa nature ; et vous retranchez ce cœur, ces sens, cette âme, de vos calculs abstraits sur la propriété ? Mais la nature ne se prête pas à vos mutilations, et elle proteste avec des sentiments contre vos chiffres. En doutez-vous ? faites-en l'épreuve : voici d'un côté un billet de banque ou une *action* dans une compagnie quelconque ; voici de l'autre un arpent de terre ou de rocher dans les plus arides montagnes du royaume ; sur cet arpent de terre il y a la maison, le foyer, le puits de vos pères, l'arbre dont vous avez goûté l'ombre, la place de votre berceau, la trace inanimée de la mère et des frères, le verger arrosé, de génération en génération, des sueurs de la famille, leur mémoire dans ces lieux, leur tombeau dans le voisinage ; on vous dit de choisir irrévocablement entre cette fortune abstraite, quoique considérable, et cette terre vivante, animée, aimée, qui semble vous rendre l'amour que vous lui portez. Quel est l'homme de la nature qui hésitera un seul moment entre ce billet ou ce sac d'or, et cet arpent du sol paternel ? Pas un ; tous prendront le sol. C'est

que l'homme s'approprie et s'identifie en quelque sorte par la propriété certaines parties de la terre qu'il semble assimiler à sa propre substance, et auxquelles il infuse avec sa sueur une partie de sa sensibilité et de son individualité; c'est qu'entre ce sac d'or et cet arpent de rocher il y a l'amour qui décide le choix de l'homme. Et c'est cet amour que vous oubliez! c'est cet amour, c'est cette consubstantialité de la terre et de l'homme qui ennoblit, qui sanctifie la propriété, en élevant jusqu'à la puissance d'un sentiment ce que vous rabaissez par votre système au niveau d'un simple et froid calcul de valeur dans le dividende d'une action! Ah! toute la partie morale et sensible de la propriété vous échappe, vous l'effacez d'un trait de plume; et vous croyez connaître le cœur humain? Non! vous ne connaissez que l'arithmétique.

Cependant nous sommes loin de rabaisser l'école sociétaire, et d'omettre la puissante moralité de son principe de solidarité et de fraternité dans la fortune nationale et dans le travail humain. Nous disons seulement que, comme toutes les doctrines neuves, la ferveur l'emporte au delà de la vérité. Nous ne comparons rien, Dieu nous en garde! mais le christianisme lui-même, à quelques pas de sa source, s'égara ainsi dans les déductions logiques de son principe; il rêva la communauté des biens, le célibat universel, la transformation de la terre, le règne de

Dieu sur le siècle; il s'aperçut que la nature résistait à sa logique sublime, que la chair avait d'autres lois que l'esprit; il se plia aux nécessités, aux conditions, aux réalités humaines, et il ne conserva de ses divines doctrines que ce qui améliore l'humanité sans détruire l'homme. Il en sera de même du fouriérisme en économie sociale; ses disciples redescendront de leurs rêves sur le terrain vraiment solide, sur le sol des réalités; ils dépouilleront les chimères dont leur chaude imagination colorie leurs vérités, et il ne restera d'eux que ces trois grandes innovations qu'ils apportent à la science de la société : leur foi ardente et dévouée à l'amélioration indéfinie de l'espèce humaine; leur principe fécond d'association pour et par le travail; et enfin la *charité des masses*, qui les dévore et qui les justifie!

Enfin, entendez-vous par organisation du travail ce *communisme* politique et savant qui consiste à s'emparer, au nom de l'État, de la propriété et de la souveraineté des industries et du travail; à supprimer tout libre arbitre dans les citoyens qui possèdent, qui vendent, qui achètent, qui consomment; à créer ou à distribuer arbitrairement les produits, à établir des *maximum*, à régler les salaires, à discipliner le travail; en un mot, à substituer en tout l'État propriétaire et industriel aux citoyens déposés? Nous concevons que des jeunes gens à idées hardies et à caractère énergique se laissent séduire

quelques jours par cette illusion qui fait paraître grand ce qui est gigantesque, et fort ce qui n'est qu'audacieux. Ce système n'est autre chose que la *Convention appliquée au travail*, et tranchant les fortunes au lieu de couper des têtes pour démocratiser le revenu. Ces jeunes théoriciens, frappés des difficultés et des inconvénients de la liberté des industries, la suppriment au lieu de la régler; ils rêvent le 18 *brumaire des travailleurs*. Ils ont le sentiment, on pourrait même dire ils ont l'idée fixe du gouvernementalisme; ce sont les ultra-gouvernementaux du temps. Ils veulent que le gouvernement, pourvu qu'il soit démocratique, ose tout, fasse tout, tienne tout. La tyrannie, qui leur paraît exécrable en haut, leur paraît excellente en bas; ils oublient que l'arbitraire ne change pas de nature en se déplaçant, et que si l'arbitraire des rois ou des aristocrates est insolent, l'arbitraire du peuple est odieux. Nous ne nous étonnons que d'une chose, c'est que ces *fermes penseurs* ne poussent pas leur principe d'ultra-gouvernement jusqu'à ses conséquences et qu'ils ne suppriment pas la faculté de discussion, la liberté de penser et d'écrire. Cela serait logique; car, puisqu'ils veulent que le gouvernement démocratique possède, instruisse, adore, travaille, produise, vende et achète pour les citoyens, pourquoi ne le chargeraient-ils pas aussi de parler, d'écrire et de penser pour tout le monde?

L'unité serait plus complète et la servitude mieux assurée! Nous venons de dire le mot, ce système serait la servitude. Voilà pourquoi il ne séduira pas longtemps les âmes élevées et mâles qui le formulent aujourd'hui. Ces jeunes hommes reculeront devant leur ouvrage quand, au lieu de la liberté et de l'organisation du travail, ils auront trouvé au fond de la révolution et de la démocratie le monopole du gouvernement, la dépossession des citoyens et la servitude du travailleur. Une idée fausse peut séduire un moment leur esprit; un système dégradant ne séduira jamais leur cœur. C'est la propriété qui, des esclaves de l'antiquité et des serfs du moyen âge, a fait des citoyens. En rendant l'État seul propriétaire, que feraient-ils? Avec des citoyens ils referaient en réalité des serfs et des esclaves de l'État. L'État seul serait *libre*, les individus seraient tous prolétaires. Quel progrès! ce ne serait pas là le triomphe, ce serait le vertige de la démocratie.

Quant à l'organisation du travail par la fixation des salaires, comme le salaire n'est lui-même fixé que par le prix du produit, et que le prix du produit dépend exclusivement de l'offre et de la demande, aussi variables de leur nature que le besoin et le caprice du consommateur; à moins d'ordonner la consommation par autorité, comment fixer le salaire sans ruiner le producteur et sans tuer à l'instant le travail? Il faudrait donc fixer aussi la valeur des élé-

ments de travail, des denrées premières qui servent aux manufactures, le cocon de soie, le brin de coton, la laine du troupeau, la récolte du chanvre, de l'indigo, du lin, du blé, de la vigne, commander aux intempéries, gouverner les saisons, le ciel, la terre, les lois de la population? Le taux des salaires dépend de tout cela. Quelle main infailible se chargera de faire tous les jours cette terrible équation entre la faim de l'ouvrier, la circulation du numéraire, la demande du consommateur, les produits des saisons? Celui-là seul cependant pourrait fixer le prix des salaires et organiser le travail.

Et, d'ailleurs, où s'arrêterait ce que vous appelez travail, et par conséquent l'organisation du travail? Et qui donc ne travaille pas et n'aurait pas, selon vous, le même droit de demander que la société réglât, fixât, assurât le prix de son travail ou son salaire? Depuis le fonctionnaire jusqu'au manœuvre, la société n'est-elle pas une échelle non interrompue de travailleurs? Professions intellectuelles, professions manuelles, avocats, médecins, artistes, agriculteurs, écrivains, vous, moi, qui donc ne travaille pas pour sa part de salaire social? Faudrait-il assurer à l'avocat des causes? au médecin des malades? au laboureur des récoltes? à l'artiste des acheteurs? à l'écrivain des lecteurs? Mais régler tous les travaux et tous les salaires de tout ce qui, à un titre ou à un autre, travaille pour un salaire incertain, ce se-

rait régler la société tout entière, depuis le balayeur de vos rues jusqu'au ministre de vos autels; ce serait tarifier le moude. L'absurdité des conséquences prouve l'absurdité du principe. Il n'y a d'autre organisation du travail que sa liberté; il n'y a d'autre distribution des salaires que le travail lui-même, se rétribuant par ses œuvres, et se faisant à lui-même une justice que vos systèmes arbitraires ne lui feraient pas. Le libre arbitre du travail dans le producteur, dans le consommateur, dans le salaire, dans l'ouvrier, est aussi sacré que le libre arbitre de la conscience dans l'homme: en touchant à l'un on tue le mouvement, en touchant à l'autre on tue la moralité. Les meilleurs gouvernements sont ceux qui n'y touchent pas. Chaque fois qu'on y a touché, une catastrophe industrielle a frappé à la fois les gouvernements, les capitalistes et les ouvriers. La loi qui les gouverne est invisible: du moment qu'on l'écrit, elle disparaît sous la main.

Cessons donc de chercher l'introuvable; cessons d'agiter ces idées vides devant les yeux et aux oreilles des masses! Ces idées ne sont si sonores que parce qu'il n'y a rien dedans, si ce n'est du vent et des tempêtes. Elles crèveront dans toutes les mains qui voudront les presser. Ne donnez pas aux ouvriers ces espérances d'organisation forcée du travail qui les trompent, et qui leur font trouver plus cruelles les réalités contre lesquelles ils luttent, par

le contraste avec les chimères que vous faites resplendir devant eux ! Ne faites pas semblant d'avoir un secret, quand vous n'avez qu'un problème ; ne donnez pas la soif, quand vous n'avez pas l'eau ; ne donnez pas la faim, quand vous n'avez pas l'aliment ! Il n'y a rien de plus dangereux que de passionner le peuple pour l'impossible ! Respectez les passions du peuple. Elles sont le plus puissant levier des nationalités et des civilisations ! Ne les allumez pas en vain ; car quand elles brûlent on ne les éteint pas avec un peu de cendre, on ne les éteint que sous des flots de sang et sous les décombres d'une société !

En résumé, nous voulons que la société reconnaisse le droit au travail pour les cas extrêmes et dans des conditions définies.

Nous ne connaissons d'autre organisation possible du travail, dans un pays libre, que la liberté se répartissant elle-même par la concurrence, par la capacité et par la moralité.

Enfin, nous voulons que l'État se pénètre de la charité des masses, et s'interpose entre elles et leurs misères par l'association encouragée, par la solidarité légalisée, par l'enseignement prodigué, par les caisses d'épargne développées, par les colonisations, par l'adoption des enfants orphelins ou trop nombreux, par des avances en terrain à défricher, par des exemptions temporaires d'impôt, par des

enquêtes permanentes sur la condition des masses, par l'accessibilité croissante à la propriété, cette émancipation successive du prolétaire, et par une *taxe* ou plutôt par un *budget des pauvres*, institution méconnue et calomniée, qui, malgré ses abus dans ce pays, a préservé l'Angleterre de vingt révolutions, et dont nous démontrerons la nécessité à son heure. Entre l'égoïsme de la propriété et les souffrances du prolétaire, l'État doit tendre sa main, mais une main pleine de bienfaits et non pas d'arbitraire. Parler est bien, agir est mieux. Il y a plus de charité des masses dans une obole bien distribuée et bien administrée, que dans cent volumes de dissertations sociales et dans tout le *Bulletin des lois*.

RÉPONSE

AUX OUVRIERS DE PARIS

QUI ÉTAIENT VENUS FÉLICITER M. DE LAMARTINE SUR
SES DERNIERS DISCOURS.

MAI 1845.

MESSEIERS ,

Vous avez raison : quand des manifestations comme celles-ci ont lieu , quand des masses de citoyens se mettent en rapport direct avec les hommes politiques qui ont eu le bonheur d'exprimer leurs sentiments ou leurs idées , il importe que tout se passe en plein jour. Point de mauvaises pensées entre nous ! Les mauvaises pensées se cachent , les pensées loyales et honnêtes se manifestent et s'expriment tout haut !

Toute la différence entre l'esprit de faction et l'es-

prit de patriotisme est là. Penser tout haut, agir librement, c'est la conspiration des honnêtes gens.

Je ne suis pas étonné que l'opposition persévérante et toute parlementaire que je n'ai cessé de faire aux pensées fausses du gouvernement depuis que je suis à la Chambre, et notamment aux fortifications de Paris, m'attire de vous et de vos amis une marque si honorable d'adhésion.

Je comprends que cette couronne de forteresses armées inquiète les enfants des hommes du 14 juillet.

Je comprends que cette capitale murée de la France humilie les fils de nos soldats de 1792.

Était-elle donc murée la ville de la liberté, quand la patrie, menacée par la coalition des rois, à Pilnitz, fit appel, non aux pierres et au ciment comme aujourd'hui, mais aux cœurs et aux bras du peuple de Paris, et que vos pères, quittant leurs ateliers, allèrent défendre leur capitale, non pas à *Montmartre* ou au *mont Valérien*, mais sur tous les champs de bataille et dans toutes les capitales de la coalition?

Votre drapeau n'était pas planté immobile et comme enraciné alors sur les remparts de votre ville, mais il flottait libre au vent de la gloire sur tout le continent et sur toutes les mers!

Je ne dis pas cela pour exciter en vous des impatiences brutales de guerre. Non : hommes de travail ou d'intelligence, nous devons être dans ce

siècle des hommes de paix; et si j'ai quelquefois défendu et honoré ce gouvernement, dont je ne combats que les erreurs et les mauvaises tendances, c'est parce qu'au milieu de bien des fautes il aura du moins dans l'histoire le mérite d'avoir été un règne de paix.

De vos paroles ici, et des miennes, il y a peu de jours, à la tribune, la malveillance dont vous parlez voudrait sans doute conclure que vous êtes, que nous sommes de ceux qui croient que toute forme monarchique est une antipathie avec les intérêts de la nation. Il faut s'expliquer d'avance devant les calomnies que vous prévoyez.

Antipathie entre la royauté féodale et la nation? Oui : la royauté d'alors avait la prétention de posséder les peuples; les peuples se sont reconquis, et ne s'aliènent plus aux dynasties.

Antipathie entre un pouvoir constitutionnel héréditaire, qui résume seulement en lui l'unité et la perpétuité du pouvoir national? Non : la révolution de 89 et celle de 1830 l'ont décidé ainsi; vous ne voulez pas, je ne veux pas être moi-même plus révolutionnaire que deux révolutions!

La mission de la royauté nationale populaire, de la royauté unanime, c'est-à-dire personnifiant en elle, sans acception de profession et de classe, les droits et les intérêts de tous les citoyens, et faisant exécuter, dans l'intérêt de tous, la volonté mani-

festée de tous, a encore une belle mission dans le monde, si elle ne s'en laissait pas détourner par la routine ou par la peur de ses conseillers.

Chaque époque, sachez-le bien (car à vous aussi, grâce aux lumières qui descendent partout par l'instruction primaire, on peut vous citer l'histoire), chaque époque a eu sa royauté conforme aux intérêts dominants du moment. Le clergé, la noblesse, l'armée, ont eu leur monarchie à eux. Le temps de la monarchie des masses, c'est-à-dire de l'universalité des citoyens, est arrivé. Les soldats élevaient la leur et l'inauguraient sur le *pavois* ; vous avez inauguré la vôtre sur les bras des travailleurs : cette origine lui disait sa destinée et ses devoirs. Elle devait, comme vous l'observez en termes un peu aigres peut-être, comme je l'ai toujours dit moi-même, dans votre intérêt, à la tribune, elle devait se faire un appui, une base inébranlable de ces vingt millions d'hommes qui forment le sol de la société, qui travaillent pour elle, et qui lui donnent le plus largement leur vie et leur sang dans les périls de la patrie. La civilisation de l'intelligence et du travail, voilà ce temps-ci : c'est en leur nom qu'il faut régner ! Il faut faire de tous les prolétaires des citoyens élevés par degrés jusqu'à l'exercice d'un droit politique ; et si leur profession, leur défaut de loisir et d'études, leurs rudes travaux ne leur permettent pas d'y participer directement, il faut qu'ils y soient représentés

par des mandataires spéciaux pour nous éclairer sur leurs intérêts, leurs sentiments, leurs souffrances ; car, dans le gouvernement représentatif, qui n'a pas sa voix n'a pas son droit.

Eh bien ! quels sont les meilleurs amis de la royauté constitutionnelle, de ceux qui, comme nous, la conjuraient d'entrer dans ces voies et de se rallier en se retrem pant dans les masses — ou de ceux qui lui ont conseillé de se vieillir, de s'appuyer sur des institutions matérielles comme des bastions et des forts, et de se faire la royauté du petit nombre, la royauté d'une oligarchie, quand elle peut être la royauté de tous les intérêts honnêtes et de tous les droits légitimes de la nation ?

Quand un gouvernement s'est longtemps enfoncé dans ces fausses routes, il vient un jour où il s'expose à s'entendre dire le mot terrible de la Fayette aux négociateurs de Saint-Cloud : « Il est trop tard ! »

Mais non, nous n'en sommes pas là, grâce à Dieu ! Il est encore temps, il sera toujours temps avec des institutions qui permettent de tout rectifier sans violence, et de ramener les peuples à la patience, les gouvernements à la vérité. C'est en vain que ces forteresses se dressent autour de la capitale de la pensée et de la liberté ; il y a, si jamais elles inspiraient de mauvaises tentations à ceux qui les posséderont dans l'avenir, il y a une artillerie qui est de force à lutter avec ces canons : c'est l'esprit public, c'est

l'opinion ! Il n'y a pas de puissance matérielle contre l'explosion de l'âme d'un grand peuple. Le cœur de l'homme est la plus grande et la plus incompréhensible de toutes les forces de la création. Quand il éclate, il emporte tout. Évitions, vous par votre sagesse, nous par nos loyaux avertissements, ces explosions, ces révolutions qui ne sont légitimes que quand il ne reste plus de sens dans les conseils des gouvernements, de légalité dans leurs actes, et plus de patience dans le cœur des peuples.

Dans quelques jours, l'armement des fortifications sera une loi, et nous devons constitutionnellement nous taire. Mais soyez tranquilles ! alors même que ces remparts seront armés de leurs trois mille bouches à feu, elles pourront être, aux yeux de l'avenir, une ruineuse puérilité de patriotisme ou de despotisme éventuel. Elles ne seront jamais un danger d'asservissement, tant qu'il y aura en face de ces bastions une presse indépendante, une tribune debout, des voix intrépides, et des cœurs comme les vôtres, pour leur répondre du fond du peuple de Paris et des départements, et pour répandre parmi ces masses d'où vous sortez, avec le respect de l'ordre, le sentiment de leur inviolabilité légale, de leurs devoirs et de leurs droits.

POURQUOI
M. DE LAMARTINE
EST SEUL¹.

14 SEPTEMBRE 1845.

Le *Siècle* reproduit, d'après le *Courrier*, un article qui n'est déjà lui-même que la reproduction d'une certaine rumeur malveillante. Cette rumeur sème que M. de Lamartine est peut-être digne d'une certaine attention dans son pays; mais qu'il est seul, systématiquement isolé, c'est-à-dire insignifiant dans les affaires, et que ses idées (s'il en a), son caractère trop entier, son imagination trop chimérique pour les réalités, son ambition trop haute pour les petites conquêtes, le condamnent à un éternel isolement. C'est dommage, ajoutent-ils avec indulgence.

¹ Cet article est une réponse à un article du *Courrier* et du *Siècle*.

« Les principaux hommes parlementaires sont depuis
 « longtemps en scène : ils doivent être fatigués. Le
 « public pourrait se fatiguer lui-même. M. de Lamar-
 « tine, en prenant son rôle au pouvoir, renouvelle-
 « rait un peu le drame : il nous offrirait quelques
 « variétés de politique dynastique ou populaire. Mais
 « il est seul ; n'y pensons plus. C'est bien assez, du
 « reste, de trois ou quatre hommes pour remplir un
 « siècle. » Tel est à peu près le sens de ces articles,
 et de quelques mots du *Globe*, de la *Réforme* et
 d'autres journaux encore, sur le même sujet.

Essayons de répondre.

D'abord, M. de Lamartine est-il bien *seul*? Il nous
 souvient qu'à l'époque de la *coalition parlementaire*
 de 1838, et pendant toute la durée du ministère du
 1^{er} mars, M. de Lamartine, appelé aux réunions du
 parti conservateur, et partageant avec ce parti l'hor-
 reur de la guerre pour la guerre et le respect de la
 constitution, se rendit à visage découvert dans ces
 réunions, s'incorpora très-loyalement et très-solide-
 ment dans les rangs menacés, et ne combattit pas
 moins énergiquement qu'eux, au milieu d'eux, pen-
 dant cette crise qui dura deux ans, pour préserver
 la France d'une guerre de dupes, et le parlement de
 la domination d'une intrigue. Les conservateurs ne
 s'aperçurent ni de ces prétendues excentricités d'i-
 dées, ni de cet excès d'ambition, ni de cette ver-
 satilité de conduite, caractère convenu du député de

préparés, bâtis, fondus, armés sous sa main, pouvait, à un jour donné, intimider la constitution après l'avoir corrompue, donner l'uniforme aux opinions, discipliner l'élection, subordonner le parlement, et convertir la royauté démocratique en royauté militaire. Et fut-il seul alors? nous le demandons à l'accueil unanime qui lui fut fait dans l'opposition. En changeant non d'opinion, mais de terrain, il put croire qu'il n'avait fait que changer d'amis. Nous le demandons à ceux qui ont entendu son dernier discours à la Chambre sur les dangers de la constitution, il y a trois mois. Était-il seul, en descendant de la tribune, dans les groupes amis de deux cents de ses collègues qui retrouvaient leurs sentiments dans les siens? Seul quand il monte à la tribune, s'il est multiple quand il en descend, que vous importe?

Mais admettons qu'il soit seul : qu'en concluez-vous? Que c'est sa faute sans doute, et qu'il stérilise, ainsi par inintelligence ou par vanité, les facultés que vous lui attribuez et les services qu'il pourrait, selon vous, rendre à son pays. Eh bien! raisonnons. M. de Lamartine n'aurait qu'une manière de n'être pas seul : ce serait de s'allier et de se confondre avec un des partis actuellement existants dans la Chambre. Il y en a cinq : le parti légitimiste, le parti républicain, le parti de M. Guizot, le parti de M. Thiers, le parti de M. Barrot.

Le parti légitimiste et le parti républicain sont en

dehors de la constitution : nous ne pouvons en parler que pour mémoire. Quelles que soient les dispositions présumées d'un homme parlementaire envers l'un ou l'autre de ces partis, vous ne lui proposez pas, sans doute, de monter à la tribune ou d'entrer au conseil pour y proclamer une restauration, ou pour y conspirer une révolution ! Restent donc les trois partis parlementaires représentés, pour le moment, par trois noms d'hommes éminents à différents titres, et auxquels M. de Lamartine aurait pu, selon vous, porter ou emprunter de la force en se ralliant à eux. Voyons si cela est vrai. Supposons, par exemple, que M. de Lamartine se fût rallié à ce qu'on appelle aujourd'hui le tiers-parti dans la Chambre : que serait-il arrivé ? Que M. de Lamartine aurait fait tout ce qu'a fait ce parti depuis quinze ans, c'est-à-dire tout ce que l'esprit de la révolution de Juillet accuse et condamne avec M. de Lamartine dans la conduite de ce parti. Il aurait demandé l'hérédité de la pairie, pour immobiliser sur quelques têtes l'égalité et le pouvoir démocratiques. Il aurait mutilé, en les réprimant trop, les libertés nationales, le lendemain du jour où la nation les avait conquises. Il aurait nié le droit d'association aux opinions. Il aurait contesté le droit de représentation plus large au pays. Il aurait institué un tribunal d'État dans la cour des pairs, et donne ainsi aux citoyens d'autres juges que les citoyens.

Il aurait fait les lois de septembre. Il aurait noué la coalition parlementaire avec M. Guizot. Il aurait pris le pouvoir des mains de la coalition triomphante. Il se serait trompé sur l'affaire d'Orient, la question vitale, le pivot, le levier de toute politique étrangère pour la France. Il aurait rompu toutes nos alliances, agité la guerre sur l'Europe sans l'intimider. Après des mots en avant et des pas en arrière, il aurait reconnu la nécessité de sa chute et laissé la France dans la crise : le beau résultat ! A ce prix, M. de Lamartine aurait été ministre, oui ; mais serait-il conforme à lui-même ?

Supposons maintenant que M. de Lamartine se fût rallié au parti de M. Guizot. Qu'aurait-il fait ? Il aurait professé l'omnipotence oligarchique de la classe moyenne, au lieu de l'omnipotence nationale de la démocratie tout entière. Il aurait voté les lois murées qui, en refoulant le peuple hors de la constitution, ont forcé le parti de M. Guizot à inventer le nom de *pays légal*, et à déclarer ainsi une nouvelle espèce de féodalité, la féodalité de la loi. Il aurait fait une coalition parlementaire avec les ennemis de sa politique, pour surgir dans une confusion des partis. Il aurait représenté, comme ambassadeur en Angleterre, la politique erronée de 1840. Il aurait vu trop tard cette politique prête à éclater en guerre générale dans sa main. Il aurait assisté à Londres à la signature d'une nouvelle coalition des

puissances contre la France. Il serait revenu à Paris reprendre le pouvoir des mains de ce parti conservateur qu'il avait décimé et humilié. Il aurait désavoué, comme ministre conservateur, la politique orientale qu'il avait professée comme ambassadeur du 1^{er} mars. Il aurait renoué, avec peu de dignité, les liens de l'alliance rompue par lui-même entre la France et l'Angleterre. Il aurait livré l'Orient aux Anglais et aux Russes. Il aurait désintéressé la France de la plus vaste succession que jamais la décomposition d'un empire ait ouverte au monde depuis le démembrement de l'empire de Constantin. Il aurait, lui homme libéral, accompli, par nécessité de situation, l'œuvre la plus illibérale et la plus soldatesque des temps modernes : *les fortifications de Paris*. Il aurait, lui homme probe, semé la cupidité dans une démocratie naissante, pour recueillir de serviles majorités au gouvernement. Il aurait fait de petites conquêtes microscopiques dans l'Océanie ou dans les mers de Chine, pour amuser le pays avec des hochets dangereux, pendant qu'on lui dérochait sa liberté au dedans et sa part dans des empires au dehors. Il aurait donné pour mot d'ordre à son parti, cette maxime des gouvernements qui glissent sur leur pente vers la chute : « Rester au timon, enrayer le char, et gagner du temps ! » Est-ce là la gloire que vous reprochez à M. de Lamartine de n'avoir pas voulu partager ?

Reste le parti de M. Barrot, le chef nominal et respecté de l'opposition constitutionnelle. Voyons encore si c'est par la faute de M. de Lamartine que l'alliance n'est pas complète et indissoluble entre M. de Lamartine et ce parti. Le parti de M. Barrot n'a pas compromis sa main dans les affaires. Il a la virginité des partis; il a l'irresponsabilité des théories; il a le désintéressement des abstractions. Au lieu de se faire action et volonté, il s'est fait équilibre et contre-poids : c'est une opposition de bascule. Que s'ensuit-il pour ce parti? C'est que tout le monde s'en sert, et qu'il ne se sert de personne. Chaque fois qu'un homme tombé du pouvoir a besoin d'un appoint pour y remonter, il se tourne vers le parti de M. Barrot, il lui adresse un sourire, il lui tend une phrase amorcée d'un peu d'opposition; le parti de M. Barrot fait un signe d'assentiment, il applaudit, il vote, et l'opposition donne la majorité à un de ses ennemis. Cela s'est vu sous la coalition; cela s'est vu pour M. Guizot; cela se voit pour M. Thiers; cela se verra tant que le parti de M. Barrot aura plus de magnanimité que de mémoire. Cela fait le plus grand honneur à la générosité des hommes; cela fait le plus grand tort au parti. Le parti de M. Barrot met son cœur dans les affaires : il n'y faut mettre que sa raison. L'opposition constitutionnelle a ainsi de l'importance, mais point de volonté. Elle semble avoir fait

vœu de laisser toujours gouverner son pays par un autre. Cela a pour elle un danger plus grave : c'est que son abnégation du pouvoir et sa complaisance pour ses alliés la décréditent dans l'opinion, et lui font accepter la responsabilité des actes les plus opposés à sa nature et à ses principes. C'est ainsi qu'elle a voté l'alliance avec M. Guizot pendant la coalition, les erreurs de la politique étrangère de M. Thiers pendant le ministère de 1840, les fonds secrets, la régence, et enfin les fortifications de Paris. C'est ainsi qu'elle a reculé, de position en position, jusque sur cette déplorable position des *faits accomplis*, ces Fourches Caudines de la révolution de Juillet ! Qui l'a menée là ? Est-ce M. de Lamartine ? N'a-t-il pas toujours protesté, au contraire, contre ces transactions ? L'accusez-vous d'être resté seul, d'avoir conservé son individualité politique ? de s'être rangé de côté pendant que ces adultères de l'opposition et du système s'accomplissaient pour enfanter les illusions et les repentirs de la gauche ? Cependant, quoique M. de Lamartine ne se dissimule aucune des fantes, des faiblesses, des langueurs de l'opposition dynastique, il a tant d'analogie de principes, tant de parenté d'idées, tant de conformité de vues libérales avec ce parti ; il a de plus, tant d'estime invétérée pour le caractère et le talent du chef de la gauche, qu'il a plusieurs fois proposé l'alliance à ce parti du haut de la tribune. Il lui a fait les avances

comme il convient à l'homme nouveau en face d'hommes anciens. Cela ne lui a rien coûté. Les esprits de ces hommes s'entendent; leurs cœurs se touchent; leurs mains se serrent naturellement. Mais c'était l'alliance avec le parti de M. Barrot, et non avec la politique de M. Thiers sous le nom de M. Barrot. Il a dit à l'opposition : « Je serai avec vous, mais à la condition que vous serez vous-même avec vous-même. Si vous ne voulez avoir ni mémoire, ni prudence, ni politique, ni hommes à vous, je me retire. J'accepte vos idées, vos antécédents, vos vues, votre chef légitime : je n'accepte rien des autres. L'isolement est quelquefois une faiblesse, quelquefois une force : dans tous les cas l'isolement est triste, mais j'aime mieux être isolé que confondu. » L'opposition n'a point écouté ces paroles, et M. de Lamartine est seul. Et s'il n'était pas seul, nous vous demandons ce qu'il serait ?

Mais n'y a-t-il pas d'autres hommes aussi isolés que lui dans la Chambre ? Et puis, est-ce que la France n'est pas souvent comme eux ? est-ce que la France est toujours nécessairement avec un de ces trois partis, ou un de ces trois hommes ? Avec M. Guizot, par exemple, quand il arrête le mouvement d'une saccade si brusque, qu'il fait reculer le gouvernement de Juillet jusque par delà la Restauration ? Avec M. Thiers, quand il agite l'Europe de

souvenirs trop éloquents, et qu'il dessine les fortifications de Paris, comme une constitution du sabre, sur le sol qui a dévoré les bastilles? Avec M. Barrot, quand, après de magnifiques discours, il accorde des capitulations trop généreuses, cède le champ de bataille après l'avoir conquis, et laisse confondre son drapeau avec celui de ses ennemis?

Non, la France n'est ni avec celui-ci, ni avec celui-là, ni avec l'autre, dans de pareils moments. Elle est seule apparemment selon vous, puisqu'elle n'est avec aucun de ces partis exclusivement. Eh bien! M. de Lamartine est seul comme la France, seul comme plusieurs de ses éminents collègues. On peut accepter la solitude ainsi, et se consoler, à ce prix, de ne pas faire nombre dans un parti, ou de ne pas faire groupe dans un cabinet.

Mais d'ailleurs, pour être de quelque utilité à son temps et à son pays, est-il donc absolument indispensable de faire nombre dans un parti et groupe dans un ministère? Les ministères de l'opinion ne valent-ils pas quelquefois les ministères de la couronne? Les hommes politiques qui ont le plus remué les choses de leur temps ont-ils donc été tous des ministres? Fénelon, Machiavel, Franklin, Burke, Fox, Sheridan, Mirabeau, la Fayette, Foy, Manuel, Royer-Collard mort hier dans la retraite, ont-ils renfermé leur génie, leur influence, leurs actions dans des portefenilles? Ils ont été de grands ministres pour-

tant, mais des ministres sans portefeuilles; des ministres de la pensée, de l'indépendance, de la raison, de leur époque et de leur pays. M. de Lamartine ne se plaindrait certes pas, si nous comparions son nom au nom du dernier des hommes publics que nous venons de citer; il se glorifierait, nous n'en doutons pas, de son isolement à ce prix. Il ne demande rien à personne: nous croyons même qu'il ne désire rien. Sans doute il n'est pas (quoiqu'on l'en accuse) du nombre de ces politiques contemplatifs, de ces platoniciens de la liberté qui font vœu de ne jamais toucher aux affaires, de ne jamais se compromettre avec les difficultés du ministère, de peur d'y trahir une impuissance dont ils ont le secret, ou d'y altérer une popularité qui a toujours besoin d'être rafraîchie par le vent de l'opposition. Non! son entrée dans la Chambre, ses études politiques, ses luttres, son sacrifice souvent répété de toute popularité, nous attestent qu'il ne craint pas l'action publique, et que s'il avait le nombre, l'occasion, la crise, il se grouperait autour d'un pouvoir libéral avec autant de dévouement qu'autour d'un principed'opposition. Le pouvoir, au bout du compte, est le but des idées. Gouverner, c'est réaliser. Mais il n'est donné à personne de presser le pas des événements, ni de devancer la maturité des choses. La fortune, comme disent les anciens, s'est réservé une large part dans la destinée des hommes, indépen-

damment de leur valeur. Elle a quelquefois voulu que l'abbé Dubois fût à Versailles, et que Fénelon fût à Cambrai. En politique, l'homme fait le rôle sans doute, mais c'est la Providence qui fait la pièce. Quand la pièce n'appelle pas l'homme, il faut savoir rester hors de la scène, et se contenter d'un rôle qui est peut-être le plus beau des rôles dans un pays où la liberté se fonde, et où il y a plus d'ambition que de vertu publique : — le rôle du citoyen !

UN PRINCIPE

ET

POINT DE PARTIS.

20 NOVEMBRE 1845.

Dieu a placé la tête plus haut que le cœur, pour que la raison domine le sentiment. Voilà pourquoi nous osons dire : La révolution de Juillet fut un grand jour, bien que la révolution de Juillet déchirât dans notre âme des habitudes, et contristât ce qu'il y avait de sensitif en nous. Périssent nos sentiments plutôt qu'un principe ! Le mot de Barnave est le mot des grandes convictions. Ce fut le nôtre. La révolution de Juillet, bien prise et bien conduite, pouvait être le règne du principe libéral et populaire, la renaissance de la liberté, le second avènement du peuple, non plus du peuple *affranchi* récent de l'aristocratie

et du despotisme, faisant irruption, ses chaînes brisées à la main, à travers des flots de sang, dans le champ sans limites de sa souveraineté tumultueuse, prenant le désordre pour la liberté et le délire pour la force; mais du peuple libre, organisé, instruit par l'expérience, prudent contre lui-même, corrigé de ses engouements par ses favoris, guéri de la guerre et détrompé de la conquête par la dure gloire de l'empire, et se préparant à régner aux conditions de tout règne durable : une grande pensée, une grande volonté, une grande modération.

Qu'est devenu ce beau jour? Qu'est devenu ce peuple? Qu'est devenu ce règne en espérance? La révolution de Juillet n'était pas encore refroidie, qu'elle ne savait plus où était son principe, et que déjà les partis s'en emparaient. Ils ont pullulé depuis, et ils se sont subdivisés aujourd'hui tellement, qu'ils méritent plutôt le nom de *coteries* que celui de *factions*, et qu'il est difficile de savoir avec qui et contre qui l'on vit. On nous demande sans cesse à nous-même : « De quel parti êtes-vous? » Nous ne pouvons pas répondre, et nous restons, en apparence, honteux et confondu. Est-ce notre honte ou celle des partis? Le temps le saura.

Certes, nous ne méprisons pas les partis, quand ils sont l'agglomération bien définie et bien résolue d'une pensée et d'une volonté collectives qui se groupent, qui pensent, qui écrivent, qui parlent,

qui agissent, qui votent pour faire triompher ce qu'ils croient la vérité politique. Mais nous n'honorons pas de ce nom ceux qui ne savent ni ce qu'ils veulent, ni ce qu'ils disent, ni ce qu'ils font. Nous ne comptons pas non plus ceux qui ont la franchise d'avouer tout haut qu'ils ne veulent rien que la domination, et qui brouillent les idées comme on mêle les cartes au jeu, pour en faire sortir la fortune.

Ainsi, il y a trois grands partis en France que nous comprenons, et auxquels nous avons constamment rendu justice, quelquefois honneur, tout en nous séparant d'eux sous plusieurs rapports. Il y a un parti honorable, propriétaire d'une grande part du sol, illustre par les noms, respectable par l'antiquité, puissant par la fortune, accrédité par les traditions, appuyé sur la religion, allié naturel de la vieille Église, cher à l'armée parce qu'il a toujours manié les armes, monarchique comme le vieux sol français qu'il a mille fois arrosé de son sang; ce parti, royaliste par nature, dit au pays : « Vous « voulez deux choses : la monarchie et la liberté; « nous, et nous seuls, nous pouvons vous donner « l'une et l'autre. La monarchie a deux conditions : « le droit et le prestige. On ne supprime pas le « droit, on ne brise pas la légitimité de la succession héréditaire au trône par un caprice de trois « jours, on ne substitue pas une branche nouvelle

« sur le vieux tronc monarchique, sans que le peuple s'en aperçoive et sans que la justice crie dans les cœurs. On n'improvise pas une dynastie. La monarchie n'a qu'une racine dans le sol : si vous la coupez, l'arbre fleurira quelques jours encore, puis il séchera. C'est nous qui avons la vraie monarchie en principe, en réserve et en exil. Prenez-la, et elle vous rend, avec les sympathies de l'Europe, le choix des alliances qui, depuis quinze ans, s'écartent de vous. Par les alliances, vous doublez les forces de votre nationalité ; de plus, la légitimité est seule assez incontestable pour pouvoir supporter sans chanceler les assauts des partis et les orages de la presse et de la tribune dans un gouvernement représentatif. Il faut que le sol soit solide sous les pas tumultueux d'une démocratie. Ce qui consolide le sol, c'est l'antiquité des droits au trône, c'est le respect inné pour la dynastie. Que voulez-vous espérer de prestige d'une dynastie qui est plus jeune que les plus jeunes de vos fils et que vos enfants ont vue naître ? Quels yeux peut éblouir une couronne qui était hier un chapeau?... Sans doute c'est le *couronnement* du peuple ; mais, dans l'imagination des hommes, le sacre des choses, c'est le temps ! »

Voilà un parti ! Il sait ce qu'il veut, et il le dit nettement. A vous de juger.

Il y a un autre parti, composé des hommes les

plus jeunes d'opinion, les plus logiques de raisonnement, les plus intrépides de conviction, qui tirent leur filiation intellectuelle par le sentiment ou par l'idée des grands noms populaires de la révolution, et qui devancent, par la pensée, le pas toujours lent et toujours hésitant des peuples. Ils disent à la France : « Pourquoi vous arrêtez-vous dans un con-
« tre-sens? Vous êtes et vous voulez être de plus en
« plus une démocratie. Qu'est-ce que la démocratie?
« C'est la négation du principe d'hérédité et l'ap-
« plication du principe d'élection dans le gouverne-
« ment à tous les degrés. C'est la souveraineté arra-
« chée à un seul et restituée à tous. C'est un peuple
« de citoyens, ou plutôt c'est un peuple de rois tous
« réégaux, et régnant eux-mêmes par leur propre ma-
« gistrature, au lieu de donner procuration de régner
« pour eux. Le dépositaire unique et permanent du
« pouvoir abusera du dépôt; il se créera des intérêts
« différents de ceux du peuple; exception couron-
« née dans l'État, il aura des pensées exceptionnelles
« comme la situation que vous lui faites. Il sera tenté
« de profiter du privilège d'un seul, pour renverser
« le droit de tous. Pourquoi créer ce danger per-
« manent à la constitution? Qu'est-ce qu'une tête
« héréditaire sur un corps électif? Qu'est-ce que cette
« puissance dynastique, inventée et armée de vos
« propres mains pour avoir le dangereux passe-temps
« de lutter contre elle? Ou ce chef héréditaire es-

« fort, ou il est faible. S'il est fort, il vous dompte
« ou il vous corrompt. S'il est faible, vous le con-
« traignez et vous le dominez. A quoi bon ce rouage
« suranné dans le mécanisme? Soyez conséquents.
« Il n'y a pas de nation qui résiste à un défaut de
« logique dans ses institutions. Ou déclarez-vous
« déchus de la souveraineté du peuple, on consentez
« à appeler la démocratie par son nom! Il n'y a pas
« de milieu. »

Voilà encore un parti qui parle haut. Répondez, si vous savez répondre! Si quelques-uns de ses indignes et faux apôtres n'avaient pas écrit ses théories à l'encre rouge, s'il avait rassuré au lieu de menacer l'avenir, l'avenir s'approcherait peut-être de lui.

Enfin, il y a un troisième grand parti en France. C'est celui du gouvernement actuel; c'est celui de cette nombreuse, honnête, courageuse, laborieuse, intelligente et opulente classe intermédiaire du pays qui a fait la révolution de Juillet sans le savoir, qui a accepté l'inconséquence sans la vouloir, et qui s'efforce de la justifier sans le pouvoir. « Que nous importent, disent-ils, l'antiquité des uns, les théories des autres? Périissent les théories, et que le gouvernement de Juillet soit sauvé! La révolution nous fait peur, et il y a de quoi. elle nous a montré son fantôme trois jours, c'est assez! Nous nous sommes courageusement ralliés pour la re-

« fouler dans ses faubourgs et dans ses clubs. Nous
« étions pressés de refaire bien vite une monarchie ;
« nous avons pris ce que nous avions sous la main ,
« un *fait*, au lieu d'un *principe*. Nous avons eu la
« main heureuse : notre prince a été la bonne for-
« tune de notre révolution. Sa patience et sa sa-
« gesse ont tout usé. Il semble que Dieu lui ait ac-
« cordé, comme à Josué, le don d'arrêter les jours
« pour avoir le temps, non d'exterminer, mais de
« laisser les partis. Nous n'avons pas eu la préten-
« tion d'inventer des formes nouvelles de gouver-
« nement ; nous avons une monarchie *telle qu'elle* ;
« elle protège nos vies, nos maisons, nos biens, nos
« trafics, nos enfants, nos frontières, l'ordre dans
« la rue, la sécurité du foyer, la paix de l'Europe.
« Nous sommes loin de vous disputer vos logiques ;
« mais, pour nous, la première logique c'est de vi-
« vre. Notre idéal, à nous, c'est le salut public, et
« le nôtre d'abord. »

Voilà un parti encore qui sait ce qu'il veut, qui veut de bonnes choses en effet, qui les dit bien, et qui agit avec persévérance et courage. Ce parti a des hommes supérieurs à son service. *Casimir Perrier* lui fait ses *journées* contre l'anarchie ; le maréchal Soult lui fait son armée ; celui-ci lui fait ses évolutions, celui-là lui fait ses théories ; une tête, cachée derrière le nuage sacré des fictions constitutionnelles, lui fait, comme *Nama*, sa pensée permanente et sa

politique continue. Encore une fois, voilà des partis ! Nous comprenons qu'on délibère et qu'on choisisse, et qu'on s'honore de s'attacher à l'un ou à l'autre de ces grands centres d'opinion.

Mais, en dehors de ces trois grands et sérieux partis, il y a dans la presse et dans la Chambre je ne sais combien de partis qui s'appellent depuis quinze ans l'opposition, gauche dynastique, gauche constitutionnelle, gauche modérée, centre gauche, tiers-parti, opposition entière, demi-opposition, quart d'opposition, ombre d'opposition, enfin (et c'est le pis) *semblant* d'opposition !... Comment s'y reconnaître ? Nous exceptons un bon nombre d'hommes d'opposition qui, comme nous, ont toujours répugné à ces tactiques. Et vous appelez cela des partis ? Et vous condamnez des hommes sérieux, quand ils entrent dans la Chambre, à se ranger nécessairement et irrévocablement sous un de ces mille petits drapeaux, ou plutôt de ces mouchoirs troués sans ampleur et sans couleur, et qui, bien loin de pouvoir se déployer sur la politique d'un grand peuple, ne sont pas même assez larges pour cacher les mesquines ambitions des groupes qui les portent ! Non, non, gardez vos suffrages, si vous les mettez à ce prix !

Nous savons bien qu'il existe là depuis quinze ans un parti nombreux d'opposition constitutionnelle, qu'on appelle la *grande gauche*, et qui emprunte

aux hommes consciencieux qui le composent, au nom, à la probité proverbiale, au talent sans rival de son orateur, une autorité, un respect, un éclat, qui ont fait longtemps l'espoir de l'opinion libérale en France. On aimerait à s'y rallier. Mais, pour s'y rallier, il faudrait savoir sur quel terrain on rencontrera ce parti. Cela n'est pas si aisé qu'on le croit. Il ne tient pas assez ferme et assez longtemps sur la même place pour qu'on soit sûr de le retrouver où on l'a laissé. Vous arrivez toujours au rendez-vous de ses opinions une heure ou un an après qu'il l'a quitté. Ainsi, il demande l'alliance anglaise et la guerre pour la cause européenne de la Pologne? Vous arrivez : il est à l'anglophobie, à la paix et à l'alliance avec la Russie! Il demande la réforme électorale? Vous accourez : il n'en parle plus, et tout au plus vous permettrait-il de soupirer bien bas pour adjoindre quelques jurés à la liste des quelques électeurs d'une nation dite souveraine! Il fulmine contre les forteresses détachées, dont un pouvoir ombrageux rêve d'enceindre la capitale? Vous arrivez, et vous arrivez juste le jour où il vote en masse les forts, l'enceinte, les bastions, les canons, la poudre et les boulets des fortifications de Paris! Vous croyez vous rattraper sur la question de la régence, et qu'il va, conformément à ses principes et à son instinct populaire, réserver à la nation le choix de son *inter-roi*? Vous arrivez, et vous le trouvez se sépa-

rant de son chef pour voter avec les ministres une régence présomptive et par anticipation, c'est-à-dire *deux rois pour un* ! Il flétrit la corruption dans une de ses sources les plus bourbeuses, les fonds secrets ? Vous arrivez, et vous le trouvez votant les fonds secrets avec le 1^{er} mars ! Enfin, vous pensez fermement l'atteindre sur le terrain de la révision complète des lois de septembre, et de toutes ces lois d'exception, et de toutes ces mesures préventives, et de toutes ces politiques étrangères contre lesquelles il a tonné cent fois dans ses journaux, dans ses banquets, dans ses tribunes ? Vous arrivez, et vous le trouvez allié avec celui des ministres qui a gagné contre lui toutes ces batailles, s'inspirant des conseils de son ennemi naturel et de son vainqueur, et campé, immobile et satisfait, sur le terrain des *faits accomplis* ! En vérité, ce parti semble s'être donné ce problème à résoudre : *Jusqu'où peut aller la résignation d'une opposition d'honnêtes gens* ? L'avenir lui décernera de grands éloges et de grands étonnements aussi ! Il a des principes généreux et libéraux ; il a des intentions droites et pures ; il a des désintéressements antiques ; il a des voix retentissantes dans le pays, et dignes de retentir dans la postérité. Qu'en fait-il ? Ses orateurs montent à la tribune, éclatent en colères patriotiques, en menaces sévères, en prophéties de ruine contre le gouvernement d'intimidation ou de corruption qui les

écoute, le menton sur la paume de la main. Ils redescendent, et tout est dit. Cela ressemble à un sol-fège d'opposition, pour exercer la voix des parleurs. Les notes sont superbes, les airs sont sublimes, les intonations merveilleuses; mais sur ces beaux airs il n'y a point de paroles, ou sous ces paroles il n'y a point de volonté. Mazarin disait : « La nation chante, je suis tranquille. » Le gouvernement de Juillet peut dire : « La coalition parle, n'ayons pas peur, et passons notre chemin. »

Et vous appelez cela une tactique ! et c'est là l'emploi qu'un parti qui se dit politique fait de tant de patriotisme, de talent et de vertu publique brillant inutilement sur le pays ! Qu'a-t-il fait ? qu'a-t-il empêché ? O heureux gouvernement, d'avoir devant lui de si cléments adversaires ! Dites-nous un rêve monarchique de Juillet qui n'ait pas été accompli, ou en dépit ou par les concessions de ce parti ? Hommes éminents de l'opposition constitutionnelle, réveillez-vous, levez-vous, il est temps ! soyez un parti, soyez une volonté, soyez vous-mêmes ! séparez-vous des alliés qui vous dénaturent ! C'est l'avertissement du pays ; c'est le pressentiment de l'avenir ; c'est la voix d'un ami désintéressé qui vous le crie ! Si vous tardez davantage, vous perdrez non-seulement vos principes, vous perdrez jusqu'à votre popularité ; vous perdrez jusqu'à votre nom ; on ne vous appellera pas dans l'histoire l'opposition de quinze

ans, on vous appellera la *patience* d'un règne!

Quaat à nous, contristés de l'erreur de tels partis, nous trouvons plus sûr, plus glorieux, plus utile de nous attacher à ce qui ne faiblit pas, à ce qui ne plie pas, à ce qui ne transige pas : aux principes.

On nous demande souvent : « Quel est votre principe ? » Nous répondons comme le parti du gouvernement : « Nous ne l'avons pas inventé; c'est celui de la révolution française à son origine, à l'heure où elle prophétisait dans le calme sublimé de ses pensées, et non à l'heure où elle se déchirait elle-même dans la violence de ses luttes et dans l'impatience de ses colères. C'est l'organisation toujours plus complète et plus développée de la souveraineté du peuple, en entendant par peuple non une seule classe, mais toutes les classes de la nation, sans privilège comme sans dégradation pour aucune. Nous croyons que les gouvernements ne sont inventés que pour faire avancer les idées et triompher l'intelligence et le droit des nations : nous croyons que l'intelligence, les idées, le droit, appartiennent aux nations et non aux aristocraties, aux théocraties, ou aux rois; et que, si elles ne veulent pas être constamment niées, trahies, faussées, enchaînées, attardées, confisquées, retournées contre le peuple, il faut qu'elles règnent elles-mêmes par le peuple et pour le peuple. — Vous voulez donc renverser la constitution semi-monarchique de votre pays? nous dit-on. — Nous

ne sommes pas des conjurés ni de mauvais citoyens, avons-nous répondu cent fois; nous ne voulons rien renverser, mais nous voulons fermement extraire du temps les conséquences nécessaires, loyales, justes et même modérées qu'il renferme. Or, quel est pour nous le principe de la révolution et du gouvernement de Juillet que nous avons accepté des lèvres et juré du cœur, après sérieuse délibération? Nous sommes bien fâché de le dire; nous demandons bien pardon d'avoir à passer la main sur ce principe couvert depuis dix ans de la poussière de l'oubli, et de le faire revivre et briller une minute aux yeux qu'il éblouit et qu'il importune : c'est le mot que la révolution de Juillet proféra elle-même, de sa propre bouche, le jour où elle savait le mieux ce qu'elle disait, puisque c'était le jour de sa bataille, de son triomphe et de sa grandeur. Les révolutions sont comme les sibylles antiques : elles ne disent jamais mieux le mot du destin que dans l'accès même de leur inspiration; c'est leur enthousiasme qui leur arrache leur secret. Ce secret, ce mot du destin de la révolution de Juillet, second accès de la révolution de 1789, c'est : « La meilleure des républiques! »

Qu'est-ce que veut dire ce mot? Il a plus de sens qu'on ne lui en attribue communément; il veut dire ceci : « Nous voulons et nous devons démocratiser la nation. La démocratie, c'est-à-dire le gouvernement du peuple tout entier comporte, dans son ac-

« ception rigoureuse, la *forme républicaine*, c'est-à-
« dire le gouvernement électif et temporaire partout.
« Mais les théories en matière d'institutions ne sont
« pas absolues; elles contre-balancent l'idée par la
« prudence. Soyons logiques en créant les institu-
« tions démocratiques, électives, *républicaines*, dans
« tout le mécanisme de notre charte. Soyons pru-
« dents en laissant subsister la forme, l'unité et la
« perpétuité monarchiques au dernier degré de ces
« institutions. Conservons un chef national qui s'ap-
« pellera roi, qui aura certaines prérogatives du pou-
« voir réel et tous ses respects, mais qui ne sera au-
« fond que le peuple couronné, et qui ne pourra se
« mouvoir, penser, agir, régner, que pour l'idée et
« pour l'intérêt du peuple. Ce sera la *meilleure des*
« *républiques*. Pourquoi? parce qu'elle conciliera les
« traditions avec les réformes, les habitudes avec
« les innovations. Le roi sera la *prudence* de notre
« démocratie. » Voilà le sens. Nous ne l'examinons
pas; nous le racontons.

Mais qui peut contester que de deux principes
contraires, incrustés par la prudence même dans le
cadre d'un gouvernement, il ne résulte une lutte in-
time et éternelle? C'est ce qui a lieu; c'est ce qui
aura lieu dans un antagonisme mal posé, jusqu'à ce
qu'un des deux principes dévore l'autre. Cela s'ap-
pelle le jeu des institutions, jeu qui finit quelquefois
sérieusement comme en 1791 et en 1830, *quod*

Deus avertat! Dans ce jeu, chacun prend parti, selon le temps, les dangers, les circonstances, pour celui des deux principes qu'il croit le plus utile ou le plus menacé. Les uns veulent monarchiser la république, les autres veulent républicaniser moralement la monarchie; nous sommes franchement du nombre de ces derniers. Sans rien renverser, sans violer ni une lettre ni un esprit de la charte, sans pousser notre pays aux révolutions violentes, ces hasards qui sauvent tout ou qui perdent tout, nous voulons, le plus possible, dans les conditions compatibles avec la prudence et l'honnêteté, démocratiser l'institution de Juillet, exercer la nation au gouvernement d'elle-même, émanciper ses idées, ses droits, ses volontés, son action, grandir le peuple sans abaisser le roi; en un mot, accomplir la pensée de la révolution, en attendant que les siècles s'expliquent : — *La meilleure des républiques.*

C'est tout le mystère de nos opinions. Eh bien! depuis 1834, qui est-ce qui grandit, de la royauté ou de la démocratie? quel est le principe qui dévore l'autre, sous les yeux et sous les yeux souvent aveuglés de l'opposition? Pouvez-vous le demander en face d'une loi électorale qui restreint à deux cent mille citoyens l'exercice de la pensée, du droit, de la souveraineté populaire? Pouvez-vous le demander en face du code qui supprime l'association entre citoyens, soit pour se communiquer la pensée de Dieu,

soit pour s'entretenir du salut de l'État ou de la propagation de leurs idées communes? Pouvez-vous le demander en face des lois sur la presse, ce verbe du peuple, incriminé et saisissable jusque dans l'instrument matériel de l'imprimeur? Pouvez-vous le demander en face des lois qui suppriment le jury, ce jugement du peuple, pour les crimes politiques et même pour les crimes de la pensée? Pouvez-vous le demander en face des lois de septembre? Pouvez-vous le demander en face de la loi de régence, qui supprime d'avance et à jamais la volonté du peuple dans le choix de son roi temporaire? Pouvez-vous le demander enfin en face des fortifications de Paris, poids de deux mille pièces de canon, qui rompt à jamais l'équilibre entre la prérogative du roi, chef de l'armée, et la prérogative du peuple délibérant dans un camp? Non, vous ne le pouvez pas, de bonne foi! Et cependant vous vous alliez, pour défaire ou pour surveiller tout cet arsenal du principe monarchique, avec qui? avec les ministres mêmes qui ont fait tout cela!!! Et cependant vous vous résignez, la bouche muette et les yeux fermés, à ce que vous ne cessiez d'appeler les *faits accomplis*! Est-ce que jamais elle est accomplie la résistance aux entreprises d'un principe qui s'exagère et qui déborde, tant que ces entreprises elles-mêmes n'ont pas accompli l'abaissement et l'anéantissement du principe populaire? Est-ce que jamais il est accom-

pli le murmure de la raison et de la conscience contre les erreurs, les sophismes, les séductions des gouvernements? Est-ce que jamais il est accompli le triomphe de la servitude morale, tant qu'il reste une voix et un geste aux orateurs de la liberté? Est-ce que jamais il est accompli le devoir d'une opposition sérieuse?... Pendant que l'usurpation légale veille toujours, y a-t-il une heure où l'opposition puisse s'endormir?

On vous met un anneau de fer au petit doigt, vous dites, Le fait est accompli, et vous ne remuez plus la main! un chaînon au bras gauche, vous dites : Le fait est accompli! un autre au bras droit : Le fait est accompli! une chaîne enfin à tous les membres : Le fait est parfaitement accompli!... Hommes consciencieux, mais imprévoyants, ne voyez-vous pas que si vous aviez d'abord secoué le petit doigt, puis les bras, puis les jambes, puis le corps, à toutes ces entreprises d'usurpation légale sur votre liberté et sur les droits de la nation, rien ne s'accomplissait; mais qu'en tendant ainsi les bras, les membres, le corps et l'âme, à ces tentatives encouragées de la réaction ultra-monarchique, elle finira par enchaîner jusqu'à votre langue?

Voilà pourquoi nous nous attachons au dogme national seul, et, nous le disons à vous et aux autres, tant que vous resterez dans ces alliances et dans ces résignations : UN PRINCIPE ET POINT DE PARTIS!

SUR LA NAVIGATION DE LA SEINE

ENTRE ROUEN ET LA MER.

DISCOURS

PRONONCE

DANS LA SÉANCE DU 4 MARS 1846.

MESSIEURS,

Il est impossible de ne pas estimer l'infatigable persévérance et le courage avec lesquels l'honorable rapporteur, le préopinant, la commission, défendent ici leurs convictions. Mais les convictions, quelque honorables, quelque puissantes qu'elles soient, ne sont des raisons que pour ceux qui les partagent. (Très-bien ! très-bien !)

Jusqu'à présent il m'a été impossible, en prêtant toute mon attention à la discussion, de partager les

scrupules que M. le rapporteur et l'honorable préopinant ont essayé de faire valoir à la tribune.

Je ne me dissimule pas mon incompetence : je ne suis ni ingénieur ni marin, et à ce titre je devrais peut-être me récuser. Cependant, Messieurs, je me suis dit, dès le commencement de cette discussion, animé que j'étais par des convictions toutes différentes, qu'il y a des cas où l'ignorance même ne doit pas se récuser pour cause d'ignorance ; qu'il y a des cas où l'esprit de système est plus dangereux que l'ignorance elle-même ; car l'ignorance comme la mienne se laisse convaincre, et l'esprit de système, qui n'est quelquefois qu'une science obstinée, résiste souvent à la lumière, que nous, nous admettons comme l'évidence. (C'est vrai ! — Très-bien !)

Permettez-moi donc quelques mots sur l'ensemble de la question.

Que voyons-nous depuis le commencement de cette séance ? Nous voyons un grand pays, car la question ne se borne pas à l'enceinte de Rouen et à sa banlieue ; nous voyons le fleuve national, celui qui a pour ainsi dire donné son nom à notre capitale ; nous voyons Rouen, le Birmingham, le Manchester de notre pays, une ville qui a été placée, je ne dirai pas par le hasard, mais par la sagesse de ceux qui l'ont fondée, à ce point précis où la navigation maritime cesse et où la navigation fluviale commence, ce point territorial, remarquez-le bien.

si important, si précis pour l'assiette des grandes villes, que les anciens, vous le savez tous, le considéraient comme fatal et comme sacré, tant il paraissait indiqué, par la nature elle-même, pour l'assiette des villes que le commerce et l'industrie devaient grandir. Nous voyons de plus des populations riveraines dont on élevait tout à l'heure devant vous, avec raison, le chiffre à plusieurs millions d'hommes, non-seulement des populations agricoles, mais des populations éminemment industrielles, des populations qui exportent et qui importent, qui empruntent à la mer, à tout le littoral de la France, à celui de la mer du Nord, les éléments mêmes, non-seulement de la fabrique de Rouen, mais de la fabrique de Paris, du travail des 200,000 ouvriers de la capitale, et qui par là même, par les influences des prix de transport, qui n'échappent à aucun économiste dans cette enceinte, peuvent accroître d'un quart, d'un tiers, quelquefois même d'un demi, les éléments du travail national, et par conséquent lui faire subir dans la concurrence un détriment que vous déploreriez bien un jour de n'avoir pas voulu combler par la misérable expérience des deux ou trois millions qu'on vous demande aujourd'hui. Sont-ce donc là des intérêts si minimes? Quoi! des populations de 5 ou 6 millions qui vous demandent, d'une voix unanime, la tentative... le succès est à Dieu, mais la tentative est aux hommes

(Sensation); la tentative de cette expérience qui intéresse le commerce, l'industrie, le cabotage tout entier !

Je demande deux minutes d'attention à la Chambre; je ne l'importunerai pas longtemps.

Je disais, Messieurs, que ce ne sont pas là des intérêts si minimes que cette ville de 120,000 âmes, cette navigation, ce fleuve allongé de 112 kilomètres pour notre navigation, dont vous parlait l'honorable secrétaire d'État des travaux publics; que cette voie navigable arrivant indirectement jusqu'à Paris, lorsque Rouen deviendra le second port de la Seine; que ces marchandises, ces éléments de votre travail à meilleur marché; et enfin, remarquez-le bien, c'est là pour moi l'intérêt principal, c'est celui qui m'a fait monter à la tribune, l'intérêt de votre navigation, l'intérêt de votre commerce de cabotage; les 4,600 matelots inscrits sur les deux rives de la Seine à votre inscription maritime dans un temps, ne vous le dissimulez pas, où l'instruction générale autant que la raison, autant que la lumière de ce pays-ci le porte, le précipite pour ainsi dire vers sa marine, et dans un temps où, en contemplant sa marine, il a la douleur de voir le chiffre de l'inscription française de 120 ou 150,000 matelots, tandis que le chiffre de l'inscription maritime du pays avec lequel nous devons lutter navalemment, militairement, commercialement, est de plus de 300,000 matelots.

Aujourd'hui, dans un état comparatif pareil, pouvez-vous refuser l'occasion d'améliorer des moyens de navigation qui prolongeront votre navigation maritime et fluviale, qui prolongeront l'action, le commerce, le contact de tous les ports de cette France qui est une presqu'île entre deux mers, au profit de la rivalité que nous devons tous manifester, envier, fortifier ici, soit que nous la considérions du point de vue maritime, soit que nous la considérions du point de vue politique, soit que nous la considérions du point de vue de nos flottes, que nous devons reporter sur les mers au point où elles étaient, et d'où elles sont malheureusement descendues? (Très-bien ! très-bien !)

On vous a parlé des chemins de fer. Mais formerez-vous des marins sur vos wagons? Abriterez-vous vos flottes dans des embarcadères? L'Angleterre a des chemins de fer plus que vous : néglige-t-elle la Tamise à Londres, et la Clyde à Glasgow?

Voilà l'intérêt qui m'a principalement amené à la tribune, et qui m'y attire votre intérêt et vos sympathies.

Qu'oppose-t-on à la satisfaction d'intérêts si divers et des passions si justes de cette assemblée tout entière? Qu'oppose-t-on? Deux obstacles (passez-moi le mot) techniques, deux obstacles purement techniques; et on vous effraye avec la persistance, l'autorité et le talent du rapporteur et de la commis-

sion, on vous effraye par les monstrueuses difficultés qu'on accumule à cette tribune devant l'œuvre que vous voulez et que vous devez tenter.

Un seul mot sur ces deux obstacles.

Ils ont été déjà effacés, tout à l'heure, par la parole puissante de M. Arago, qui, heureusement, m'a précédé à cette tribune, et qui, avec l'autorité de la science, a balayé d'avance une partie des difficultés que moi, faible ignorant, j'aurais rencontrées, et que peut-être je n'aurais pu écarter. Je reviens sur ces deux obstacles.

L'un est la barre, et l'autre la traverse.

La barre : on vous l'a dit, M. Arago n'a laissé, à cet égard, aucun scrupule dans l'esprit de cette assemblée ; il a donné des raisons, il a cité des exemples ; il vous a montré le Gange, la Clyde, tous les grands et petits fleuves sur lesquels on a voulu tenter les œuvres de ce genre, et qui, presque partout, ont récompensé le courage, l'industrie et la persistance des hommes, aidés par la science et le temps. La nature est venue, pour ainsi dire, elle-même, résoudre le problème que nous nous proposons. Les dernières grandes crues de la Seine (j'en appelle aux députés de Rouen et de toutes les localités riveraines de ce grand fleuve), les grandes crues de la Seine, en aplanissant, en perçant au milieu du fleuve un chenal nouveau, ont fait (ce qui arrive toujours en pareil cas), ont fait disparaître, en grande partie,

sinon la barre, du moins l'élévation et le danger de cet obstacle naturel, sous lequel M. d'Angeville nous menaçait de voir toute notre marine engloutie.

Quant à la traverse, la question a été parfaitement élucidée. Vous savez que c'est un bas-fond mobile au milieu du lit d'un fleuve, c'est-à-dire dans les meilleures conditions pour faire jouer contre cet obstacle les forces de l'art, les forces de la nature. C'est un obstacle qui, pour ainsi dire, est venu se mettre au-devant de la chasse naturelle qu'avec le talent de vos ingénieurs et la pensée du projet, vous parviendrez à diriger sur le point même que vous voulez percer ou rejeter, comme on le disait tout à l'heure, d'un côté ou de l'autre. Ne vous préoccupez pas du danger : une clameur unanime de la Chambre a répondu à l'objection de l'honorable M. de Bussièrès, sur les prétendus dangers que vous alliez faire courir au Havre : le Havre lui-même a souri des dangers que vous voyiez pour sa navigation.

M. LE RAPPORTEUR. Le Havre a protesté plusieurs fois.

M. LEVAVASSEUR. Le Havre ne proteste pas.

M. DE LAMARTINE. Messieurs, puisque j'ai prononcé le nom du Havre, permettez-moi d'exprimer devant la Chambre la pensée que ce nom suscite en moi, et qui m'était suscitée également tout à l'heure par un de nos honorables collègues; et si je prononçais son nom à la tribune (il ne me l'a pas permis), ce nom

serait une autorité. Je me disais : Voyez les votes de la Chambre depuis plus de dix années; que comportent-ils pour la ville du Havre, pour le port du Havre, pour cette grande navigation que nous voulons établir à l'instar de la Tamise, s'il est possible à l'art de vaincre la nature?

Qu'avez-vous voté pour le Havre? Des crédits dont l'ensemble ne montera pas bientôt à moins de 100 millions...

M. GARNIER-PAGÈS. 107 millions!

M. DE LAMARTINE. 107 millions, me dit l'honorable M. Garnier-Pagès; 107 millions d'améliorations, de créations, de fortifications, de chenaux, de port, d'avant-port, pour la ville du Havre!

Que voulez-vous donc faire du Havre, et quelle est donc la pensée d'un grand pays qui jetterait ainsi 100 et 107 millions dans les sables d'un point sablonneux perdu sur son littoral? Ce pays n'a-t-il point de pensée? Évidemment ce pays a une pensée; il a plus qu'une pensée, il a un instinct, un instinct qui est la pensée même de la nature dans l'homme; l'instinct qui est le sentiment irréflecti, qui est la création instantanée de la vérité par l'évidence, la manifestation des grandes œuvres commandées à une nation. Il veut un port militaire au Havre, il veut un port commercial important, non-seulement pour ses flottes, mais pour la marine marchande. Savez-vous ce qu'il veut? Il y veut le port de la capi-

talé, le port de Paris; il y veut le port de la nation, il finira par le conquérir. (Sensation.)

Au moment où vous donnez 107 millions à la ville du Havre pour en faire le port de Paris, que feriez-vous si vous suiviez les timides conseils de votre commission? et voyez dans quel non-sens tomberait ce pays. Vous auriez d'un côté la ville de Paris avec son million d'âmes; vous auriez ensuite les nombreuses populations riveraines de la Seine, la ville de Rouen avec sa banlieue ne formant pas moins de 240,000 ouvriers, travailleurs de toute nature; vous auriez le port du Havre; et entre ce port du Havre et Paris, entre le capital et l'intérêt, passez-moi l'expression, vous auriez une rivière non navigable à la voile, vous auriez ce banc de Quillebœuf à Villequier, qui intimiderait votre navigation et votre cabotage; vous auriez à tout jamais, et toujours grossissante, la barre dont vous n'auriez pas voulu détruire la base en creusant un chenal naturel au milieu du lit du fleuve, dans l'obstacle que vous rencontrez aujourd'hui.

Il est impossible que la France s'arrête à une telle difficulté. On vous dit : « Lutte avec la nature, la nature sera plus forte que vous. »

Messieurs, une pensée contraire et plus vraie a soulevé mon âme à l'instant où j'entendais cette assertion : Vous ne lutterez pas avec la nature ! Je le demande à l'homme qui tout à l'heure décrivait avec

tant de lucidité les miracles et les prodiges de l'art humain appliqué à la nature, lutter avec la nature ! mais c'est l'homme tout entier. (Sensation prolongée.)

C'est la vie humaine, c'est la vie des nations tout entières. Ce grain de foi avec lequel dans les livres saints on nous dit que nous soulevons les montagnes et que l'on comble les vallées, ce grain de foi qu'est-il autre chose que l'intelligence assistée de son premier ministre, la science appliquant la volonté, la persévérance humaine, à dompter la création ? (Très-bien ! très-bien !)

Messieurs, on m'avertit de finir, et je finis. (Non ! non ! parlez !) L'heure avancée, l'attention sans doute fatiguée de la Chambre... (Non, non ! parlez, parlez ! parlez toujours !)

Eh bien ! puisque vous daignez m'encourager à dire quelques mots, je vous obéis.

Sans doute je respecte les travaux, les scrupules, la persévérance de la commission et de son savant rapporteur. Ils ont raison de le dire, il est dangereux quelquefois de lutter avec la nature ; mais quand cela est-il dangereux ? c'est quand on n'entre pas dans le sens de la nature. Mais si j'en crois mes faibles lumières, en écoutant tout à l'heure l'honorable M. Legrand et l'honorable M. Arago, j'ai compris, sans être mathématicien, que des digues longitudinales submersives, recevant le flot

sans y faire obstacle, conservant derrière elles les détritns, les débris sablonneux, les alluvions, et élevant ainsi successivement le double littoral du fleuve pendant qu'elles en resserrent le cours, et qu'elles forment, pour ainsi dire, une *chasse* naturelle, mais une chasse indomptable, invincible, travaillant toujours, le jour et la nuit, travaillant avec la masse qui descend perpétuellement des montagnes de la Bourgogne, et creusant insensiblement cette barre que vous croyiez insurmontable; j'ai compris à l'instant que nous travaillons dans le sens de la nature, et que nous aurons le temps et la création elle-même pour auxiliaires de nos travaux. (Sensation.)

Permettez-moi, Messieurs, à ce sujet, de vous citer une anecdote presque personnelle. Cela me reporte aux heureuses années de ma jeunesse, que j'ai passées dans un autre pays que celui-ci, lorsque je représentais la France auprès d'un jeune souverain qui a depuis continué l'œuvre de civilisation, d'industrie et de paix dont il donnait alors les premiers indices au monde. Je veux parler du grand-duc de Toscane, le digne petit-fils du grand Léopold, ce premier philosophe couronné. (Très bien ! à gauche.)

Il existait en Italie un obstacle séculaire, éternel, contre lequel les hommes, les gouvernements, les arts, les trésors de ce grand peuple romain ont lutté

en vain pendant bien longtemps. Je veux parler des marais Pontins. Vous savez quels efforts, quels trésors, quels milliers d'hommes Jules César, les empereurs, les papes. Sixte-Quint, Pie VI, avaient inutilement engloutis dans ces marais qui infectent, pestifèrent la plus belle partie de la péninsule italienne. Eh bien ! il s'est trouvé un jeune souverain, bien loin de la richesse, de la puissance incommensurable de l'empire romain, de cette papauté dont je vous signalais tout à l'heure les efforts ; un petit prince, s'il est permis de donner le nom de petit à un homme véritablement grand par le cœur, un petit souverain par la nation restreinte qu'il gouverne. Un obstacle semblable à celui de la barre, qui n'en est qu'une continuation, les marais Pontins, 200 lieues carrées, se présente en Toscane. Ce prince a eu le courage de l'aborder comme nous aborderons la Seine, bravant les difficultés, les intimidations, les scrupules de tout genre qu'on lui opposait. Cela ne l'arrêta pas.

Un jour, il me fit l'honneur de me conduire moi-même au centre de ses opérations à peine commencées. Je fus frappé, je fus effrayé, comme M. d'Angeville, de cette lutte avec l'impossible, qui consistait à épuiser des marais de 240 lieues carrées, une mer qui ne présentait, pour ainsi dire, pas d'écoulement ; et je dis à ce prince : « Qui est-ce qui peut vous donner l'audace, qui est-ce qui peut

vous donner la confiance d'attaquer ainsi, avec des forces bornées, une puissance, pour ainsi dire, séculaire et illimitée comme l'insalubrité, comme l'aridité du rivage que vous prétendez féconder et rendre à votre population? Qui est-ce qui vous donne ce courage?— Qui est ce qui me donne ce courage? me répondit-il. C'est la certitude que nous travaillons dans le sens de la nature. Tant que l'homme travaille à tâtons, tant qu'il cherche le sens des grands phénomènes naturels, il est vaincu, incertain; mais une fois qu'il est sûr d'avoir rencontré le vrai sens des éléments, bien loin d'avoir contre lui les forces de la création, il a, pour ainsi dire, avec le temps, les forces de Dieu lui-même. Voilà ce qui me fait agir...» Et il a triomphé, et depuis seize ans il rend chaque année aux populations toscanes, à la culture, à la salubrité, jusqu'à 30 lieues carrées. (Très-bien! très-bien!) L'impossible n'existe pas devant la science et devant la volonté; et ce souverain courageux et persévérant a réussi, et il est béni par le nouveau peuple dont il agrandit ainsi le domaine, et il le sera par la postérité! Voilà, Messieurs, comment on finit par vaincre les obstacles! Et je dirai à ceux qui nous présentent ces difficultés comme insurmontables : « Que prétendez-vous faire? Prétendez-vous vous croiser les bras devant cette impossibilité de la navigation qui stérilise la plus belle partie de notre France, qui frappe votre

capitale elle-même dans ses manufactures et ses produits? Non, sans doute, vous ne le voulez pas. Eh bien! qu'avez-vous donc à faire? Une épreuve, au moins. »

Je termine par là : Que vous demandons-nous ? à quoi vous supplions-nous de consentir ? à une expérience, Messieurs, de 2, 3, 4 millions même : j'en voterais davantage pour suivre la pensée de M. Arago et de l'auteur de l'amendement. On vous demande une expérience de 3 ou 4 millions. Qui pourrait affirmer que cette expérience sera heureuse ? personne ; mais vous pouvez affirmer qu'elle sera néanmoins profondément utile. (Oui ! oui !)

Messieurs, est-ce donc avec des systèmes que vous résoudrez un tel problème ? Est-ce avec ce choc des opinions et des conjectures d'où ne sort jamais que le doute ? Non ! non ! c'est avec l'expérience !

Faites-la donc ! et quand elle ne réussirait pas (car qui peut affirmer l'inconnu ?), quand elle ne ferait que calmer, apaiser, éclairer les passions, les illusions, si vous voulez, d'amélioration et de prospérité de la ville de Rouen et des 5 millions de populations riveraines et de tous vos ports de mer en rapport avec Rouen, ne serait-ce pas là un motif suffisant pour la tenter ? (Très-bien ! très-bien !)

Mais je dis plus : quand cette expérience n'aurait pour résultat, même en échouant, que d'arracher

enfin son secret au fleuve, son secret à la marée, son mystère à la navigation maritime de la Seine; oui, quand elle n'aurait pour résultat que d'arracher le *oui* ou le *non* à la nature!... (Sensation. — Interruption.) oui, d'arracher le *oui* ou le *non* définitif à la nature sur la possibilité ou l'impossibilité de prolonger de 120 kilomètres la navigation française (Très-bien!), ce *oui* ou ce *non* arraché à la nature vaut à lui seul vos 2 millions!

(De toutes parts : Très-bien! très-bien!

Une vive agitation règne dans la salle.)

POUR L'ABOLITION
DE L'IMPOT DU SEL.

DISCOURS

PRONONCÉ

DANS LA SÉANCE DU 22 AVRIL 1846.

MESSIEURS,

Si cette question dans son avenir ne devait appartenir qu'à la Chambre seule, elle me semblerait suffisamment instruite pour lui épargner la peine d'entendre un orateur de plus, mais comme elle appartient à l'opinion du dehors, et que, dans la hiérarchie parlementaire, elle parcourra les diverses phases de la législation et passera devant une autre Chambre, je crois utile que chacun, de son point de vue, éclaire la question, et présente l'ordre des motifs dont il est le plus frappé. C'est ce qui fait que je de-

mande quelques minutes seulement à cette assemblée pour résumer la discussion. (Parlez ! parlez !)

Hier, Messieurs, en écoutant M. le ministre des finances avec attention, et, je dirai plus, avec respect, car je ne me dissimule pas qu'il accomplissait un devoir qui lui semblait à lui-même pénible, le devoir de gardien, de gardien trop sévère, mais de gardien du trésor; en l'écoutant, dis-je, je m'interrogeais consciencieusement moi-même (car enfin la tribune doit être probe avant tout); oui, je me demandais : Si j'étais à sa place, si j'étais un homme d'État gouvernant les affaires financières de mon pays, et que la proposition d'abolir l'impôt du sel me fût soumise, repousserais-je cette proposition, ou aurais-je le courage de l'adopter? Et je me répondais : Je l'adopterais. Oui; après avoir bien mûrement, bien sérieusement débattu'en moi les motifs de ma décision, il ne reste pas l'ombre d'un doute dans mon esprit, j'adopterais la proposition.

Et cependant, Messieurs, je ne me dissimule pas plus que M. le ministre des finances, pas plus qu'aucun d'entre nous, j'ose le dire, les difficultés, les périls apparents de cette question.

Je sais que la première qualité d'un impôt, c'est d'être converti en habitude, c'est de plier, pour ainsi dire, dans les mœurs toutes les conditions, toutes les situations, toutes les fortunes, sous son joug. Je crois que rien au monde n'est plus diffi-

cile pour un gouvernement que de substituer un impôt à un autre impôt; je sais, car j'ai lu l'histoire, que non-seulement de grands troubles, mais presque des révolutions, n'ont eu d'autre motif que le déplacement et le remplacement de l'impôt; que le royaume de Naples, par exemple, a failli échapper à la maison d'Espagne, dans les séditions de Mazaniello, pour une misérable taxe sur le poisson; que, dans le temps où la maison d'Autriche possédait la Belgique, à Gand, à Bruges, à Bruxelles, partout il y a eu des commotions incessantes et presque révolutionnaires, à l'occasion de quoi? à l'occasion d'un impôt sur la drèche ou sur la bière. Enfin, Messieurs, un fait que nous avons sous les yeux, et qui doit être dans la pensée de tout le monde, à la fin du dernier siècle vous avez vu, à l'occasion d'un impôt impopulaire sur le thé, sur une denrée à peu près analogue à celle dont nous nous occupons aujourd'hui (Rumeurs négatives), nous avons vu l'Amérique conquérir son indépendance; nous avons vu d'une question d'impôt mal posée naître, quoi? l'indépendance d'un continent tout entier. Vous voyez que je ne me dissimule et que je ne veux dissimuler à la Chambre aucune des gravités de la question.

Je ne me fais pas illusion davantage sur la valeur (que l'honorable auteur de la proposition me pardonne, et que ses adversaires me pardonnent

aussi), sur la valeur des différents chiffres qui ont été réciproquement présentés, combattus, discutés devant vous à la tribune, comme devant servir de base à vos résolutions.

J'ai beaucoup étudié l'économie politique dans ma vie, bien qu'on ne m'en soupçonne pas. (On rit.) J'ai passé de longues années de ma vie à étudier profondément toutes les matières de l'économie politique. Pourquoi? Parce que, animé de bonne heure d'un sens politique qui était une révélation de vocation invincible en moi, j'avais besoin d'étudier, avant l'âme, le corps de la politique; et que l'économie politique, c'est véritablement la politique incarnée dans les faits et dans les institutions populaires. J'ai appris dans cette étude ce que valent les statistiques; j'en demande bien pardon aux partisans de la statistique qui se trouvent ici, excusez cette comparaison vulgaire : les prestidigitateurs font leurs tours avec des gobelets; les économistes font leurs théories avec des statistiques. (On rit. — C'est vrai!) Ainsi, ne discutons pas trop les chiffres : notre intention, la mienne du moins, et, je le crois, celle de la commission tout entière, n'est pas de faire illusion à la Chambre avec des chiffres; ce n'est pas l'intention de M. le ministre, ce n'est pas la nôtre; et je dirai plus, à l'honneur du sentiment qui se révèle presque unanimement dans cette assemblée, ce serait une honte pour nous.

Nous sommes assez généreux pour ne pas vouloir nous tromper nous-mêmes sur la nature de la proposition. Oui, nous savons qu'il y a un sacrifice, et nous avons le courage de mesurer la portée du sacrifice que nous voulons faire au peuple; et ce sacrifice, il sera d'autant plus glorieux, d'autant plus méritoire, que nous nous le serons moins dissimulé à nous-mêmes en l'offrant généreusement, volontairement à notre pays. (Très-bien ! très-bien !)

Partons donc de ce point : il y a un sacrifice. M. le ministre des finances disait hier, avec beaucoup de vérité sous un rapport, avec un peu d'erreur sous d'autres, qu'il n'y avait de bons impôts que ceux qui portaient principalement sur les masses. Il aurait pu trouver (un de mes collègues m'en faisait l'observation tout à l'heure) un exemple de cette assertion dans la discussion même qui nous occupe.

La consommation humaine du sel est de 170 à 190 millions de kilogrammes. Or, comment se fait cette consommation ? Pincée par pincée, grain à grain ; c'est en portant sur la masse universelle des citoyens que se forme cette consommation colossale de près de 200 millions de kilogrammes ; tandis que la consommation industrielle, la consommation agricole, c'est-à-dire les consommations qui arrivent au consommateur par quintaux métriques, produisent 25 millions d'un côté, 55 millions d'un autre.

C'est un exemple pour la théorie de M. le ministre

des finances, je ne le conteste pas ; mais ce que je conteste, c'est la portée que donnait à sa pensée M. le ministre des finances.

Non, Messieurs, il n'est pas vrai que les meilleurs impôts soient ceux qui portent sur les plus grandes masses, à moins que ces impôts ne portent avec justice, avec équité, avec égalité parfaite. Or, Messieurs, telle n'est pas la condition de l'impôt du sel.

Que M. le ministre des finances me permette de relever une pensée qui ne lui a sans doute pas échappé dans l'intérieur de son cabinet, mais qui lui a échappé hier dans la discussion : c'est qu'au point où nous sommes arrivés en politique et en économie politique, l'impôt lui-même, ne l'oubliez pas, a sa moralité et son immoralité. Vous aurez beau dire qu'un impôt est productif : si vous ne prouvez pas qu'un impôt est juste, vous n'avez rien fait. (Très-bien !) Vous direz en vain que votre impôt produit des millions à votre trésor : s'il pèse d'un poids plus considérable sur les classes les plus souffrantes, les plus dénuées de ressources de votre ordre social ; si votre impôt pèse davantage sur les classes les plus rapprochées de la terre, et pour lesquelles la consommation que vous leur disputez est un besoin pour ainsi dire vital, oui, vous remplirez votre trésor, vous le remplirez des millions que vous énumériez hier. Mais ne l'oubliez pas, votre trésor, en se remplissant de ces millions, se remplira aussi des murmures, se

remplira des privations du peuple, se remplira des récriminations des partis, se remplira de cette désaffection sociale qu'une législation sage doit toujours écarter des bases des institutions, des bases de son ministère des finances, comme de celles de l'État lui-même. (Très-bien ! très-bien !)

Messieurs, je suis obligé d'abrégér immensément les considérations que j'aurais à présenter. Il est une raison surtout qui m'a amené, après quelques jours de réflexion, d'un point très-différent de celui de la commission, je l'avoue, à défendre à mon tour la mesure de l'abolition de l'impôt du sel. Je me suis dit : Y a-t-il une moralité parfaite dans l'impôt du sel ? y a-t-il, je ne dirai pas cette bienveillance, cette charité dont nous voudrions tant voir le nom écrit dans nos lois ? y a-t-il seulement équité ? c'est-à-dire cet impôt est-il proportionnel ? est-il mesuré aux forces de ceux qui sont obligés de le supporter ? proportionne-t-il le fardeau aux forces ? ne froisse-t-il pas le peuple dans sa vie même ?

Je me suis fait une réponse bien simple, bien vulgaire, et que j'ai honte, pour ainsi dire, d'apporter devant vous. Je me suis dit : Quel est le phénomène de la consommation du sel ? Ce phénomène spécial, c'est celui-ci : Le sel est peut-être, de toutes les substances naturelles, la seule qui ne soit pas susceptible d'un accroissement indéfini de consommation ; pourquoi ? Parce que la nature elle-même a

mis les bornes de cette consommation dans l'organisation de l'homme ; parce que la nature elle-même a mis dans le palais de l'homme la mesure, la même pour tous, de la consommation du sel ; parce que le riche, quelle que soit sa richesse, ne peut pas en consommer plus que l'indigent : au contraire, Messieurs, c'est le pauvre qui, par la qualité grossière de ses aliments, en emploie le plus : une olive salée dans le Midi, un hareng salé dans le Nord, du fromage partout, voilà la nourriture des classes laborieuses. Et c'est cette nourriture grossière, sans autre assaisonnement que le sel, que vous frappez ! C'est la graisse du bétail, du mouton, du porc élevé par les pauvres agriculteurs.

Or, je n'ai pas besoin d'insister sur cette considération, déjà épuisée, de l'alimentation du peuple ; mais tirez vous-mêmes la conséquence. Comme nous avons, sur une population de 35 millions d'habitants, au moins 30 millions de pauvres, relativement parlant, contre 5 millions d'hommes qu'on peut appeler aisés, c'est sur ces 30 millions d'habitants que porte principalement le poids de l'impôt du sel ; c'est-à-dire que ce poids porte évidemment sur la partie la plus nombreuse, la plus souffrante, la plus nécessiteuse de notre population ; c'est-à-dire, en un mot, que cet impôt de 71,600,000 fr. est payé, en grande partie, au profit de l'aisance, par ceux qui sont les plus dénués de ressources, et

porte, non-seulement sur leur bourse, mais sur leur existence : car une observation physiologique bien remarquable, que j'entendais faire hier par un illustre médecin dans cette enceinte, c'est que le sel est reconnu physiologiquement un des éléments constitutifs du corps humain, et que, par conséquent, cet impôt pèse, non-seulement sur la misère, mais sur la vie, sur l'organisme humain, comme si vous imposiez le sang ou les nerfs de l'homme. (Sensation.) C'est un impôt de 72 millions que vous faites porter, pour la plus grande partie, sur l'existence, sur la santé, sur la force même de l'homme, et surtout sur les habitants des campagnes.

Voilà des considérations qu'aucune valeur de chiffres ne pourra effacer de vos esprits ni de vos cœurs.

L'honorable M. Talabot a prononcé hier un discours, je lui en demande pardon, un discours à deux tranchants... (Chuchotements. Oui ! c'est vrai !)

Je ne le dis pas dans un mauvais sens pour l'honorable préopinant : personne n'a admiré plus que moi l'étude et la solidité des considérations qu'il a présentées à cette tribune.

Cependant permettez-moi, pour le bon gouvernement de la discussion même, de vous faire remarquer une erreur fondamentale, une erreur très-grave dans ce que nous disait l'honorable M. Talabot dans la première partie de son discours, relativement à l'Angleterre.

Nous lui disions : L'Angleterre nous a précédés dans cette magnifique transformation de l'impôt. « Oui, disait M. Talabot, l'Angleterre vous a précédés en effet; mais par quels motifs?

« Elle vous a précédés, non pas comme la commission vous le promet, pour voir s'accroître d'une manière équivalente, sinon supérieure, les produits du fisc par une consommation plus grande.

« Elle vous a précédés dans l'unique pensée d'apporter un élément de rivalité important, décisif, dans la concurrence de son travail contre les éléments du travail continental, et surtout du travail français! »

Je ne nie pas, et c'est même là un fait que j'admire encore et que je donnerais en exemple à mon pays; je ne nie pas qu'il n'y ait en effet une excellente condition de rivalité de travail dans l'adoucissement de la condition des travailleurs. Mais ce que l'honorable M. Talabot me permettra de contester, c'est que cette pensée de concurrence ait été la pensée unique de l'Angleterre. Je vais convaincre la Chambre, non pas par des conjectures plus ou moins réfutables, mais par des paroles expresses qui empruntent leur autorité au fait, que la pensée du législateur anglais a été plus grande que ne la suppose M. Talabot, qu'elle a été ce qu'est la nôtre en ce moment-ci : une pensée politique, une pensée humaine, permettez-moi de le dire, une pensée divine;

car elle émanait de ce principe qui fait la gloire de toutes les législations éclairées, que la force que Dieu donne aux gouvernements, que la force financière que Dieu permet aux hommes d'employer doit être employée surtout, avant tout, pour le bénéfice de ces classes nombreuses qui composent la masse du peuple, et qui, par leurs souffrances, leur ignorance, leur travail, leur misère même, sont à ses yeux les premières et les plus grandes de l'ordre social. (Très-bien ! très-bien !)

Et que M. Talabot ne s'y trompe pas : l'Angleterre n'a pas réduit ainsi son budget de recettes ni son budget de dépenses; elle ne prend pas un schelling de moins à son travail national, mais elle le prend mieux, elle le prend sous un autre nom, elle le prend ailleurs; elle ne réduit pas les charges de la Grande-Bretagne, elle les transforme, voilà tout !

Voici, pour vous convaincre, les propres termes que j'ai fait traduire des considérants qui précèdent le bill du 15 mai 1825, relatif, non pas à un dégrèvement comme nous en demandons un aujourd'hui, mais à l'abolition complète de l'impôt.

Le chancelier de l'échiquier résistait alors, en Angleterre, comme aujourd'hui, dans cette Chambre, l'honorable ministre des finances; mais la Chambre entraînait le ministre; et, le 13 mai 1825, parut ce bill populaire béni dans les trois royaumes.

Voici donc ces considérants remarquables :

« Dans l'intention que le peuple soit soulagé de la taxe qui pèse sur lui par l'impôt du sel, et pour qu'en étant soulagé moralement et charitablement de ce fardeau, il puisse l'être encore bientôt de l'impôt qui pèse aussi sur son bien-être, et par l'impôt sur le verre, et par l'impôt sur le charbon, nous abolissons, etc., etc. »

Messieurs, ce sont 72 millions sacrifiés à un principe, à un principe en qui elle se fiait, et qui l'a récompensée de sa foi. (Très-bien !)

Voilà, Messieurs, ce qui répond aux intentions trop exclusivement égoïstes que l'honorable M. Talabot attribuait à l'Angleterre; et voilà, selon moi, ce qui doit agir sur une Chambre française dans un sens tout opposé à celui que pouvait présenter l'interprétation de l'honorable M. Talabot, c'est-à-dire dans le sens de l'amélioration du sort du peuple.

Maintenant, Messieurs, un seul mot sur les chiffres.

On nous dit : « Mais vous présentez des accroissements de consommation illusoires ou dérisoires. » Je l'ai dit en commençant, je ne veux pas trop insister aujourd'hui sur cette partie de la discussion. Je ne veux tromper personne sur l'accroissement de consommation.

Hier, M. le ministre des finances, d'après sa propre enquête, d'après les lumières dont il est investi, mieux qu'aucun de nous, pour bien apprécier l'ave-

nir, a présenté lui-même un chiffre : si je m'en souviens, son chiffre est celui d'une consommation probable, en y comprenant la consommation humaine, la consommation de toutes les industries, et enfin la consommation tant discutée du bétail ; ce chiffre s'élevait, je crois, en totalité, à 420 millions de kilogrammes, au droit de 10 fr. par 100 kilogrammes. Eh bien ! quel est le chiffre que présente la commission, ou plutôt le chiffre plus modéré que présente mon honorable ami M. Luneau ? 600 et tant de millions. Que la Chambre daigne faire attention à ce rapprochement :

M. le ministre parle de 420 millions ; les membres modérés de la commission parlent de 600 millions ; moi-même, après des études que je pourrais produire à cette tribune, je suis arrivé, en toute sincérité de calculs, à 600 millions de kilogrammes de sel consommés bientôt en France. Eh bien, qu'est-ce qui nous divise ? 200 millions sur la consommation totale. 200 millions à 10 fr., combien cela fait-il ? 20 millions. La différence entre M. le ministre et nous, entre les chiffres de la commission et les chiffres du ministre, est donc de 20 millions en tout.

Tout cela est conjectural. Vos chiffres et les nôtres sont des conjectures, après tout. Eh bien ! conjectures pour conjectures ! Dieu seul sait le mystère de la consommation et de la production ; il sait seul qui a tort ou qui a raison. Partageons l'inconnu ;

admettons que la consommation probable sera de 500 millions : qu'en résultera-t-il pour votre budget? Il en résultera, selon vous, un déficit possible, probable, de 10 millions. Eh bien! partageons l'inconnu! Je le demande à M. le ministre des finances lui-même : si, en partageant ainsi l'inconnu, et ce n'est pas trop faire entre lui et nous, nous arrivons à une seule différence de 10 millions dans les produits du trésor, comment ne trouverions-nous pas et dans l'énergie de l'intention que notre sentiment nous commande, et dans toutes les probabilités, dans toutes les expériences de l'économie politique sur l'accroissement de la consommation quand on diminue le tarif, comment, dis-je, ne trouverions-nous pas à combler le déficit de 10 millions? J'admets même qu'il soit de 20 millions. Je ne recule pas devant le chiffre de 20 millions; j'admets que nous ayons un déficit de 20 millions à combler : que de moyens ne vous a-t-on pas offerts dans le cours de cette discussion? Combien ne pourrais-je pas vous en offrir moi-même pour subvenir à ce déficit momentané? On vous a parlé de la réserve de l'amortissement; je sais qu'elle est engagée pour dix ans, et qu'il ne faut en parler que pour mémoire. Mais on vous a parlé de l'amortissement lui-même. Dans la situation où est le crédit public, évidemment si vous n'aviez pas l'amortissement établi, j'en appelle à la science de M. le ministre des finances, vous ne

l'établiriez pas dans un moment où l'Angleterre l'a détruit, dans un moment où votre crédit public s'élève si haut, qu'il n'a pas besoin de prime pour dépasser le niveau des crédits publics les plus puissants et les plus solides de l'Europe. Mais, à supposer que vous reculiez devant ces accroissements de ressources, n'avez-vous pas l'Algérie, où vous semez, prodiguez, dilapidez chaque année 129 millions de votre budget? Eh bien! ne pouvez-vous pas retrancher 29 millions et 29,000 hommes par an à cette guerre provocatrice, stérile, ruineuse? et votre occupation ne profiterait-elle pas de toutes les économies que vous ferez en Afrique sur la vie de vos enfants, sur vos dépenses, et sur le sang humain? (Mouvements divers.)

Oui, quant à moi, je ne crains pas de vous le dire d'avance ici, avant la discussion que vous allez ouvrir, un changement de système en Algérie suffirait à rétablir le niveau entre vos recettes et vos dépenses le jour où vous le voudriez, et à combler le déficit du sel, restitué gratis à vos populations?

M. D'HAUBERSART. Et la conversion des rentes?

M. DE LAMARTINE. Messieurs, serait-il donc vrai que, quels que soient les progrès de la science économique... je demande encore un instant à la Chambre (Oui! oui! parlez!); serait-il vrai que, quels que soient les progrès que les théories économiques, je ne parle pas des statistiques, mais des vraies théo-

ries; quels que soient ces progrès en dehors des enceintes législatives, en dehors des cabinets et des parlements; serait-il donc vrai que nous soyons condamnés éternellement à rester cloués aux routines, aux systèmes étroits, arriérés, qui gouvernent encore nos finances, quand, dehors et à l'étranger, tout nous donne des leçons et des exemples de l'utilité, de la fécondité de la transformation des taxes et de l'abaissement des prix? Vous murez vos frontières à l'extérieur par des douanes excessives, véritable gendarmerie qui empêche la fortune de la France d'entrer et de sortir. Mais à l'intérieur, qu'est-ce qui vous gêne? qu'est-ce qui vous empêche de faire des expériences sur l'abaissement des taxes pour multiplier les produits?

Hé quoi! Messieurs, les portes de fer de votre fisc ne seront-elles donc jamais fléchies, fléchies, je ne dirai pas seulement par les cris du peuple, par la voix de ses orateurs que vous entendez tour à tour à cette tribune réclamer justice et bienfaisance pour lui? ne seront-elles jamais fléchies? ne deviendront-elles jamais intelligentes à l'appel de la théorie et de la science, qui leur dit qu'en s'ouvrant elles s'enrichissent? Ne pourront-elles donc s'ouvrir à la voix de ces hommes d'État de l'Allemagne et de l'autre côté de la Manche, qui vous donnent à la fois le précepte et l'exemple, et recueillent, comme vous le voyez faire à l'Angleterre (quoique les chiffres de

M. Talabot le contestent, mais comme les chiffres de Liverpool l'attestent), recueillent 12 au lieu de 10, pour avoir su à propos effacer ou abaisser considérablement les tarifs qui s'interposaient entre le trésor, les consommateurs et le producteur?

Messieurs, M. le ministre des finances nous disait au commencement de cette discussion (d'autres orateurs le lui ont rappelé) : « Notre état est prospère, la paix règne et promet de régner, j'espère, encore longtemps en Europe ; votre population s'accroît tous les ans, mais votre population s'accroît non-seulement en nombre, elle s'accroît surtout en travail, en contact, en circulation, en échanges, en tout ce qui produit pour le trésor ces recettes dont vous vous montrez à bon droit si jaloux ; Dieu lui-même, par la magnificence des récoltes, par les saisons régulières qu'il donne à ce pays depuis un certain nombre d'années, semble vous convier, par vos prospérités mêmes à vous mettre pour ainsi dire, à son exemple, à la place de sa providence, et à entrer dans cette voie du soulagement du peuple où la pensée de la science, comme la pensée de la politique, comme la pensée de la religion elle-même, doit conduire aujourd'hui les gouvernements. »

Et que ne faites-vous pas dans l'intérêt des classes aisées de la société? Quand vous considérez, je ne dis pas seulement depuis quinze ans, mais depuis trente ans, les différents chapitres de votre budget,

que voyez-vous? Dans l'intérêt, je ne dirai pas exclusif, il n'y a pas d'intérêt exclusif en bonne économie politique, mais enfin dans l'intérêt plus spécial, plus immédiat et plus personnel des classes les plus aisées, les plus fortes de votre société, que ne faites-vous pas? Routes, canaux, chemins de fer par milliards, fortifications, embellissements de vos villes, monuments, beaux-arts, expositions d'industrie, Versailles lui-même, ce produit de la munificence du dix-neuvième siècle, qui effacera un jour peut-être, heureusement, la munificence égoïste et personnelle d'une autre époque! Voilà ce que vous faites pour les classes riches, et je ne vous en accuse pas, je vous en loue! le travail produit le salaire, et le salaire reproduit la richesse. Le luxe est utile aux grandes nations, et surtout le luxe de l'intelligence, des arts, du génie.

Voilà ce que vous faites pour les classes les plus riches, les plus heureuses de la société; et vous hésiteriez à faire quelque chose pour les classes nombreuses (Murmures), à leur donner à bas prix ce que Dieu donne gratis aux oiseaux du ciel? (Acclamations.)

Mais je finis par la considération qui seule m'a porté à cette tribune. Messieurs, la question du sel est politique; car il y a de la politique, dans un gouvernement populaire, jusque dans le pot-au-feu de l'ouvrier, jusque dans la chaumière de nos labou-

reurs, jusque dans l'étable du berger de nos basses Alpes, de l'Auvergne et des Pyrénées. Je dis que le sel, depuis trente ans (j'ai tort, depuis cinquante-quatre ans), est une question politique en France ; car vous vous souvenez que la suppression de l'impôt du sel, la suppression de la gabelle, fut pour beaucoup dans la conquête des droits de la révolution de 89. Ce fut la première restitution de la liberté.

Eh bien ! le sel en France n'est pas seulement une matière imposable. Savez-vous ce que c'est ? Le sel est une idée (Légères rumeurs), une idée de justice, une idée de liberté, une idée surtout d'égalité. (Interruption.)

Messieurs, je ne crains pas de répéter le mot, et les honorables membres qui paraissent m'interrompre (Non ! non ! continuez !) vont me rendre justice quand ils y auront réfléchi. (Oui !) Le sel est une idée ; et la preuve que le sel est une idée, c'est que l'abolition de l'impôt du sel a été un programme dans la bouche de tous les partis politiques qui se sont disputé, depuis l'invention du gouvernement représentatif, le pouvoir à la tribune, et ce qui donne le pouvoir, ou ce qui devrait le donner, la popularité, la vraie, l'honnête, la sérieuse popularité. (Sensation. — Interruption.)

Oui, Messieurs, le sel était dans tous les programmes. On citait hier les noms de ces orateurs

nationaux qui ont laissé une mémoire patriotique et respectée, Foy, Manuel, Casimir Périer, et ces ministres même qui ont successivement, depuis la révolution de 1830, administré nos finances, par exemple M. Humann; je pourrais peut-être ajouter à ces noms ceux des ministres ici présents : ils expliqueront la différence entre leurs votes d'aujourd'hui et leurs paroles d'hier. (Mouvement.)

Mais vous venez d'entendre mon excellent ami M. de Tracy, qui, dès les premiers jours, a parlé, et sans discontinuité depuis, quels que fussent les gouvernements et les circonstances; vous l'avez vu, lui, fidèle comme un principe, sincère comme un sentiment, parler encore de même, et défendre la même vérité au profit du peuple.

Eh bien! lorsque ces hommes proclamaient la nécessité morale du dégrèvement du sel, lorsqu'ils l'inscrivaient dans leurs programmes, ce n'était pas par une vaine soif de cette popularité, qu'ils dédaignaient pour leur nom, mais qu'ils ambitionnaient pour leur principe et pour leur cause. Aujourd'hui qu'une révolution a appelé cette opposition au pouvoir, la verrions-nous licencier cette popularité qu'elle amorçait alors par l'abolition d'un impôt?

Non, Messieurs! il y aurait là un grand danger, dans un gouvernement représentatif: celui de discréditer la parole politique qui émane de cette tribune, celui de faire dire au peuple que ces hommes

politiques, que ces tribuns, si vous les appelez tribuns, ont un langage pour le combat et un langage après la victoire. Que cela ne soit pas ainsi, Messieurs ! votons, votons d'une voix unanime l'abolition de l'impôt du sel, ne fût-ce que pour tenir la parole des révolutions. (Très-bien ! très-bien !)

Faisons violence au ministre, au gouvernement, et que M. le ministre des finances nous aide nous-mêmes ! En l'écoutant hier, je ne pouvais m'empêcher d'entrevoir qu'il se passait un combat intérieur en lui : sa parole et sa pensée semblaient quelquefois, malgré ses efforts, en contradiction. (On rit.) Oui, Messieurs, je ne crains pas d'avoir mal interprété les pensées secrètes qui agitaient l'âme de l'homme d'État, pendant qu'il défendait ici, comme gardien du trésor, les intérêts ou ce qu'il croit être les intérêts de la fortune publique. Il était évident pour moi que, sous le langage officiel, il y avait un autre langage dans l'âme ; que, sous la dure opinion du ministre, il y avait le sentiment de l'homme bienveillant pour ses concitoyens, de l'homme qui aurait voulu ouvrir librement la main pour répandre sur son pays le bien que nous voulons lui faire.

Eh bien, Messieurs, qu'est-ce qui l'arrêtait ? qu'est-ce qui arrêtait M. le ministre ? qu'est-ce qui tient encore le gouvernement en suspens ? Évidemment une seule pensée : il craint d'engager dangereusement sa responsabilité dans l'abandon d'une matière im-

posable qui pourrait, comme il nous l'a dit, laisser un vide difficile à combler dans le trésor.

Nous l'avons rassuré à cet égard; rassurons-le sur la responsabilité : aujourd'hui le gouvernement ne veut pas la prendre; peut-être a-t-il raison, peut-être, à sa place, hésiterais-je moi-même à l'assumer sur ma personne et sur mon nom. Mais nous qui sommes la voix même, qui sommes le sentiment de notre pays, n'hésitons pas à prendre cette responsabilité pour la Chambre : et puissions-nous le faire par un vote pour ainsi dire unanime ! Puissions-nous n'avoir qu'une seule main en ce moment pour tendre au pays la justice et la munificence que nous lui devons, afin qu'après tant d'années de patience, cette munificence, vraiment politique, apporte aux classes souffrantes, agricoles, nécessiteuses, laborieuses de notre société, un soulagement trop longtemps et trop vainement attendu !

Et soyons bien convaincus, Messieurs, que nous ne nous en repentirons jamais. Assumons hardiment le rôle que le gouvernement nous laisse, et ne nous en inquiétons pas. Il n'y a rien, Messieurs, de si facile, de si glorieux et de si doux à porter au peuple, à la fin d'une législature, au moment où nous allons nous présenter à nos juges, nos titres à la main ; non, il n'y a rien de si facile, de si glorieux et de si doux à porter devant son pays, que la responsabilité d'un bienfait. (Très-bien ! très-bien !

— Marques unanimes et réitérées d'approbation sur tous les bancs.)

Un grand nombre de députés se pressent autour de l'orateur et le félicitent. La proposition est mise aux voix et adoptée d'enthousiasme, à l'unanimité, par la Chambre. La taxe sur le sel est réduite, par l'article 1^{er}, de 30 francs le quintal à 10 francs.

DES MARIAGES ESPAGNOLS.

VOULONS-NOUS ÊTRE NATION,

VOULONS-NOUS ÊTRE DYNASTIE?

BIEN PUBLIC.

4 OCTOBRE 1846.

Nous voudrions expliquer le plus clairement possible aujourd'hui, à nos lecteurs de Saône-et-Loire, la question de haute diplomatie qui agite les esprits, qui secoue les cabinets, qui passionne les journaux, qui dissout, de fait, l'alliance anglaise, qui rallume les charbons éteints des factions en Espagne, qui lance un nouveau prétendant dans les montagnes carlistes de la Péninsule, et qui fait baisser d'un chiffre inusité la Bourse de Paris, ce thermomètre des tempêtes européennes. Cette question semble

petite, puisqu'il ne s'agit en apparence que du mariage d'un jeune prince et d'une enfant : elle est immense au fond, puisqu'elle révèle toute une politique.

Un poète italien du moyen âge, qui était en même temps homme d'État, a imaginé un étrange et atroce supplice : c'est celui de deux hommes unis par une force surnaturelle dans un même corps, ayant deux natures et deux volontés contraires, luttant avec les mêmes membres dans un perpétuel antagonisme, condamnés à subir fatalement le combat intérieur et extérieur de ces deux volontés, à se haïr, à se repousser et à se rapprocher éternellement, sans pouvoir ni s'accorder ni se séparer jamais. Ce supplice nous représente assez fidèlement la lutte intestine qui se révèle, depuis la révolution de Juillet, entre les deux esprits qui se disputent l'empire dans notre gouvernement à deux têtes; nous voulons dire l'esprit dynastique et l'esprit national, le génie de la vieille monarchie et le génie de la jeune liberté. Il ne faut jamais qu'une pareille image puisse signifier les rapports mutuels de la France et de sa dynastie. Le mariage du duc de Montpensier est cependant le symptôme d'une tendance à cet antagonisme.

Jugeons-le : les journaux des nuances dynastiques, et qui ont réduit la question à une question purement ministérielle, tout en approuvant au fond ce mariage, le retournent tant qu'ils peuvent contre

le ministère, et cherchent des griefs dans la façon dont cette négociation a été conduite. Selon nous, ces journaux ont tort. La négociation, d'abord lente, sourde, patiente, puis changeant de nature à propos, et devenant tout à coup soudaine, inattendue, violente et provoquante comme un coup d'État, est digne du génie de Machiavel ou de Richelieu, si on la considère du point de vue de l'intérêt auquel elle a été conçue. Il n'y a rien à dire, rien à reprocher aux inventeurs et aux perpétrateurs de ce dénoûment à la fois mystérieux et théâtral. Le cardinal Mazarin n'aurait ni mieux embrouillé ni mieux dénoqué les fils, en cachant la main. C'est de l'excellente diplomatie italienne. Il n'y a, de ce point de vue, qu'à admirer le cabinet français. Soyons donc justes envers nos adversaires; sachons applaudir quand la scène est bien jouée. Mais parlons du fond, et voyons si la nation doit se réjouir de ce prétendu triomphe de sa diplomatie en Espagne.

D'après le droit public européen, les couronnes de France et d'Espagne doivent être séparées. C'est tout l'esprit des traités d'*Utrecht*, qui terminèrent la guerre de douze ans, appelée *la guerre de succession*. Ces traités déjouèrent toute la politique de Louis XIV. Il avait dépensé ses trésors et le sang de la France pour que son petit-fils régnât en Espagne, pour qu'il n'y eût plus de Pyrénées, et que le front d'un Bourbon pût un jour porter deux couronnes,

comme Charles-Quint et son fils. Les traités d'Utrecht furent une éclatante et douloureuse abdication de cette ambition de la maison de Bourbon. Ils laissèrent, il est vrai, un Bourbon sur le trône d'Espagne, mais à la condition que l'Espagne et la France renonceraient à jamais à s'incorporer l'une à l'autre en une même monarchie et sous une seule royauté. Les Bourbons gagnèrent donc quelque chose au traité d'Utrecht; la France, rien. La monarchie française fut condamnée à ne posséder l'Espagne qu'à la charge de la conquérir, et de défendre sa conquête contre toute l'Europe. Or, nous avons vu sous Napoléon, qui valait bien, comme génie militaire, Louis XIV, comment on conquiert l'Espagne et comment on la conserve.

Voilà diplomatiquement l'état de choses de 1713, date des traités d'Utrecht, jusqu'à 1846, date du mariage du duc de Montpensier.

Que signifie donc ce mariage considéré du point de vue de famille? Il signifie qu'un prince de la maison de Bourbon de France épouse une princesse de la maison de Bourbon d'Espagne, en d'autres termes, qu'un cousin épouse sa cousine, ni plus ni moins; affaire de famille, utile, agréable, illustre des deux côtés, dont les deux branches peuvent se congratuler et s'honorer pour la pureté de leur sang; mais rien de plus. Considéré du point de vue des éventualités politiques et de la fusion des intérêts et

des couronnes, la guerre de succession, les traités d'Utrecht, les renonciations formelles et réitérées, rendent le mariage parfaitement indifférent aux deux nations. Les Pyrénées subsistent.

Mais avons-nous le droit de dire que, sous le point de vue politique, cette union et les pensées qu'elle révèle soient également indifférentes à la France ? Voyons :

D'abord la France y attache-t-elle une signification ambitieuse, et peut-elle se flatter qu'un jour la monarchie espagnole tombera dans sa main, du droit d'un prince de la dynastie de Juillet et comme un joyau de la dot de la princesse qu'il épouse ? Si la France de Juillet pensait cela, elle serait aussi décrépite que la France exhumée de 1713 ; elle n'aurait pas assisté à sa propre révolution, ou elle y aurait assisté sans en comprendre le sens. Tout le sens des révolutions d'idées, de droits et de faits, qui se sont opérées dans le monde européen depuis près d'un siècle, se résume en ces deux lignes : « Que les na-
« tions ne sont plus des patrimoines, des propriétés
« qui suivent leurs possesseurs comme la maison ou
« le champ suit le propriétaire civil, et qu'aucun
« prince et aucune princesse n'apportent en dot ou
« ne lèguent en héritage un peuple, une nation, un
« empire, ni même une parcelle géographique quel-
« conque d'une province ou d'un hameau. L'homme
« s'est reconquis lui-même ; les nations s'appartien-

« nent à elles seules : voilà toute la révolution des
« idées, des mœurs, du droit public comme de la
« diplomatie modernes. » Vous apporteriez aux cor-
tès d'Espagne, aux Chambres françaises ou aux con-
grès de l'Europe, cent mille articles de contrat de
mariage ou de testament qui affecteraient ou qui lé-
gueraient l'Espagne en propriété, en dot, en héri-
tage à la France, que pas un Espagnol ne vous sui-
vrait. que pas un Français ne tirerait l'épée pour
défendre ce prétendu droit honteux pour l'espèce
humaine, et que pas un diplomate n'y répondrait au-
trement que par un sourire de pitié. Nous ne som-
mes plus au temps où Philippe IV mettait un royaume
dans le tablier de sa fille. Que signifie donc le ma-
riage pour l'agrandissement géographique et natio-
nal de la France? Rien, ou tout au plus une pensée
d'un autre siècle, déplacée dans le siècle présent. Mais
quoique cette union ne puisse en réalité apporter
aucune éventualité profitable à la France, elle n'en
est pas moins un prétexte aux rivalités des cours;
elle est un ombrage entre les cabinets et nous, om-
brage qu'ils grossiront à dessein. Voilà le mal.

Mais voyons ce qu'elle signifie peut-être au point
de vue de l'influence politique. Ici la question de-
vient plus grave, et l'esprit reprend tout son sérieux
en la touchant.

Et d'abord entendons-nous : de quelle nature d'in-
fluence voulez-vous parler? Est-ce d'une influence

de famille à famille, de cour à cour, rapprochées par ces sortes d'unions? Est-ce d'une influence de nation à nation, réunies par des intérêts communs, par des analogies géographiques, ou par la solidarité d'indépendance, de liberté et d'institutions semblables? Si vous parlez d'influence de cour, sans doute le rapprochement des deux familles régnantes peut donner momentanément quelque intimité apparente à la politique des deux cours; il peut y avoir de palais à palais, d'Aranjuez à Neuilly, des parentés, des correspondances et des rapports qui permettent quelques conseils, quelque ascendant même de la cour des Tuileries sur la cour de Madrid. Et remarquez que nous ne parlons ici que des influences honnêtes, légitimes, avouables en plein soleil. A Dieu ne plaise que nous fassions allusion à ces intrigues sourdes et à ces mystères *tibériens* de palais, dont la *presse ministérielle* anglaise salit ses pages à propos du mariage de la reine d'Espagne, de ce calcul infâme sur le peu de vitalité d'un époux, de ce complot contre la fécondité d'une épouse et d'une reine, de ce crime contre la jeunesse, de ce sacrilège contre la nature! Nous n'admettons rien de pareil; notre opposition n'a pas besoin de la calomnie, et ne déshonore pas ce qu'elle combat; la seule supposition d'une complicité de la famille royale de France dans ces abjectes intrigues, suffirait pour nous en faire repousser avec dégoût l'hy-

pothèse. Si cette famille est royale en France par l'éminence de sa nature, c'est surtout par ces vertus et par ces pudeurs de famille, que les journaux anglais l'accusent d'avoir ignominieusement profanées à Madrid. Nous ne parlons donc que d'influences décentes et d'ascendant permis. Eh bien ! tout cela est entièrement domestique, et ne comporte aucun bénéfice national. Car quelle peut être, dans les temps où nous vivons et dans les transactions politiques graves, la portée de ces relations de famille et de ces parentés des princes sur la conduite des nations ? Demandez-le à Marie-Antoinette, fille et sœur d'un empereur d'Allemagne, et mourant sur l'échafaud, à Paris, sans que l'Empire s'ébranle à temps pour la défendre ou la venger ! demandez-le à Marie-Louise, fille d'un empereur d'Autriche, et détrônée par son père ! demandez-le à Caroline de Naples, faisant la paix avec la république, qui retient sa sœur dans les cachots ! demandez-le à cette famille de Portugal, où l'oncle et la nièce, le père et la sœur, le beau-frère et la belle-sœur s'arrachent le trône et l'honneur, en attendant qu'ils s'arrachent la vie ! demandez-le à cette famille d'Espagne elle-même, qui déchire depuis quarante ans la monarchie dans ses déchirements domestiques ! demandez-le à toutes les histoires, à tous les temps, à toutes les familles couronnées ! Elles vous répondront toutes, par le spectacle de la vanité et de l'ingratitude du sang : « Sur

le trône ou autour du trône il n'y a point de parents, il n'y a que des princes. » Voilà le vrai. Pourquoi donc feignez-vous d'attacher tant de prix à de soi-disant relations de parenté et de famille, dont l'histoire, l'Europe et vous-mêmes vous connaissez si bien la puérilité? De deux choses l'une : ou ce mariage est purement domestique, et alors il ne fallait pas le présenter comme politique à la nation et en faire un acte de gouvernement ; ou ce mariage est politique, il implique un système, une alliance, une ambition nationale pour la France ; et alors il fallait le soumettre aux Chambres et consulter la nation. L'Espagne, mille fois moins constitutionnelle que vous, l'a bien fait, elle ! Est-ce que nous serions descendus, dans l'échelle des gouvernements nationaux, plus bas que l'Espagne ?...

Ah ! sans doute des relations plus intimes sous toutes les formes, avec l'Espagne, pouvaient être et devaient être un des éléments de l'ascendant français dans le midi de l'Europe ; mais c'était par la parenté des deux nations, par la fraternité des deux libertés, par la solidarité des deux indépendances et des deux constitutions, que la France devait les nouer nationalement, et non par la parenté de deux familles. Pourquoi donc ne l'avez-vous pas fait en son temps, et quand l'Espagne constitutionnelle, aux ahois, tendait les bras vers la France ? Est-ce que les yeux du cabinet français ont attendu, pour se des-

siller, que la jeune reine fût nubile, et que sa sœur, dotée de tant d'espérances, eût quatorze ans? Singulière coïncidence, qui fait qu'on ne s'aperçoit que la monarchie espagnole existe que quand elle a une fille à marier ! Étrange politique, qui abandonne dix ans l'Espagne à ses calamités, à sa décomposition, à son déluge de sang civil, à sa subordination à l'Angleterre, aux oscillations terribles qui y renversent tour à tour le trône et la liberté, et qui la revendique tout à coup et tout juste le jour où je ne sais quelle éventualité matrimoniale vient à briller dans un faux lointain ! A ce moment précis, la politique endormie du cabinet français se réveille, l'audace revient à ses conseillers, et leur prudence se dément. *Sixte-Quint* ne jette pas plus résolument sa béquille au moment où il croit saisir son ambition, que le conseil des ministres ne jette derrière lui la plume qui a signé, depuis quinze ans, tant de condescendances à l'Angleterre et tant de déférences à l'Europe.

Est-ce en considération d'un avantage vraiment français ? Voyons :

La révolution de Juillet a eu deux sens : la liberté et la paix. La liberté, c'était au peuple qui l'avait conquise de la surveiller et de la développer. L'a-t-il fait ? C'est son affaire. Il ne peut s'en prendre qu'à lui-même, s'il la corrompt ou s'il la perd. La paix, c'était à la sagesse et à l'habileté de son gouverne-

ment de la lui conserver, et de l'assurer sur les meilleures bases possibles, c'est-à-dire sur des intérêts mutuels, bien entendus et bien liés entre les grandes puissances; sur un équilibre européen où la France eût tout son poids naturel, et où l'honneur national eût toute sa sphère et toute sa dignité. Nous sommes peut-être dans l'erreur, mais nous sommes de bonne foi : nous avons toujours loué et nous louerons toujours le gouvernement de Juillet de n'avoir pas ouvert, en 1830, la main qui retenait la guerre européenne et tous ses fléaux. Nous avons toujours dit et nous dirons toujours : « Si ce règne « a un titre dans l'avenir, ce sera le titre de règne « de la paix. » Et, selon nous, c'est le plus beau. Le sang brille plus dans l'histoire, mais il tache; et, de plus, la guerre et la liberté s'excluent. Le temps tourne le dos à la guerre et marche à la liberté. Nous avons donc approuvé, en général, tous les actes de modération et de prudence de la politique de Juillet, sauf deux : l'effacement honteux et ruineux de la France, en 1839 et en 1840, dans la question d'Orient, où trois ministères français consécutifs ont jeté la Méditerranée et l'Orient tout entiers à nos rivaux insulaires et à nos rivaux continentaux; enfin, la non-intervention en Espagne de 1836 à 1839, quand la contre-révolution, l'anarchie et la dictature militaire anéantissaient, sous notre main, la liberté d'une nation et la nationalité

d'un peuple que nous devons secourir à deux titres : à titre d'humanité et à titre de liberté. L'Europe nous défiait de le faire : il fallait la braver et le faire alors ! La cause était digne, le droit évident, le service désintéressé ; la France aurait repris, sous les armes, l'attitude qui lui manque en Europe et qu'elle n'a pas eu l'occasion de prendre depuis 1830. ce qui lui fait peser sa paix. Or, remarquez : pour la double cause de l'intérêt, du droit et de la dignité nationale de la France, le cabinet français s'est fait petit ; il n'a fait ni l'une ni l'autre de ces glorieuses témérités : il a abandonné l'Espagne au *saute qui peut* ! Il a eu, comme on dit, le tort de ses qualités : il a été faible à force d'être pacifique, timide à force d'être prudent. Il a racheté l'alliance anglaise, un peu aliénée dans les tiraillements à contre-sens de 1840, par d'humiliantes condescendances en Asie et ailleurs. Il a senti (ce qui est vrai), mais il a trop senti, il a senti au delà du juste et de l'honnête, que la paix européenne n'avait, *en ce moment*, d'autre base que l'entente cordiale entre la France et l'Angleterre, et que cette entente rompue, tout son système de paix s'en allait en fumée et en flots de sang européen. Eh bien ! admirez le contraste, et étonnez-vous jusqu'à la stupéfaction ! Ce que le cabinet français a si bien senti et si prudemment pratiqué tant qu'il ne s'agissait que de l'empire d'Orient, de l'équilibre des mers, de l'existence d'une

grande nation indépendante en Espagne, du triomphe de la liberté sur la contre-révolution dans le midi de l'Europe, de la sûreté et de la dignité de la France, voilà qu'il ne le sent plus ou qu'il l'oublie complètement et soudainement, du moment qu'il s'agit d'une petite et fausse éventualité dynastique. Il s'agit de la liberté espagnole, de l'indépendance du Midi, de la sûreté et de la dignité de la France. Concédon's tout au cabinet britannique ! Mais il s'agit d'un mariage à Madrid. Éludons l'Angleterre, et jouons, non la paix sans doute, mais jouons l'*euteute cordiale* et l'*euteute européenne* contre une dot d'incertitudes et de complications ! Voilà la nationalité du cabinet français dans cette affaire ; voilà la politique de famille, voilà le *népotisme* des papes passé du Vatican aux Tuileries.

Le *Siècle* et le *Constitutionnel*, organes du même système, exécuté par les ministres de leur prédilection, disent : « C'est une bonne affaire, malhabilement et malhonnêtement ourdie. » Nous ne sommes qu'à moitié de leur avis. C'est une affaire ourdie et accomplie de la manière la plus provoquante et la plus agaçante pour les cabinets européens. Oui : c'est une bonne affaire en soi ! Nous en doutons ; et voici pourquoi : Sans doute, si nous ne considérons le chef de la maison régnante en France que sous l'aspect du père de famille cherchant, avec la légitime sollicitude que cette royale paternité comporte,

à bien allier ses enfants, à *royaliser* de plus en plus son sang, à placer ses jeunes fils dans la haute aristocratie des trônes, de manière à pouvoir reconstituer, un jour, une espèce de monarchie universelle de famille dans une maison de Bourbon ressuscitée de ses ruines; l'affaire est au moins un beau rêve. Mais nous craignons que ce ne soit qu'un rêve. La monarchie universelle par les mariages est plus chimérique aujourd'hui que la monarchie universelle par les conquêtes. Si l'on parlait à l'Allemagne, à la Flandre, à l'Italie et à l'Espagne, d'une prétention de la maison d'Autriche de ressaisir, par des mariages, la monarchie universelle de Charles-Quint; l'Allemagne, la Flandre, l'Espagne et l'Italie répondraient par un sourire. Nous n'avons pas d'autre réponse à cette pensée nous-même. Mais elle n'a jamais pu entrer dans un conseil d'hommes d'État aux Tuileries. Le duc de Choiseul signa le dernier pacte de famille : demandez à l'Espagne et à la France comment elles s'en sont trouvées! L'Espagne fut ruinée dans sa marine; la France, dans sa politique. La Pologne ne fut pas sauvée, l'Angleterre ne fut pas détruite. Est-ce ce laurier qui vous empêche de dormir? Ce n'est plus le temps des pactes de famille, c'est le temps des pactes entre les peuples. La monarchie universelle de l'avenir appartient aux idées, et non aux souches.

Serait-ce donc dans le dessein d'empêcher qu'une

autre des grandes puissances ne s'alliât, par un de ses fils, avec l'Espagne, que le cabinet français aurait jeté en avant un prince de la dynastie des Tuileries ? Si ce péril eût existé, nous n'aurions rien à dire : mais quelle est donc celle des quatre grandes maisons personnifiant les quatre grandes puissances nos rivales, qui pût prétendre à l'union et à l'hérédité en Espagne ? Aucune. L'Autriche n'a pas de fils ; l'Angleterre est protestante ; la Prusse est luthérienne ; la Russie est grecque. Il ne se fût trouvé personne pour bénir et pour accepter le mariage dans l'Espagne, empire du catholicisme. Il n'existait donc de prétendants possibles, en dehors de la famille espagnole, dans le sein de laquelle un double mariage eût tout terminé en conciliant tout, qu'un de ces princes allemands, souverains ou candidats neutres, destinés à monter sur les trônes sans y régner, qui ne donnent d'ombrage à personne, et à qui l'on peut appliquer ce distique proverbial qu'on appliquait jadis à la maison d'Autriche :

« *Bella gerant alii ; tu, felix Austria, nube !*

« *Quæ dat Mars aliis, dat tibi regna Venus* » ; »

ou bien un prince de la maison des Bourbons de

« Que d'autres combattent ! toi, heureuse Autriche, épouse ! L'hymen te donne les trônes que les armes conquièrent pour les autres.

Naples. Celui-ci, loin d'être un ombrage, eût été une sécurité pour la France. Redonner de la force en Italie à l'Espagne, y appuyer la maison de Naples pour que l'Autriche y dominât moins absolue, moins tyrannique et moins seule, que la France y trouvât, au besoin, des alliés plus fortement établis, quand elle voudra émanciper l'Italie; une diplomatie clairvoyante aurait compris cette pensée. Ni les uns ni les autres de ces partis n'eussent été une déclaration d'ambition de famille au monde, une déclaration de guerre diplomatique aux grands cabinets. Selon nous, cette exclusion de tous les prétendants menaçants eût été préférable pour la France elle-même et pour sa légitime influence en Espagne. Le caractère des grandes influences internationales aujourd'hui, et surtout le caractère d'une grande influence de la France en Espagne, est d'être et de paraître désintéressée. Défendre la cause de l'indépendance et de la prospérité espagnoles contre tout le monde et contre soi-même; y défendre et y protéger la liberté constitutionnelle; s'apparenter par les idées, par les services gratuits, par la conformité d'intérêts maritimes, par un patronage armé, au besoin; marier les deux peuples et non les deux trônes: voilà la grande politique, voilà la vraie diplomatie, voilà la bénédiction nuptiale d'une révolution commune et d'une indivisible liberté!

Nous entrons dans une tout autre voie. Elle me-

nera où Dieu sait le pays et la dynastie. Nous n'avons aucune prétention au triste don de prophète; nous nous bornons aux conjectures.

Et maintenant supposez que l'Angleterre, accoutumée depuis quinze ans à tant et trop d'obséquiosité et d'effacement par nos ministres en matière bien plus importante, se sente profondément humiliée d'un tour de main diplomatique qui, entre nous, la livre un peu cruellement à la risée de la galerie des diplomates européens; supposez que l'aigreur de ses ressentiments couve dans ses négociations sourdes, et se prépare des vengeance en Espagne et ailleurs; supposez qu'elle fasse évader un fils de don Carlos, et lui facilite un emprunt à Londres pour aller salarier une cinquième guerre civile dans la Péninsule; supposez qu'elle laisse *Espartero* rentrer en Coriolan au milieu de sa soldatesque amentée; supposez que le gouvernement de la reine attente plus audacieusement encore à la constitution et à la révolution en Espagne, et se déclare de nom ce qu'il est déjà de fait, gouvernement contre-révolutionnaire; supposez que ce gouvernement tombe et fuie une troisième fois, et vous somme, au nom de votre mariage, de votre intimité de famille, de votre honneur et de votre prétention au trône, de venir l'étayer et le restaurer à Madrid; supposez que l'Autriche et la Russie y soutiennent don Carlos; supposez que l'Angleterre y soutienne les exaltés; supposez

que la nation y abhorre la reine et son entourage ; supposez que l'Europe vous défie d'intervenir dans un pareil chaos, et fasse de cette intervention un *casus belli* : que ferez-vous ? N'irez-vous pas ? Vous serez lâches et déshonorés. Irez-vous ? Vous irez au nom et avec les armes de la France, libre et révolutionnaire, restaurer en Espagne le pouvoir absolu , le gouvernement courtesanesque et sacerdotal , et la contre-révolution. Triompherez-vous ? Votre triomphe sera un contre-sens à votre nature et à vos principes, et fera de vous les souteneurs de l'ancien régime et les alguazils du monarchisme espagnol. Succomberez-vous ? Vous aurez versé l'or et le sang de la nation française pour soutenir les conséquences d'une union de pur intérêt privé. La famille sur le trône aura entraîné la nation , à son insu et malgré elle, dans sa cause, dans son humiliation et dans son désastre. C'est justement ce que nous redoutons dans cette affaire : une guerre de famille imposée à une nation par un mariage de convenance privée ; une guerre de succession sans le bénéfice possible de la succession ; une dot de défiances et de jalousies européennes ; le pays sacrifié, dans sa paix et dans ses alliances présentes, à un rêve posthume de 1713 ; l'ascendant de la maison de Bourbon vieillie se substituant imaginativement à l'ascendant permanent de la France impérissable, et rajeunie encore par sa révolution. Et si nous regardions les autres points

de la politique européenne en Europe et en Asie, combien d'autres complications ne découvririons-nous pas, où la main cachée de l'Angleterre pourra envenimer l'esprit des cabinets contre l'ambitieux *népotisme* du cabinet français, et changer en amertumes, en conflits et en sang, les félicitations des Tuileries? Royer-Collard, de sage mémoire, disait, il y a vingt ans : « La démocratie déborde ! » Est-il besoin d'être aussi sage pour s'écrier aujourd'hui, en regardant ce qui se passe dedans, dehors, dans les conseils, dans les Chambres, dans les cabinets, dans les diplomaties de la France : « L'esprit de dynastie nous entraîne ! la nation s'abdique, s'engage » et se perd, avec sa liberté et sa politique, dans un « intérêt mal entendu, et dans une politique étroite » et fausse de famille ! »

Qu'en concluons-nous? Que la nation et la dynastie sont radicalement incompatibles? qu'il faut les séparer violemment l'une de l'autre, si l'on ne veut pas que l'une achève d'absorber l'autre, ou qu'elles périssent toutes les deux en s'étouffant dans un embrassement mortel? Non! nous connaissons les difficultés extrêmes, nous ne déclarons pas les impossibilités sinistres de la coexistence de la monarchie héréditaire, avec la nationalité souveraine et avec la politique nationale de la France. Mais si cette coexistence, qu'a voulu tenter la révolution de Juillet une fois de plus, est possible en effet, comme

nous nous plaçons à l'espérer pour le repos des peuples, elle n'est plus possible qu'à une seule condition : c'est que l'esprit de famille et de dynastie s'efface et disparaisse complètement devant l'esprit et devant l'intérêt national couronnés par la révolution, ou que l'esprit et l'intérêt national s'effacent, disparaissent et se subordonnent devant les pensées et devant les ambitions de famille. Il n'y aura de paix que là. Or, dans cette affaire, comme dans toutes les affaires de la France, pour qui êtes-vous ? et lequel des deux intérêts voulez-vous qui se sacrifie ? Est-ce celui de la France ? Félicitez-vous avec le cabinet des Tuileries : il a marié un fils du roi ! Est-ce celui de la dynastie ? Affligez-vous et inquiétez-vous avec nous : le cabinet des Tuileries a relâché les alliances de la révolution, engagé la France, aventuré la paix, semé les rivalités, amorcé la guerre civile en Espagne, amassé les nuages sur le continent, assombri l'avenir, tiré l'épée diplomatique, non pour une cause, mais pour une dot de difficultés !

« Cette dot pèsera autant sur le cabinet des Tuileries que sur le pays ; et toute cette affaire se caractérise en deux mots pour nous : Une témérité malheureuse et une étourderie trompée.

SUR LE PROJET DE CONSTITUTION.

DISCOURS

PRONONCÉ

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

LE 6 SEPTEMBRE 1848.

MESSIEURS,

Quelle que fût ma juste répugnance à remonter si-tôt à cette tribune, je n'ai pu entendre hier et aujourd'hui, je ne dirai pas les attaques (j'interprète trop bien les intentions de mes honorables adversaires pour donner ce caractère à leurs paroles), mais je n'ai pu entendre les fausses appréciations, les atténuations, les amoindrissements de l'esprit, des intentions, des droits de la révolution de Février et de l'assemblée nationale qui en est sortie, sans demander la permission à l'assemblée de venir, comme je le dois à plus de titres peut-être que beaucoup d'entre ses membres, confesser ici hautement cette révolution dans son droit, dans son principe, dans ses conséquences, et dire comme le sol-

dat de Virgile : « *Me, me ; adsum qui feci...* » J'ajoute, comme mon honorable collègue le disait si éloquemment tout à l'heure, j'ajoute que je revendique ma part, non-seulement dans la république, mais dans les conséquences logiques, sages, populaires et en même temps conservatrices, qu'il a été dans l'intention de votre commission de constitution de promulguer dans son préambule. Si la république de Février ainsi conçue est un crime, que ce crime nous soit commun.

Messieurs, je rencontre au premier pas de cette discussion, et au premier rang, un jeune adversaire que je m'afflige d'y rencontrer, si je considère son talent, mais que je me réjouis de voir surgir avec une telle espérance comme un défenseur futur, non de ses doctrines d'aujourd'hui, au moins des vraies doctrines de la république.

Quant à mon honorable ami M. Cazalès, que j'ai le chagrin de venir combattre pour la première fois ici, je n'ai pas besoin de lui dire que si sa pensée diffère de la mienne, je lui répons avec le respect que je lui ai porté toute ma vie ; car il est une de ces consciences qui peuvent différer de la mienne, mais qui ne s'égarent volontairement jamais.

Maintenant, Messieurs, je passe à la discussion même.

On conteste d'abord à la commission et à l'assemblée nationale, dont elle est l'organe, non pas seulement les termes, mais jusqu'au droit même d'écrire

un préambule sur le frontispice de sa constitution. On semble par là vouloir, jusqu'à un certain point, diminuer, contester, réduire, non-seulement la portée des paroles inscrites en tête de cette constitution, mais la portée même du grand acte populaire et patriotique d'où cette constitution est sortie. (Très-bien ! très-bien !) Que l'honorable orateur qui présentait hier cette considération, la seule qui m'ait fait demander inopinément la parole, me permette de lui dire d'y réfléchir davantage. Hé quoi ! y a-t-il quelque chose au monde de plus grand, de plus saint, de plus solennel devant Dieu et devant les hommes, que le spectacle d'une grande nation comme la nôtre, sortant pour ainsi dire de la poussière et des ruines d'une révolution encore récente, rassemblant avec toutes ses mains, avec le concours de tous ses efforts, les débris du gouvernement précédent, et les principes nouveaux surgis de la philosophie *nouvelle et du sein du peuple* inspiré de Dieu, pour en reconstruire péniblement les bases, pour rechercher laborieusement et religieusement, devant le pays et devant Dieu lui-même, les conditions durables de la nouvelle société que nous avons à fonder ? Y a-t-il là quelque chose qui interdise à une commission, à une assemblée, de tenir le plus haut, le plus saint et le plus grand langage qu'il soit donné jamais à l'humanité de proférer ? Messieurs, évidemment non. Est-ce que l'assemblée constituante, qu'on rappelait

tout à l'heure, a hésité devant ces scrupules que vous voudriez imposer à une assemblée moins brillante peut-être, parce qu'elle est plus jeune, mais qui aura au moins, je l'espère, l'avenir, et l'avenir plus durable encore que ne l'a eu l'assemblée constituante, car elle est fondée sur des vérités plus absolues ?

Est-ce que le congrès américain, dont on vous parlait également, sans se souvenir de cet admirable germe des déclarations et droits que Franklin écrivait à côté même du code de ses constitutions, a hésité ? Ont-ils hésité, ces grands peuples, aux plus grandes époques de leur histoire, à faire précéder la codification politique de leur pays de ces grands symboles, de ces grands principes, de ces grandes vérités générales qui illuminent de plus haut l'ensemble des lois secondaires, et qui, bien loin de leur enlever de leur dignité, de leur autorité, comme le disait tout à l'heure l'honorable préopinant, ajoutent à ces lois passagères, à ces lois temporaires, à ces lois locales, l'autorité de la vérité, de la justice, de l'équité éternelle, pour les faire respecter, non-seulement par ceux pour qui elles ont été écrites, mais pour les faire respecter par tous les temps et dans tous les lieux ? (Très-bien ! très-bien !)

Messieurs, après ces grands exemples et ceux que votre propre histoire vous a donnés à vous-mêmes, vous n'hésitez pas à vous reconnaître, je ne dirai pas seulement le droit, mais le devoir, vis-à-vis des

populations et des générations qui vous suivent, d'écrire le plus haut possible, le plus majestueusement possible, le plus saintement possible, comme vous l'avez dit, en présence de Dieu et du peuple français, de ce peuple présent et de ce peuple à venir, les grandes vérités dont l'assemblée vous a chargés d'être les organes pour nous tous.

Eh ! Messieurs, si nous ne le faisons pas (cette considération me frappait tout à l'heure), si nous omettions d'inscrire ici, au sommet de notre constitution, quelles ont été nos intentions fondamentales, quelles ont été nos intentions profondes, nos révélations sociales, pour ainsi dire, en faisant la constitution que nous allons édifier, que pourrait-il arriver ? Il pourrait arriver qu'après quelques années, après dix ans, vingt ans d'oblitération de nos souvenirs, d'effacement de ces grandes pensées, de ces grands sentiments et de ces grands enthousiasmes qui nous ont dominés à l'heure de la révolution créatrice, l'avenir ne reconnût plus ni ces intentions, ni ces enthousiasmes, ni ces pensées. Il pourrait arriver que, dans l'interprétation judaïque qu'on viendrait faire laborieusement ensuite, on donnât à chacun des articles un sens diamétralement opposé à l'esprit général que votre constitution veut leur assigner. Il pourrait arriver enfin qu'avec la liberté pour le peuple on fit du despotisme ; qu'avec cette expansion pour les masses on fit de l'égoïsme

social, et qu'on retomبât peu à peu, faute d'une interprétation présente, vivante, toujours sous les yeux de ceux qui auront à appliquer ou à discuter vos actes, qu'on retomبât dans ce passé dont il faut séparer l'avenir par cette inscription ineffaçable, éternelle, qui ne permettra plus de se tromper sur nos intentions et sur l'esprit de la révolution.

Je comprends que, quand il s'agit de faire un simple acte de légiste, d'inscrire simplement, comme le disait tout à l'heure M. Cazalès, *Sic volo, sic jubeo*, il ne soit pas besoin de ces commentaires : c'est un fait pour ainsi dire matériel et brutal que l'injonction de la loi ; on s'y soumet parce qu'on s'y soumet ; on s'y soumet parce qu'on ne peut pas y résister. Mais est-ce la manière d'obéir à la loi que les circonstances toutes morales dans lesquelles nous sommes entrés doivent imposer à notre pays ? Est-ce par l'autorité d'une seule parole, ou républicaine, ou dynastique, ou monarchique, ou populaire, que l'on enjoindra aujourd'hui aux hommes qui raisonnent tous, aux hommes sur lesquels un des articles de votre constitution, de votre programme, doit faire rayonner à grands flots l'intelligence, et par conséquent la résistance et la discussion, est-ce par de tels articles sans commentaires, sans lumière, sans autorité morale, que vous viendrez imposer et que vous trouverez digne d'imposer l'obéissance aux populations ? Non, Messieurs, non ; je comprends, je le répète, que des assemblées

législatives puissent agir ainsi, elles qui ne font des lois que pour des circonstances, pour un temps, pour un jour : mais l'œuvre d'une assemblée constituante, l'œuvre pour laquelle nous sommes sortis du fond du pays, l'œuvre que nous sommes appelés à accomplir laborieusement et fidèlement ici avant de nous séparer, c'est précisément l'œuvre que, dès le premier jour, on voudrait vous interdire. Mais c'est la plus belle partie de votre œuvre que de recueillir, dans les vérités générales qui sont passées à l'état de patrimoine commun du genre humain et de la nation, les parties applicables, les parties pratiques, les parties populaires, les parties véritablement imprégnées de ces traditions chrétiennes qu'on vous suppliait tout à l'heure d'infuser dans les articles de votre constitution, et que, dans chacun des paragraphes, nous nous efforcerons d'incruster tellement avec le principe moral et religieux qui les inspire (j'entends religieux dans le sens libre et universel du mot), que la politique de la république soit pour ainsi dire indivisible de la philosophie religieuse; en sorte qu'au lieu d'être ce que vos orateurs semblent vouloir en faire, un mécanisme pur et un matérialisme en action, cette politique pratique de la république envers le peuple soit une religion, un véritable culte de la société envers elle-même; oui, une religion de l'humanité envers Dieu. (Très-bien ! très-bien !)

Messieurs, j'ajoute que, s'il y eut jamais une

heure dans notre histoire où il fût de toute convenance, de toute nécessité d'inscrire au sommet de vos institutions futures vos pensées présentes, pour les immortaliser en institutions, c'est l'heure à laquelle nous avons l'honneur de discuter ces grands principes les uns avec les autres; c'est l'heure de faire faire à la constitution française ce que la république de Février a fait le lendemain même de son origine, ce que la république de Février a fait sans se tromper, quoi que vous en disiez, excepté dans les questions de détail, qui s'éclairciront jour par jour; c'est l'heure, dis-je, de recueillir le cri, non pas seulement la réflexion, mais le cri instinctif, spontané d'une nation tout entière, s'échappant au contact même de la passion la plus surexcitée d'un peuple, c'est-à-dire au moment de sa révolution; de saisir ce cri magnanime, fugitif souvent, et de le rendre impérissable et pratique en l'inscrivant dans ce qu'il a de raisonnable, de juste, de saint, de conservateur de la république, dans le préambule de toutes les lois que vous allez faire pour elle.

Messieurs, je sais qu'il est très-difficile, comme le disait hier l'honorable M. Fresneau, comme le répétait tout à l'heure mon adversaire M. Cazalès, de limiter, même dans des paroles, ces principes dont l'un empiète si facilement sur l'autre; je sais qu'il est très-difficile de déterminer, par exemple, la limite entre les libertés que tout individu doit avoir

dans une nation républicaine, et la licence contre laquelle la république tout entière doit se prémunir plus qu'aucun autre gouvernement, parce que c'est le gouvernement qui en serait le plus rapproché ; je sais qu'il est très-difficile d'établir la limite précise, la définition précise de ce mot, *égalité* ; égalité sublime devant Dieu de toutes les créatures pétries de la même argile et animées du même souffle, égalité sublime aussi de tous les citoyens devant la loi, qui les protège contre toute tyrannie, et leur garantit les mêmes droits et leur impose les mêmes devoirs ; je sais combien il est difficile d'établir le niveau de cette égalité, et de la séparer de certaines autres égalités chimériques rêvées par des utopistes, et présentées sans cesse, non pas comme une amélioration, mais comme une subversion évidente, non pas seulement de la société, mais des lois les plus simples, les plus évidentes de la nature : je sais tout cela. Je sais aussi combien il est difficile à définir, ce mot magique de *fraternité* que nous avons emprunté à l'Évangile de la religion pour le jeter dans l'évangile de la politique, afin qu'il y germe avec les vertus, et avec une efficacité nouvelle dans nos institutions futures. (Très-bien !)

J'aurai à traiter tout à l'heure, j'aurai surtout dans peu de jours à traiter dans quelle limite précise, quoique certainement progressive, nous devons enfermer le sens de ce grand et beau mot de fraternité,

afin qu'il ne tombe pas comme une dérision de la bouche des hommes d'État sur la tête du peuple, mais afin qu'il ait le même sens et dans le cœur du peuple et dans le cœur de l'homme d'État, afin qu'il porte dans toutes les lois le fruit véritablement populaire, mais en même temps conservateur, de la propriété, de la famille, de l'État, qui sont les premières nécessités de notre république : je le sais. Et c'est précisément de cette difficulté extrême, permettez-moi de vous le dire, bien plus que de la perversion qu'on attribue à certains hommes et à certaines doctrines; c'est de cette difficulté radicale, philosophique, métaphysique, comme on le disait tout à l'heure, que sont nées et que pullulent en ce moment parmi nous ces sectes de toute nature, subversives, non pas seulement de la monarchie, de la république, mais de toute espèce d'association, de communauté et d'existence entre les hommes.

C'est de là qu'est né ce communisme mobilier que vous avez eu à traiter ici il y a quelques jours, l'un des plus dangereux de tous, car il se fait plus petit pour s'insinuer plus facilement dans vos lois. (Vive approbation.)

C'est de là qu'est né ce communisme agraire qui vous prêche avec le ton du sentiment religieux, et, je le crois, avec sincérité, le dépouillement volontaire de la propriété, qui serait la stérilisation de toute terre.

C'est de là qu'est né cet autre communisme plus

fatal, plus dangereux, plus haï, s'il m'est permis de prononcer, non contre les hommes, mais contre les mensonges, ce mot qui vibre profondément dans ma poitrine depuis que j'en écoute les fatales leçons; c'est de là qu'est né ce communisme forcené qui appelle la propriété un vol, qui défie, qui théorise, pour ainsi dire, les rapines, et qui commence à semer sur le peuple la nuit de l'athéisme (car l'athéisme est logique) avec la rapine sociale qui est l'oubli de toutes les notions de l'intelligence humaine sur l'homme et sur la morale, afin de créer cette nuit suprême dans laquelle la société ne serait plus que le bouleversement et le chaos. (Bravos prolongés.)

Enfin, Messieurs, c'est de là qu'est né (et celui-là je me sens disposé à le plaindre plus qu'à le haïr) ce communisme, cependant coupable, qui prend un fusil pour une idée, qui prend des cartouches pour un système, qui attaque à main armée la société, la famille, les générations futures, le genre humain tout entier, mais qui les attaque du moins avec un certain courage, en présentant sa poitrine, et qui est mille fois moins coupable peut-être que les autres, parce que si les autres ne risquent que leurs sophismes, celui-là, du moins, risque son sang. (Très-bien! très-bien!)

C'est en raison de cela, de l'existence de toutes ces sectes, de toutes ces théories subversives sur lesquelles vous avez besoin de jeter de plus en plus,

d'ici, de la presse, du fond de l'assemblée, de vos discussions, de partout, le jour foudroyant des lumières de la raison et de l'intelligence (Très-bien! très-bien!), que vous avez besoin d'écrire au sommet même de votre société quelques articles vagues, décousus, précis même, si vous voulez, de codification politique, mais quelques-uns, et le plus que vous pouvez, de ces grands et beaux principes permanents qu'il a été donné à l'intelligence humaine, à la philosophie, aux religions, d'arracher, pour ainsi dire, au ciel, afin de les répandre en lumières pratiques, en institutions, en assistance, en soulagements, en propriété, en liberté, en fraternité, en améliorations de tous genres sur l'espèce humaine. (Sensation prolongée.)

Ce n'est que par ces lumières vraies, sincères, divines, célestes, que vous confondrez, que vous ferez pâlir et que vous verrez s'éteindre enfin ces flambeaux menteurs qui fascinent aujourd'hui, mais pour un moment seulement, les populations, qui ne sont qu'égarées. (Très-bien! très-bien!)

C'est pour cela aussi qu'il faut bien s'entendre dans le programme que vous propose votre commission, ou que tout autre amendement viendra vous proposer à cette tribune. C'est pour cela qu'il ne faut pas de malentendu entre nous. Il faut que tous les voiles soient déchirés, il faut que tous les abîmes soient sondés. La raison humaine n'a peur de rien;

elle a un fondement inébranlable, donné, non pas par des institutions que nous débattons aujourd'hui entre nous, mais par la nature impérissable, par l'instinct même de l'homme. Il ne faut pas même vous tromper sur les opinions que, les uns et les autres, nous apportons à la tribune.

Ainsi permettez-moi un mot, non pas sur chacune de ces huit ou dix questions qui ont été côtoyées plutôt que touchées tout à l'heure dans cette discussion, mais sur les principales, sur celles qui ont occupé hier plus de la moitié du remarquable discours de M. Fresneau, sur celles qui ont occupé aujourd'hui la parole éloquente de l'honorable M. Crémieux, sur celles qui occupaient tout à l'heure la pensée religieuse de mon honorable ami M. Cazalès, la question de la propriété, la question du travail. Si vous le permettez, sans les toucher à fond (je le ferai plus tard), je les effleurerai.

Je demande un instant de repos.

Messieurs, je demande pardon à l'assemblée de lui avoir fait perdre quelques-unes de ses minutes; je vais tâcher de les racheter en abrégant et en condensant ma pensée autant qu'il me sera possible de la condenser dans une question où l'on sent remuer dans sa poitrine et dans l'âme de l'assemblée la signification même de la grande révolution dont nous sommes sortis.

Je reprends, en quelques mots, un des reproches que faisait hier M. Fresneau à la commission de constitution, ou plutôt à la révolution tout entière, à la république, dans la personne de la commission.

Il semblait douter que la république de Février eût fait d'assez grandes choses pour avoir le droit d'écrire, dans le préambule de sa constitution, quelques formules nouvelles, quelques principes nouveaux, capables de subir le regard du temps et de la postérité. (Bravo.)

Un seul mot à cet égard, Messieurs. Non-seulement on a calomnié la révolution de Février dans ses actes, mais on l'a, involontairement sans doute, calomniée, méconnue, dénaturée dans ses principes, qui font et qui feront sa grandeur, sa durée et sa dignité.

Quoi! la révolution de Février n'a pas le droit d'inscrire deux ou trois principes nouveaux au sommet de son code politique? Quoi! elle serait née muette? Elle n'a rien fait, rien inventé, rien proclamé, rien appliqué dans le monde? Reportez-vous à trois mois de date seulement, reportez-vous à ce que vous disait tout à l'heure mon honorable collègue M. Crémieux, reportez-vous au lendemain même des journées de Février, à l'hôtel de ville. Qu'est-ce qu'a fait, qu'est-ce qu'a formulé, dès son premier cri, cette révolution que vous accusez d'être si mesquine, et que vous voudriez convaincre d'être aujourd'hui si impuissante? Qu'a-t-elle fait? Elle

a proclamé le plus grand fait des temps modernes ; elle a changé en un seul jour une oligarchie en démocratie complète ; elle a proclamé, elle a institué par son premier acte, en abolissant la peine de mort, le principe de la fraternité, qu'elle veut féconder dans ses institutions secondaires. Ce principe de la fraternité, avait-elle ou non le droit de le proclamer ? avons-nous ou n'avons-nous pas le droit de l'écrire aujourd'hui ?

Qu'est-ce que l'acte d'une oligarchie de 250,000 souverains, dans un pays habité par 36 millions d'hommes, et qui abdiquent librement, généreusement, spontanément, leur part de souveraineté, pour l'étendre à l'universalité du peuple, pour appeler à cette souveraineté collective et égalitaire l'unanimité des citoyens ?

Ce déponillement volontaire, cet appel à la souveraineté, vous n'appellerez pas cela un acte de fraternité sublime, digne d'être inscrit au sommet de votre institution ? (Très-bien !)

Messieurs, je n'abuserai pas plus longtemps, sur cette question secondaire, de l'attention de l'assemblée. Un mot très-rapide seulement sur la question principale dont je parlais tout à l'heure, sur ce procès terrible aujourd'hui, sur ce procès qui sera vidé bientôt de deux manières, et par la raison souveraine du pays, et par la nécessité même de la nature, entre la propriété et les exigences subversives aujourd'hui,

non du peuple, mais de ceux qui l'empoisonnent pour l'enivrer de leurs passions, déguisées en théories.

A cet égard, je suis de l'avis de l'orateur auquel je succède; il faut s'expliquer, il faut s'entendre : quant à moi, je vais m'expliquer catégoriquement. (Marques d'attention.)

On m'a accusé de communisme aussi, et vous avez entendu tout à l'heure comment je définissais le communisme, et à quelle distance infinie je tenais mon intelligence et ma raison politique éloignées de ces théories aussi contraires à la nature que funestes à la société. Et cependant, je le répète, on m'a accusé aussi de communisme; sur la foi de quoi? Sur la foi de certaines paroles que je voudrais avoir sous la main pour vous les relire ici, sur la foi d'un fragment de l'*Histoire des Girondins*, dans lequel, remontant au principe chrétien, philosophique et divin de toutes les institutions parmi les hommes, je montrais ce progrès séculaire que font toutes ces institutions, non pas pour se restreindre, pour s'endurcir, pour se murer dans l'égoïsme, mais pour se répandre et pour s'universaliser; et où j'applaudissais de toutes mes convictions, de toute mon âme à cette expansion des bienfaits de la société, au nombre desquels je mettais avant tout la propriété et l'universalisation du droit de propriété, comme l'avaient fait avant moi des hommes dont je ne voudrais pas même vous répéter les noms; hommes qui,

dans leur délire et dans leurs passions politiques, n'avaient jamais du moins porté l'aberration jusqu'à nier la propriété, cette expression même de la nature. (Très-bien!)

C'est à tort, certes, que l'on m'a accusé d'abandon du principe de la propriété; car je ne connais pas en France un homme qui *adore* autant que moi la propriété; et je me sers à dessein de ce mot, qui paraît élever le sentiment au-dessus de la chose. Je dis que j'adore la propriété, non pas seulement comme mobile de tout travail, comme réservoir de toute épargne, comme stimulant de toute industrie, comme rémunération, comme salaire de tous les travailleurs, comme accessibilité sans cesse présente, sans cesse montrée à leurs yeux, pour les appeler, par l'ordre, par l'économie, par la loi même, à la propriété comme nous; je dis que je l'adore comme principe divin, comme loi de Dieu, et non pas comme loi humaine, comme fibre constitutive de la nature de l'homme, s'il m'est permis de parler ainsi. Il m'a été de tout temps impossible de comprendre aucune nature de société qui n'eût pour base cette loi même de la propriété. Dans des écrits qui n'ont pas encore paru, mais qui sont écrits, j'ai étudié, aussi profondément qu'il m'était possible de le faire, la nature métaphysique, quoi qu'on dise, de cette institution sociale, et j'y ai reconnu partout la nature pour ainsi dire divine, non-seulement la sanction

que donnent l'homme et la législation à un principe, mais la sanction sacrée que Dieu donne, par un sentiment même, à une institution. (Profonde sensation.)

J'ai reconnu que la propriété n'était pas une loi, mais un instinct, une condition inhérente même à la nature humaine, et qu'il était impossible, sans fausser le sens même de Dieu dans son œuvre humaine, de nier les développements du principe de la propriété. En politique, Messieurs... j'ai beaucoup voyagé (Sourires), et j'ai tâché de retirer quelques fruits de mes voyages... (Nouveaux sourires.) S'il m'était permis de répondre d'ici à ces sourires, dont je comprends la malveillance sans chercher à en repousser le sens injurieux; si je déroulais ma vie politique, intention par intention, acte par acte, pensée par pensée, vous ne souririez pas peut-être à cette ridicule rencontre de mots : « En politique, » rapprochés de ces mots : « j'ai beaucoup voyagé ; » car, quoi que vous en pensiez, vous qui souriez, vous verriez que je n'ai eu qu'une route et qu'un but. (Très-bien ! très-bien !)

Je disais, Messieurs, qu'en politique j'avais examiné aussi ce qu'était la propriété relativement aux autres conditions de l'ordre social, monarchiques, démocratiques, républicaines, despotiques même; et de ce que j'avais vu sur les lieux, étudié, observé, noté dans l'état même du sol, des villes, des villages, des terroirs, des populations, il en était ré-

sulté pour mon esprit cette conviction, à l'état de vérité démontrée, que l'état de la constitution de la propriété, dans tel et tel pays, était l'échelle rigoureuse, était la mesure exacte du perfectionnement ou de la dégradation de la société dans ces pays.

Voilà ce que j'ai vu partout. Ainsi, à partir de la Turquie, et arrivés jusqu'en Angleterre, partout vous pouvez mesurer, degré par degré, l'échelle de la civilisation et de la perfection de toutes les conditions humaines par l'achèvement, passez-moi le mot, des conditions de la propriété dans les différents peuples dont je parle. Là où la propriété était précaire aussi, là où la propriété était intermédiaire et mieux constituée, mieux répartie entre les hommes, vous aviez ce qu'on appelle dérisoirement aujourd'hui la bourgeoisie, ce que j'appellerai, moi, le tronc de l'arbre humain, la force centrale, non de cette grande nation que nous voulons confondre dans un seul être, dont nous ne définissons que métaphysiquement les conditions distinctes; là, dis-je, où la propriété était répartie dans une masse de propriétaires qui forme pour ainsi dire le cœur, le noyau de la nation, la nation elle-même était plus libre, plus indépendante, élevée à un plus haut degré de force, de dignité vis-à-vis du pouvoir : là, au contraire, où la propriété était dégradée, où elle était dans les mains du pouvoir, qui la faisait passer comme une monnaie entre les mains de ceux dont il voulait ré-

compenser la corruption ou les services, la propriété elle-même était le signe de la dégradation et bientôt de l'extinction de cette race; en sorte que si des ennemis de l'ordre social, n'ayant pas seulement des systèmes, mais ayant des perversités sataniques dans l'âme, des haines inextinguibles contre le genre humain, voulaient faire et veulent lui faire encore tout le mal qu'une société, que le monde moral, social, que l'humanité peut souffrir ici-bas, ils n'ont pas besoin de s'ingénier beaucoup; ils n'ont qu'à frapper au cœur la propriété : à l'instant même où la propriété s'écroule dans un pays, tout s'écroule, c'est la vie qui est atteinte dans le cœur même; la société est morte, il n'y faut plus penser. (Bravos prolongés.)

Mais, Messieurs, de ce que la propriété est, à mes yeux comme aux vôtres, le fondement même de toute sociabilité durable et régularisée, s'ensuit-il que la propriété (et je reviens ici à certaines expressions du préambule de la commission, qui ne satisfont pas, je le déclare, à toute l'étendue de ma pensée), s'ensuit-il que cette propriété n'est pas perfectible? s'ensuit-il que cette propriété n'est pas corrigible? s'ensuit-il qu'elle ne peut pas recevoir des conditions de libéralité générale, d'expansion plus universelle, et, en les recevant, se fortifier, Messieurs, au lieu de s'amoindrir?

Pour moi, le fait est démontré, et c'est par là que je touche, en deux mots, à la question de travail.

On vous dit : « Écrivez-vous le droit au travail d'une manière absolue, d'une manière abusive, et, passez-moi le mot, absurde et ridicule? Écrivez-vous (et on vous défie de le faire avec raison), écrivez-vous que tout individu, sur la surface du sol, a droit à toute nature de travail? » Mais ce serait écrire du même mot l'absorption de tout capital par l'impôt et l'anéantissement même du capital, c'est-à-dire l'anéantissement absolu du travail; car je ne pense pas qu'il y ait personne ici qui soit de la nature de ces esprits égarés qui prêchent au peuple l'anéantissement du capital, afin de multiplier le travail; le tarissement de la source, afin de multiplier l'eau. (Applaudissements.)

Voilà leur logique! Jamais raisonnement n'est descendu plus bas. (Très-bien! très-bien!)

Non, ce n'est pas là la nature du travail que beaucoup d'esprits sages, émanés comme moi de la révolution de Février, mais voulant à la fois conquérir la république et la contenir dans les seules limites où la république puisse durer, c'est-à-dire dans les limites où la république offre des garanties, non pas seulement à telle ou telle classe ondoyante, souffrante, flottante de la société, mais à toutes les classes invétérées, enracinées, propriétaires, industrielles, à toutes ces classes dont l'universalité, depuis notre république, doit former, sans exception, l'unité du peuple, selon la pensée de Février. (Très-bien!)

Non, Messieurs, nous avons voulu dire et nous pensons que quand les prolétaires, cette classe si nouvelle dans la société, par suite du phénomène industriel qui les a, non pas produits, mais multipliés trop malheureusement; quand cette classe de prolétaires, dans des circonstances fatales, exceptionnelles, par des chômages, par des misères unanimes, par des besoins de travail qui ne seront pas satisfaits par les conditions ordinaires des industries, par des infirmités, par un nombre d'enfants excédant les forces de la famille; quand, par toutes ces conditions de force majeure, d'accidents supérieurs à la prévision humaine, des hommes sur la surface de la république manqueront de pain, nous reconnaitrons pour eux le droit au travail : j'entends par là, Messieurs, le droit à l'existence (Très-bien!), le droit de vivre, c'est-à-dire le droit au travail en cas de nécessité démontrée, et à des conditions de salaire inférieures au taux des salaires privés, en sorte que nul individu ne puisse offrir ses bras sans trouver du pain, ou souffrir sans être soulagé sur la surface de la république.

Le travail privé est le seul qui puisse nourrir des multitudes infinies d'hommes, des millions d'hommes. Mais quand cette condition du travail ordinaire viendra à faillir, la république, fondée sur ces grands et saints principes de fraternité que contestent si malheureusement des hommes plus attachés, par

leur situation et par leurs vertus, que nous à la promulgation divine de ces principes qu'ils rejettent, non du cœur, mais de la bouche, à cette tribune, par un malentendu de mots et non de sentiments; quand ce malheur arrivera à ceux que nous devons relever peu à peu de la situation de prolétaire, et à qui nous devons la vie, la république, je le répète, ne se croisera pas les bras, et ne répondra pas à ces hommes : « Mourez si vous voulez, vivez si vous pouvez. »

J'entends qu'une des vérités promulguées au profit du peuple tout entier, au profit des propriétaires, sachez-le bien, autant que des prolétaires, mille fois davantage, car si la propriété se défend par des lois, elle se défend bien davantage et bien autrement par ses bienfaits et par ses vertus (Très-bien! très-bien!); je dis que, dans des conditions de détresse pareille, accidentelles, déterminées, surveillées par la loi, vous devez hardiment, avec ces conditions définies, écrire le droit de ces citoyens au travail. Et je m'étonne, en finissant, qu'un homme qu'on me disait hier et que je crois être profondément religieux, car je le voyais applaudir sur son banc à ces paroles du vénérable évêque d'Orléans, qui vous recommandait la religion comme base, comme pivot de toute sociabilité; je m'étonne, dis-je, qu'un esprit comme le sien, aussi lumineux, aussi logique, aussi pénétrant dans toute la profondeur de toutes

les questions qu'il se l'est montré hier à cette tribune, ait repoussé, avec une inflexibilité de paroles qui n'appartient ni à l'âge de la foi ni à l'âge de l'espérance, qui est celui de ses années (Très-bien!), des principes qui, s'ils étaient glacés, refroidis dans nos cœurs, dans le cœur des hommes qui ont déjà des cheveux blancs, devraient se retrouver dans toute leur fécondité, dans toute leur vivacité, dans l'âme de cette noble jeunesse à laquelle j'ai la douleur de rappeler en ce moment ses sentiments les plus naturels. (Vive approbation.)

Je n'irai pas plus loin; je réserve pour la discussion prochaine des articles, ou pour quelque amendement, que j'apporterai demain moi-même à cette tribune, à la rédaction du programme, les considérations plus étendues que j'aurai à débattre. Mais je ne veux pas descendre sans ouvrir pour ainsi dire mon âme à l'assemblée; je ne veux pas descendre sans dire à mes amis comme à mes adversaires de tous les bancs, dans cette question, ce que j'éprouve depuis ces deux ou trois mois, à propos de cette question du prolétariat, du travail, de la propriété, des conditions ou généreuses ou dures dans lesquelles on veut ou la répandre ou la rencontrer. (Mouvement d'attention.)

Où en sommes-nous venus, Messieurs? et qu'il y a loin de nous aujourd'hui, du peuple d'aujourd'hui; à ce peuple généreux, magnanime, qui nous appor-

tait gratuitement ses bras. son obole, les gouttes de ses sueurs à l'hôtel de ville, en offrande à la patrie, à la république, en garantie à la propriété! Qu'est-ce que nous entendons depuis ces malheureuses controverses, et de la bouche de ceux qui fanatisent ce peuple pour tout ce qu'il y a de plus vil, de plus animal, de plus matériel, et de la bouche même de ceux qui les combattent, des économistes d'une autre école, sur ces malheureuses thèses de travail et de propriété? Pas un mot de spiritualisme, pas un mot qui dénote une de ces aspirations généreuses au-dessus des questions purement alimentaires! On dirait que la société humaine en France ne se compose à leurs yeux que de pain et de viande, et que toute la civilisation d'un peuple comme nous se borne à des espèces de ratchiers humains, où il s'agit de trouver le plus de places possibles, et de donner à chacun une part exactement pesée, de manière à ce qu'aucune ne soit ni plus forte ni plus savoureuse que celle de son voisin. C'est là un grossier et abject matérialisme, qui ne fera jamais produire les grandes choses, les grands dévouements à une nation! (Très-bien! très-bien! — Longs applaudissements.)

Et que doivent dire de nous, me disais-je silencieusement à moi-même sur mon banc, en écoutant ces discours, en lisant ces journaux, ces affiches; que dira l'histoire à la postérité qui nous attend? « Mais qu'est-ce que ce peuple français, le peuple des

idées, avait donc fait de son âme en ce temps-là? dira-t-elle. Où donc était l'inspiration immatérielle, spiritualiste de cette grande révolution et de ces immortelles discussions? car enfin il faut une âme à un mouvement pareil de l'humanité. » Et elle se répondra : « Mais je n'en vois pas; je ne vois que de misérables chiffres se heurtant contre d'autres misérables chiffres; je n'entends que des questions de boire et de manger, de spolier, de conserver, d'attaquer, de défendre; des questions purement alimentaires, des questions de produit net, de spoliation par les uns, de retenue avare et cupide par les autres : pas une pensée qui dépasse les limites des comptoirs, de l'industrie ou des champs ! » En vérité, il semble que vous pourriez effacer ces trois mots magnifiques que nous nous proposons d'inscrire sur le frontispice de votre constitution, *liberté, égalité, fraternité*, et les remplacer par ces deux mots immondes, *vendre et acheter*. (Sensation. — Applaudissements prolongés.)

Eh bien ! nous laisserons-nous plus longtemps tromper? nous laisserons-nous plus longtemps diviser? nous laisserons-nous plus longtemps amoindrir, avilir ainsi aux yeux de l'Europe et de la postérité? Non, non ! c'est assez de matérialisme comme cela ! revenons au noble élan du peuple de Février et de nous-mêmes. (Mouvement.) Je crois à la divinité de l'âme française ! (Très-bien ! très-bien !) Je sais, je comprends qu'elle est momentanément comprimée, glacée par la

panique que des prédications malfaisantes et des passions, hélas ! plus aveugles encore que perverses, ont répandue sur l'atmosphère du pays, et par les craintes mal fondées qu'on donne à la propriété, aussi solide que le sol, aussi impérissable que la nature. (Oui ! oui !)

Mais l'âme de la France reprendra son élasticité avec la confiance qui lui revient jour à jour. Quelle est donc la force humaine qui pourrait exproprier le genre humain ? Nous ferions des barricades aussi, et nous ferions bien ; car vous m'attaquez avec des sophismes, et je me défends avec des instincts ! Oui, l'âme du peuple reprendra sa sérénité ; la vôtre, sa générosité ; car vous êtes la tête et le cœur du peuple. (Marques d'approbation.)

Protestons, nous, en attendant, protestons avec énergie pour ces déclarations de principes et d'humanité qu'on nous refuse avec une si aveugle persistance ! Protestons pour nous, pour nos enfants, pour notre époque, pour l'avenir, pour notre justification d'avoir fait une révolution ! (Très-bien ! très-bien ! — Longs applaudissements.)

Rattachons à un principe spiritualiste, moral, religieux, divin ; rattachons à Dieu, chaînon par chaînon, toutes les déclarations sommaires comme toutes les réalisations populaires, pratiques, que nous devons à Dieu qui les inspire, et à ce peuple aussi, à ce peuple de frères qui a donné son sang à la révolution, et à qui nous devons rendre cette révolution en bienfaits !

SUR LE DROIT AU TRAVAIL.

DISCOURS

PRONONCÉ

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

LE 14 SEPTEMBRE 1848.

Je prie l'assemblée de ne rien préjuger, et de ne pas se tromper sur mes intentions en me voyant monter à cette tribune, à l'occasion de l'amendement de l'honorable M. Mathieu (de la Drôme). Je ne viens pas soutenir cet amendement, et je ne voterai pas pour son adoption.

Je ne viens pas, vous le comprenez d'avance, élargir la distance entre la commission et moi.

Je viens me rapprocher, au contraire, et rapprocher autant que possible le vote de mes amis de la rédaction de la commission, et surtout des paroles éloquentes d'un de ses membres qui, en éclairant tout à l'heure l'horizon de cette question, l'a

élargie encore, et l'a portée tout à la fois à la hauteur d'une question de haute philosophie, de haute moralité et de haute politique. (Très-bien ! très-bien !)

Messieurs, je me reprocherais néanmoins, je me reprocherais cruellement, quelle que soit la douleur que j'éprouve, vous le comprenez tous, de venir combattre des paroles auxquelles j'ai si souvent intérieurement applaudi ; je me reprocherais de ne pas faire les derniers efforts pour concilier les deux parties de cette assemblée, qui, je le sais, sentent dans une intention commune, pensent dans une intelligence unanime, et ne sont, au fond, divisées que par la force ou par l'insuffisance des expressions dans une telle rédaction. Je voudrais les amener comme j'ai été amené moi-même dès le commencement de cette discussion et dès le temps du gouvernement provisoire ; je voudrais les ramener tout à la fois au sens pratique et au sens philosophique de la rédaction que nous devons adopter, c'est-à-dire à la vérité tout entière, à la vérité de cœur et à la vérité de la pratique.

Messieurs, je l'espère, si l'assemblée nationale me fait l'honneur de m'écouter avec une attention qui, je l'avoue, doit lui paraître jusqu'à un certain point pénible et méritoire après l'émotion où elle a été jetée.

La conformité de nos intentions populaires, au

fond, me rassure sur le résultat; nous voterons quelque chose d'aussi loin de la sécheresse de termes qu'on nous propose que des exagérations socialistes qui perdraient tout.

Messieurs, je demande à reporter d'abord (et j'en ai besoin, on le comprendra, pour mes antécédents et pour ceux de mes honorables amis du gouvernement provisoire), je demande à reporter la question sur son véritable terrain. Je demande à exposer en très-peu de mots les faits tels qu'ils se sont passés. Il ne faut pas de calomnie sur l'intelligence, sur les intentions, sur les actes du gouvernement qui, dans des circonstances aussi difficiles, a eu à manier tout seul des questions sous lesquelles vous semblez fléchir vous-mêmes, dans votre universalité et dans votre souveraineté nationale.

Non, il n'est pas vrai, comme on l'a semé dans le public, comme on l'a porté à cette tribune, que le gouvernement provisoire, par je ne sais quel amour de popularité qu'aurait excusé peut-être l'extrémité du moment, ou par un défaut d'intelligence, ou par des concessions qui accuseraient une véritable lâcheté parmi ses membres, ait favorisé ces utopies qu'on fait flotter sur cette discussion depuis qu'elle est ouverte; il n'est pas vrai que le gouvernement provisoire ait fanatisé le peuple avec ces promesses d'organisation impossible du travail, de travail fourni indéfiniment à toute nature de facultés de travailleurs.

Voici ce qui est vrai, Messieurs : c'est que le surlendemain de la révolution de Février, au moment où le peuple venait de renverser un trône et d'élever la république, ce peuple encore ardent, justement fier de la victoire qu'il venait de remporter, dont il ne demandait pas alors à abuser, ce peuple vint devant le gouvernement provisoire. Sans doute il y avait, dans la foule de ceux qui s'adressaient à nous, des hommes qui, par ignorance, par le fanatisme de sectes ou de doctrines, demandaient plus qu'il n'était possible d'accorder, plus qu'il n'est possible à l'humanité tout entière d'obtenir de ses efforts et de son intelligence : ils nous demandaient ceux-là l'organisation du travail.

Que leur répondîmes-nous, Messieurs ? J'en atteste ici l'unanimité des membres de ce gouvernement ; nous lui répondîmes, d'une voix ferme et sensée, que ce qu'il nous demandait était impraticable ; que jamais nous ne fanatiserions le peuple avec des prestiges d'idée qui ne contenaient aucune vérité, aucune réalité, qui ne contenaient que du vent et des tempêtes. Nous répondîmes, Messieurs, qu'il y avait deux choses dans les demandes qui nous étaient adressées : une chose entièrement illusoire, imaginaire, chimérique, une ruine de tout le capital, un attentat à toute société et à la propriété ; c'était l'organisation du travail, telle que les orateurs qui nous sont opposés l'apportent constam-

ment à cette tribune, et en combattent non pas la réalité, mais le fantôme.

Nous leur répondîmes, il est vrai, d'un autre côté, qu'il y avait, dans l'humanité, des droits sacrés, des droits imprescriptibles, devant lesquels des législateurs humains, consciencieux, de toutes les dates, ne devaient pas reculer; que ces questions seraient examinées avec l'attention, avec la cordialité que méritaient ceux qui les apportaient au gouvernement provisoire; qu'au nombre de ces questions, Messieurs, était le droit au travail. Mais quel droit au travail? Je vais le dire: c'est moi, précisément, qui ai eu l'honneur de le définir devant eux.

Il ne s'agissait pas de conférer, comme le disait tout à l'heure l'honorable M. Dufaure, à tout citoyen un titre impératif contre le gouvernement, pour en obtenir la nature de salaire et de travail qui paraîtrait convenable à sa profession individuelle. Nous répondîmes que ce travail est impossible; qu'il absorberait en un an, en quinze mois, non-seulement tout le revenu, mais le capital de la nation; que jamais le gouvernement ne signerait une pareille folie; que nous entendions par droit au travail ce que nous écrivîmes (car on parle souvent de cet acte du gouvernement provisoire, eh bien! on me l'a rappelé, car j'en avais entièrement oublié les termes), ce que nous écrivîmes et ce que, sous une certaine forme, je me bornerai, en terminant, à vous prier

d'écrire vous-mêmes ; le voici : le droit pour tout individu, vivant sur le territoire et sous l'empire des lois bienfaisantes de la république, de ne pas mourir de faim ; non pas le droit à tout travail, mais le droit à l'existence, la garantie des moyens d'existence alimentaire par le travail fourni au travailleur, dans le cas de nécessité absolue, de chômage forcé, aux conditions déterminées par l'administration du pays, et dans la limite de ses forces ; et une série d'institutions de même nature, institutions dont vous avez jeté en trois mois, comme le rappelait tout à l'heure l'honorable M. Dufaure, les principales bases dans ces décrets pleins de charité, pleins de véritable popularité, que vous ne cessez d'étudier ou de promulguer tous les jours ; de ces lois pour l'enseignement gratuit des enfants du peuple, pour fournir aux grandes industries, en cas de nécessité, des subventions et des secours, afin de ne pas laisser mourir de faim les ouvriers ; toutes les lois de secours pour les enfants trouvés, d'assistance pour les vieillards, pour les familles trop nombreuses.

C'est ainsi que devant ce peuple lui-même, qui avait encore à la main les armes qui venaient de conquérir le principe républicain (Très-bien!), oui, nous acceptâmes, nous signâmes et nous décrétâmes ainsi le droit au travail. Il n'y a pas eu autre chose. Et c'est là ce qu'un certain parti appelle des concessions ; c'est seulement là ce qu'il doit accuser, ce qu'il

doit blâmer en nous; car les ateliers nationaux, vous le savez, ne furent pas un système : les ateliers nationaux furent une fatale et courte nécessité de la circonstance. Il ne dépendit pas du gouvernement provisoire de les former; il ne dépendit pas du gouvernement provisoire de les dissoudre avant que la force, avant que l'autorité, la justice et la bienveillance nationale eussent comparu dans vos personnes et se fussent réunies ici. Les ateliers nationaux ne furent pas autre chose que l'entrepôt secourable et momentanément de cette immense population souffrante de Paris, compromise, non par la république, ne vous y trompez pas, mais par la crise qui avait précédé la république, mais par l'ébranlement d'une révolution que la république n'avait pas faite, et à laquelle elle succédait dans des circonstances critiques. La république ne fit que remplacer le gouvernement tombé, pour agrandir et fortifier la société en l'agrandissant. Voilà cette calamité des ateliers nationaux : nous ne leur avons jamais donné d'autre nom; nous n'avons jamais songé à les présenter au pays comme un système; nous les avons seulement présentés comme un malheur qu'il fallait savoir supporter pour éviter un malheur et une honte plus grands, le malheur et la honte de voir mourir de faim, de voir se répandre en vagabondage, et dans la ville et dans les territoires des peuples environnants, des masses de peuple auquel, en vous attendant, nous offrons

du moins, non pas le pain de la pitié, mais le pain de l'assistance, dont ils n'abusaient pas alors.

Ne devons-nous pas, pour eux et pour vous, ce pain au peuple qui venait de la conquérir, et qui, ne l'oubliez pas, dans ces premiers jours de sa naissance, au lieu de porter le désordre et le pillage dans ses rues, n'a cessé, pendant ces deux mois, d'y porter l'ordre, la surveillance, le respect de la propriété? Ah! Messieurs, n'accusons pas tout de ce temps. Sans doute il y a eu des fautes, il y a eu des malheurs, des malheurs qui n'appartiennent pas seulement à ceux que vous en accusez, quo nous pourrions faire remonter plus haut, si nous voulions nous livrer ici à de fâcheuses récriminations. Il y a eu des fautes; il y a eu des malheurs. Les fautes, nous les confessons; les malheurs, vous les plaiguez, et vous tâchez de les réparer avec nous, en commun. Mais n'accusons pas tout, et rendons justice, sinon aux membres de ce gouvernement écrasé, comme vous l'auriez peut-être été vous-mêmes, par la soudaineté et l'extrémité des circonstances; mais rendons justice à ce peuple qu'on a calomnié dans ces premiers jours. Il n'a jamais demandé au gouvernement provisoire rien de pareil à ce qu'on allègue ici. Et une réflexion me frappe en ce moment et me pénètre le cœur. Quand je voyais, il y a six mois, ce peuple admirable (écoutez bien le mot), sublime dans les premières et grandes journées de sa révo-

lution, où il avait la société dans la main, et où il la rapportait intacte dans la nôtre, pour qu'à notre tour nous pussions vous la rapporter à vous-mêmes; quand ce peuple pleurait devant nous en nous demandant, non pas ces droits chimériques dont on le berce, mais en nous demandant seulement la providence de la société et de la république pour ses misères, du pain pour lui et sa famille, alors que les industries suspendues n'offraient pas de salaire, et nous demandait un salaire purement accidentel, alimentaire, aussi réduit que possible, et nous apportait même ses offrandes, l'obole de ses sueurs à la patrie, en nous demandant du pain, de l'assistance, de la compassion pour lui, et du travail, du travail, uniquement du travail : et en nous demandant cela, Messieurs, il arrosait nos mains de ses larmes; il nous offrait ses bras, Messieurs, pour aller éteindre ces incendies qui commençaient à dévorer nos édifices, et pour aller, pendant tant de mois, se faire lui-même la sentinelle assidue et infatigable à la porte de toutes les propriétés. (Très-bien! très-bien!)

Eh bien! Messieurs, je dis que quand je me rappelle ces scènes magnifiques, avant qu'on eût égaré, avant qu'on eût fanatisé, agité, trompé, dénaturé ce peuple, je ne peux m'empêcher de me dire : Est-il possible, est-il croyable que, six mois après ces événements, nous en soyons réduits aujourd'hui entre nous, et réduits en conscience, je n'attaque

aucune pensée... (les événements me profitent comme à vous-mêmes, je n'ai pas la prétention de laisser passer les tristes expériences en fermant les yeux, sans les apercevoir et sans les noter dans ma pensée d'homme d'État); mais je ne puis, dis-je, m'empêcher de me demander avec douleur comment nous en sommes venus à ce point de craindre qu'il y ait un danger à écrire pour ce peuple le droit de vivre, le droit à un travail en cas d'urgence, dont nous réglerons nous-mêmes la convenance et les conditions. (Très-bien!)

Je sais bien que ce n'est qu'un malentendu, que les cœurs n'y sont pour rien; je sais bien que les souvenirs du 23 juin sont là qui pèsent sur l'atmosphère intellectuelle et politique de mon pays; je reconnais que les événements de juin, que nous n'avons pas oubliés en deux mois, quand l'histoire ne les oubliera pas peut-être en deux siècles, que ces événements ont pu glacer, par une certaine panique, les sentiments les plus expansifs, les plus généreux, les plus bienveillants du pays.

Cependant élevons-nous, comme le faisait tout à l'heure l'honorable M. Dufaure dans ses magnifiques considérations, élevons-nous, par la puissance de notre pensée d'hommes politiques dont l'histoire enregistre les décrets, au-dessus de cette pression du jour et de l'heure. Voyons un peu plus loin, élevons-nous un peu plus haut.

Ce n'est pas une raison, parce que quelques sophistes corrupteurs du peuple ont changé leurs sophismes en séditions, parce que ce malheureux peuple a changé souvent ses premières bonnes intentions en guerre civile; ce n'est pas une raison pour nous de murer à jamais dans une constitution nos cœurs. Nous faisons la constitution, non pas pour une heure, non pas pour une circonstance, mais pour l'avenir, pour la gloire et pour la sécurité de notre pays tout entier.

Savez-vous pourquoi c'est une raison de parfaitement débattre, de complètement étudier entre nous, et de parfaitement définir, d'un concert commun, les droits et les devoirs que nous voulons inscrire à l'égard du peuple dans notre préambule?

Eh bien! Messieurs, je quitte pour un moment la discussion d'aujourd'hui, et je me reporte, par la pensée, à la discussion d'hier et d'avant-hier. Beaucoup d'économistes ont paru à cette tribune; mais, selon moi, bien que M. Thiers en ait dit lui-même au commencement de son discours, où il paraissait vouloir lancer l'esprit de l'assemblée dans la politique, et le sortir de la pure économie sociale, la question politique, selon moi, n'a pas encore jusqu'ici suffisamment dominé ce débat; permettez-moi de l'aborder un seul instant. L'heure, l'agitation de vos esprits, l'empressement que vous avez de conclure, me commanderont d'être aussi court que le temps.

Messieurs, qu'est-ce qu'une révolution ? Une révolution, est-ce la faim et la soif, comme on vous le disait il y a deux jours ? Une révolution, est-ce simplement ce fanatisme des appétits sensuels qu'on reprochait, avec juste raison selon moi, à certains orateurs de trop faire prévaloir dans leurs discussions ici ? Non, je n'abaisserai pas, et vous ne l'avez pas voulu un instant vous-mêmes, la justification des révolutions à ce vil et abject intérêt matériel. Ou les révolutions ne sont rien, ou bien une révolution est une idée. Si vous voulez avoir le vrai sens d'une révolution, si vous voulez lui chercher une solution naturelle et nécessaire, appliquez-vous à comprendre l'idée d'où cette révolution est sortie.

Eh bien ! on vous le disait tout à l'heure, et je n'ai qu'à vous le redire en peu de mots ici : Il y a eu une idée sous la révolution de Février ; il y a déjà eu une idée sous la révolution de 1830. Cette idée, Messieurs, que nous avons débattue ici avant la révolution de Février, et que, comme l'honorable M. de Tocqueville, nous avons pressentie dans l'air de la dernière tempête qui devait renverser la monarchie, c'est l'idée des masses, c'est l'idée du peuple, c'est l'idée de cette classe nouvelle de la société que le phénomène industriel a fait naître et agglomérée, a fait pulluler dans les grands centres manufacturiers et industriels, non-seulement de la France, mais de l'Europe tout entière. C'est cette

population arrachée par l'appât des salaires les plus élevés, et par un certain honneur malheureux, honneur mal compris, funeste honneur de venir soi-disant s'anoblir, mais, en réalité, se pervertir et souvent s'appauvrir et s'avilir dans les grands centres; c'est cette population à laquelle, je le répète, un salaire disproportionné au travail rural est une amorce continuelle pour venir dans vos grands centres de population, et qui, au moment où ce salaire cesse par l'effet d'une consommation qui disparaît, flotte, Messieurs, comme des troupeaux humains, plutôt comme un élément de malheur et de désordre, que comme une population organisée, dans le centre de vos grandes villes industrielles. Ils y apportent ce que vous y voyez tous les jours, dans un certain moment, dans les moments où la consommation s'ouvre de toutes parts, où la production ne peut pas suffire, des salaires exagérés, et tous les vices correspondant à des individus sans famille, qui ont à acquérir facilement et à consommer de même ces salaires exagérés dans les grandes villes. Puis, quand cette consommation cesse, quand cette production tarit, quand ce salaire s'évanouit dans leurs mains, des hommes qui, ayant perdu l'habitude de ce travail agricole, le plus sain, le plus moral de tous les travaux de l'homme, car il semble sortir de la terre une certaine vertu secrète qui moralise tout ce qui s'en approche (Très-bien !); quand ces hommes

ont perdu ces habitudes, et ont pris, au contraire, Messieurs, les mauvaises habitudes des populations citadines, et que le travail vient à cesser, des misères effrayantes alors, des masses d'abord oisives, puis bientôt désordonnées de population, comme vous l'avez vu dans les ateliers nationaux, masses dont la misère n'est pas le seul danger, mais qui, dans l'état actuel de notre civilisation, servent d'armes naturelles aux partis, et parmi lesquelles s'infiltrèrent toutes ces doctrines impuissantes dans leurs résultats, mais funestes comme inspirations, que vous avez à combattre aujourd'hui et que nous voulons combattre avec vous : eh bien ! Messieurs, on ne peut pas le nier, dans un état de civilisation pareil, il ne dépend pas de nous de fermer les yeux, de passer notre chemin et de ne pas les voir ; elles sont là qui nous assiègent ; et avant-hier, en sortant de la séance (permettez-moi un souvenir qui me frappe dans ce moment, et qui vous montrera s'il est possible d'oublier une situation comme celle où nous sommes), en rentrant avant-hier, le soir, dans ma demeure, je vis une longue file de soldats silencieux escortant à pas muets une immense file de prisonniers, les uns à pied, les autres sur des chariots, allant chercher leur pénalité, allant chercher leur exil sur l'Océan ; et, pendant ce temps, quand ce cortège passait devant mes yeux, je regardais derrière moi, et je me demandais quel était l'état de

cette grande ville qui vomissait ainsi, par nécessité, je le reconnais, une partie de ses membres à l'ost-racisme pour la déportation; et je voyais un camp derrière moi, et je voyais aux quatre coins de la ville, par la pensée, le même camp, des troupes nombreuses, une garde nationale sans cesse, et avec raison, sur le *qui-vive* ? pour pourvoir aux nécessités, aux explosions éloignées, je l'espère, mais enfin aux explosions possibles comme celles dont nous avons vu le triste spectacle dans les journées de juin. Et je me demandais, en pensant aux discours que j'entends quelquefois ici, où l'on vante les merveilles de notre civilisation, que je reconnais sous certains aspects; mais je me disais : Est-ce là un état naturel et parfait de société? Ah! ce n'est pas la république qui a fait cet état de choses, c'est la révolution qui a jeté dans la rue ces masses innombrables! c'est la question politique compliquée de la question industrielle!

Et je reviens par là à la discussion qui vous occupe. Je sais qu'il est très-difficile, et ici je me rapproche du sentiment si bien exprimé tout à l'heure... (Bruit. Interruption.)

Je disais, Messieurs, qu'il était très-difficile, prodigieusement difficile, de trouver des remèdes à une pareille situation; que s'il y avait du danger dans les mots, il y en avait bien davantage dans les silences. (Très-bien!) Je savais qu'il y a une difficulté

extrême à concilier ces deux questions de la propriété et du travail corrélatives dans votre pensée.

La propriété et le travail, que des théoriciens insensés veulent et ont toujours voulu séparer devant vous et devant le peuple, ne sont au fond qu'une seule et même chose. Il est impossible de séparer le capital du salaire, et le salaire du capital. Et voilà pourquoi je répondais au peuple du 25 février : Non, je ne signerai jamais cela, parce qu'il m'est impossible de le comprendre.

Cependant, si la société ne peut toucher trop impérieusement à la propriété sans la faire évanouir, sans l'intimider, sans que le crédit tarisse, s'évanouisse, peut-elle se désintéresser aussi totalement de la question des travailleurs? Mais si elle se désintéresse de la question des travailleurs, si elle l'abandonne à l'ancienne économie politique anglaise du laisser-faire et du laisser-passer, il arrivera ce que vous voyez arriver : cela arrivera sous tous les gouvernements; cela arrive en Autriche, sous les monarchies; cela arrive en Angleterre, sous les aristocraties; en France, sous la république.

Le travailleur ne peut pas rester absent de la pensée et du regard des législateurs. Il tient une trop grande place et une place trop périlleuse dans l'ensemble de votre société, pour qu'il vous soit permis de l'écarter de votre constitution comme nous voudrions tous l'écarter de sa misère par la bien-

faisance de l'État. Cela est absolument impossible. Il faut que ces deux intérêts se coordonnent, que la sagesse du gouvernement intervienne constamment de toutes les manières, comme disait hier M. Thiers ; par tous les procédés, comme le disait aujourd'hui si bien M. Dufaure. Il faut que la société, que le législateur, que la constitution intervienne complètement entre ces deux intérêts, non pas pour les paralyser l'un par l'autre, mais pour les féconder l'un par l'autre, pour les surveiller, pour empêcher que l'un opprime l'autre ; et je me hâte de vous dire : Je ne crains rien pour la propriété ; je sais que la propriété, dont on me contestait hier l'origine, est, ainsi que j'avais l'honneur de le dire à l'assemblée, une fibre constitutive de l'homme, un instinct primordial tel, que si l'on me demandait en conscience si c'est la société qui a formé la propriété, ou la propriété qui a formé la société, je serais embarrassé de répondre, comme ces philologues qui ne savent pas si la parole a précédé la pensée, ou si la pensée a coïncidé avec la parole.

Je sais de plus que, quelle que soit la propagation des théories antinationales et antipropriétaires, il y a un fait dans la propriété, il y a une résistance insurmontable et invincible. Il y a un homme, il y a un père de famille sur chaque sillon pour la défendre, il y a un vengeur sur chaque porte pour la venger, si elle était violée.

Par conséquent, je vois beaucoup d'expropriateurs; mais, dans la question de propriété, je ne vois pas d'expropriés.

Mais parce que je n'ai pas d'inquiétude sur la propriété, s'ensuit-il que nous ne devons avoir aucune sollicitude sur la manière dont la propriété doit se montrer elle-même dans ses institutions et dans ses bienfaits? s'ensuit-il, comme on me le contestait l'autre jour, comme on m'accusait de l'avoir dit, que la propriété ne soit pas corrigeable, ne soit pas perfectible dans les développements de la législation humaine? Non; mais je maintiens ce que j'ai dit, et je l'explique.

La propriété est divine dans son principe; elle est humaine et variable quelquefois dans ses formules; elle est progressive plutôt, c'est le mot véritable. Ainsi, remontez jusqu'aux premières législations et descendez jusqu'à la vôtre : vous trouverez partout que la propriété a été corrigée, heureusement pour elle et sans être affaiblie, et, au contraire, en recevant une force plus grande, une unanimité plus invincible, par les corrections qu'elle recevait.

Ainsi, la législation et la constitution reconnaissant la propriété de l'esclave, l'homme a été dépouillé de l'homme; elles reconnaissaient au père la propriété de l'enfant; elles reconnaissaient aux cadets la propriété de mainmorte; elles reconnaissaient aux aînés des familles la propriété du droit

d'aisance; elles reconnaissaient aux noblesses, aux aristocraties, la propriété des privilèges et des immunités, l'impôt. La propriété a été corrigée de tous ces excès, de tous ces défauts. Je le répète, en est-elle devenue plus faible? Elle est devenue plus répandue, comme un gage entre toutes les mains, qui coïntéresse la société tout entière à sa défense. Elle est devenue plus juste, et, de même qu'elle est corrigible, elle est perfectible. Et à mesure que les siècles ont avancé, les législateurs ont constaté, ont reconnu et ont écrit des droits de propriété nouveaux qui n'ont porté aucune atteinte au principe de la propriété, qui n'ont été que son développement, et son application plus féconde dans l'humanité.

Eh bien! selon moi, la question qui nous occupe, l'immense question des industries des travailleurs, des prolétaires, pour leur appliquer le mot dont on les appelait autrefois, et que j'ai été le premier à demander qu'il fût effacé de la langue bien longtemps avant la république; cette propriété qu'il faut reconnaître, qu'il sera glorieux et utile à la république, à la France tout entière, d'avoir reconnue, c'est la propriété des bras de l'homme; en un mot, c'est le droit de vivre, c'est le droit à l'existence, donné par la nature elle-même; c'est la possession et l'usage de ses bras que Dieu a donné à l'homme, sans doute pour qu'il s'en servît à son travail, mais pour que ce travail aussi servît à sa subsistance.

Hier, Messieurs, on s'élevait, à cet égard, à des considérations de la plus grande portée, dans lesquelles je ne suivrai pas l'honorable M. Arnaud (de l'Ariège). On vous disait, non pas à la manière de Mirabeau : « Il y a deux morales, une petite morale et une grande morale, et la petite tue la grande ; » mais on disait (je me trompe, ce n'est pas M. Arnaud, c'est M. Gaslonde), on vous disait : « Il y a une morale divine ; il y a un instinct fraternel, fécond en bonnes œuvres dans l'âme des citoyens ; mais gardez-vous bien de porter ces bons instincts dans le domaine de la loi, vous les rendriez stériles dans les mains du citoyen, vous les rendriez inefficaces, dangereux dans les mains de la loi. »

Messieurs, c'est ce que je combattrai et ce que je n'ai cessé de combattre depuis le jour où j'ai appliqué ma pensée. La vérité nouvelle, c'est le contraire de cet'éloquent sophisme : c'est qu'il n'y a pas deux morales, c'est qu'il n'y a pas deux vérités, c'est que ce qui est bon, ce qui est vrai, ce qui est humain, ce qui est honnête dans le cœur de la généralité des citoyens, doit passer le plus tôt possible en droit écrit dans le domaine de la loi ; et c'est par la loi que la loi est loi, c'est-à-dire impérative par son autorité sur la conscience.

Cela n'enlève rien au particulier de son mérite. Les devoirs exercés sont produits par le sentiment ; les droits obéis sont du domaine de la loi, ils sont

produits par elle au profit de la législation et du pays tout entier.

Tout à l'heure l'honorable M. Dufaure vous faisait à cet égard une distinction qui, au premier abord, me paraissait admirable, et qui, au deuxième, a été bien loin de me convaincre. Il vous disait : « Ne parlez pas de droit, parlez de devoirs; il est bien plus beau, et je pourrais dire plus philosophique, de parler aux hommes de leurs devoirs, que de les mettre en possession de leurs droits. Il y a bien plus de dignité, dans la persuasion de l'intelligence et de la vérité; à persuader un devoir aux hommes, qu'il n'y a de puissance dans la loi qui les contraint à l'obéissance. Si vous voulez que votre législation soit aussi morale que possible, soit aussi divine que la source d'où émane toute législation, inculquez donc, persuadez donc, gravez donc dans votre constitution des devoirs; n'y écrivez pas des droits. »

Je réponds à M. Dufaure que personne moins que moi ne méconnaît la puissance, la sainteté, la beauté philosophique et morale de cette persuasion du citoyen au citoyen ou du moraliste au peuple, qui, au lieu de lui faire d'une vertu une injonction impérative, lui en fait un conseil; conseil qu'il est d'autant plus beau aux hommes de suivre, qu'ils n'y sont pas souverainement forcés par la législation.

Mais je lui réponds aussi que si ces devoirs ainsi promulgués sont beaux dans le domaine de la phi-

losophie, dans le domaine de la politique, dans le domaine de la constitution, de la législation, de l'administration, il n'y a pas de lois au monde à qui il soit permis de conseiller seulement le devoir; mais qu'il faut que la loi les écrive des deux manières, en devoirs d'un côté, en droit de l'autre. « Cela est plus beau, dit M. Dufaure. » Comme vertu, oui; comme civilisation, non; et la législation tout entière lui répond ici pour moi. Le sentiment fait le devoir; la loi constitue le droit. Et y a-t-il un seul de ces devoirs, d'abord purement moraux, d'homme à homme, de citoyen à citoyen, dont la loi écrite n'ait fait un droit? Je n'en prends que quelques exemples. Ainsi, vous conseillez dans vos chaires religieuses et philosophiques aux enfants le respect, le culte, le soin de leur père infirme, de leurs parents dans le besoin. Ne l'écrivez-vous pas ensuite en droit, ce sentiment et ce devoir par le père d'être assisté par ses enfants? Ainsi de l'amour de la patrie, ainsi de tout le reste des droits humains. M. Dufaure, dans cette partie d'ailleurs si belle de son argumentation, a confondu deux régions de la moralité humaine : la zone morale et la zone légale. Nous voulons que l'une pénètre l'autre; nous voulons écrire un droit moral de plus dans le code de la république : le droit de vivre et d'être soulagé. La propriété de ses bras, encore une fois, mais la propriété utile et productive au moins de subsistance pour lui.

Et demandons-nous cela sous cette forme imprudente, téméraire, qui permettrait à l'individu de sommer la société de lui donner toujours, en toute circonstance, à son caprice, telle ou telle nature de travail ou de salaire ?

Non, rien de pareil. Nous vous demandons seulement d'écrire ce que vous pensez, ce que vous sentez, ce que vous faites, ce que vous rougiriez de ne pas faire. (Sensation.)

On dit : « Mais vous seriez le premier pays du monde qui aurait jeté un tel problème dans les fondements de sa constitution ; mais vous exposeriez la propriété à être tous les jours au pillage des intérêts et des injonctions individuelles. »

Mais, Messieurs, l'honorable M. Dufaure, qui a lu à cet égard les économistes anglais, n'est donc pas remonté jusqu'à l'origine même de cette question en Angleterre ? La commission sait-elle que cette question du droit au travail, appliquée quelquefois malheureusement, heureusement le plus souvent dans la législation anglaise, remonte à près de trois siècles, et que pendant ces trois siècles, bien loin de produire ces résultats calamiteux qu'on nous prédit de toutes parts, elle a sauvé l'Angleterre vingt fois de ce contraste terrible entre la misère des prolétaires et une aristocratie territoriale, objet de récriminations et d'envie, qui sans cela n'aurait jamais supporté le choc, l'assaut du prolétariat ?

Ce droit à l'assistance, cette loi des pauvres en Angleterre, que M. Dufaure a confondu avec le droit au travail, loi plus récente, existe depuis Élisabeth.

Pourquoi ne vous a-t-on pas cité plutôt l'Irlande, où la loi des pauvres n'existait pas, et qui présente le plus hideux spectacle de mendicité et de détresse dont puisse rougir l'Angleterre ?

Messieurs, ou vous écrirez ou vous n'écrirez pas ce droit à l'existence, ce droit de vivre par le travail. Mais considérez une chose : si vous ne l'écrivez pas, il est évident que vous resterez dans la même situation, qu'il n'y aura pas pour la propriété une sécurité de plus, qu'il n'y aura pas dans le trésor un seul écu épargné par votre réticence. Les faits qui s'agitent devant vous sont d'une telle gravité, qu'ils ne s'arrêtent pas devant des formules, devant des paroles. Il ne dépend pas du silence de la commission d'imposer le sceau aux lèvres d'un million d'hommes quand ils viendront crier la faim devant la générosité du pays; il ne dépend pas d'une réticence de masquer les maux profonds d'un pays tout entier, et il dépend encore moins d'une réticence de calmer ces inquiétudes du crédit et ces alarmes de la propriété, devant lesquelles il faut sonder hardiment tous les mystères pour rendre à la fois aux intérêts la confiance avec la lumière. Voilà la vérité !

Savez-vous ce qu'il y a de dangereux, Messieurs ? C'est de ne pas dire tout ce que vous pensez; c'est

de ne pas écrire tout ce que vous sentez de bon, de généreux, d'humain en faveur de cette partie de vos frères souffrante dans le fond de votre population ouvrière; c'est de ne pas comprendre et guérir peu à peu le prolétariat. Sachez-le, Messieurs, il y a des factions qui épient ces souffrances pour les changer en calamités nouvelles pour notre pays. Il n'y a qu'un danger pour les hommes d'État, à l'origine surtout des institutions qui se fondent, institutions de paroles, institutions de liberté, car nous franchirons, je l'espère, promptement ces circonstances accidentelles auxquelles je ne daignerai pas faire allusion; il n'y a qu'un moyen d'enlever la force aux factions, il n'y a qu'un moyen d'enlever l'amorce aux passions mauvaises qui s'efforcent sans cesse d'attirer, de corrompre et de fanatiser le peuple, pour le tourner contre son propre gouvernement. Savez-vous quel est ce moyen? C'est d'enlever à ces factions, c'est d'enlever à leurs programmes, à leurs incitations perverses, toute la portion de vérité, de justice qui existe dans ces programmes. Par là même, Messieurs, vous les désarmez. Tant que vous avez une vérité contre vous en dehors de la constitution, ne dormez jamais tranquilles : cette vérité que vous laissez en dehors sera tôt ou tard une arme avec laquelle on viendra attaquer votre société. (Très-bien ! très-bien !)

Eh bien ! Messieurs, la vérité dans tout ceci, c'est

la souffrance des masses, c'est la nécessité d'y pourvoir selon nos lumières et selon nos forces, c'est l'urgence de les assister, non pas seulement comme hommes, comme peuple chrétien, mais comme législateurs prévoyants, ayant tout le pays et tout l'ensemble, tout l'horizon de nos populations devant les yeux. (Très-bien ! très-bien !)

C'est le concours sous toutes ses formes, à leur travail, à leur salaire, à leurs nécessités de tous les jours, d'eux et de leurs familles ; ce sont les dations bienfaisantes de tous genres dont jusqu'à présent vous les avez déjà dotés, et dont vous les comblerez de jour en jour davantage, pour faire taire ces reproches qu'on voudrait tourner contre la république et vous ; c'est enfin l'accession, sous toutes les formes, à la propriété rurale et industrielle par des colonisations, des exploitations, des défrichements, des travaux utiles, pour y coïncider presque tout le monde, par un recrutement continu des forces de cette propriété, base de l'État, ciment des familles, source du capital et du salaire ! (Très-bien !)

On nous disait tout à l'heure : « Chaque époque a son œuvre, son devoir ; chaque époque a sa mission écrite dans son origine ; et si nous lui tournons le dos, si nous nous refusons à la voir, d'autres sauront la voir et la lire derrière nous pour notre accusation. » 1789 a eu sa mission ; cette mission, c'était d'extraire de son abaissement, c'était d'élever au rang de puis-

sance politique, c'était d'inaugurer le tiers état. 1848 et le gouvernement républicain, ne l'oubliez pas, ont une mission plus belle encore. Je ne me servirai pas de ces mots qui m'offensent chaque fois que je les entends ici, ou que je les lis dans des écrits incitateurs d'une classe contre une autre; je ne me servirai pas de ce mot de *bourgeoisie*, je ne le connais plus; et il n'y a plus ni bourgeois ni prolétaires, il y a un peuple. Votre mission, celle de 1848, c'est d'élever, d'extraire, d'inaugurer, de régulariser non plus seulement une classe de la population, mais le peuple tout entier. C'est de créer par vos lois de finances et d'économie politique, comme nous l'avons fait dès le premier jour heureusement par notre loi de suffrage universel, c'est d'éteindre toutes ces divisions entre les classes, et de créer, par une bienfaisance réciproque et hautement écrite, hautement proclamée, pour que votre peuple ne s'y trompe pas, c'est d'écrire le droit de vivre, le droit au travail ou à l'assistance de l'État en cas de nécessité démontrée, dans les conditions que vous définirez vous-mêmes.

Voilà, Messieurs, la mission de 1848; et je termine par un mot qui m'a frappé tout à l'heure dans la bouche d'un de mes collègues : Ne craignez jamais, Messieurs, les mauvais effets de bonnes pensées; ne craignez jamais, Messieurs, les pensées d'une source pure, divine : quand elle est éclairée, modérée, praticable; quand elle est restreinte aux conditions de la

sagesso, de la prudence, il ne peut jamais en sortir un péril pour la société. Ayez l'audace de vos bonnes pensées; ne vous défiez pas de vous-mêmes; osez écrire toutes vos bonnes pensées! Vos âmes en sont pleines, je le sais; je n'accuse que votre timidité dans le bien.

Danton s'écriait, à une époque de sinistre mémoire, à une époque où il s'agissait de pousser l'énergie de la nationalité jusqu'aux convulsions, pour la faire résister et déborder en armes contre l'étranger; Danton s'écriait : « De l'audace, citoyens! de l'audace, et encore de l'audace! » (Sensation.) Et moi je vous dis, dans des circonstances plus faciles, dans une crise purement intérieure que nous traverserons, j'en ai l'instinct : « Du cœur, citoyens! du cœur, et toujours du cœur pour le peuple! et le peuple donnera le sien à vous et à la république! (Vifs et nombreux applaudissements.)

UNE SEULE CHAMBRE.

DISCOURS

PRONONCÉ

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

LE 27 SEPTEMBRE 1848.

CITOYENS REPRÉSENTANTS,

Je viens combattre l'amendement de MM. Duvergier de Hauranne et Rouher; je viens combattre cet amendement avec un sentiment que je dissimulerais mal et que je ne dois pas dissimuler, celui d'un profond respect pour les raisons de nos honorables adversaires, et d'une véritable anxiété d'esprit au moment de prendre une grande résolution. Ce respect est tel, que si je montais moi-même à cette tribune dans quatre ans d'ici, au lieu d'y monter aujourd'hui; si j'y montais quand la république sera un fait incontestable et incontesté, sera passée, non pas à l'état d'institution, mais à l'état d'habitude dans le pays, oui, peut-être moi-même, à une époque de tranquillité et de sécurité parfaite, à une époque où la société, attaquée de toutes parts dans son

essence et dans sa forme, n'aurait pas besoin de cette contradiction de forces que nécessite l'énergie du pouvoir, peut-être moi-même hésiterais-je à me prononcer dans le sens pour lequel je vais me prononcer temporairement aujourd'hui.

Messieurs, mon motif se résume tout entier, pour moi, dans un seul mot que je lisais, l'autre jour, dans Plutarque : « Les bonnes lois sont filles du temps. » C'est le mot contraire à celui de Pascal : « Vérité au delà des Pyrénées, erreur en deçà ; » mot devenu, depuis, le proverbe du scepticisme.

Eh ! oui sans doute, vérité au delà des Pyrénées, mensonge en deçà ! Quand il s'agit de vérités politiques, Messieurs, quand il s'agit de vérités d'application, et non pas de ces vérités souveraines et absolues qui sont indépendantes des lieux, des temps, des circonstances, vous sentez tous que les vérités constitutionnelles, que les formes que les nations ont à se donner suivant les temps, suivant les nécessités de leur existence, ne sont pas de cet ordre de vérités permanentes, mais qu'elles sont gouvernées par les mœurs et les dispositions des peuples. C'est là, je le répète, la seule pensée qui a entraîné d'une manière décisive ma conviction du côté d'une seule assemblée, au moins pour la première période, pour la période révolutionnaire, la période de fondation, d'agitation, de faiblesse de la république naissante.

Mon Dieu, Messieurs, j'ai réfléchi comme vous; j'ai lu l'histoire comme vous; j'ai compris comme vous les dangers. Là, il y en a dans tous les partis : le danger du despotisme pour les monarchies, le danger de l'anarchie pour les démocraties. J'ai vu ce qu'avait produit l'unité des assemblées, ... ou plutôt, je me trompe, j'ai vu ce qui s'était produit d'excess, de malheurs, de catastrophes sous l'unité des assemblées. Mais j'ai vu aussi que les mêmes malheurs, les mêmes catastrophes s'étaient produits sous la dualité du pouvoir législatif. J'ai vu dans ces catastrophes et dans ces malheurs une contemporanéité de faits, bien plutôt qu'une cause essentielle qu'il fallût attribuer à l'unité du pouvoir législatif dans telle ou telle forme de constitution; je connais comme vous la valeur des conditions mécaniques du soi-disant équilibre dans les pouvoirs; je sais que tout mouvement se compose d'impulsion et de résistance. A l'exemple de la nature, je voudrais combiner ces deux forces, plus tard, dans les institutions de mon pays; mais en ce moment je me suis demandé, pour m'éclairer sur la circonstance, qu'est-ce que c'était qu'une constitution?

Qu'est-ce que c'est qu'une constitution, en effet, si ce n'est la forme extérieure d'un peuple? Ce n'est pas quelque chose d'arbitraire, ce n'est pas un vain système qu'une constitution : c'est une réalité de la nature nationale produite en relief par le génie même

des législateurs; c'est la nation donnant sa forme à son moule constitutionnel; ce n'est pas le moule constitutionnel, comme vous le pensez, imprimant arbitrairement sa forme à la nation. (Très-bien!)

Eh bien! partant de ce principe, j'ai regardé pourquoi vous aviez deux Chambres en Angleterre; pourquoi vous aviez deux Chambres encore dans les États-Unis d'Amérique; pourquoi deux Chambres dans certains États de l'Amérique du Sud; et j'en ai trouvé la raison, non pas dans cette vérité purement numérique qui préfère le chiffre *deux* au chiffre *un* dans la définition du pouvoir législatif, je l'ai trouvée dans l'essence même, dans la nature même, dans l'antiquité, dans les intérêts des deux grands peuples auxquels ces différentes définitions du pouvoir se rapportent.

Ainsi, par exemple, en Angleterre, pourquoi avez-vous deux Chambres? Je rongirais de répondre; vous le savez tous. L'Angleterre a été d'abord presque exclusivement une aristocratie; la Chambre des communes y était plutôt une Chambre de tolérance qu'une Chambre souveraine. Remontez aux racines de l'histoire d'Angleterre, et vous verrez partout la trace de ce que je vous dis là. Quand, au contraire, l'esprit du temps a développé le principe démocratique, le principe des communes en face de l'aristocratie anglaise, la valeur de la Chambre des pairs, centre, dépôt, foyer des grands intérêts féodaux, territoriaux,

aristocratiques, sous toutes les formes du pays, a nécessité que ces grands intérêts eussent une représentation réelle, sérieuse, puissante, dans une Chambre haute opposée aux accroissements de la Chambre démocratique.

Avez-vous rien de semblable en France, je vous le demande?

En Amérique, on nous parle de deux Chambres, permettez-moi de le dire, sans comprendre, même historiquement et à une époque cependant si rapprochée du point où nous sommes, quelle est la nature des deux Chambres américaines. Certes il n'y a aucun rapport entre la pensée qui a fait naître le sénat aux États-Unis, et la pensée qui voudrait aujourd'hui créer arbitrairement deux Chambres, dans l'unité complètement démocratique, dans l'unité de dépense, d'intérêt, d'origine, de rang, de la nation française.

Vous savez comme moi, ou vous le saurez en y réfléchissant un instant, que le sénat en Amérique ne représente pas telle ou telle partie, telle ou telle catégorie de cette grande démocratie unitaire: le sénat américain représente, quoi? quelque chose de réel, quelque chose de préexistant dans la nature même du peuple américain (dans sa perfection ou dans son imperfection, comme vous voudrez); il représente le principe fédératif, le principe fédératif, qui est le lien même de l'union, et qui, dans la constitution tout entière, avait besoin certes d'être représenté dans un

sénat qui représentât les différents États dont elle se compose dans leur partie d'individualité conservée par eux.

C'est là l'unique et seule cause de l'existence du sénat américain. Ce n'est pas la démocratie, c'est la fédération qu'il représente; ce n'est pas la perfection de l'unité démocratique, c'est l'imperfection encore, c'est le défaut d'unité nationale, c'est une espèce d'anarchie prolongée encore après une formation si récente.

Voilà l'origine, voilà la cause, voilà les motifs de l'existence des deux Chambres en Amérique. (Très-bien! très-bien!)

Et si, reportant maintenant vos esprits, d'une nation qui a si peu de rapports essentiels, si peu d'analogie, si peu de conformité d'origine et de nature avec la nation française, sur votre propre situation, sur votre propre nature à vous, sur nos propres intérêts passés, présents, à venir, vous vous interrogez, vous vous demandez, « Une Chambre française doit-elle imiter cette constitution adaptée à un autre peuple? doit-elle faire représenter des éléments fédératifs qui n'existent plus chez nous? » vous vous répondrez mille fois non! Vous imiteriez un défaut, vous vous calqueriez sur un vice, vous introduiriez une imperfection fédérale dans l'unité de la représentation de la France. (Très-bien! très-bien!)

Oui, je vous dirai que ce serait l'acte le plus inop-

portun et le plus empreint d'anachronisme qu'une constitution puisse jamais rêver.

Avez-vous, comme l'Angleterre, une aristocratie? la France est-elle une aristoeratie? Qu'on examine à fond sa nature, qu'on déchire tous les voiles, comme on vous le demandait l'autre jour : la puissance n'est plus dans les fictions; qu'on ne la cherche plus là; ne cherchez la force constitutive, ne cherchez la force exécutive que dans la réalité: la réalité, c'est la nature même de la France.

La France a-t-elle une aristocratie comme l'Angleterre? Inutile de vous le demander. Tous ses éléments, qui ont été renversés avec la constitution elle-même de la société possédant en 1789, sont aujourd'hui disséminés sur le sol à l'état d'égalité légale, complète avec tous les autres citoyens. Il n'y a plus aucune autre aristocratie en France que celle que vous reconnaissez vous-mêmes, l'aristoeratie des lumières, l'aristocratie de l'intelligence, celle de la probité. Celles-ci sont constatées par qui? Par cette force mobile, viagère, individuelle, insaisissable, qu'on appelle l'élection, par la manifestation de la conscience et du sentiment public. Voilà votre seule aristoeratie. Est-ce celle-là qui aurait besoin d'être constituée en deux assemblées législatives? Vous n'avez, vous n'aurez qu'une supériorité, celle des grands et bons citoyens! Voilà l'aristocratie de la France; car l'ancienneté des noms est une honorable notoriété,

c'est une considération, ce n'est plus un privilège!

Avez-vous une théocratie? Mais votre sacerdoce n'est que le composé d'honorables et pieux citoyens rendant un service spirituel à l'État, et rétribués par lui pour la sainteté du service qu'ils rendent au pays, sans mainmorte, sans dotation spéciale, perpétuelle, sans rien de ce qui constitue cette grande permanence d'existence des corps, qui nécessite leur représentation dans une Église d'État, un corps plus spécialement aristocratique et conservateur.

Avez-vous une caste militaire? avez-vous des familles adonnées spécialement aux armes? Non. Tout citoyen a le droit de saisir des armes; et quand il a passé courageusement sa vie à servir honorablement son pays, il n'y a privilège ni pour lui ni pour son fils; il passe à un autre l'épée avec laquelle il a couvert sa patrie.

Si je parcourais les autres conditions de la société française, je trouverais cette même fugitivité, cette même passagèreté, cette même viagèreté; il n'y a rien à y constater que la valeur personnelle des individus, la valeur personnelle reconnue, par qui? Par l'opinion unanime, sans catégorie, sans privilège, sans exception de la généralité des citoyens, par ce grand tribunal de l'élection et de l'opinion publique dont je vous parlais tout à l'heure, et qui est la souveraineté de tous exprimée par tous.

Il est évident, surabondamment évident pour moi,

et il le sera, je n'en doute pas, pour tout homme réfléchi qui a lu l'histoire, qui a scruté les différents éléments dont la nature des peuples se compose, qu'une représentation aristocratique, à un titre quelconque, ne peut être qu'un rêve parmi nous. Vous n'en avez plus la chose; vous en créeriez le mot avec danger, et non avec profit pour nos institutions républicaines. (Très-bien! très-bien! — Approbation.)

Oui, ce serait pis qu'un rêve, Messieurs; ce serait un péril grave et renaissant, un péril, je le sais, masqué sous une prudence apparente, un péril conservateur, si vous voulez (On rit), dans l'esprit de ceux qui le proposent; mais ce serait un péril réel; car n'oubliez jamais devant qui vous fonderiez cette seconde Chambre, vous fonderiez ce germe d'une aristocratie quelconque dans notre pouvoir législatif unitaire: vous le fonderiez devant une démocratie qui, comme le disait l'autre jour l'honorable M. de Falloux, s'est sans doute développée graduellement, lentement, traditionnellement à travers les siècles, sous la main même tantôt de l'Église, tantôt de la monarchie intéressée à la faire surgir contre des aristocraties rivales; devant une démocratie qui ne possède son règne, sa force, sa signification, sa puissance que depuis cinquante-six ans; devant une démocratie récente, et, par cela même qu'elle est récente, naturellement ombrageuse, inquiète, jalouse, susceptible, et qui, n'en doutez pas, ne verrait pas, sans une sus-

ceptibilité illégitime, je le reconnais (je suis bien loin d'accuser la pensée de mes collègues), mais qui ne verrait pas, sans une susceptibilité inquiète et jalouse, se former, à sept mois d'une Chambre des pairs, à dix-huit ans d'une pairie héréditaire, et à peu d'années d'un sénat presque féodal, se former, dis-je, ce noyau d'une aristocratie qui commencerait par être législative à ses yeux, et qui finirait par être souveraine, ne l'oubliez pas. (Très-bien! très-bien! — Longue agitation.)

J'écarte de la discussion, et de la tribune et de ma pensée, les innombrables considérations qui militeraient dans un discours *ex professo*, si c'était l'heure et le temps de le faire, en faveur de l'unité du pouvoir législatif ou d'une seule Chambre.

Je me borne à cette pensée, non pas de science, mais à cette pensée d'instinct qui a déterminé et qui, je n'en doute pas, Citoyens, déterminera à votre insu, sans vos réflexions, mais par ces réflexions soudaines, ces réflexions foudroyantes qu'on appelle l'évidence dans la poitrine de l'homme, qui déterminera, je l'espère, votre vote dans une question de si haute portée. Je veux dire ce sentiment qui coordonne les actes des peuples aux nécessités et aux époques que ces peuples ont à subir; je veux dire ce sentiment qui contracte les forces lorsqu'il y a un immense effort à faire, soit pour enfanter un ordre social nouveau, soit pour défendre dans les parties où elle

doit être défendue cette société qu'on ne nous est pas moins chère qu'à vous, et que nous voulons armer autant que vous, plus que vous, par une Chambre unique, de la force indomptable qui la fasse triompher de toutes les attaques de gauche, de toutes les attaques de droite, de toutes celles d'en bas, de toutes celles d'en haut, pour arriver à la fondation de la république, qui n'est, selon nous, que la société personnifiée, la société défendue, la société administrée dans tout ce qu'elle a de juste, de légitime et de véritablement populaire. (Approbation.)

Voilà quelle est notre pensée : contracter ses forces à mesure qu'on a des efforts plus gigantesques à faire, et, ne nous le dissimulons pas, nous en aurons d'immenses. Nous y suffirons; mais ce temps ne nous appelle pas à disséminer systématiquement et théoriquement le peu de force sociale que nous ayons. (Très-bien! très-bien!)

Quoi! Citoyens, c'est en présence de la situation française que nous agissons ainsi? Je ne veux pas exagérer notre situation, je ne veux pas l'atténuer non plus; nous devons la vérité à nous-mêmes, nous devons la vérité au pays; et cette vérité, nous ne la devons pas seulement à nous-mêmes et au pays, nous ne la devons pas seulement en paroles et en discussions à des tribunes, nous la devons en actes, nous la devons en faits, dans notre constitution, à ceux qui viendront après nous. Eh bien! viendraient-ils après

nous, si nous périssions nous-mêmes dans l'œuvre difficile, dans l'entreprise prodigieuse que nous avons tentée par nécessité, et que nous devons accomplir?

Quoi! c'est au moment où l'Europe tout entière est en mouvement dans les mêmes idées, idées moins sages, moins connues, moins expérimentées que celles qu'heureusement nous en avons nous-mêmes, mais idées qui produisent çà et là des explosions dont les contre-coups, dont les retentissements peuvent porter jusqu'à vous; en présence de tous vos sentiments sociaux à vous-mêmes, de tous vos dangers politiques, des ressentiments, des souvenirs, des scepticismes, des incrédulités, des cynismes d'opinions dont nous sommes envahis... (Très-bien!) c'est en présence de pareilles circonstances que des spéculateurs politiques viendraient nous dire, après de froides réflexions dans leur cabinet: « Tout bien réfléchi, deux Chambres valent mieux qu'une. (Hilarité.) Si nous avons deux Chambres au lieu d'une seule dans notre constitution, cela fera mieux dans un tableau historique; c'est un système, c'est une théorie, c'est une synoptie qui répond mieux aux élucubrations philosophiques de telle ou telle école politique dans le pays. Écrivez deux Chambres, vous ne risquez rien. »

Moi je dis que vous risquez tout. (Vive approbation.)

Et moi je vous dis, Citoyens: Vous risquez beaucoup, vous risquez tout à jouer, dans le moment

où nous sommes, avec des spéculations et des théories politiques. (Vive approbation.)

Je reprends, Citoyens. Je vous disais tout à l'heure que j'engageais les honorables membres de cette assemblée qui avaient considéré la question sous un autre point de vue que nous, à bien réfléchir encore avant de se décider, de ne pas jouer; et quand je dis jouer, je ne me sers pas d'un mot offensant: dans mon esprit, je veux dire ne pas attribuer trop peu d'importance aux choix des systèmes; de ne pas se perdre dans des considérations étrangères aux lieux, étrangères aux temps dans lesquels nous avons à agir et à constituer notre pays; car, pendant que nous nous amuserions à ces considérations historiques, théoriques, géographiques, sur la nature toujours variable selon les temps et selon les peuples, dans la législation bigarrée des empires, les réalités qui sont sous nos pieds ne joueraient pas avec une assemblée constituante et le pouvoir législatif double qu'elle aurait affaibli en le fondant. Non, ce n'est pas le moment, pendant qu'un pays est dans l'enfantement laborieux de sa propre liberté, de sa constitution définitive; pendant que, comme cela arrive presque toujours dans l'histoire (ce malheur ne nous était pas réservé), cette constitution se médite, cette constitution se bâtit assise par assise, non pas dans le calme nécessaire à la réflexion de cette œuvre la plus sublime

du genre humain, mais dans les mouvements, dans les agitations qui accompagnent l'enfantement des grandes œuvres humaines. (Mouvement.)

Citoyens, pendant, dis-je, que vous fondez cette constitution, qui voudrait tout le calme, tout le sang-froid de la sincérité et de la réflexion, il s'agit de grandes choses autour de vous, dans le monde, sous vos pieds mêmes; je n'ai pas besoin de vous les rappeler : voyez l'état de la société, voyez l'état du monde, voyez l'état intérieur, l'état extérieur de notre pays !

Eh bien ! qu'arriverait-il, Messieurs, si vous vous trompiez, si vous établissiez, comme on vous le propose, cette lenteur systématique, cette faiblesse, cet embarras, ce frottement, ce froissement artificiels et toujours ralentissants dans les rouages de la constitution que vous allez fonder ? (Bravos.)

Si vous imposez les lentes évolutions de la combinaison de deux ou trois pouvoirs entre eux, et dont nous avons pu être impunément les témoins pendant que le monde était calme et désarmé autour de nous, que pourrait-il arriver, au contraire, aujourd'hui ? C'est que la Russie serait sur le Rhin, c'est que l'Italie serait dévorée par le Nord, c'est que vos factions antisociales auraient le loisir de recruter les plus funestes passions, celles qui s'attaquent à la racine même de toute société, la famille, la propriété, l'État; et que ces idées désespérées

seraient vingt fois sur les harricades pendant que vos trois corps, pondérés l'un par l'autre, tâcheraient de se concilier et de s'entendre pour les combattre, et sauver la patrie des patries, la société et la civilisation! (Très-bien! très-bien!)

Citoyens, nous ne sommes plus dans le temps des fictions. Il faut savoir, en hommes d'État révolutionnaires, disons le mot, le mot dans sa bonne et honorable acception, et vous ne vous y trompez pas, je veux dire en hommes condamnés à penser, à parler et à agir dans un temps de révolution, et pour faire prévaloir, dans sa forme la plus magnanime et la plus conservatrice de la société, cette révolution même; il faut savoir échapper à ces souvenirs, à ces conventions nominales du gouvernement représentatif d'autrefois, gouvernement de trois pouvoirs, gouvernement qui pouvait, qui devait avoir deux Chambres, dans la logique de ses institutions et de sa nature; car, au centre de ces deux corps législatifs divisés, qu'aviez-vous? Messieurs, vous n'aviez pas comme aujourd'hui le vide, le néant, ou la puissance ondoyante, fluctuante, incertaine et étonnante quelquefois, de l'élection: vous aviez une souveraineté fixe, immuable, plaçant sa racine, non pas comme nous dans la terre, plaçant sa racine dans le ciel, et en découlant par droit divin, par la superstition même de l'opinion publique; vous aviez ce pouvoir qui se reconnaissait par lui-même,

qui se défendait par lui-même, qui se perpétuait par lui-même, et qui, pour être seulement modéré par le progrès même de la liberté que vous aviez faite non encore complète, devait avoir autour de lui tantôt un appui : tantôt une résistance : cela est évident.

Par cette trinité du pouvoir constitutionnel, vous aviez la nécessité de deux Chambres; mais aujourd'hui où est la souveraineté, je vous le demande? Elle est en vous, ou elle n'est nulle part. La souveraineté a-t-elle besoin ou non d'être constituée, d'être condensée, d'être concentrée, d'être toujours présente, d'être exécutive, législative, suivant les besoins du jour ou les périls du lendemain? Qui de vous osera me répondre que non? Eh bien! si personne dans cette enceinte n'est assez insensé ou aveugle pour me nier cette nécessité de la permanence, de l'ubiquité, de la présence réelle, pour me servir du mot, de la souveraineté de l'assemblée nationale, qui donc osera dire que, pour fortifier cette souveraineté, il faille la diviser en deux assemblées, la mutiler? (Très-bien! très-bien!)

Je pourrais, je le répète, m'étendre beaucoup plus sur cette question; je pourrais répondre à beaucoup d'arguments de l'honorable préopinant : mais je ne répondrai qu'à un seul, c'est celui qui l'a touché : des rapports d'une Chambre unique ou de deux Chambres avec le pouvoir exécutif.

Citoyens, vous n'avez pas encore achevé votre

constitution : si tous les articles de votre constitution avaient passé par la redoutable épreuve de cette assemblée et de vos suffrages, peut-être pourrais-je discuter, avec mon honorable antagoniste M. Rouher, si dans certains cas, et pour les rapports du pouvoir exécutif avec le pouvoir législatif, il serait préférable d'avoir deux assemblées. Mais sommes-nous dans ce cas ?

Que connaissons-nous de notre constitution ? Ce que la commission nous en a fait connaître, ce que la sagesse et les lumières de cette assemblée nous permettent d'espérer voir adopter par l'universalité de l'assemblée elle-même dans le projet de votre commission. Eh bien ! dans ce projet, qu'avez-vous fait à l'égard du président ? Lui avez-vous constitué, comme on s'en effrayait beaucoup trop, selon moi, une espèce de royauté quinquennale ? Avez-vous donné à ce modérateur, à ce régulateur que vous appellerez le président de la république, une force propre, essentielle, une prérogative qu'il ait besoin de faire juger tantôt par une Chambre, tantôt par l'autre, tantôt par les deux ? A-t-il le droit, qui seul, selon moi, motiverait la dualité du pouvoir législatif, qui seul motiverait la création de deux assemblées, de dissoudre l'assemblée nationale ? Non, non ; vous avez refusé, je ne dis pas, je n'ai pas encore examiné la question, je ne dis pas que vous ayez agi sagement ou imprudemment à cet égard,

je ne me prononce pas en moi-même, je ne l'ai pas réfléchi encore; mais enfin il est évident que si le président de la république française n'a pas le droit de dissoudre l'assemblée, il est évident qu'il sera les bras croisés, impuissant, complètement désarmé, en face d'un conflit possible entre les deux Chambres que vous aurez mises sous sa main. Car enfin comment les départagera-t-il quand un conflit radical se sera produit sur une grande mesure politique? Il sera désarmé! Il regardera, il attendra, il prendra vainement parti pour l'une contre l'autre, sans pouvoir les départager jamais en faisant appel au pays, comme le faisait la monarchie. Quelle situation honteuse et périlleuse à la fois dans votre système pour un président! Il assistera à l'anarchie des Chambres : voilà le rôle que vous lui feriez. (Très-bien! très-bien!)

Ici je m'arrête, Messieurs. Cependant, avant de conclure, il me vient quelques scrupules, et je demande à l'assemblée encore quelques minutes pour lui en faire part. (Parlez! parlez!)

On dit dans l'amendement (je viens de le lire) : « Les électeurs » (une seule classe d'électeurs, je le reconnais; on nous fait la grâce de ne pas scinder la démocratie, de la reconnaître une, tout en voulant diviser son expression et sa tête); on nous dit : « Les électeurs nommeront le sénat ou la seconde chambre, comme ils ont nommé la première. »

Je demanderai aux honorables auteurs de l'amendement de vouloir bien répondre aux deux ou trois interrogations que je vais leur poser, ou plutôt que je me pose à moi-même.

A quel signe les électeurs, le pays, le pouvoir, l'assemblée législative, l'ensemble du gouvernement, de la souveraineté française, reconnaîtront-ils que tel ou tel membre de ce pays, apte à tout, susceptible d'adopter librement toutes les vocations, en choisissant lui-même, et non pas en faisant choisir à personne; à quel signe pourront-ils dire à tel ou tel membre politique : « Toi, tu seras de la première Chambre! toi, tu seras de la seconde! toi, tu seras du sénat! toi, tu seras condamné à n'être que de la Chambre des communes! » (Rire approbatif.)

Comment ferez-vous cette répartition? (Sensation prolongée.)

Je le demandais et je le demande à l'assemblée elle-même, où placerez-vous ce signe de capacité distinctive entre telle ou telle classe, telle ou telle catégorie, ou, pour me servir des mots démocratiques, entre tels ou tels citoyens aptes, ou telle ou telle nature de fonctions, dans la ou telle Chambre? Sera-ce à la profession?

Direz-vous, comme je l'entendais tout à l'heure sur mon banc, aux membres de l'Institut, par exemple, aux vétérans de l'assemblée législative, aux hommes de science, d'érudition, de labeur, d'in-

telligence : « Vous, vous serez de la Chambre haute ; vous, au contraire, hommes des autres professions, des professions secondaires, vous serez de la Chambre des communes. » (Rires et agitation.) Il n'y a pas d'autre moyen, il faut bien que vous trouviez un moyen de distinguer parini vos candidats. (Mouvement.)

LE CITOYEN TASCHEREAU. Et les conseils d'arrondissement, et les conseils de département !

LE CITOYEN DE LAMARTINE. L'honorable M. Taschereau m'a interrompu par un mot que je relève à l'instant ; il me disait : « Ce seront les électeurs eux-mêmes, les conseils d'arrondissement, les conseils de département, qui détermineront d'après leur instinct arbitraire. » (Il n'a pas dit cela !)

Je laisse l'interruption, puisqu'elle n'est pas développée, et je persiste à demander à quels signes les électeurs eux-mêmes, le pays lui-même, les conseils d'arrondissement et de département, reconnaîtront-ils et désigneront-ils les membres de l'une ou de l'autre Chambre ?

Est-ce à la fortune ? Mais c'est le signe le plus matériel, le plus brutal de distinction ! tout le pays se révolterait comme vous-mêmes. (Très-bien ! très-bien ! — Interruption prolongée.)

Est-ce à la profession ? Mais vous retombez dans le système des castes, dans le système des Indes, et vous êtes en France, en 1818 ! (Mouvement.)

Est-ce le sort ? Mais il est aveugle : il enverra un

sage dans la Chambre des tribuns, et un tribun dans le conseil des sages. (Approbation.)

Est-ce l'âge ? Mais vous déferiez cette œuvre admirable, cette combinaison divine de la nature, qui mêle les âges divers dans la même génération, pour que les faiblesses d'un âge soient corrigées par la force et la maturité d'un autre âge, pour que la vieillesse et la jeunesse, l'enfance et la virilité forment cette moyenne qui fait l'équilibre des facultés dans le genre humain. Quoi ! vous scinderiez ces formes différentes dans votre corps législatif à deux actes de naissance ? (Très-bien ! très-bien !)

Vous placeriez, comme la constitution de l'an III, là tous les hommes d'expérience et de tradition, tous les vétérans de la politique ; ici tous les jeunes enthousiasmes, toutes les fougues, toutes les impatiences (Mouvement) ; là la nécropole des vivants, ici l'inexpérience et l'entraînement naturels à la jeunesse ? Vous vous priveriez même, vous, Chambre démocratique, de toute la majesté, de toute l'autorité que Dieu, la nature et les hommes ont attachées de tout temps au signe des années glorieusement et laborieusement employées au service du pays ?

Ainsi, je vois d'ici, dans ma pensée, sur le sommet de ces derniers bancs, où je voyais avec satisfaction assis, dans les dernières années de l'ancien gouvernement, un homme dont le nom est dans toute votre estime, dont le nom est sur toutes les

lèvres, le vénérable Royer-Collard. En vertu de cette loi qui aurait scindé l'assemblée nationale en deux âges et qui crée un conseil des anciens, vous viendriez dire à Franklin, à Royer-Collard : « Va-t'en dans l'autre Chambre, je t'exile au Luxembourg. » (Profonde sensation.)

Vous perdriez ainsi votre autorité, et avec cela toute l'autorité, toute la majesté et une partie du respect de la loi. (Nouveau mouvement.)

Je dis, Messieurs, que toutes ces conditions, toutes ces catégories sont destructives, non-seulement de la force, mais de la dignité morale, de l'autorité, de la majesté du grand pouvoir législatif unitaire dans votre pays ; je dis qu'elles sont radicalement impraticables, et qu'à mesure qu'on les presse dans les mains elles s'évanouissent en sophismes ou en impossibilités : la nature des choses, comme le danger de votre situation, vous ramènera à la vérité, plus éloquente et plus convaincante que toutes les paroles ; à l'unité de la représentation, personnifiée dans l'unité d'une assemblée ; et cela, je le répète avec intention, sinon pour toujours, au moins pour la première période.

Messieurs, je finis par où j'ai commencé. C'est par cet instinct du moment, par ce génie de l'à-propos, par ce que les anciens appelaient le dieu des circonstances : il vous dit, il me dit du moins que si vous aviez deux assemblées, ce serait le moment qui

vous commanderait de les fondre en une. (Bravos à gauche.)

Oui, pour suffire aux éventualités graves de notre présent et de notre avenir pendant notre transformation. Ne nous flattons pas : les difficultés ne sont pas insurmontables, mais elles sont immenses. Regardons-les face à face, c'est le moyen de les surmonter; nous les surmonterons, je le sais, mais osons les envisager.

Voyez en vous et autour de vous, sur toute l'Europe, en France, en Italie, en Allemagne, au nord, au midi, partout : y eut-il jamais un horizon plus chargé, si ce n'est de foudres, au moins de nuages? Non, il n'y eut rien de pareil (je parle de l'état des esprits dans les masses égarées, et égarées même par de généreuses mais impossibles aspirations), il n'y eut rien de pareil aux pronostics, aux périls, aux dangers de guerre sociale sourde ou éclatante, depuis le moyen âge, en Allemagne, depuis les temps où des fanatiques comme les anabaptistes, Jean de Leyde et les juges du peuple à Mulhouse, à Munster, recrutaient jusqu'à trente mille combattants pour des chimères, ravageaient les bords du Rhin, établissaient la communauté des biens et des femmes, et disparaissaient quelques mois après dans leur sang et dans celui qu'ils avaient répandu, comme ces idées monstres, comme ces météores intellectuels qui apparaissent de temps en temps dans le monde

pour l'effrayer, et qui, comme ce qui est monstrueux dans la nature, ne se reproduisent plus. (Très-bien!)

Je me trompe, citoyens! ces idées se reproduisent ou essayent de se reproduire dans de nouvelles sectes : vous en êtes aujourd'hui les témoins.

Eh bien! je vous le demande, contre ces actes, contre ces idées, contre ces associations souterraines qui travaillent, non pas seulement les mauvaises passions, mais au fond les bonnes inspirations de certaines parties du peuple, et qui recrutent comme un élément de désordre la pire des factions, la faction de l'indigence, de la misère et de la faim, pour la porter tout entière contre votre société, qu'aurez-vous à opposer à tout instant? Deux choses : la lumière et l'assistance, et le secours et le travail, et l'enseignement, d'abord; et après, quand il faudra couvrir l'ordre social, menacé à main armée, quoi? La dictature, citoyens! la dictature d'une assemblée toute-puissante, une et toujours debout! La dictature non pas d'un homme, mais la dictature du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, résumé dans vos personnes; ou si vous la confiez à un seul homme, comme aujourd'hui, vous étreindrez la main de cet homme dans votre main, pour qu'il n'abuse pas de la puissance que vous lui avez concédée. (Très-bien!)

C'est la dictature, vous dis-je, la dictature sous son beau nom, sous sa forme légitime et légale, la dictature de la nation.

Je dis qu'à ce danger de sectes antisociales, à ce recrutement continu de pensées et de ressentiment contre l'ordre social, se produisant de temps en temps en actes coupables et déplorables, vous n'avez qu'une chose à opposer : ce n'est pas le jeu de deux Chambres, combinaison de trois pouvoirs pour former une volonté *dans une* ; c'est la dictature immédiate, présente, instantanée, soudaine, du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif, résumée, si ce n'est dans vos mains, du moins sous vos mains. Et voyez ce qui se passe dans un autre ordre d'idées. Pour beaucoup d'esprits arriérés, rétrogrades, plagiaires d'un passé, imitateurs de ce qui doit être couvert à jamais d'un voile de deuil, pour beaucoup de ces esprits, nous entendons tous les jours (je le lisais ce matin même dans vos journaux arrivés du Midi), pour beaucoup de ces esprits la république, qui a un beau sens pour l'universalité de l'assemblée nationale et du pays, a un sens sinistre au fond de leur pensée. (Murmures. — *A gauche.* Oui ! oui ! C'est vrai !)

Vous n'avez donc pas lu ce matin les cris préférés à Toulouse ?

Eh bien ! contre ces hideuses tentatives de faire rentrer la république dans des ornières sanglantes, pour empêcher que des insensés la perdent en la rendant odieuse, contre les conciliabules de cette faction (je me trompe, ces hommes ne méritent pas

le nom de faction, ce ne sont que des individus en nombre imperceptible, et répudiés par les factions mêmes); mais enfin contre ceux qui voudraient ainsi déshonorer la France, la république, le peuple, la liberté, qu'auriez-vous souvent? La dictature! évoquer à vous la loi, la force, et en foudroyer ces insensés qui seraient les plus dangereux ennemis de la république, car ils la couvriraient d'impopularité et d'exécration. (Très-bien! très-bien!) Et contre les reflux des réactions étrangères, et contre les entreprises des ambitions et des souvenirs, qu'auriez-vous en cas de guerre civile? La dictature obligée d'une assemblée unique, ayant dans la même main l'arme défensive et la loi protectrice de la patrie menacée dehors et dedans!

Mais, Citoyens, je finis par là, par un simple raisonnement froid, mais précis comme un dilemme:

Cette dictature d'une assemblée souveraine au nom de la nation, souvent nécessaire au moment où l'on fonde dans la tempête des esprits, à qui la confierez-vous dans l'hypothèse des deux Chambres? Je vous le demande: interrogez-vous. (Mouvement d'attention.) La remettrez-vous aux deux Chambres à la fois? Mais elles la déchireront en se la partageant. (Très-bien!)

La remettrez-vous à une seule des deux assemblées? Mais l'autre sera absorbée, avilie, anéantie, détruite! Ce ne sera pas une dictature, ce sera alors une révolution! (Bravos à gauche.)

La remettrez-vous à un homme? Quoi! vous auriez plus de confiance dans un homme que dans la nation représentée par vous-mêmes? (Sensation prolongée.)

Un homme! Mais cela est bien facile à dire. Où sera-t-il, cet homme? Sommes-nous dans un temps où l'on prenne les noms pour des choses, un fantôme pour la réalité! (Nouveau mouvement.)

Mais quand vous auriez cet homme sous la main, je vous dirais encore : Prenez garde! prenez garde à qui vous remettrez vos pouvoirs! Il y a deux noms dans l'histoire qui doivent à jamais, selon moi, empêcher une assemblée française de confier la dictature de sa république, de sa révolution, à un homme.

Ces deux noms, citoyens, c'est le nom de Monk, en Angleterre, et, en France, c'est le nom de Bonaparte! (Mouvements prolongés.)

Citoyens, j'étais monté presque indécis sur mon vote, sur les raisons analysées du moins qui me faisaient me prononcer, et pour m'interroger moi-même devant vous, plutôt que pour vous communiquer mes convictions faites. Mais, je le déclare en descendant de cette tribune, j'hésitais presque; je n'hésite plus, et je vote pour une seule assemblée. (Très-bien! très-bien!—Mouvement prolongé d'approbation.)

LA PRÉSIDENTE.

DISCOURS

PRONONCÉ

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE,

LE 6 OCTOBRE 1848.

Indépendamment du péril de parler dans une question où les esprits flottent dans une indécision que nous avons tous comprise par la nôtre, il n'y a rien de si pénible, pour un orateur, que d'admirer, que d'apprécier ce qu'il vient combattre. (Agitation.)

Plusieurs voix. On n'entend pas.

LE CITOYEN DE LAMARTINE. Je reprends, Messieurs. Je disais qu'indépendamment de l'émotion qu'éprouvait un orateur, un homme politique, au moment de se prononcer sur une des questions les plus flottantes, les plus indécises dans l'opinion de son pays et un moment dans la sienne propre, il y avait quelque chose de pénible, particulièrement pour l'orateur, à

venir combattre des adversaires dont il avait profondément apprécié les motifs, et admiré hier et aujourd'hui le talent. Telle est cependant ma situation. C'est là le sentiment que j'ai éprouvé et que j'éprouve en montant à cette tribune.

La plupart des orateurs entendus hier et aujourd'hui, Messieurs, ont confondu en une seule et même discussion ce que j'aurais voulu séparer, les cinq articles du chapitre en discussion devant l'assemblée nationale; je serai forcé, quoique très-sommairement, vu l'heure et les dispositions de l'assemblée, de les suivre un moment dans les différentes spécialités de leur argumentation.

Il s'est agi et il s'agit dans cette discussion, depuis deux jours, non-seulement de déterminer si le président de la république sera nommé par l'assemblée nationale ou par le pays; mais il s'agit encore, vous l'avez entendu il n'y a qu'un instant, de savoir si la république aura un président, ou si elle n'aura que des conseils, des comités de salut public, de sûreté générale, de recherches, comme nos premières assemblées révolutionnaires.

Il s'agit de savoir quels seront la forme, la durée, le mode de cette présidence; si elle sera à une ou à plusieurs têtes; si elle sera annuelle ou quinquennale, ou seulement si elle sera, comme le pouvoir temporaire et transitoire que vous avez institué jusqu'ici, et comme le demandait tout à l'heure l'ho-

norable membre auquel je réponds, un pouvoir investi de toute votre force, de toute votre majesté, mais un pouvoir temporaire, transitoire, et manquant par là même, selon moi, des conditions de fixité nécessaires dans ce moment-ci à notre pays pour que, sous la révolution, il découvre enfin un gouvernement.

Messieurs, quant à la question de savoir si la présidence sera un des modes d'organisation de la république, si la république aura un président ou n'en aura pas, je ne répondrai qu'un seul mot.

J'ouvrirai l'histoire de toutes les assemblées, et spécialement des assemblées françaises qui avaient accepté, dans des conditions normales alors, mais qui seraient tout à fait irrégulières aujourd'hui, ce mode de constitution; je vous montrerai cette distinction de fonctions, car je ne me sers pas du mot de *division des pouvoirs* (il ne s'applique plus à rien); la division des pouvoirs ne s'applique plus, en quoi que ce soit, à notre mode de gouvernement essentiellement unitaire, et où la souveraineté indivisible, comme l'assemblée nationale, repose tout entière en nous, parce que nous sommes nous-mêmes l'expression unitaire du peuple tout entier. Mais, Messieurs, je vous montrerai le long parlement et la convention, prenant ce mode de gouvernement qu'on osait vous conseiller tout à l'heure, réunissant, non pas seulement le pouvoir exécutif et le pouvoir

législatif, mais réunissant, ou tenant du moins sous leurs mains, le troisième pouvoir, le pouvoir judiciaire, qui seul, dans une telle forme de gouvernement ou plutôt de tyrannie, peut compléter le gouvernement unitaire d'une assemblée : et je vous dirai : Si vous voulez entrer dans ce mode de gouvernement, si vous pensez que les circonstances dans lesquelles se trouve la patrie exigent cette intensité terrible de forces qui s'élèvent, non pas comme un appel, mais comme un épouvantail dans notre histoire, pour nous écarter de ce système ; si vous le voulez, ayez la logique tout entière de votre pensée : ne confondez pas seulement en vous le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif, confondez aussi le pouvoir judiciaire ; et alors appelez-vous de votre vrai nom, appelez-vous la Terreur ! (Vive sensation, et approbation à droite.)

Vous ne le voulez pas, le pays en a horreur, la situation ne le commande pas : écartons donc cette argumentation. (Très-bien !)

Je dirai très-peu de chose de plus sur un autre mode de gouvernement qu'on vous conseillait indirectement hier, celui de l'absence même d'unité dans votre pouvoir exécutif sous votre main, celui des comités, celui de ces gouvernements irresponsables, de ces gouvernements les plus terribles ; savez-vous pourquoi ? Parce qu'ils sont anonymes, parce que, étant anonymes, la responsabilité s'y

égare, non-seulement dans le temps, mais dans l'histoire; et que nous, qui avons lu et écrit l'histoire de cette époque, si récente cependant pour nous, la responsabilité s'égare tellement sur les noms, entre les personnes, qu'à cinquante-cinq ans de date il nous est impossible de renvoyer souvent la rémunération ou de reconnaissance ou d'horreur à tel ou tel nom de notre histoire, et que nous ne savons pas à qui, de Collot-d'Herbois, de Barrère, de Robespierre ou de Danton, nous devons renvoyer la responsabilité de telle ou telle mesure de cette forme de gouvernement qu'on ose vous conseiller. (Très-bien!)

Mais d'ailleurs, à côté de cette violence, qui est pour ainsi dire commandée par cette forme de gouvernement, il y a un autre inconvénient qui paraît bien incompatible avec celui-là, et qui cependant l'accompagne presque toujours. Cet inconvénient des gouvernements à plusieurs têtes, des gouvernements par comités, des gouvernements par conseils, c'est la faiblesse; la faiblesse, car, par une suite naturelle de ce frottement des convictions, des volontés des individus dans les gouvernements de cette nature, savez-vous de quoi se compose le gouvernement? Il se compose d'une moyenne, il se compose de concessions réciproques, de lenteurs, d'attermoiements. Or, les gouvernements de moyennes et de concessions ne sont pas ceux qui conviennent

aux grandes nations, aux grandes époques, aux grandes crises dans lesquelles nous nous trouvons; les époques énergiques ne veulent pas de *moyenne* de gouvernement, elles veulent un pouvoir à leur image. (Très-bien! très-bien!)

Maintenant je passe au fond de la question même, à celle qui avait le plus spécialement préoccupé ma pensée hier et depuis quelques jours, à la forme de nomination du président de la république ou par vous ou par le pays.

J'ai entendu avec le plus vif intérêt, avec une sincère et consciencieuse anxiété, hier, l'éloquent orateur qui, pendant près de deux heures, a feuilleté, pour ainsi dire, page à page tous les enseignements de l'histoire et de la politique sur cette grande et difficile question : je parle de l'honorable M. Parieu.

Ces considérations ne m'étaient pas nouvelles; et moi aussi j'avais lu, j'avais étudié, depuis cette incertitude qui pèse sur notre intelligence; j'avais lu, en différents textes de constitutions, ces différents modes d'élection du chef, du président, du modérateur de la république, chez les diverses nations qui ont fait reculer la monarchie devant la forme définitive de la liberté, devant la république. J'ai vu les États-Unis, les républiques américaines, Venise, Gènes, les formes même de gouvernement dans la république catholique, dans les conclaves, d'où sortent ces grands chefs de la république catholique.

J'ai étudié, dans notre propre histoire, le système de 1793, avec ses vingt-cinq membres qui devaient former le conseil de la république. J'ai lu la constitution de l'an III; j'ai vu ce mécanisme combiné par lequel une première candidature dans les départements portait cinq noms, présentait ensuite le nombre de vingt-cinq au conseil des anciens par le conseil des cinq-cents. Je me suis efforcé de me rendre compte des motifs de ces différentes compositions, de ces différentes combinaisons de l'élection aux différentes époques de notre histoire et de celle des nations qui nous avoisinent.

Eh bien! je le déclare avec franchise, je n'ai trouvé là, pour nous, la lumière, l'évidence, l'applicabilité d'aucun grand principe général qui ait suffi pour éclairer ma conscience et mon intelligence. L'honorable M. Parieu vous citait hier l'exemple des États-Unis d'Amérique, de la Suisse et de la Hollande, qui font nommer au second degré, au troisième degré, dans une de ces républiques, le président chargé du gouvernement du pays.

Mais que l'honorable M. Parieu me permette de lui faire une observation qui me frappait en écoutant ses paroles : c'est que ces exemples s'appliquent aussi mal aux institutions qu'il s'agit de fonder pour nous et chez nous, qu'ils s'appliquaient l'autre jour, dans la discussion de l'assemblée unique, à la question qui s'agitait ici.

Les États-Unis nomment à deux degrés, la Hollande nommait à deux degrés, la Suisse nomme à plusieurs degrés : pourquoi ? Parce que ces trois pays sont des États fédératifs ; parce qu'avant que l'unité fédérale, qui est la seule représentée dans la nomination du pouvoir suprême qui correspond à la fédération tout entière, avant que ces unités fédérales viennent porter leur suffrage pour consacrer le droit présidentiel du chef de la république, il faut qu'elles s'entendent avec elles-mêmes ; parce que, en un mot, elles représentent, non pas une volonté individuelle, mais la volonté de chaque membre de la fédération.

Voilà le secret de ces trois modes : ces républiques ont ou avaient ces natures particulières de pouvoir : les États-Unis avaient fait alliance avec l'Océan, la Suisse avec ses montagnes, la Hollande avec ses marais ; un pouvoir fort leur était moins nécessaire.

Mais, Messieurs, il ne vous échappe pas que la France n'a rien, n'a rien eu, n'aura rien, ne veut rien avoir de comparable, dans sa constitution sociale et nationale, à ces fédérations qu'on nous cite sans cesse en exemple, sans avoir compris leur nature et leur nécessité.

Messieurs, je suis tenté de laisser toutes ces considérations secondaires, scientifiques, pour ainsi dire, de la question ; je suis tenté, dis-je, de négliger toutes ces considérations historiques, accessoires à la question qui nous occupe, intempestives, tardives,

arrivant trop tard à cette tribune aujourd'hui, et d'entrer tout de suite et à fond dans les motifs secrets, dans les raisons consciencieuses qui préoccupent, qui agitent et qui passionnent saintement, je le dis; car je n'ai pas vu, depuis que l'assemblée nationale est réunie, de symptôme d'un autre esprit que celui d'un esprit d'examen consciencieux, patriotique dans ses délibérations; pas l'ombre de factions n'a pesé sur les esprits de cette assemblée. Je le dis sans la flatter, comme je le sens, comme je le pense. (Très-bien! très-bien!)

Eh bien! je suis tenté, dis-je, à cause de cela même, et par l'audace que donne à une conscience comme la mienne l'harmonie avec vos propres consciences à vous, l'audace de parler cœur à cœur, ouvertement, devant vous et devant le pays, des motifs qui, pour les uns ou pour les autres, vont peser tout à l'heure dans le vote que nous allons porter, en pesant d'avance votre boule dans votre main!

Si la question n'était que dans la question; s'il ne s'agissait véritablement que de déterminer telle ou telle combinaison mécanique d'où doit sortir, pour ainsi dire, ou par une seule explosion de votes, ou par une filière successive de suffrages se fortifiant, s'amoindrissant, s'épurant les uns les autres, le vote du président, mon Dieu! cela serait bientôt fait; il n'y aurait pas de logique là contre la logique; nous nous dirions: Le peuple, dans notre constitu-

tion de février, est un peuple seul et unitairement souverain; c'est donc de son sein, c'est du sein de cette souveraineté unique, et toujours debout dans le peuple, que doit sortir, non pas comme vous le disait hier M. Parieu, cette division des pouvoirs (je répudie encore une fois ce terme), mais cette distinction des fonctions de la souveraineté nationale : voilà la logique.

Nous, nous disions : Ce peuple, cette démocratie dont on parlait tout à l'heure avec une si juste inquiétude, elle est jalouse, c'est sa nature; elle est ombrageuse, elle est susceptible; elle est inquiète et jalouse d'autant plus, Messieurs, qu'elle n'a pas encore un long règne derrière pour la rassurer sur ses inquiétudes et sur ses préoccupations. (Assentiment marqué.)

Eh bien! dans cet état de votre démocratie (car il est certain qu'elle envisage chacun de vos actes et jusqu'à vos arrière-pensées, celle du moins qu'elle vous suppose, avec cette inquiétude et cette jalousie qui font le fonds de la nature démocratique) qu'y a-t-il à faire? lui donner largement, amplement, sincèrement, sans lui rien retenir, son droit tout entier. (Très-bien! très-bien. — Mouvement prolongé.)

Nous nous dirons de plus (et c'est là, je demande à l'assemblée la permission de m'y arrêter une demi-minute, c'est là une des considérations qui, pour moi, ont le plus influé sur ma résolution), nous nous

dirons : Dans les républiques, quelle est la force? où est la force? où la puise-t-on? Par quel signe la marque-t-on sur le front des pouvoirs, des institutions et des hommes? Le pouvoir, dans les républiques, est dans la popularité, ou il n'est nulle part. (Très-bien!)

Tant que l'assemblée nationale, qui est la popularité vivante du pays, non pas cette popularité mobile que le matin apporte et que le soir emporte, mais cette popularité du bon sens, de la réflexion et de la conscience, qui accumule lentement, sur tous les noms des représentants dont cette grande assemblée se compose, le signe de l'assentiment, le mandat de la confiance, la force du pays; c'est de cette popularité que je parle : eh bien! cette popularité, elle est à elle seule, soyez-en sûrs, elle est le pouvoir tout entier. (Très-bien! très-bien!)

Supposé maintenant que, comme il arrive dans toutes les choses humaines, et comme il est arrivé surtout dans les premières périodes et dans les périodes encore révolutionnaires des institutions, cette popularité s'évanouisse peu à peu, qu'elle s'use par les mois, par les jours, les années, par les refus quelquefois courageux et énergiques qu'une assemblée nationale doit savoir faire au sentiment mal éclairé du peuple; supposez que cette popularité s'éloigne et se sépare d'elle : elle s'éloigne et se sépare en même temps des deux pouvoirs, des deux fonctions;

en abandonnant l'assemblée nationale pour un temps, elle abandonne aussi le pouvoir exécutif. Je vous le demande, dans quel abîme n'êtes-vous pas précipités? et votre pouvoir constitué nes'anéantit-il pas au même instant aux yeux du peuple? (Profonde sensation.)

Voilà, je le répète, une des considérations qui m'ont le plus vivement frappé. Je me suis posé devant les yeux le problème de cette lacune de popularité honnête et consciencieuse de l'assemblée; je me suis dit : Voilà un président; il a été appelé par l'assemblée nationale, il est le favori, passez-moi le mot, il est le favori du parlement aux yeux du peuple. (Murmures d'approbation.)

Je retire l'expression si elle blesse... (Du tout! du tout! — Très-bien! très-bien!)

Je me suis mis souvent, dans ma pensée, vous disais-je, en face de cette situation qui peut arriver, qui doit arriver, car tout arrive dans la mobilité des choses, des hommes et des temps où nous sommes; je me suis mis en face d'une assemblée nationale ayant perdu momentanément sa popularité, et par conséquent sa force dans le pays, et d'un président sorti exclusivement du sein des suffrages de l'assemblée nationale, d'un favori, pour répéter le mot puisqu'il ne vous a pas choqués, d'un favori du parlement, au lieu d'un élu du peuple, perdant par cela même sa propre popularité; pourquoi? Parce qu'émané de l'assemblée nationale, celle qui entoure l'as-

semblée nationale est la sienne propre, et parce que, un moment, l'impopularité qui viendrait affaiblir, ternir cette assemblée nationale, réagirait jusque sur lui, et qu'ainsi que le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif, plus en contact avec le peuple, en contact de tous les jours avec le peuple, et par conséquent à qui la popularité est plus nécessaire qu'à tous les autres pouvoirs, le pouvoir exécutif serait atteint de la même impopularité; tout périrait, ou du moins tout s'éclipserait à la fois dans le prestige des deux pouvoirs, trop enchaînés l'un à l'autre, puisque l'un sortirait de l'autre. (Très-bien!)

Où, tout serait anéanti, tout disparaîtrait à la fois dans cette lacune de force, de popularité et de pouvoir. (Marques nombreuses d'approbation.)

Nous nous dirions enfin (et je finis par là cette énumération), nous nous dirions enfin : Dans toute constitution, mais je ne dis pas seulement dans toute constitution politique, dans toute constitution naturelle, si j'osais remonter aux exemples trop physiologiques, quoique très-spirituels, qui ont été apportés à cette tribune par mon remarquable adversaire, M. Félix Pyat; dans toute constitution, tout pouvoir propre doit avoir sa prérogative. Ce qui est vrai d'un pouvoir propre est vrai aussi d'une grande fonction de gouvernement, qui, bien que ne s'élevant pas, dans votre pensée comme dans la mienne, à cette souveraineté de pouvoir que vous réservez

avec raison au peuple, s'élève cependant à l'exercice même de cette souveraineté dans ses fonctions les plus augustes et les plus difficiles. Il faut une prérogative à chacun de ces pouvoirs; vous avez la vôtre, vous l'avez dans l'élection universelle du pays qui vous investit, pour ainsi dire, de la personnalité même de cette grande nation que vous résumez ici, dans cette enceinte.

Mais ce pouvoir exécutif que vous devez et que vous voulez créer, non pas pour lui léguer une part de votre souveraineté, mais pour lui en confier l'exercice, l'exercice distinct, spécial et responsable surtout, et c'est là ce qui le rend par-dessus tout un pouvoir distinct et nécessaire; ce pouvoir responsable, vous devez vouloir qu'il ait aussi sa prérogative dans le pays comme vous l'avez vous-mêmes; sans quoi cette qualité de subordonné du pouvoir législatif, qu'on osait revendiquer pour lui tout à l'heure, ne serait qu'une trop triste et trop faible réalité devant l'impuissance de ses fonctions; ce ne serait plus un ressort dans votre constitution, ce serait une aiguille destinée seulement à marquer l'heure de vos volontés ou de vos caprices sur le cadran de votre constitution. (Très-bien! — Longs murmures d'approbation.)

Je continue :

Puisque tous ces motifs que je viens d'énumérer rapidement devant l'assemblée n'éprouvent aucune

contradiction dans cette enceinte... (*A gauche.* Si ! si !) Ils n'en ont pas éprouvé jusqu'à présent, ils en éprouveront tout à l'heure à cette tribune. Mais puisque ces motifs, dis-je, ne provoquent aucune opposition d'instinct, de clameur publique (c'est celle dont je voulais parler dans cette enceinte); puisqu'ils sont à un certain degré d'évidence et de palpabilité pour tous les esprits, il y a donc un autre motif, et c'est là que j'en veux venir; il y a donc une autre raison de cette hésitation prolongée, de cette hésitation malade qui travaille depuis quelques mois, depuis quelques jours, non-seulement l'opinion publique, mais ceux mêmes qui sont chargés, comme vous, de fixer cette opinion publique par un vote dans la constitution. Eh bien ! M. Parieu le disait hier avec franchise, et je l'en remercie; sans lui, je n'aurais pas eu l'audace d'aborder franchement cette partie de la discussion, si difficile parce qu'elle est presque personnelle; M. Parieu vous disait :

« Vous allez faire la revue des grands partis qui peuvent diviser momentanément les opinions sur le territoire de la France; vous allez faire le grand recensement (il a presque dit le grand recrutement, ou il l'a dit du moins dans la fin de sa phrase et de son discours), vous allez faire le grand recensement de tous les partis antirépublicains, de tous les partis surannés, estimables-quoiquesurannés, qu'un sentiment honorable enchaîne encore à des convictions sincères,

mais de tous ces partis qui, selon moi, qui, selon vous, mon Dieu ! qui, selon eux-mêmes, dans la partie sérieuse et intelligente qui la compose, n'ont plus de rôle à jouer dans la politique de ce pays. (Approbation.)

« Vous allez faire leur recensement, vous allez réunir d'un côté les légitimistes sous le nom de Henri V, de l'autre les partisans de la monarchie de Juillet à peine exilée par le malheur ou plutôt par la faute de nos institutions et les conseils d'une mauvaise politique. (N'accusons pas le malheur, et laissons à chacun sa responsabilité!) (Très-bien!)

« Vous allez faire le recensement de tous les partis. Et ne tremblez-vous pas, ajoutait l'orateur courageux, ne tremblez-vous pas du nombre de ces suffrages qui vont déclarer à la république autant d'inimitiés acharnées qu'il y aura de votes dans l'urne du scrutin pour la présidence? »

Je dirai à M. Parieu que la France et moi nous avons à cet égard plus d'impassibilité, je ne dirai pas plus de courage que lui; je lui dirai que ce serait, selon moi, une chose ridicule à la république française, et à l'assemblée qui la représente, de se préoccuper de quelques suffrages égarés sur des noms d'hommes qui ont perdu la qualité légale de citoyens aux candidatures de la république... Mais je le dis avec certitude, et je suis convaincu que je ne serai au dehors démenti par aucun des partisans sérieux de ces dynasties (Mouvement); je dis que les

représentants de ces dynasties éteintes, errantes aujourd'hui sur la terre étrangère, regarderaient non pas comme un triomphe, mais comme une abdication, une seconde abdication de leur naissance, de leur nature, de leurs droits divins et primordiaux, de venir briguer, quoi? quelques voix pour une candidature à un pouvoir précaire, emprunté pendant un an, pendant deux ans, pendant trois ans, sur la république, sur le territoire de cette France... (Interruption. — Très-bien! très-bien!)

Messieurs, je ne crains pas de le dire, vous calomniez ces pouvoirs déchus. Ils ne voudraient pas remonter par de tels degrés. (Très-bien!)

Messieurs, votre interruption a coupé ma pensée par le milieu; je vous demande la permission de l'achever.

Je disais que ce que votre bon sens déclare impossible dans le représentant de la légitimité absent, le bon sens public, la simple réflexion le déclare plus impossible encore pour la dynastie illégitime de Juillet. (Très-bien!)

Quoi! ce pouvoir monarchique qui est tombé, qui s'est affaissé de lui-même il y a six mois, au milieu de toutes les forces constituées de la représentation nationale, de l'administration et de l'armée; ce pouvoir qui s'est ainsi dérobé à la France, il tenterait, six mois après, de rentrer caché dans l'urne d'un scrutin! Quelle pitié! C'est impossible; ce qui est

ridicule n'est pas possible en France. (Très-bien! — Longue agitation.)

Mais si cela est impossible pour les deux dynasties que j'ai citées, cela est-il plus possible pour une autre? car si vous le déclarez improbable, ridicule, impossible pour les deux dynasties dont je vous parle, vous pensez donc à une autre? vous avez donc un autre motif d'hésitation dans vos pensées? Osez le dire, dites tout. Le pays doit tout entendre; c'est l'esprit de la république, elle n'a peur de rien.

Eh! bien, Messieurs, je veux soulever, moi, autant qu'il est en moi, le poids secret qui pèse sur la pensée et sur la conscience de l'assemblée nationale et du public dans cette question. Et ne craignez rien à cet égard : je le ferai avec autant de convenance que nous devons apporter d'impassibilité, de courage ici, quand il s'agit d'un grand, du plus grand de tous nos intérêts publics.

A une autre époque, Messieurs, lorsqu'il nous a paru qu'il y avait incompatibilité actuelle, présente, immédiate, entre la fondation et la sécurité de la république et des noms d'individus dont le seul crime, ne l'oubliez pas, c'est trop de gloire... (Rumeurs.)

Plusieurs membres. — De gloire héréditaire.

Je supplierai mes honorables collègues de modérer, en faveur de l'orateur et d'une voix fatiguée, ces interruptions, non pas seulement parce qu'elles brisent la parole, mais parce qu'elles brisent aussi

la pensée, et qu'elles m'exposent ainsi à vous présenter des considérations moins dignes de vous. (Écoutez! écoutez!)

Je disais (et si vous m'aviez laissé achever, vous seriez convenus que mon expression était exacte) que quand nous nous étions préoccupés du danger que des noms d'individus dont le péril, le crime, si vous le voulez, n'étant qu'un trop éclatant reflet de gloire sur le pays, dans celui qui a consacré ce grand nom pour la France et pour le monde, pouvaient faire courir au pays, nous n'avons pas hésité; nous avons apporté ici, non pas un acte sévère (il n'en sortira jamais de cette main), non pas une mesure acerbe, mais une mesure de précaution et de prudence, un ajournement de quelques mois à la plénitude de la jouissance des droits de citoyens français pour cette famille.

Ces temps sont changés. Nous, représentants de la France, vous, partie intéressée plus que nous, vous en avez décidé autrement, et je m'incline devant la sagesse et devant la prudence dont vous avez peut-être fait preuve contre moi-même dans cette occasion. Vous aviez le droit de le faire, d'être magnanimes, vous! Nous n'avions pas ce droit, nous! nous étions placés en sentinelles avancées pour couvrir la république, et vous-mêmes, et notre pays, contre toutes les éventualités, même chimériques, de dangers qui pouvaient inquiéter la république.

Nous l'avons fait. Vous avez fait autrement; vous avez rendu tous les droits, la patrie, tous les titres, non-seulement de citoyens, mais de représentants, le droit commun de la souveraineté nationale, aux membres de cette famille. Je n'ai rien à vous dire; je m'incline, et aucune parole, je le répète, ne sortira de ma bouche sans être empreinte du respect que je dois et à votre décision et à ces noms.

Voilà cependant ce qui préoccupe en ce moment la pensée de l'assemblée; c'est l'éventualité qu'un fanatisme posthume du pays ne se trompe de date, de temps, de jour, et ne porte à l'image de ce grand nom, ne porte aux héritiers je ne dirai pas de la gloire, car la gloire, qui donne l'immortalité, ne donne pas, malheureusement, de droit au partage de l'héritage;... ce qui vous préoccupe, dis-je, c'est la peur que cet éclat, si naturellement fascinateur pour les yeux d'un grand peuple militaire, n'entraîne la nation dans ce que vous pourriez considérer, ou dans ce que je considérerais peut-être moi-même à tort, comme une erreur et comme un danger du pays.

Eh bien! je me suis dit : Ce danger est-il probable? Je ne le nierai pas, je n'ai à cet égard ni négation ni affirmation; je ne sais pas lire, pas plus que vous, dans les ténèbres de notre avenir : mais cependant je puis me dire que la réflexion est une des forces humaines dans un pays aussi sensé et aussi

profondément intelligent que notre pays; que, pour arriver à des usurpations du genre de celle qu'on pourrait craindre, non pas des hommes, je le répète,... je respecte leur patriotisme et leur conscience, et je suis convaincu, comme ils l'ont dit eux-mêmes à cette tribune (car je crois à la parole des honnêtes gens), je suis convaincu qu'aucune pensée d'usurpation de cette nature n'approchera jamais d'eux-mêmes... Mais je parle de leurs partis, de ces petits groupes d'hommes intéressés qui s'agitent toujours autour des ambitions supposées, quoique non existantes, et de ceux qui exploitent au profit des factions la plus grande mémoire, la gloire la plus éclatante de notre pays. Eh bien! je dis que ces hommes seraient promptement, inévitablement trompés dans leurs espérances; je dis que, pour arriver à un 18 brumaire dans le temps où nous sommes, il faut deux choses : de longues années de terreur en arrière, et des Marengo, des victoires en avant... (Vive approbation. — Sensation prolongée.)

Je disais, Citoyens, que pour motiver, pour nourrir des pensées de cette nature dans ces groupes d'hommes que je ne voudrais pas même qualifier du nom de faction dans le pays, il fallait autre chose que des réminiscences et des ambitions; qu'il fallait des années de terreur en arrière et des Marengo en avant. Nous n'avons ni des années de terreur en arrière, ni des Marengo en avant. Tranquillisons-nous

donc, et réfléchissons de sang-froid, indépendamment de toute considération dynastique ou personnelle, à la grave question dont nous sommes en ce moment occupés.

Messieurs, quel est le véritable danger, danger législatif, constitutif, de la loi qu'on vous propose de porter ou de ne pas porter dans notre constitution ? quel est le vrai danger de la république de Février à l'heure où nous sommes, non pas à ses premiers jours, elle ne le courait pas alors, mais à l'heure où nous sommes, heure un peu triste, passez-moi le mot ; à l'heure de ce reflux des révolutions, qui est le moment où l'enthousiasme tombe, le plus pénible, le plus ingrat à traverser pour les peuples ; quel est le vrai danger ? Vous l'avez dit hier, on vous le dit presque tous les jours, et nous nous le disons encore davantage dans nos entretiens particuliers ; et il faut que ces entretiens particuliers, qui ne sont, au bout du compte, que les murmures de la conscience générale du pays, passent hors de cette enceinte, et aillent faire réfléchir, modifier, penser ceux mêmes qui ne vous entendent pas à cette tribune ou dans vos entretiens secrets ; le danger de la république, ce n'est pas telle ou telle prétention monarchique : ce n'est pas aujourd'hui que je le craindrais ; ce n'est pas encore l'heure de ces résipiscences et de ces retours toujours heureusement un peu lents et un peu tardifs, qui font revenir la liberté sur

ses pas et les peuples sur eux-mêmes. Il faut pour cela quelques années ; il faut avoir accompli la rotation de tous les inconvénients et de tous les avantages d'un système politique quelconque , avant que le système opposé vienne se présenter comme un idéal, comme un regret et comme une espérance à un pays longtemps déçu. Mais nous ne sommes pas à ces années ; nous sommes à six mois de la fondation de la république, à son époque, je vous le répète, la plus pénible, la plus triste, la plus périlleuse, si nos courages n'étaient pas au niveau de la situation. (Bravos prolongés.)

Ce danger, j'oserai vous le dire, et je vous supplie de ne pas murmurer, je le dis dans le même sentiment avec lequel vous l'entendrez vous-mêmes, c'est une certaine incrédulité ; ce danger, c'est un manque de foi, c'est une certaine indifférence par défaut de foi ; c'est une certaine désaffection aussi de la république, à cause des difficultés mêmes qu'un gouvernement si beau, si grand, impose au peuple qui a voulu se la conquérir, et qu'il saura raffermir pour lui et pour ses enfants. (Très-bien !)

Ce danger, vous disais-je, c'est la désaffection. Vous savez comment est née cette république. A cet égard, des membres du gouvernement provisoire qui ont parlé ici avant moi vous l'ont dit eux-mêmes ; et à quoi bon cacher ce que la France sait tout entière ? à quoi bon ces réticences soi-disant politi-

qués qui ne servent qu'à affaiblir les vérités, et, en affaiblissant les vérités, à affaiblir aussi les courages?

La république n'a été, en vérité, qu'une grande et merveilleuse surprise du temps. Tous les esprits n'y étaient pas encore suffisamment préparés. Je ne dirai pas, comme mes collègues, que la France n'était pas républicaine : j'ai la conviction (et un de ces jours, si vous le permettez, j'analyserai devant vous cette conviction en moi), j'ai la conviction que la France, si elle n'est pas républicaine par ses faiblesses, si elle n'est pas républicaine par ses habitudes, si elle est monarchique par ses vices de caractère, passez-moi le mot, est républicaine par ses idées; elle est républicaine par ses grandes vertus naturelles et par ses traditions d'indépendance. (Bravos.)

Vous concevez dès lors que je ne me sois pas inquiété au delà des bornes de cette surprise que la république de Février faisait à nous-mêmes et à l'esprit du temps; quand la monarchie s'écroulait d'elle-même sous nos pas, à une tribune voisine de celle où je vous parle. (Sensation profonde.)

Non! l'enthousiasme du peuple, la beauté du caractère populaire pendant les premiers temps, la magnificence de l'institution de cette république, qui ne coûtait ni un regret, ni une larme, ni une goutte de sang à la patrie, et qui lui apportait des espérances que vous êtes appelés à réaliser, non pas d'un

seul coup, mais jour à jour, avec sagesse, avec possibilité, avec cette lenteur que comporte toujours l'accomplissement d'une des plus grandes choses humaines; tout cela a rallié à la république, dans les premiers moments, tous les esprits. Et permettez-moi de vous le dire, nous qui en avons été témoins, la république a rallié à elle tous les cœurs, même de ceux que vous accusez aujourd'hui d'en être le plus éloignés.

Si j'apportais à cette tribune, Citoyens, les confidences des chefs des plus grands partis dynastiques à cette époque, vous seriez convaincus que, dans ce moment de chaleur, d'émotion, qui élève les partis au delà d'eux-mêmes, qui fait que les hommes sont au-dessus de leur ambition et de leurs regrets, il n'y a eu qu'un seul sentiment : l'acceptation loyale, sincère, énergique et confiante de la république. (Vive adhésion.)

Et pourquoi ces premiers jours, ces premiers mois d'enthousiasme, d'espérance, d'acclamations et d'acceptation unanime se sont-ils changés, dans les départements, dans le fond du pays, depuis quelque temps, en incrédulité, en manque de foi, en défiance, en défaillances de la république?

Vous le savez comme moi, Citoyens, les tristes agitations d'avril, de mai, de juin, la crise financière, les difficultés de la circulation, et cette faction involontaire de la misère publique sur laquelle

nous essayons tous les jours d'attendrir, d'émouvoir l'âme de la république (Bravos à gauche), cette faction de la faim que vous corrigez tous les jours par vos bienfaits; cette agitation, ces inquiétudes, cette violence de mauvaises pensées, reprenant de la force à mesure que vous perdez de la confiance et de la sécurité, ont un moment aliéné, ébranlé les cœurs des faibles parmi une partie de la population du pays.

Eh bien! Messieurs, est-ce que personne n'a concouru à cette désaffection, à cette indifférence des populations en France? Tout le monde, permettez-moi de vous le dire, les uns par des excès de défiance et d'exigence envers le gouvernement encore embarrassé de la république, les autres par des excès d'impatience, par un système soi-disant ultrarépublicain, que ces populations mal éclairées pouvaient confondre, non pas avec le progrès, mais avec la subversion de la société elle-même.

Ainsi on est allé de campagne en campagne, de département en département; on a dit au peuple : « Voyez ce que c'est que la république; c'est le partage des terres, c'est la spoliation des industries, c'est le papier-monnaie, c'est la main de l'État dans la liberté des industries, c'est le maximum, c'est la ruine du travail libre... (Très-bien!)

« C'est la profanation des religions et des cultes, c'est la menace aux propriétaires, c'est la violence

faite à la famille, ce sont des agitations populaires incessantes, ce sont des clubs anarchiques ou sociaux établis à tous les coins de vos rues ou des places publiques, dans lesquels vous entendrez tous les jours des délations contre les citoyens, dans lesquels des noms marqués à l'encre rouge de la calomnie, comme vous l'avez vu et entendu tous les jours, sont livrés à la haine, aux ressentiments et à la colère aveugle des populations égarées : voilà ce que c'est que la république. » Et c'est ainsi qu'on l'a fait méconnaître, en la calomniant dans le pays. (Très-bien ! très-bien ! — Longue agitation.)

Eh bien ! est-ce dans une situation pareille, dans une disposition pareille de l'esprit d'une partie de vos populations, dans vos départements et dans vos campagnes, qu'on est bien venu à nous porter à cette tribune le système qu'on y soutient depuis deux jours ; à nous proposer de dire à ce pays déjà trop refroidi, déjà trop ralenti dans son mouvement vers les institutions populaires, déjà trop indifférent et trop désaffectionné de ce magnifique idéal que la révolution de Février lui avait ouvert, est-on bien venu à dire à ce pays : « Nous t'enlevons ta part dans la souveraineté que nous venons en vain d'écrire ; nous te chassons de l'exercice de cette souveraineté : après l'avoir proclamée, nous t'enlevons ta part de souveraineté, nous t'exilons de ta propre république, ainsi que la majorité des électeurs en fu-

rent exilés pendant trente-six ans sous le gouvernement constitutionnel?» (Très-bien! très-bien!)

Est-ce là, je le répète, le moyen de rallier, de réchauffer, de recruter des forces intellectuelles, des forces de confiance, de foi de plus à la république que nous voulons fonder, et que nous ne pouvons fonder qu'avec le concours unanime de ce peuple? (Très-bien! — Nouveaux applaudissements.)

Je sais, pour moi, que si je voulais blesser davantage le cœur du peuple, que si je voulais l'aliéner plus complètement à sa république, je n'inventerais pas, Messieurs, un autre et plus habile, ou plutôt un plus funeste procédé. (C'est vrai!)

Mais si je voulais, au contraire (et c'est ce que nous voulons tous ici, sans exception de nuances sur ces bancs), si je voulais, au contraire, rallier, recruter, coïntéresser, solidariser, par un lien rattaché au cœur de chaque citoyen, tous les individus, toutes les volontés, toutes les forces de la population pour la république, je ferais le contraire, et je dirais : Ce que nous vous proposons, nous, avec la commission, c'est de dire loyalement, hardiment à tous les citoyens du pays, à chaque citoyen du pays, à son foyer, dans sa demeure, dans sa commune : « Réfléchis, réfléchis et juge; et quand tu auras jugé et réfléchi, prononce toi-même, choisis toi-même parmi tous tes concitoyens, parmi ceux dont le nom, venu jusqu'à toi, t'inspirera le plus de sécurité, le plus d'estime,

le plus de confiance; choisis-le et nomme-le. Celui-là sera, non pas ton maître, il n'y en a point sous les républiques; mais celui-là sera ta personnification même (et cela est plus glorieux que d'être ton maître) celui-là sera ta personnification, et il sera le chef, le modérateur, le régulateur de tes institutions républicaines; il protégera ta propriété, celle de ta famille, celle de tes enfants. » (Très-bien! très-bien!)

Une voix à gauche. Et l'assemblée, que devient-elle?

Messieurs, j'ai entendu une interruption à laquelle je demande à l'assemblée la permission de répondre, en m'écartant une minute de la voie de mes pensées.

On a dit de ce côté (l'orateur montre la gauche): « Mais dans cette définition peut-être trop aventurée, trop splendide, c'est possible, involontaire (vous savez comment les paroles tombent des lèvres à une tribune, sans qu'on puisse les y rappeler), dans cette définition vous avez placé trop haut les fonctions du président de la république; vous avez ainsi passé par-dessus la tête de la souveraineté véritable, par-dessus la tête de l'assemblée nationale. » Ah! Messieurs, nous raisonnons, nous discutons ici tous de bonne foi: si quelque parole de cette nature m'est, par hasard, échappée dans la dernière phrase que j'ai prononcée, reportez-vous à l'origine, et tout à l'heure reportez-vous à la fin du discours que j'ai l'honneur de prononcer devant vous, et vous verrez

que j'ai déclaré d'avance que le partage de la souveraineté était une chimère dans la république; que le président de votre république, bien loin d'être une part de la souveraineté de l'assemblée nationale, n'était qu'une fonction distincte, mais nullement une part de souveraineté. Je m'arrête là, et j'espère avoir satisfait aux scrupules de l'honorable interrupteur. (Très-bien! très-bien!)

Je reprends, et je dis que je ne connais pas sur la terre de moyen plus efficace pour rattacher l'intelligence, la conscience, la volonté et la force de chaque citoyen au centre national, que d'impliquer pour ainsi dire sa volonté, son vote et sa main, dans la nomination de ce pouvoir exécutif. Et vous ne ramènerez pas ainsi le pays seulement à la confiance, vous le ramènerez à ce respect croissant pour l'autorité, pour l'autorité républicaine, qui doit se retremper tous les jours dans la seule source de l'autorité véritable, dans la conscience des citoyens. Ne sera-ce pas là en effet, Messieurs, ce suffrage universel délibéré, réfléchi, volontaire de chaque citoyen, dans la constitution des deux fonctions de votre gouvernement? n'est-ce pas par excellence, passez-moi l'expression encore, le sacrement même de l'autorité? n'est-ce pas l'autorité la plus irréfutable qui puisse se manifester au milieu d'un grand peuple? (Mouvement.) Car, enfin, le droit de naissance, qu'est-ce que c'est, au bout du compte? Tout

le monde aujourd'hui est assez éclairé pour y avoir réfléchi : le droit de naissance, c'est le droit du hasard. Le droit de primogéniture, quel est-il ? le droit du premier venu, le droit du premier sorti des flancs de sa mère. Le droit de la conquête, c'est celui qui avilit le peuple qui s'y soumet, c'est le droit de la violence et de la force brutale. Le droit divin n'est que la sanction, la bénédiction du sacerdoce sur des races royales. Il y a longtemps que ce signe n'était qu'un signe, et ce symbole qu'un symbole. (Très-bien !)

Le droit d'hérédité enfin ? Mais ce droit n'est quelquefois que le droit de l'idiotisme. (Sensation.)

Mais ce que nous vous proposons, au contraire, qu'est-ce autre chose que le peuple tout entier sacrant non pas son président, je vous le répète, et ne vous y trompez pas, sacrant sa constitution républicaine tout entière. (Sensation.)

Qu'est-ce autre chose que le peuple tout entier se dépouillant volontairement, homme par homme, citoyen par citoyen, de sa propre souveraineté, pour investir, quoi ? non pas un citoyen plus grand que lui (et ici je reviens à la pensée de mes interrupteurs), non pas un citoyen plus grand que lui, je le répète, mais un gouvernement plus collectif, un gouvernement plus universel, plus populaire, s'il se peut, que le peuple lui-même. (Longue agitation et applaudissements prolongés.)

Voilà, Messieurs, l'œuvre du suffrage universel que nous vous proposons de sanctionner dans votre constitution, pour l'élection de votre président.

Voyez le danger de l'autre système. Voulez-vous me permettre de le toucher en passant? voulez-vous m'accorder encore quelques minutes d'attention?

De toutes les parties de la salle. Oui! oui! — Parlez! parlez!

Messieurs, retournez l'aspect de la question; considérez l'autre système, le système de l'amendement que M. Flocon vous proposera tout à l'heure.

N'êtes-vous pas effrayés, je le dirai à mon honorable et consciencieux collègue du gouvernement provisoire; n'êtes-vous pas effrayés du rôle que vous préparez au président de votre pouvoir exécutif dans votre système?

Quoi! voilà un citoyen qui, au lieu d'être ballotté en plein soleil dans cet immense scrutin populaire qui va s'ouvrir sur tous les points de la république, sortira d'un scrutin de l'assemblée nationale!

C'est du respect, sans doute; mais est-ce autant de grandeur dans le prestige? Je vous laisse à répondre vous-mêmes. (Sensation.)

Voilà un citoyen qui, au lieu de sortir avec six millions de voix qui attestent des millions de points d'appui dans la conscience d'autant de citoyens de la république, sortira peut-être à l'unanimité, je le souhaite sans l'espérer, et sortira à une majorité

quelconque du sein de cette assemblée, à une majorité, savez-vous de combien de voix ? A une majorité de 60, 50, 30, 20, 3 ou 1 voix peut-être. Est-ce là l'autorité, la dignité, le respect, le prestige dont vous voulez investir l'élection de votre puissance exécutive ? (Vive approbation.) Daignez m'accorder encore quelques minutes de votre attention. (Oui ! oui ! — Parlez !) Je dis : Sortira à un petit nombre de voix quelconque de l'urne de ce scrutin, et sera annoncé le lendemain dans le *Moniteur*, comme un événement parlementaire ordinaire, sur toute la surface de notre pays. Et quelles voix, Messieurs ! Ici je reviens involontairement à une question que je regrette d'avoir à toucher, qu'a touchée hier M. Parieu, et qu'a touchée un des honorables préopinants, cette question, je ne dirai pas de la corruption, ce nom doit avoir disparu avec la source d'où elle émanait : le nom du président sortira avec la suspicion du moins de quelques brigues, car c'est le mot que cela reçoit dans la république ; des voix d'hommes auxquels la malveillance, l'envie, la faction, car il faut oser descendre dans le cœur même des factions pour y surprendre leurs mauvaises pensées ; à qui ces factions pourront dire : « Toi, tu as nommé le président de la république parce qu'il était ton parent, et que tu voulais grandir en lui ta famille. — Toi, tu as donné au président de la république ta voix parce qu'il était ton ami personnel, et que, dans la gran-

deur de sa fortune, tu voulais élever ta propre fortune. — Toi, tu as nommé le président de la république parce qu'on t'a promis une ambassade; — toi, parce qu'on t'a promis une préfecture... » (Interruption. — Oui ! oui ! — Bravos. — Sensation prolongée.)

Messieurs, je disais et je répète... Je regrette de prolonger de quelques minutes de trop... (Parlez ! parlez !) Je disais, et je disais sans calomnier le moins du monde, dans ma pensée, la conscience et l'incorruptibilité des citoyens qui siègent ici au même titre que moi ; mais je disais que, dans les mauvaises pensées des factions ennemies de la république et de ses pouvoirs, il y aurait des hommes qui ne manqueraient pas de dire au peuple : « Celui-ci a nommé parce qu'il avait une espérance ; celui-ci a nommé parce qu'il avait une ambition ; celui-ci a nommé parce qu'il avait une faiblesse ; celui-ci a nommé parce qu'il avait une cupidité. Citoyens, diraient les tribuns au peuple, voilà la source douteuse, voilà la source suspecte d'où la république a fait jaillir pour vous, non pas son premier pouvoir, mais sa première fonction, mais celle qui est destinée à imprimer, par les mains du pouvoir exécutif, au peuple la volonté souveraine de votre pouvoir législatif. » Et vous ne tremblez pas de l'effet possible de ces accusations ? (Mouvement.)

Ah ! on peut corrompre les hommes par petits

groupes, on ne peut pas les corrompre en masse. On empoisonne un verre d'eau, on n'empoisonne pas un fleuve. Une assemblée est suspecte; une nation est incorruptible comme l'Océan. Et il n'y aurait pas là une atténuation quelconque au moins dans l'esprit des malveillants, qui font toujours partie d'une population; il n'y aurait pas là, selon vous, une atténuation, possible du moins, de la valeur, de la force de votre président. La force!... Permettez-moi une digression que ce mot appelle à l'instant même dans ma pensée. Tout à l'heure, hier aussi, si je m'en souviens bien, on vous disait, comme à une autre époque, comme à une époque où le trône superposé à la nation n'était pas un centre, mais une domination symbolique sur le peuple, où le trône avait des intérêts séparés de la nation, on vous disait : « Prenez garde, Citoyens, de trop renforcer le pouvoir exécutif, dont la force pourrait dégénérer en usurpation, et dont l'autorité toute républicaine, toute nationale, pourrait devenir bientôt de la tyrannie contre vous-mêmes! »

Messieurs, en écoutant l'annonce de ce prétendu péril dans la situation où nous sommes, je n'ai pu, je vous l'avouerai, retenir un certain sourire sur mes lèvres; il m'a semblé voir, dans l'orateur auquel je répons, je ne sais (passez-moi l'expression, elle n'a rien d'offensant dans ma pensée), il m'a semblé voir je ne sais quelle ironie sanglante de l'ins-

tabilité des choses humaines. Nous parlons de l'excès de force du pouvoir exécutif sur les ruines et dans la poussière d'un trône et d'un gouvernement à peine écroulés sous nos pas ! (Sensation.)

Messieurs, ce n'est pas, certes, contre l'excès de forces qu'il faut nous prémunir. Je le disais à mon voisin en écoutant l'orateur auquel je fais allusion : « Ah ! plutôt à Dieu que la république en fût à se prémunir contre l'excès des forces du pouvoir exécutif ! plutôt à Dieu que la république fût née enfant avec toute son énergie, comme ce dieu de la fable antique qui étouffait des serpents dans son berceau. » (Très-bien ! très-bien ! Applaudissements.)

Mais, je le répète, nous sommes loin de là ; et la prudence véritable, la prudence du jour, la prudence du temps, la prudence des longues années peut-être que nous avons à parcourir avant d'avoir consolidé le gouvernement républicain parmi nous, elle doit être, au contraire, de chercher, par tous les moyens légaux, par tous les moyens constitutionnels, à créer au pouvoir exécutif militaire de la république cette force qui ne sera jamais de trop, puisque, dans nos institutions présentes, ce ne sera jamais que la force du pays lui-même.

Une dernière considération, et je finis.

En investissant votre pouvoir exécutif, dans la personne de votre président de la république, de

toutes les forces morales que la nature de nos institutions peut comporter, savez-vous ce que vous faites, Messieurs ? vous faites précisément ce qu'il y a à faire dans la situation précaire où sont placées encore les institutions à leur origine ; vous rendez plus impossible, en le rendant plus grave, plus odieux, plus inexcusable, l'attentat contre la république elle-même, et contre les deux pouvoirs qu'elle a constitués. (Sensation.)

Oui, en mettant, dans les mains et dans la conscience de chaque citoyen électeur de la république, le gage, la participation à cette souveraineté, dans votre élection, dans celle du président de la république, vous donnez à chacun de ces citoyens le droit et le devoir de se défendre lui-même en défendant la république ; et vous donnez aussi à chaque citoyen de l'empire le droit d'être le vengeur de ces attentats, s'ils venaient jamais à contrister de nouveau cette enceinte et le gouvernement du pays. (Très-bien ! très-bien !)

Messieurs, je m'arrête parce que l'aiguille m'avertit, sachez-le, et parce que j'ai épuisé... (Non ! non ! — Parlez ! parlez ! — Mouvement prolongé d'intérêt et de curiosité.)

Je dis, Messieurs, que je m'arrête, non pas que j'aie épuisé les mille considérations qui pourraient vous être présentées pour le système que je défends devant vous ; mais je m'arrête, de crainte de fatiguer

inutilement et plus longtemps l'attention que vous avez bien voulu me prêter.

Non, Citoyens, je m'arrête ; ce n'est pas faute de raisons, mais parce que j'espère vous avoir convaincus.

Je sais bien qu'il y a des dangers graves dans les deux systèmes ; qu'il y a des moments d'aberration dans les multitudes ; qu'il y a des noms qui entraînent les foules comme le noir entraîne les troupeaux, comme le lanibeaume de pourpre attire les animaux privés de raison. (Longue sensation.)

Je le sais, je le redoute plus que personne ; car aucun citoyen n'a mis peut-être plus de son âme, de sa vie, de sa sueur, de sa responsabilité et de sa mémoire, dans le succès de la république !

Si elle se fonde, j'ai gagné ma partie humaine contre la destinée ! si elle échoue, ou dans l'anarchie, ou dans une réminiscence de despotisme, mon nom, ma responsabilité, ma mémoire échouent avec elle, et sont à jamais répudiés par mes contemporains. (Bravos prolongés. — Interruptions.)

Eh bien ! malgré cette redoutable responsabilité personnelle dans les dangers que peuvent courir nos institutions problématiques, bien que les dangers de la république, bien que ses dangers soient mes dangers, et leur perte mon ostracisme et mon déclin éternel si j'y survivais, je n'hésite pas à me prononcer en faveur de ce qui vous semble le plus dangereux, l'élection

du président par le peuple. (Mouvement prolongé. — Interruption.)

Oui, quand même le peuple choisirait celui que ma prévoyance, mal éclairée peut-être, redouterait de lui voir choisir, n'importe : *Alea jacta est* ! Que Dieu et le peuple prononcent ! Il faut laisser quelque chose à la Providence. Elle est la lumière de ceux qui, comme nous, ne peuvent pas lire dans les ténèbres de l'avenir. (Très-bien ! très-bien !)

Invoquons-la, prions-la d'éclairer le peuple, et soumettons-nous à son décret. (Nouvelle sensation.) Peut-être périrons-nous à l'œuvre, nous ! (Non ! non !) Non, non, en effet ; et il serait même beau d'y périr, en initiant son pays à la liberté. (Bravos.)

Eh bien ! si le peuple se trompe, s'il se laisse aveugler par un éblouissement de sa propre gloire passée ; s'il se retire de sa propre souveraineté après le premier pas, comme effrayé de la grandeur de l'édifice que nous lui avons ouvert dans sa république, et des difficultés de ses institutions ; s'il veut abdiquer sa sûreté, sa dignité, sa liberté entre les mains d'une réminiscence d'empire ; s'il dit : « Ramenez-moi aux carrières de la vieille monarchie » (Sensation) ; s'il nous désavoue et se désavoue lui-même (Non ! non !), eh bien ! tant pis pour le peuple ! Ce ne sera pas nous, ce sera lui qui aura manqué de persévérance et de courage. (Mouvement prolongé.)

Je le répète, nous pourrions périr à l'œuvre par sa

faute, nous ; mais la perte de la république ne nous sera pas imputée. Oui, quelque chose qui arrive, il sera beau dans l'histoire d'avoir tenté la république. La république, telle que nous l'avons proclamée, conçue, ébauchée quatre mois ; la république d'enthousiasme, de modération, de fraternité, de paix, de protection à la société, à la propriété, à la religion, à la famille ; la république de Washington... (Applaudissements.)

Ce sera un rêve, si vous voulez ! mais elle aura été un beau rêve pour la France et le genre humain. Mais ce rêve, ne l'oublions pas, il a été l'acte du peuple de Février pendant ses premiers mois. Nous le retrouverons !

Mais enfin, si ce peuple s'abandonne lui-même ; s'il venait à se jouer avec le fruit de son propre sang, répandu si généreusement pour la république en février et en juin ; s'il disait ce mot fatal, s'il voulait désertier la cause gagnée de la liberté et des progrès de l'esprit humain, pour courir après je ne sais quel météore qui brûlerait ses mains... (Sensation.)

Qu'il le dise ! (Mouvement.)

Mais nous, Citoyens, ne le disons pas du moins d'avance pour lui ! (Nouveau mouvement.)

Si ce malheur arrive, disons-nous au contraire le mot des vaincus de Pharsale : *Victrix causa diis placuit, sed victa Catoni* ! (Sensation.)

Et que cette protestation contre l'erreur ou la faiblesse de ce peuple soit son accusation devant lui-même, et soit notre absolution, à nous, devant la postérité! (Très-bien! très-bien! — Longs applaudissements.)

FIN DU DERNIER VOLUME.

TABLE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

	Pages.
<u>De la Propriété littéraire.....</u>	<u>3</u>
<u>Discours prononcé au banquet donné à Paris pour</u> <u>l'Abolition de l'esclavage</u>	<u>51</u>
Sur la Régence.....	64
Banquet offert à M. de Lamartine par la ville de Mâ- con.....	103
<u>L'État, l'Église et l'enseignement.....</u>	<u>128</u>
<u>Du Droit au travail et de l'organisation du travail....</u>	<u>172</u>
<u>Réponse aux ouvriers de Paris.....</u>	<u>202</u>
<u>Pourquoi M. de Lamartine est seul.....</u>	<u>208</u>
<u>Un Principe et point de partis.....</u>	<u>221</u>
<u>Sur la Navigation de la Seine entre Rouen et la mer..</u>	<u>238</u>

	Pages.
<u>Pour l'Abolition de l'impôt du sel.....</u>	<u>253</u>
<u>Des Mariages espagnols.....</u>	<u>277</u>
<u>Sur le Projet de constitution.....</u>	<u>296</u>
<u>Sur le Droit au travail.....</u>	<u>323</u>
<u>Une seule Chambre.....</u>	<u>351</u>
<u>La Présidence.....</u>	<u>378</u>

FIN DE LA TABLE.

5682435





